Agence d'évaluation d'impact du Canada
Impact Assessment Agency of Canada

Project de route d’accès à la collectivité de Marten Falls

RAPPORT D’ÉVALUATION D’IMPACT

Août 2026

Canada

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada représenté par la ministre de l'Environnement, du Changement climatique et de la Nature, 2026.

La présente publication peut être reproduite sans autorisation pour usage personnel ou interne, à condition que la source soit dûment citée. Toutefois, la reproduction multiple de cette publication en tout ou en partie à des fins de redistribution nécessite l'autorisation écrite préalable de l'Agence d'évaluation d'impact du Canada, Ottawa (Ontario) K1A 0H3 ou information@iaac-aeic.gc.ca.

Numéro de catalogue : En106-300/2026F-PDF

ISBN : 978-0-662-74513-6

Le document est aussi publié en anglais, sous le titre : Marten Falls Community Access Road – Impact Assessment Report

Résumé

L'Agence d'évaluation d'impact du Canada (AEIC) a effectué une évaluation d'impact du projet de route d'accès à la collectivité de Marten Falls (le projet) proposée par la Première Nation de Marten Falls (le promoteur), conformément aux exigences de la *Loi sur l'évaluation d'impact* (la LEI). Le promoteur propose la construction et l'exploitation, y compris l'entretien, d'une route d'accès multifonctionnelle praticable en toutes saisons d'environ 184 kilomètres de longueur reliant l'extrémité nord du chemin forestier Painter Lake à la communauté de Marten Falls. Marten Falls est située au confluent des rivières Albany et Ogoki, à environ 170 kilomètres au nord-est de Nakina, en Ontario. Tel qu'il est proposé, le projet pourrait permettre l'accès aux éventuelles activités d'exploitation minière dans la région du Cercle de feu.

L'évaluation d'impact a été effectuée en coordination avec le gouvernement de l'Ontario, qui a mené une évaluation environnementale exhaustive au titre de sa *Loi sur les évaluations environnementales*. L'AEIC a travaillé avec la Province à harmoniser l'évaluation d'impact fédérale avec l'évaluation environnementale provinciale.

- Outre le gouvernement de l'Ontario, l'AEIC a collaboré avec des autorités fédérales, des communautés autochtones et d'autres participants à évaluer les effets que le projet est susceptible d'entraîner.
- Tout au long de l'évaluation d'impact, l'AEIC a consulté et mobilisé les communautés autochtones, de façon à respecter l'engagement du Canada envers la réconciliation et les principes du consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause. L'AEIC a tenu compte du savoir autochtone qui a été fourni pour éclairer l'évaluation d'impact.
- L'AEIC a travaillé avec le promoteur, en tenant compte des renseignements présentés dans son étude d'impact et d'autres présentations.
- L'AEIC a tenu compte des renseignements ou des connaissances de spécialistes ou d'experts d'autorités fédérales, dont Environnement et Changement climatique Canada, Pêches et Océans Canada, Ressources naturelles Canada, Transports Canada, Services aux Autochtones Canada, Santé Canada, Femmes et Égalité des genres Canada et l'Agence de la santé publique du Canada.
- L'AEIC a consulté le public, a invité les gens à formuler des commentaires à divers moments de l'évaluation d'impact et a pris en compte les commentaires reçus.

Ce rapport d'évaluation d'impact (le Rapport d'EI final) fournit des renseignements sur l'évaluation d'impact et énonce la justification et les conclusions de l'AEIC. Elle fournit

également un résumé du processus de consultation avec les communautés autochtones qui a été mené pour respecter l'obligation la Couronne fédérale de consulter.

Dans son évaluation d'impact, l'AEIC a pris en compte les « effets négatifs relevant d'un domaine de compétence fédérale » et les « effets directs ou accessoires négatifs » non négligeables que la réalisation du projet est susceptible d'entraîner (collectivement désignés ci-après « effets négatifs fédéraux »). L'AEIC a examiné un éventail de voies d'effets qui pourraient entraîner des effets négatifs fédéraux. Par exemple, l'AEIC a examiné les changements dans les populations du caribou boréal en tant que voie d'effets négatifs fédéraux sur « l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles par les peuples autochtones », compte tenu des préoccupations soulevées par les communautés autochtones au cours de l'évaluation. Le Rapport d'EI est axé sur les effets négatifs fédéraux et les voies d'effets qui constituent des problèmes clés. Lorsque des effets négatifs fédéraux résiduels étaient prévus même après la mise en œuvre de mesures d'atténuation, l'AEIC a évalué les effets négatifs fédéraux cumulatifs, c'est-à-dire les effets susceptibles de découler de l'interaction entre les effets résiduels du projet et les effets d'autres activités concrètes. Les conclusions de l'AEIC concernant la probabilité d'effets négatifs fédéraux importants sont résumées dans le tableau 1.

Tableau 1 : Conclusions de l'AEIC sur les effets négatifs fédéraux

Effets négatifs fédéraux	Conclusion de l'AEIC
Effets sur les poissons et leur habitat	Les effets résiduels et cumulatifs auxquels le projet contribue sont susceptibles d'être importants dans une mesure faible, principalement en raison de la dégradation et de la perte d'habitat qui pourraient ne pas être entièrement compensées et qui auraient des chevauchements spatiaux et temporels limités avec les effets d'autres projets.
Effets sur les oiseaux migrateurs	Les effets résiduels et cumulatifs auxquels le projet contribue ne sont pas susceptibles d'être importants, étant donné que les mesures d'atténuation limiteraient les effets résiduels peu fréquents dans la zone de perturbation liée à la construction (ZPC) et que le chevauchement spatial et temporel avec les effets d'autres projets serait minime.
Effets découlant des activités concrètes menées sur le territoire domanial (réserve de la Première Nation de Marten Falls)	Les effets résiduels ne sont pas susceptibles d'être importants, étant donné que les mesures d'atténuation devraient maintenir des populations viables d'espèces ainsi que les teneurs en

Effets négatifs fédéraux	Conclusion de l'AEIC
	contaminants atmosphériques généralement en deçà des recommandations en vigueur. Les effets cumulatifs auxquels le projet contribue ne sont pas susceptibles d'être importants, à l'exception des effets cumulatifs sur l'habitat du caribou et du carcajou qui, eux, sont susceptibles d'être importants dans une mesure faible, en raison de la dégradation et de la perte d'habitat dans la réserve de la Première Nation de Marten Falls, lesquelles interagissent avec les changements de l'habitat découlant d'autres projets dans l'ensemble des aires de répartition des espèces.
Effets sur l'environnement sur le territoire domanial (réserve de la Première Nation de Marten Falls)	Les effets probables sur l'environnement sur le territoire domanial sont pris en compte dans l'évaluation des effets résultant des activités menées sur le territoire domanial. Aucun autre effet sur l'environnement sur le territoire domanial n'est probable.
Effets directs ou accessoires négatifs des autorisations et des permis suivants : • Approbations des travaux de la *Loi sur les eaux navigables canadiennes*; • Autorisations de la *Loi sur les pêches*; • Permis de la *Loi sur les espèces en péril*; • Permis d'explosifs de la *Loi sur les explosifs*.	Les effets directs et accessoires négatifs probables associés à des permis fédéraux sont pris en compte dans l'évaluation des effets sur les poissons et leur habitat, des effets sur les oiseaux migrateurs, des effets sur l'environnement sur le territoire domanial et des répercussions sur les peuples autochtones et leurs droits, tout au long du Rapport d'EI. L'AEIC a examiné les effets négatifs associés aux lois pertinentes pour le projet, mais elle indique que seules les approbations des travaux de la *Loi sur les eaux navigables canadiennes* sont susceptibles d'être nécessaires. Aucun autre effet négatif direct ou accessoire n'est probable.
Effets sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles par les peuples autochtones	Les effets résiduels auxquels le projet contribue sont susceptibles d'être importants dans une mesure faible, en raison de la modification de la pratique d'activités traditionnelles (pêche, chasse, piégeage et cueillette de plantes) due aux changements de la disponibilité des ressources, de l'accès sécuritaire et de la qualité de l'expérience hors de certains sites privilégiés ainsi qu'à la réduction de l'accès sécuritaire et de la

Effets négatifs fédéraux	Conclusion de l'AEIC
	qualité de l'expérience à l'échelle locale. Les effets cumulatifs auxquels le projet contribue sont susceptibles d'être importants dans une mesure faible pour les activités traditionnelles, à l'exception de la chasse au caribou et à d'autres ongulés, pour laquelle les effets seraient importants dans une mesure modérée, étant donné que le projet, en combinaison avec d'autres projets prévisibles, modifierait les tendances de déplacement et la superficie des aires de répartition, ce qui aurait une incidence sur la disponibilité des ressources.
Effets sur le patrimoine naturel et culturel des peuples autochtones et effets sur les constructions, les emplacements ou les choses d'importance sur le plan historique, archéologique, paléontologique ou architectural pour les peuples autochtones	Les effets résiduels et cumulatifs auxquels le projet contribue sont susceptibles d'être importants dans une mesure faible, principalement en raison de la dégradation partielle de sites d'importance et des changements à l'accès sécuritaire à des portions de ces sites d'importance.
Effets sur les conditions sanitaires, sociales et économiques des peuples autochtones	Les effets résiduels et cumulatifs sont susceptibles d'être importants dans une mesure modérée, principalement en raison de la pression exercée sur l'infrastructure sociale et de la capacité à transmettre le savoir autochtone, compte tenu du fait que la pression exercée par le projet, combinée aux effets similaires d'autres projets raisonnablement prévisibles, faciliterait l'accès aux communautés autochtones éloignées et les moyens d'influence dont elles disposent.

L'évaluation d'impact a également pris en compte les effets négatifs fédéraux des accidents et des défaillances pouvant résulter de la réalisation du projet.

Ce Rapport d'EI a été transmis à la ministre de l'Environnement, du Changement climatique et de la Nature (la ministre) le 4 août 2026. La ministre décidera si les effets négatifs fédéraux indiqués dans le Rapport d'EI sont susceptibles d'être importants et, dans l'affirmative, dans quelle mesure ces effets sont importants. S'il y a lieu, la ministre déterminera si l'intérêt public justifie ces effets négatifs fédéraux, compte tenu du présent Rapport d'EI et des éléments décisionnels présentés à l'article 63 de la LEI. Le tableau 2 présente ces éléments et les conclusions sommaires de l'AEIC relativement à ces éléments. La ministre peut également renvoyer ces décisions au gouverneur en conseil.

Tableau 2 : Conclusions de l'AEIC concernant les éléments à prendre en compte pour déterminer si l'intérêt public justifie les effets négatifs fédéraux importants

Élément	Conclusion de l'AEIC
Les répercussions que les effets susceptibles d'être entraînés par la réalisation du projet pourraient avoir sur tout groupe autochtone et les répercussions préjudiciables que ces effets pourraient avoir sur les droits des Autochtones (sections 4.3 et 4.4)	Le projet est susceptible d'entraîner des effets négatifs sur les peuples autochtones, tels que décrits au tableau 1. De plus, le projet aurait des retombées économiques positives probables pour les peuples autochtones et offrirait des possibilités d'autodétermination. En ce qui concerne les droits des peuples autochtones tels qu'ils sont reconnus et confirmés par l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*, le projet est susceptible d'entraîner des effets négatifs. Plus précisément, gravité faible à modérée des répercussions sur le droit de chasser et de piéger, faible gravité des répercussions sur le droit de pêcher et gravité faible à modérée des répercussions sur le droit au maintien du mode de vie traditionnel pour les communautés autochtones qui seraient le plus directement touchées ou qui ont signalé certaines activités dans la ZPC : Animbiigoo Zaaggi'igan Anishinaabek, Première Nation d'Aroland, Première Nation d'Eabametoong, Première Nation de Fort Albany, Première Nation Ginoogaming, Première Nation de Kashechewan et Première Nation de Marten Falls. Gravité négligeable à modérée des répercussions sur le droit de chasser et de piéger, gravité négligeable à faible des répercussions sur le droit de pêcher, et gravité négligeable à modérée des répercussions sur le droit au maintien du mode de vie traditionnel des communautés autochtones dont les zones privilégiées pour l'exercice des droits de récolte et des droits culturels chevauchent de façon limitée la portée géographique des effets prévus du projet : Première Nation d'Attawapiskat, Première Nation de Constance Lake, Kitchenuhmaykoosib Inninuwug, Première Nation de Long Lake (réserve nº 58), Première Nation de Neskantaga, Première Nation de Nibinamik, Première Nation de Webequie et Première Nation Weenusk.
La mesure dans laquelle ces effets probables contribuent à la capacité du gouvernement du Canada de respecter ses obligations en	Les effets susceptibles d'être entraînés par la réalisation du projet ne contribuent pas au respect des obligations en matière environnementale du Canada, en particulier en ce qui concerne la biodiversité, car les effets négatifs du projet sur les espèces en péril, y compris le caribou et le carcajou, devraient demeurer. L'AEIC a pris en compte les

Élément	Conclusion de l'AEIC
matière environnementale et ses engagements à l'égard des changements climatiques (sections 5 et 6)	effets négatifs fédéraux dans le tableau 1 ainsi que les effets sur les espèces en péril pour étayer son analyse. Les effets susceptibles d'être entraînés par la réalisation du projet ne contribuent pas au respect des engagements du Canada à l'égard des changements climatiques, en particulier les cibles d'émissions de gaz à effet de serre (GES), étant donné que les émissions de GES du projet se poursuivraient au-delà de 2050 et qu'il existe une incertitude globale quant à savoir si les infrastructures du projet pourraient contribuer indirectement à la capacité du Canada de respecter ses engagements à l'égard des changements climatiques à long terme. L'AEIC a pris en compte les effets négatifs fédéraux dans le tableau 1 ainsi que les effets sur les émissions nettes de GES pour étayer son analyse.
La mesure dans laquelle les effets probables du projet contribuent à la durabilité (section 7)	Les effets susceptibles d'être entraînés par le projet se traduiraient par des contributions positives nettes à la durabilité dans une mesure faible, notamment par des effets positifs sur l'emploi et l'économie ainsi que sur le bien-être communautaire, la réconciliation économique et l'autodétermination pour la Première Nation de Marten Falls. L'analyse de l'AEIC a également pris en compte les effets négatifs fédéraux, notamment sur l'usage des terres à des fins de pratiques traditionnelles par les peuples autochtones, dans le contexte des changements environnementaux et du transfert du savoir autochtone.

Il s'agit du Rapport d'EI final pour l'évaluation d'impact du projet. Le présent Rapport d'EI, ainsi que les conditions possibles, appuie la prise de décisions relativement au projet.

Outre l'évaluation d'impact, le projet pourrait nécessiter des permis fédéraux pour des activités spécifiques, notamment des approbations des travaux au titre de la *Loi sur les eaux navigables canadiennes*, une ou plusieurs autorisations au titre de la *Loi sur les pêches*, un ou plusieurs permis au titre de la *Loi sur les espèces en péril* et un ou plusieurs permis d'explosifs délivrés au titre de la *Loi sur les explosifs*. S'il est déterminé que l'intérêt public justifie les effets négatifs fédéraux susceptibles d'être importants, l'AEIC continuera de coordonner les permis fédéraux requis pour le projet.

L'AEIC souligne également que l'évaluation régionale dans la région du Cercle de feu est en cours. Bien qu'il ne s'agisse pas d'un processus décisionnel, cette évaluation vise à donner aux communautés autochtones l'accès à des renseignements sur les conditions

actuelles et futures dans leur territoire traditionnel, renseignements qui seraient disponibles pour appuyer et éclairer la prise de décisions futures dans la région du Cercle de feu. L'ensemble de mesures, notamment le financement, la recherche et les plateformes de données, et d'autres initiatives qui seront offertes dans le cadre de l'évaluation régionale constitueront des moyens supplémentaires pour les communautés autochtones d'avoir accès à des renseignements sur les conditions dans leur territoire traditionnel pour appuyer et éclairer la planification et la prise de décisions futures.

Contenu

Résumé ..... **ii**
Contenu ..... **ix**
Liste des tableaux ..... **xii**
Liste des figures ..... **xiii**
Liste des abréviations et des acronymes ..... **xiii**
Glossaire ..... **xv**
1 Introduction au projet et au processus d'évaluation d'impact 1
1.1 Description du projet 1
1.2 Processus d'évaluation d'impact, portée et considérations 4
1.2.1 Évaluation des effets 5
1.2.2 Autres éléments pris en compte dans l'évaluation d'impact 7
1.2.3 Critères d'importance des effets négatifs fédéraux probables 10
1.3 Consultation et mobilisation des communautés autochtones 11
1.4 Mobilisation du public 11
2 Effets biophysiques négatifs fédéraux 12
2.1 Poissons et leur habitat 12
2.1.1 Évaluation des effets 14
2.1.2 Effets résiduels 21
2.1.3 Effets cumulatifs 21
2.1.4 Mesures d'atténuation et programme de suivi recommandés par l'AEIC qui concernent les poissons et leur habitat et qui doivent mis en œuvre par le promoteur 23
2.2 Effets sur les oiseaux migrateurs 26
2.2.1 Évaluation des effets 28
2.2.2 Effets résiduels 31
2.2.3 Effets cumulatifs 31
2.2.4 Résumé des mesures d'atténuation recommandées par l'AEIC qui concernent les oiseaux migrateurs et qui doivent être mises en œuvre par le promoteur. 32
2.3 Effets des activités concrètes menées sur le territoire domanial 33
2.3.1 Évaluation des effets 36
2.3.2 Effets résiduels 39

2.3.3 Effets cumulatifs 40
2.3.4 Mesures d'atténuation recommandées par l'AEIC à mettre en œuvre par le promoteur relativement aux effets des activités concrètes menées sur le territoire domanial. 41
3 Accidents et défaillances 42
3.1 Évaluation des effets 42
3.1.1 Résumé des mesures d'atténuation et du programme de suivi recommandés par l'AEIC qui concernent les accidents et les défaillances et qui doivent être mis en œuvre par le promoteur 44
4 Répercussions sur les peuples autochtones et leurs droits 46
4.1 Consultation et mobilisation 46
4.1.1 Consultation et mobilisation dirigées par l'AEIC 46
4.1.2 Mobilisation dirigée par le promoteur 57
4.1.3 Le savoir autochtone fourni à l'égard du projet 59
4.2 Obligation de consulter de la Couronne fédérale 61
4.2.1 Caractère adéquat des consultations de la Couronne fédérale 61
4.3 Effets sur les peuples autochtones 65
4.3.1 Effets sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles par les peuples autochtones 65
4.3.2 Effets sur les constructions, les emplacements et les choses d'importance sur le plan historique, archéologique ou architectural pour les peuples autochtones et effets sur le patrimoine naturel et culturel 84
4.3.3 Effets sur les conditions sanitaires, sociales et économiques des peuples autochtones 94
4.3.4 Effets positifs sur les peuples autochtones 107
4.4 Répercussions sur les droits des Autochtones 109
4.4.1 Méthodologie 109
4.4.2 Droits existants visés par l'article 35 111
4.4.3 Droits de récolte 111
4.4.4 Droit au maintien du mode de vie 127
4.4.5 Gouvernance et intendance 140
4.4.6 Conclusion sur les répercussions sur les droits des populations autochtones 142
5 Mesure dans laquelle les effets du projet contribuent à la capacité du gouvernement du Canada de respecter ses obligations en matière d'environnement .. 159

5.1 Analyse 160
5.2 Justification et conclusions de l'AEIC 161
6 Mesure dans laquelle les effets du projet contribuent aux engagements du Canada en matière de changements climatiques 161
6.1 Analyse 162
6.2 Justification et conclusions de l'AEIC 163
7 Mesure dans laquelle les effets du projet contribuent à la durabilité 163
7.1 Analyse 164
7.1.1 Interconnexion et interdépendance des systèmes humains et écologiques . 164
7.1.2 Bien-être des générations actuelles et futures 166
7.2 Justification et conclusions de l'AEIC 171
8 Prise de décisions et prochaines étapes 172
Annexes 174
Annexe A : Critères d'évaluation des effets de l'AEIC 174
Annexe B : Prise en compte des éléments énoncés à l'article 22 180
Annexe C : Résumé des commentaires du public 184
Annexe D : Réponses de l'AEIC aux commentaires résumés des communautés autochtones 186

Liste des tableaux

Tableau 1 : Conclusions de l'AEIC sur les effets négatifs fédéraux.....iii

Tableau 2 : Conclusions de l'AEIC concernant les éléments à prendre en compte pour déterminer si l'intérêt public justifie les effets négatifs fédéraux importants vi

Tableau 3 : Catégories utilisées pour caractériser la mesure dans laquelle les effets négatifs fédéraux sont importants 10

Tableau 4 : Degré de gravité des répercussions négatives sur les droits des peuples autochtones 143

Tableau 5 : La gravité des répercussions potentielles du projet sur l'exercice des droits varie de faible à modérée pour les communautés autochtones qui seraient les plus directement touchées ou qui ont déclaré certaines utilisations dans la ZPC : Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek, Première Nation d'Aroland, Première Nation d'Eabametoong, Première Nation de Fort Albany, Première Nation Ginoogaming, Première Nation de Kashechewan et Première Nation de Marten Falls 145

Tableau 6 : La gravité des répercussions du projet sur l'exercice des droits varie de faible à faible à modérée pour les communautés autochtones dont les zones privilégiées pour l'exercice des droits de récolte et des droits culturels chevauchent de façon limitée la portée géographique des effets prévus du projet : Première Nation d'Attawapiskat, Première Nation de Constance Lake, Kitchenuhmaykoosib Inninuwug, Première Nation de Long Lake (réserve nº 58), Première Nation de Neskantaga, Première Nation de Nibinamik, Première Nation de Webequie et Première Nation Weenusk 152

Tableau 7 : Avantages et coûts prévus du projet pour les générations actuelles et futures en fonction des composantes valorisées 165

Liste des figures

Figure 1 : Emplacement du projet et principales composantes 3
Figure 2 : Zones d'étude locale et zone d'étude régionale pour les poissons et leur habitat 13
Figure 3: Zones d'étude locale et régionale pour les oiseaux migrateurs 26
Figure 4 : Portion de la réserve de la Première Nation de Marten Falls traversée par le projet 34
Figure 5 : Emplacement approximatif des communautés autochtones susceptibles d'être touchées 47
Figure 6 : ZEL et ZER pour le caribou et d'autres ongulés 71
Figure 7 : Territoires de piégeage au sein de la ZER 74

Liste des abréviations et des acronymes

Abréviation ou acronyme	Définition
ACS Plus	analyse comparative entre les sexes Plus
AEIC	Agence d'évaluation d'impact du Canada
COSEPAC	Comité sur la situation des espèces en péril au Canada
CPLCC	Consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause
DRA/LM	drainage rocheux acide ou lixiviation des métaux
ECCC	Environnement et Changement climatique Canada
GES	gaz à effet de serre
LDI	Lignes directrices individualisées relatives à l'étude d'impact
LEI	*Loi sur l'évaluation d'impact*
LEP	*Loi sur les espèces en péril*

Abréviation ou acronyme	Définition
MEPNP	ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs de l'Ontario
ministre	ministre de l'Environnement, du Changement climatique et de la Nature
MPO	Pêches et Océans Canada
MRN	ministère des Richesses naturelles de l'Ontario
PMPA	Plan de mobilisation et de partenariat avec les Autochtones
projet	projet de route d'accès à la collectivité de Marten Falls
promoteur	Première Nation de Marten Falls
rapport d'EI	rapport d'évaluation d'impact
SAC	Services aux Autochtones Canada
ZEL	zone d'étude locale
ZER	zone d'étude régionale
ZPC	zone de perturbation liée à la construction

Glossaire

Le tableau ci-dessous définit ou explique les termes ou expressions clés utilisés dans le present rapport d'evaluation d'impact (rapport d'EI). Voir l'article 2 de la *Loi sur l'évaluation d'impact* pour en savoir plus sur les termes clés qui sont définis dans cette loi.

Terme/expression	Définition/explication
Assèchement	Prélèvement ou drainage d'eaux souterraines ou de surface d'une zone sur un chantier de construction par pompage ou évaporation.
Bassin versant	Territoire où les eaux s'écoulent dans un plan d'eau comme un lac ou un cours d'eau.
Composante valorisée	Élément de l'environnement naturel ou humain qui pourrait être touché par le projet et qui revêt une valeur pour les participants.
Effet résiduel	Effet attendu du projet qui devrait demeurer après l'application de mesures d'atténuation.
Effets cumulatifs	Effets susceptibles d'être causés par le projet en combinaison avec d'autres activités concrètes qui ont été ou seront réalisées.
Effets négatifs fédéraux	Désigne collectivement deux types d'effets non négligeables définis à l'article 2 de la *Loi sur l'évaluation d'impact*, qui sont résumés ici : les « effets négatifs relevant d'un domaine de compétence fédérale » (soit les effets négatifs non négligeables causés par un projet aux poissons et à leur habitat, aux plantes marines [qui sont incluses avec les poissons dans la définition d'« espèces aquatiques »], aux oiseaux migrateurs, à l'environnement marin [causés par la pollution et se produisant à l'étranger], aux eaux limitrophes, aux eaux internationales et aux eaux interprovinciales [causées par la pollution], à l'environnement sur le territoire domanial, et aux peuples autochtones, ainsi que les effets négatifs des activités ou entreprises fédérales sur le territoire domanial);

Terme/expression	Définition/explication
	les « effets directs ou accessoires négatifs » (tels que les effets négatifs non négligeables directement liés ou nécessairement accessoires à un permis fédéral requis pour le projet).
Espèce en péril	Espèce inscrite à l'annexe 1 de la *Loi sur les espèces en péril*. Ne sont pas incluses les espèces dont l'inscription à l'annexe 1 a été recommandée par le Comité sur la situation des espèces en péril au Canada ni les espèces inscrites uniquement à des lois provinciales.
Gestion adaptative	Dans le contexte de l'évaluation d'impact, processus planifié et systématique qui répond à l'incertitude concernant les effets prévus du projet ou l'efficacité des mesures d'atténuation. La gestion adaptative garantit que des mesures opportunes et significatives sont prises pour répondre aux résultats négatifs et permettent de tirer des enseignements des résultats des mesures prises. Des plans de gestion adaptative visant des questions précises peuvent être exigés en plus d'un programme de suivi.
Habitat essentiel	Habitat nécessaire à la survie ou au rétablissement d'une espèce sauvage inscrite, qui est désigné comme tel dans un programme de rétablissement ou un plan d'action élaboré à l'égard de l'espèce [paragraphe 2(1) de la *Loi sur les espèces en péril*].
Hydrologie	Étude de l'eau, qu'elle s'écoule au-dessus du sol, qu'elle soit gelée dans la glace ou la neige, ou qu'elle soit retenue par les sols.
Infrastructure sociale	Espaces physiques, installations et organisations qui soutiennent le lien social, la confiance, la participation civique et un sentiment d'appartenance. L'infrastructure sociale sert de fondement à la cohésion sociale et à la résilience au sein d'une communauté.
Milieu humide	Écosystème où le sol est saturé d'eau de façon temporaire ou permanente, qui abrite des végétaux adaptés à un sol très humide. Les marais, les marécages, les tourbières

Terme/expression	Définition/explication
	ombrotrophes et les eaux libres peu profondes sont des exemples de milieux humides.
Oiseau migrateur	Oiseau identifié et protégé par la *Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs* et inscrit à l'annexe de cette loi.
Plantes marines	Au sens de la *Loi sur les pêches*, algues benthiques et détachées, plantes marines à fleurs, et algues brunes, rouges et vertes ainsi que phytoplancton.
Poissons	Au sens de la *Loi sur les pêches*, poissons proprement dits et leurs parties, mollusques, crustacés, animaux marins ainsi que leurs parties, et œufs, sperme, laitance, frai, larves, naissain et petits de ces animaux.
Ponceau de régularisation	Ponceau placé de façon à équilibrer la tête et l'altitude de l'eau des deux côtés d'un remblai et à réduire le risque d'infiltration d'eau.
Poussières diffuses	Matières particulaires, souvent du sable ou des poussières minérales, rejetées dans l'atmosphère en raison d'une perturbation mécanique du sol ou d'un affouillement par le vent.
Ressources patrimoniales	Terre ou ressource (p. ex., un artefact, un objet ou un lieu) qui est considérée comme patrimoniale, ou construction, emplacement ou chose qui se distingue des autres terres et ressources par la valeur qui lui est attribuée.
Sédimentation	Processus par lequel des particules solides, ou sédiments, sont formés ou déposés.
Tourbe	Matière organique partiellement décomposée qui se forme dans des conditions de faible teneur en oxygène et de saturation en eau, souvent dans un environnement frais.
Tourbière	Milieu humide contenant au moins 40 cm de tourbe accumulée, par exemple les tourbières ombrotrophes, les tourbières minérotrophes, les marécages et les marais, qui varient en fonction des conditions environnementales.

Terme/expression	Définition/explication
Turbidité	Mesure du manque de clarté ou de transparence de l'eau causé par les substances biotiques et abiotiques dissoutes ou en suspension. Plus la concentration de ces substances dans l'eau est élevée, plus l'eau devient turbide.
Voie d'effets	Lien de cause à effet entre un projet et une composante valorisée.

1 Introduction au projet et au processus d'évaluation d'impact

L'Agence d'évaluation d'impact du Canada (AEIC) a coordonné avec le gouvernement de l'Ontario une évaluation d'impact du projet du projet de route d'accès à la collectivité de Marten Falls (le projet) proposé par la Première Nation de Marten Falls (le promoteur), conformément aux exigences de la *Loi sur l'évaluation d'impact* (la LEI) et de la *Loi sur les évaluations environnementales* de l'Ontario.

1.1 Description du projet

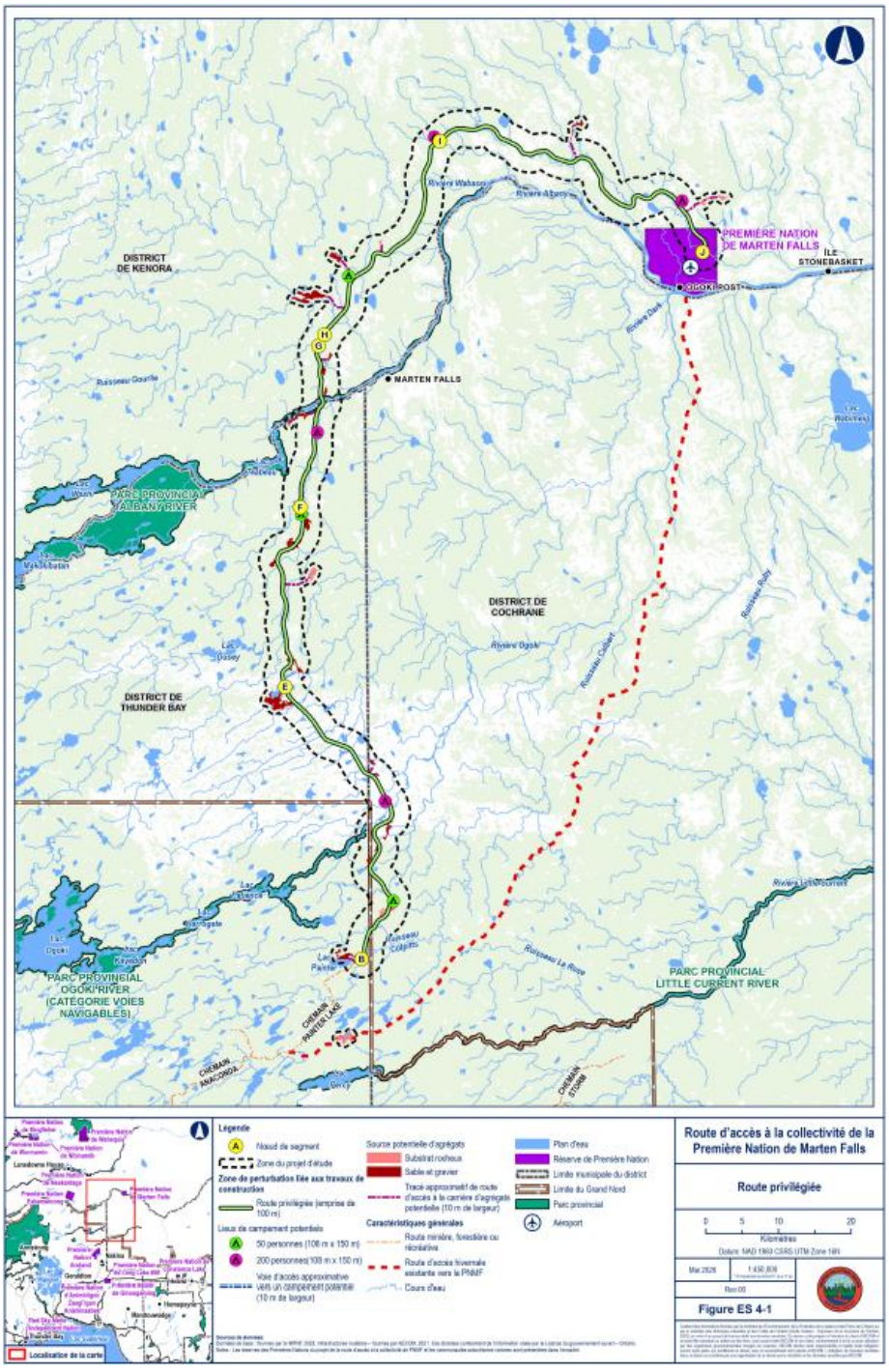
Le promoteur propose la construction et l'exploitation, y compris l'entretien, d'une route d'accès communautaire multifonctionnelle praticable en toutes saisons d'environ 184 kilomètres de longueur reliant l'extrémité nord du chemin forestier de Painter Lake à la communauté de Marten Falls (figure 1). Marten Falls est située au confluent des rivières Albany et Ogoki, à environ 170 kilomètres au nord-est de Nakina, en Ontario. Tel qu'il est proposé, le projet pourrait permettre l'accès aux éventuelles activités d'exploitation minière dans la région du Cercle de feu.

La chaussée à deux voies aurait une largeur d'environ 12 à 13 mètres, avec une emprise d'environ 100 mètres de largeur, déboisée sur 60 mètres. Les autres composantes du projet comprendraient des ouvrages connexes, notamment des aires de travail temporaires et des camps, des centres d'entretien routier et des aires de repos, des chemins d'accès temporaires, des ponts, des ponceaux et des carrières. L'empreinte de ces composantes du projet est collectivement appelée « zone de perturbation liée à la construction » (ZPC).

Certaines parties du projet devraient traverser des écosystèmes de basses terres et de milieux humides, y compris des tourbières. Dans ces zones, le promoteur a indiqué que la route sera construite de manière à maintenir la tourbe en place, tout en permettant l'écoulement naturel de l'eau. Pour ce faire, de grosses pierres seraient placées sur la tourbe pour créer une couche de base stable avec un remblai perméable. Cette structure serait soutenue par des matériaux de renforcement, comme un géogrillage robuste, pour faciliter le tassement sans colmatage et le bon fonctionnement. Au besoin, des ponceaux seraient également utilisés pour maintenir les régimes de drainage naturels.

La phase de construction du projet devrait durer entre trois et dix ans, et la phase d'exploitation se poursuivrait indéfiniment, puisque la route serait une infrastructure permanente. Par conséquent, l'AEIC a considéré une limite temporelle qui s'étend dans un avenir prévisible pour l'évaluation de tous les effets susceptibles de résulter du projet.

Figure 1 : Emplacement du projet et principales composantes



Source : Projet de route d'accès à la collectivité de Marten Falls, rapport d'évaluation environnementale/étude d'impact, figure ES 4-1

La route établirait un lien permanent entre la communauté de la Première Nation de Marten Falls et le réseau routier provincial de l'Ontario. L'objectif du projet est de relever les défis constants posés par l'emplacement éloigné de la communauté, y compris le recours au transport aérien coûteux et à des routes d'hiver de moins en moins fiables, qui limitent l'accès aux biens et aux services essentiels ainsi qu'aux possibilités économiques.

La nécessité du projet est démontrée par son potentiel à améliorer le bien-être de la communauté grâce à l'amélioration de l'accès aux services sociaux, de santé et d'éducation, à la réduction du coût de la vie et au soutien de la réconciliation économique par le développement durable et la croissance à long terme.

Les solutions de rechange au projet envisagées par le promoteur comprenaient le transport aérien, le transport ferroviaire (par l'aménagement d'une voie ferrée) et l'utilisation de la route d'hiver existante, ouverte de janvier à la mi-mars environ, selon l'épaisseur de la glace. Pendant la majeure partie de l'année, la communauté dépend du transport aérien qui, en plus d'être coûteux, limite également ce qui peut être transporté. La route d'hiver, qui dépend des conditions météorologiques, n'est pas fiable et ne suffit pas à répondre aux besoins de la communauté. Le promoteur a envisagé l'aménagement d'une voie ferrée, mais il a jugé cette solution insuffisante pour répondre aux besoins de la communauté, car elle n'offrirait pas le même degré de liberté de mouvement qu'une route toutes saisons.

1.2 Processus d'évaluation d'impact, portée et considérations

L'AEIC a mené une évaluation d'impact du projet, en coordination avec le gouvernement de l'Ontario. L'évaluation d'impact a débuté le 24 février 2020. L'AEIC a transmis au promoteur les Lignes directrices individualisées relatives à l'étude d'impact (LDI), qui décrivent la portée de l'évaluation ainsi que les renseignements et les études exigés de lui. À la suite des modifications apportées à la LEI, l'AEIC a envoyé une lettre au promoteur le 11 juin 2025, dans laquelle elle précisait que les prochaines étapes de la phase d'étude d'impact du projet se concentreraient sur les questions clés pertinentes pour la prise de décisions, en particulier les effets négatifs relevant d'un domaine de compétence fédérale et les avantages du projet, ainsi que sur l'exploitation des cadres législatifs fédéraux et provinciaux en dehors de la LEI pour aborder les questions clés.

En plus d'être soumis à une évaluation d'impact au titre de la LEI, le projet sera soumis à une évaluation environnementale exhaustive au titre de la *Loi sur les évaluations environnementales* de l'Ontario, conformément à un accord volontaire conclu entre le promoteur et le ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs de l'Ontario (MEPNP). Le processus provincial d'évaluation environnementale a débuté le

8 octobre 2021. L'AEIC comprend que, lorsqu'un projet ayant fait l'objet d'une évaluation environnementale exhaustive en vertu de la *Loi sur les évaluations environnementales* est autorisé à aller de l'avant, les conditions exécutoires imposées par l'approbation comprendraient la mise en œuvre de tous les engagements du promoteur précisés dans l'évaluation environnementale.

Le promoteur a mené des études et sollicité l'avis des communautés autochtones, du public, des autorités fédérales et des ministères provinciaux, afin de répondre aux exigences fédérales et provinciales. L'AEIC et le MEPNP ont coordonné, dans la mesure du possible, la réalisation des évaluations fédérales et provinciales afin de rationaliser les efforts de toutes les parties. Il s'agissait notamment de coordonner les examens techniques afin d'aider le promoteur à préparer un ensemble unique de documents contenant les renseignements et les études requis, appelé « étude d'impact » dans le cadre du processus fédéral d'évaluation d'impact et « évaluation environnementale » dans le cadre du processus provincial. Le promoteur a soumis l'étude d'impact à l'AEIC le 20 février 2026.

L'AEIC a ensuite préparé le présent Rapport d'EI, qui fournit des renseignements sur l'évaluation d'impact et expose la justification et les conclusions de l'AEIC. Lors de la préparation du Rapport d'EI, l'AEIC a pris en compte de multiples sources d'information, notamment : l'étude d'impact du promoteur, le savoir autochtone fourni et d'autres contributions des communautés autochtones, les commentaires et les connaissances communautaires du public, et les renseignements ou connaissances fournis par les autorités fédérales et les ministères provinciaux.

1.2.1 Évaluation des effets

Selon les renseignements fournis dans le cadre des évaluations fédérales et provinciales, le projet est susceptible d'entraîner les effets suivants sur l'environnement ainsi que sur les conditions sanitaires, sociales et économiques :

- effets négatifs sur :

les eaux souterraines et les eaux de surface;

la géologie, la géochimie, la topographie et les sols;

la végétation et les milieux humides;

les espèces sauvages et leur habitat, y compris les espèces en péril inscrites à l'annexe 1 de la LEP, les poissons et leur habitat et les oiseaux migrateurs;

la navigation dans les cours d'eau;

l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles par les peuples autochtones;

les ressources archéologiques et patrimoniales;

le paysage visuel;

l'environnement atmosphérique, y compris la qualité de l'air;
les effets positifs et négatifs sur les conditions sanitaires, sociales et économiques.

Parmi ces effets, le présent Rapport d'EI relève et fournit des renseignements sur les effets négatifs relevant d'un domaine de compétence fédérale et les effets directs ou accessoires négatifs du projet, tels qu'ils sont définis à l'article 2 de la LEI (collectivement désignés « effets négatifs fédéraux » dans le présent Rapport d'EI), ainsi que sur d'autres effets susceptibles d'éclairer la prise de décisions.

Les effets négatifs fédéraux du projet sont énumérés ci-dessous et présentés dans les sections 2 et 4.3 du présent document :

- effets sur les poissons et leur habitat;
- effets sur les oiseaux migrateurs;
- effets sur l'environnement sur le territoire domanial;
- effets des activités concrètes menées sur le territoire domanial;
- effets sur une construction, un emplacement ou une chose d'importance sur le plan historique, archéologique, paléontologique ou architectural pour les peuples autochtones et effets sur le patrimoine naturel et culturel des peuples autochtones;
- effets sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles par les peuples autochtones;
- effets sur les conditions sanitaires, sociales et économiques des peuples autochtones.

Lorsque les effets pouvaient appartenir à plus d'une des catégories susmentionnées, l'AEIC les a évalués dans une seule catégorie. Par exemple, les effets sur les poissons et leur habitat sont pris en compte dans leur propre section et ne sont pas examinés de nouveau dans l'évaluation des effets des activités concrètes sur le territoire domanial. Les effets du projet sur l'environnement sur le territoire domanial font partie ou se rapprochent des effets des activités concrètes menées sur le territoire domanial, lesquels sont évalués dans la section 2.3. Le cas échéant, le résultat de toute interaction entre les effets a été pris en compte dans l'analyse présentée dans les sections du présent Rapport d'EI consacrées aux effets négatifs fédéraux.

Les effets directs ou accessoires négatifs probables associés aux autorisations ou aux permis potentiels au titre de la *Loi sur les eaux navigables canadiennes*, de la *Loi sur les pêches*, de la LEP et de la *Loi sur les explosifs* font partie, ou se rapprochent, des effets négatifs fédéraux sur les poissons et leur habitat, les oiseaux migrateurs et l'environnement sur le territoire domanial, ainsi que des changements négatifs associés aux effets sur les peuples autochtones, lesquels sont évalués dans les sections 2.1, 2.3 et 4.3, respectivement. Aucune autorité fédérale n'a accordé d'aide financière visant à permettre la réalisation du projet, en tout ou en partie.

Dans le cadre de cette évaluation, l'AEIC a examiné les voies d'effets probables qui pourraient conduire à des effets négatifs fédéraux. Le présent rapport est axé sur les effets négatifs fédéraux et les voies d'effets qui constituent des problèmes clés.

En plus des effets négatifs fédéraux, l'AEIC a examiné d'autres effets qui pourraient appuyer la prise de décisions à la fin du processus d'évaluation d'impact. Plus précisément, il s'agissait des renseignements liés à ce qui suit :

- les répercussions que les effets probables (positifs et négatifs) du projet pourraient avoir sur tout groupe autochtone et les répercussions préjudiciables sur les droits des peuples autochtones;
- la mesure dans laquelle les effets susceptibles d'être entraînés par le projet contribuent à la capacité du gouvernement du Canada de respecter ses obligations environnementales et ses engagements à l'égard des changements climatiques; et
- la mesure dans laquelle les effets susceptibles d'être entraînés par le projet contribuent à la durabilité.

1.2.2 Autres éléments pris en compte dans l'évaluation d'impact

Dans le cadre de l'évaluation d'impact, l'AEIC a tenu compte des éléments décrits à l'article 22 de la LEI dans la mesure où ils étaient pertinents. L'annexe B énumère les éléments énoncés à l'article 22 et indique où ils sont inclus dans le présent Rapport d'EI. Des renseignements complémentaires sur certains éléments sont fournis ci-dessous.

1.2.2.1 Scénarios d'accident et de défaillance

L'AEIC a pris en considération les effets des accidents et des défaillances susceptibles de se produire dans le cadre du projet au cours des phases de construction et d'exploitation, notamment :

- scénario 1 : déversements accidentels de matières dangereuses, y compris les déversements susceptibles d'avoir un effet sur les poissons et leur habitat en réduisant la qualité de l'eau;
- scénario 2 : accidents de véhicules ou d'équipements, y compris les collisions avec des oiseaux migrateurs et des animaux sauvages importants pour les pratiques traditionnelles des communautés autochtones;
- scénario 3 : défaillance structurelle d'une composante du projet (p. ex., défaillance de la chaussée, d'un pont ou d'un ponceau, ou accident dans une installation d'entreposage) en raison de conditions météorologiques extrêmes ou d'un incendie de forêt, qui pourrait avoir des effets négatifs sur les poissons et leur habitat, les

oiseaux migrateurs, les espèces sauvages importantes pour les pratiques traditionnelles autochtones et le bien-être des communautés;

- scénario 4 : incendies et explosions accidentels associés aux composantes du projet (p. ex., équipement, stockage de carburant, activités d'entretien ou camps), qui pourraient avoir des effets négatifs sur les oiseaux migrateurs, les espèces sauvages importantes pour les pratiques traditionnelles autochtones et le bien-être des communautés.

Parmi les scénarios relevés, l'AEIC considère que les scénarios 1 et 2 sont susceptibles de se produire. Ces scénarios sont plausibles pendant la construction et l'exploitation du projet, compte tenu de la nature des activités et de l'environnement opérationnel. En outre, ces scénarios correspondent aux dangers désignés prioritaires par le ministère de la Protection civile et de l'Intervention en cas d'urgence de l'Ontario. Les effets négatifs fédéraux des défaillances et des accidents probables sont examinés dans les sections 2 et 4.3 du présent Rapport d'EI, selon le cas. Les effets négatifs fédéraux découlant des scénarios de défaillances et d'accidents peu probables sont examinés dans la section 3.

1.2.2.2 Effets sur le projet du fait de l'environnement

L'AEIC a examiné les effets potentiels du fait de l'environnement sur le projet, comme les phénomènes naturels violents (p. ex., précipitations extrêmes, sécheresse et activité sismique), y compris la manière dont ils pourraient contribuer aux accidents et aux défaillances, ou les compliquer. Le projet est conçu de façon à atténuer les effets potentiels de l'environnement sur le projet par la prise en compte des conditions existantes et des risques environnementaux externes, notamment les tendances climatiques prévues. Toutes les structures, fondations et installations connexes proposées respecteraient les codes, lignes directrices, spécifications et normes applicables du Canada et de l'Ontario, par exemple les normes de conception du drainage des routes (2008) et le manuel d'entretien (2003) du ministère des Transports de l'Ontario. Un drainage routier adéquat et des ponceaux de taille appropriée et bien entretenus seront conçus en fonction des données climatiques antérieures et des scénarios climatiques futurs ainsi que du Code canadien sur le calcul des ponts routiers (CSA S6:25, 2019), et garantiraient que les composants du pont résisteraient à des conditions environnementales extrêmes. Environnement et Changement climatique Canada (ECCC) considère que les conclusions de l'évaluation des risques liés aux changements climatiques du promoteur en ce qui concerne les risques que pourraient poser les dangers environnementaux sur le projet et leurs mesures d'atténuation sont raisonnables.

En outre, les conditions de référence qui ont éclairé l'évaluation ont pris en compte la manière dont les conditions environnementales pourraient évoluer sous l'effet des changements climatiques, le cas échéant.

1.2.2.3 Autres projets pris en compte dans l'évaluation des effets cumulatifs

L'AEIC a pris en compte la façon dont les effets négatifs fédéraux résiduels que le projet est susceptible d'entraîner pourraient interagir avec les effets d'autres activités concrètes passées, présentes ou futures probables, et donner lieu à des effets cumulatifs. Les autres activités concrètes prises en compte étaient les suivantes :

- les activités d'exploitation minière;
- les activités d'exploration minière;
- la production d'électricité et la dérivation d'un cours d'eau;
- les activités de télécommunications;
- les projets de construction et d'exploitation de routes;
- les activités d'aménagement forestier.

Le cas échéant, les effets cumulatifs du projet et d'autres activités concrètes sont examinés dans les sections 2 et 4.3 du présent Rapport d'EI.

1.2.2.4 Solutions de rechange à la réalisation du projet

L'AEIC a examiné les solutions de rechange à la réalisation du projet que le promoteur juge réalisables sur les plans technique et économique, ainsi que les effets de ces solutions de rechange. Elle a également tenu compte de la justification fournie par le promoteur en ce qui concerne ses moyens privilégiés d'exécuter les éléments clés du projet.

Conformément aux exigences provinciales et fédérales, le promoteur a envisagé plusieurs options de tracé. Au final, deux options principales de tracé ont été comparées, chacune comprenant des sections qui sont parallèles, qui se chevauchent ou qui se croisent. Chaque option de tracé comporte également différents emplacements potentiels de franchissement de cours d'eau. Les deux tracés ont été comparés plus en détail en divisant chacun en trois segments distincts, afin de déterminer l'option privilégiée pour chaque segment. À la suite d'une étude technique, de la collecte de données et de la consultation qui a intégré le savoir autochtone et la rétroaction des membres, du chef et du conseil de la Première Nation de Marten Falls et d'autres communautés autochtones, ainsi que la rétroaction du public, le promoteur a désigné un corridor routier de prédilection. Un tracé de prédilection a été défini et officiellement approuvé par une résolution du conseil de bande en août 2024. Les moyens pour les autres composantes du projet ont ensuite été sélectionnés parmi les options réalisables dans le corridor de prédilection.

1.2.2.5 Analyse comparative entre les sexes Plus

L'AEIC a appliqué l'analyse comparative entre les sexes plus (ACS Plus) pour étayer son évaluation des effets négatifs fédéraux potentiels du projet et son examen de l'information qui pourrait éclairer la prise de décisions fédérales. Le cas échéant, les effets différentiels du projet sur diverses populations – en tenant compte des facteurs d'identification qui se recoupent – ont été déterminés et pris en considération, notamment dans la section 4.3 du présent Rapport d'EI.

1.2.3 Critères d'importance des effets négatifs fédéraux probables

En tenant compte des mesures d'atténuation recommandées, l'AEIC a évalué si le projet avait des effets négatifs fédéraux résiduels (c.-à-d. des effets négatifs fédéraux qui demeureront probablement après la mise en œuvre des mesures d'atténuation recommandées). En cas d'effets résiduels, l'AEIC a également évalué les effets cumulatifs susceptibles de découler du projet en combinaison avec d'autres activités concrètes qui ont été ou seront réalisées.

L'AEIC a décrit les effets négatifs fédéraux résiduels et les effets cumulatifs en utilisant les critères d'évaluation définis à l'annexe A. L'AEIC a tiré des conclusions sur la probabilité que ces effets soient importants et, le cas échéant, a caractérisé la mesure dans laquelle les effets sont susceptibles d'être importants. Le tableau 3 fournit des renseignements sur les critères utilisés pour déterminer si et dans quelle mesure les effets négatifs fédéraux étaient susceptibles d'être importants.

Tableau 3 : Catégories utilisées pour caractériser la mesure dans laquelle les effets négatifs fédéraux sont importants

Mesure d'importance	Description
Non importante	L'effet est suffisamment faible pour ne pas avoir, individuellement ou cumulativement, un effet important sur une composante valorisée, et ne génère pas ou ne génère que peu de répercussions dans les contextes sociaux ou écologiques.
Mesure d'importance faible	L'effet est important, mais de faible ampleur, de courte durée, peu fréquent, de faible étendue géographique, réversible ou facilement évitable, et génère des répercussions mineures dans les contextes sociaux ou écologiques. Les mesures d'atténuation peuvent ne pas être nécessaires, ou pourraient permettre aux conditions de référence de demeurer en grande partie inchangées, de sorte qu'une composante valorisée n'est pas susceptible d'être diminuée ou perdue.

Mesure d'importance	Description
Mesure d'importance modérée	L'effet est important, d'une ampleur modérée, d'une durée modérée, occasionnellement fréquent et possiblement/partiellement réversible, et génère un niveau modéré de répercussions dans les contextes sociaux ou écologiques. Des mesures d'atténuation peuvent être nécessaires, mais elles ne permettent pas d'éliminer, de réduire, de contrôler ou de compenser complètement l'effet; elles devraient toutefois empêcher une diminution ou une perte importante d'une composante valorisée.
Mesure d'importance élevée	L'effet est important, de grande ampleur, permanent/à long terme, fréquent, irréversible et sur une grande étendue géographique ou dans une zone d'utilisation autochtone exclusive/préférée ou de sensibilité écologique/environnementale. On s'attend à des niveaux élevés de répercussions dans les contextes sociaux ou écologiques. L'efficacité des mesures d'atténuation est très incertaine ou les mesures d'atténuation ne sont pas en mesure de remédier entièrement aux effets, de sorte qu'une composante valorisée est susceptible d'être gravement diminuée ou perdue.

1.3 Consultation et mobilisation des communautés autochtones

Conformément au Plan de mobilisation et de partenariat avec les Autochtones (PMPA), l'AEIC a consulté et mobilisé les communautés autochtones. La section 4 décrit le processus de consultation mené au cours de l'évaluation d'impact et présente les points de vue des communautés autochtones concernant le processus. Elle fournit également des renseignements sur le savoir autochtone qui a été fourni dans le cadre du projet et qui a été pris en compte par l'AEIC lors de la réalisation de l'évaluation d'impact et de la préparation du présent Rapport d'EI. Les commentaires des communautés autochtones ont éclairé l'évaluation de l'AEIC et sont intégrés dans tout le Rapport d'EI.

1.4 Mobilisation du public

Conformément au Plan de participation du public, l'AEIC a fait participer le public à l'évaluation d'impact et a tenu compte de ses commentaires. La mobilisation a compris les éléments suivants :

- des réunions virtuelles et en personne;

- des possibilités de formuler des commentaires sur le résumé de la description initiale du projet, l'ébauche des LDI et du Plan de participation du public, l'analyse préliminaire par l'AEIC des effets et des avantages du projet de compétence fédérale, et la version préliminaire du Rapport d'EI et des conditions possibles.

L'AEIC a fourni 60 000 $ en aide financière aux participants pour aider le public à participer à l'évaluation d'impact.

Les commentaires écrits du public reçus par l'AEIC ont été publiés sur la page du projet dans le Registre canadien d'évaluation d'impact, sous réserve des exceptions relatives à la protection des renseignements personnels, à la sécurité ou à la confidentialité. L'annexe C présente un résumé des commentaires du public. Les commentaires du public ont éclairé l'évaluation de l'AEIC et sont intégrés dans tout le Rapport d'EI.

2 Effets biophysiques négatifs fédéraux

La présente section résume les justifications et les conclusions de l'AEIC relativement à l'évaluation des effets biophysiques négatifs fédéraux susceptibles d'être entraînés par la réalisation du projet.

2.1 Poissons et leur habitat

Le projet est susceptible d'entraîner des effets négatifs résiduels et cumulatifs sur les poissons et leur habitat par la dégradation et la perte d'habitat, des dommages causés aux populations de poissons et une augmentation de la pêche récréative. Compte tenu de la mise en œuvre des mesures d'atténuation recommandées décrites dans la section 2.1.4, l'AEIC est d'avis que les effets résiduels du projet sur les poissons et leur habitat sont susceptibles d'être importants dans une mesure faible, car la perte d'habitat à l'échelle locale pourrait ne pas être entièrement compensée. Les effets cumulatifs du projet en combinaison avec d'autres activités concrètes sont également susceptibles d'être importants dans une mesure faible, car le chevauchement spatial et temporel avec les effets d'autres projets proposés serait faible.

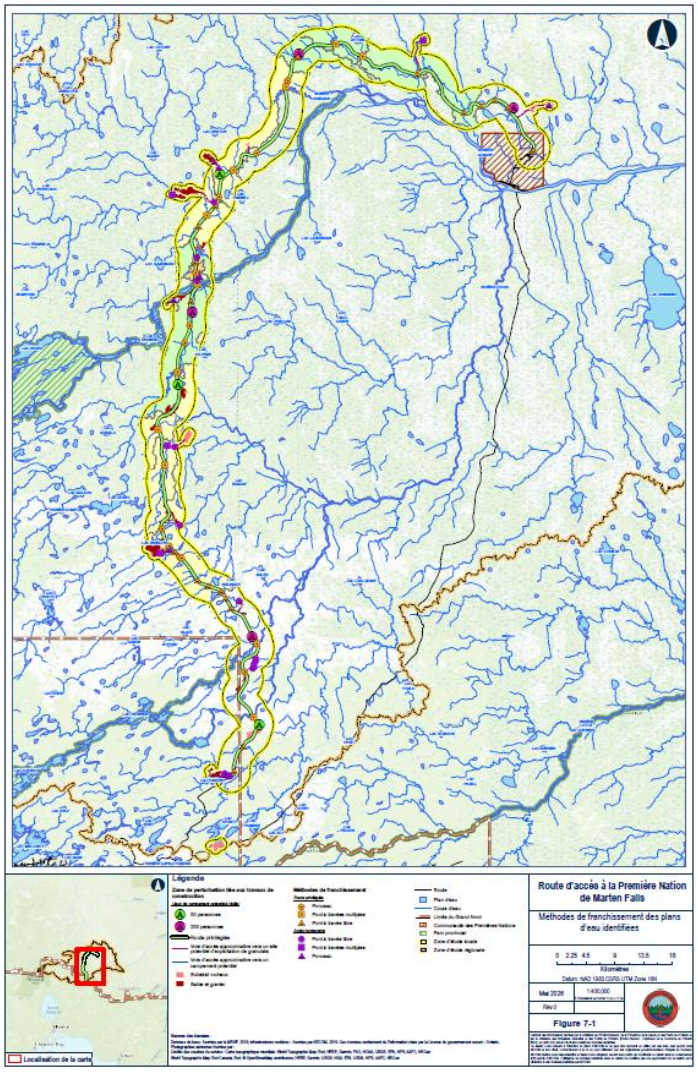
L'AEIC a évalué les effets sur les poissons et leur habitat, notamment par la dégradation et la perte d'habitat, les dommages causés aux populations de poissons et la diminution des populations de poissons due à la pêche récréative.

L'environnement, y compris les poissons et leur habitat, autour de la route est généralement considéré comme intact par les communautés autochtones. Le promoteur a indiqué que les cours d'eau et les plans d'eau traversés par la route proposée contiennent de l'habitat pour 37 espèces de poissons. Compte tenu de l'information fournie par le promoteur, l'AEIC a évalué les effets sur toutes les espèces de poissons, et a axé son évaluation des effets sur les 6 espèces de poissons jugées importantes pour les communautés autochtones (dont une en péril) et présentes dans les lacs et les cours d'eau des zones d'étude : l'esturgeon jaune (espèce préoccupante selon la LEP), le doré jaune, l'omble de fontaine, le grand brochet, le grand corégone et la lotte. La route proposée comprend des franchissements de cours d'eau dans les zones abritant potentiellement de l'habitat de fraie, de croissance ou d'hivernage de ces espèces.

On s'attend à ce que les changements climatiques aient une incidence sur le projet au fil du temps en raison de la hausse des températures et de l'augmentation de la fréquence des épisodes de précipitations extrêmes et de ruissellement. Ces conditions peuvent modifier les propriétés hydrologiques (p. ex., les niveaux et les débits d'eau) et faire augmenter la température de l'eau ainsi que l'érosion et le transport des sédiments pendant les périodes de fort ruissellement. Ces changements de l'environnement pourraient accroître la probabilité ou l'ampleur des effets sur les poissons et leur habitat, y compris les effets associés à la façon dont les composantes du projet (p. ex., franchissements de cours d'eau et ponceaux) interagissent avec les poissons et leur habitat. Le promoteur a indiqué que la conception des ouvrages de franchissement tenait compte des effets des changements climatiques.

L'AEIC a tenu compte des effets sur les poissons et leur habitat dans la zone d'étude locale (ZEL) ainsi que dans la zone d'étude régionale (ZER). La ZEL s'étend sur 2,5 kilomètres de part et d'autre de l'axe central de la route proposée, auquel s'ajoute une zone tampon de 500 mètres autour de chacune des autres composantes du projet. La ZER s'étend au-delà de la ZEL et englobe la zone des bassins versants tertiaires traversée par la route proposée. La route proposée se trouve dans le bassin versant sud-ouest de la baie d'Hudson et traverse trois bassins versants tertiaires : le cours supérieur de l'Albany-Makokibatan, le cours inférieur de l'Ogoki et le cours supérieur de l'Albany-Muswabik. La ZEL et la ZER abritent une abondance de plans d'eau, comme l'illustre la figure 2, ainsi qu'une variété de caractéristiques de l'habitat des poissons, notamment des plats lentiques, des plats courants, des radiers, des fosses et des bassins, qui fournissent des zones potentielles pour la fraie, la croissance et l'hivernage à diverses espèces de poissons. Il est à noter que de nombreuses communautés autochtones ont désigné la rivière Albany et ses affluents comme étant d'importance particulière, soulignant ainsi leur rôle essentiel en tant qu'habitat d'espèces de poissons d'importance. L'AEIC a tenu compte des effets pendant la construction et l'exploitation du projet; la désaffectation et l'abandon de la route ne sont pas prévus.

Figure 2 : Zones d'étude locale et zone d'étude régionale pour les poissons et leur habitat



Source : Projet de route d'accès à la collectivité de Marten Falls, rapport d'évaluation environnementale/étude d'impact, annexe F, figure 7-1

2.1.1 Évaluation des effets

2.1.1.1 Dégradation et perte d'habitat des poissons

Le projet entraînerait la perte et la dégradation physique de 8,3 hectares d'habitat des poissons, y compris résultant de l'installation d'ouvrages de franchissement de cours

d'eau le long du tracé de la route proposée, et de 4,4 hectares supplémentaires résultant de l'installation d'ouvrages de franchissement de cours d'eau le long des chemins d'accès temporaires. Divers ouvrages de franchissement de cours d'eau pourraient être utilisés, notamment des ponts à portée libre, des ponceaux, des ponts de glace/remblais de neige et des treillis. L'habitat potentiel de fraie ou de croissance des six espèces d'importance (esturgeon jaune, doré jaune, omble de fontaine, grand brochet, grand corégone et lotte) serait dégradé ou perdu à cause de la construction, y compris 2,6 hectares d'habitat pour l'esturgeon jaune le long de la route proposée. Des effets sur l'habitat des poissons pourraient résulter de travaux dans l'eau ou à proximité de l'eau, par exemple en raison de l'utilisation de machinerie lourde; de l'installation de structures d'isolement; du traitement des berges et de la préparation du site, ce qui comprend l'enlèvement de végétation aquatique et riveraine; de la mise en place de structures, de remblais et d'autres matériaux dans le plan d'eau. Le promoteur éviterait le réalignement ou le remplissage des chenaux; toutefois, lorsque cela n'est pas possible, l'AEIC est d'avis ou comprend que les mesures d'atténuation proposées par le promoteur pour faire face aux changements néfastes dans la qualité de l'eau, les caractéristiques hydrologiques et le passage des poissons seraient appropriées.

L'AEIC fait remarquer qu'Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek, la Première Nation d'Aroland, la Première Nation de Marten Falls et la Première Nation Weenusk ont exprimé des préoccupations au sujet de la perte d'habitat de fraie. Pour atténuer la dégradation physique ou la perte de l'habitat des poissons, le promoteur a choisi un tracé qui réduirait le plus possible le nombre de franchissements de cours d'eau, éviterait les habitats sensibles et diminuerait la ZPC. De plus, le promoteur s'est engagé à suivre les pratiques exemplaires, dans la mesure du possible, notamment en utilisant des méthodes d'isolement qui maintiennent les débits en aval, en évitant de mener les travaux pendant les périodes d'activités restreintes et en limitant l'enlèvement de végétation à la largeur minimale requise pour l'aménagement de la route d'accès et de la zone déboisée. Les ouvrages de franchissement temporaires comprendraient les mêmes mesures d'atténuation, en plus de satisfaire aux exigences du code de pratique Ponts de glace et remblais de neige : construction, entretien et démantèlement de Pêches et Océans Canada (MPO), le cas échéant. De plus, l'AEIC comprend que les autorisations accordées au titre de la *Loi sur les pêches* et, dans le cas des activités se déroulant sur des terres de la Couronne provinciale, les permis délivrés au titre de la *Loi sur les terres publiques* et de la *Loi sur l'aménagement des lacs et des rivières* de l'Ontario s'appliqueraient au projet, le cas échéant. Ces mécanismes législatifs permettraient de gérer les effets sur l'habitat des poissons associés au projet que la conception du projet ne permettrait pas d'éviter en exigeant une compensation là où les effets résiduels sur les poissons et leur habitat demeurent (*Loi sur les pêches*), et pourraient comprendre la mise en œuvre des mesures d'évitement et d'atténuation proposées, d'exigences de surveillance et de production de rapports, et de mesures d'urgence ainsi que la détermination d'autres mesures propres au site pendant l'étape de délivrance des permis (*Loi sur les terres publiques* et *Loi sur l'aménagement des lacs et des rivières*).

Le MPO a fait remarquer qu'il pourrait être difficile de trouver des sites convenables dans le même tronçon ou bassin versant pour compenser la dégradation ou la perte d'habitat de poissons, étant donné que l'environnement local est essentiellement peu perturbé et écologiquement intact. S'il est impossible de trouver des sites de compensation convenables, une combinaison de différents types de mesures de compensation, y compris des mesures complémentaires, comme la collecte de données, la recherche scientifique et les activités de sensibilisation du public, pourrait être utilisée pour compenser les effets sur l'habitat des poissons et répondre aux exigences du MPO. L'AEIC et le MPO conviennent que le promoteur devrait consulter les communautés autochtones et les ministères provinciaux qui connaissent la région pour orienter les plans de compensation.

Des effets du projet sur l'habitat des poissons découlant des changements hydrologiques pourraient se produire à la suite de la conception des routes flottantes et des activités du projet, par exemple l'installation d'ouvrages de franchissement de cours d'eau, la réalisation de travaux d'assèchement dans l'eau, la réalisation d'activités de prélèvement et de rejet d'eau liées aux sites d'agrégats, l'aménagement des camps de travailleurs et d'autres composantes du projet pendant la construction et l'exploitation. En outre, les activités de construction à l'extérieur de l'eau, notamment la mise en place d'agrégats, la compression de la tourbe et l'installation de couches minérales ou géotextiles, pourraient modifier le régime hydrologique, en particulier dans la tourbière. La Première Nation d'Aroland et la Première Nation de Fort Albany ont exprimé des préoccupations au sujet des répercussions des changements hydrologiques sur les poissons et leur habitat.

Afin de réduire au minimum les changements hydrologiques (p. ex., les changements du débit et du niveau d'eau et de la vitesse du courant), le promoteur s'est engagé à concevoir, à installer et à entretenir des ponts et des ponceaux pour soutenir les débits en aval et le passage des poissons, conformément aux normes et aux lignes directrices applicables, notamment les lignes directrices pour la construction de chemins d'accès et de traverses de cours d'eau du MRN ainsi que les sources suivantes du MPO : les mesures Protection du poisson et de son habitat, le code de pratique Ponceaux : entretien et la norme Confinement d'une aire de travail dans l'eau. Le promoteur s'est engagé à maintenir les écoulements hydrologiques dans les tourbières en installant des ponceaux de régularisation et en concevant des routes flottantes. La *Loi sur les pêches* et ses règlements d'application traitent des changements hydrologiques susceptibles d'entraîner des effets négatifs sur l'habitat des poissons, notamment au moyen de dispositions sur la protection de l'habitat et sur la prévention de la pollution interdisant les activités qui entraîneraient la détérioration, la perturbation ou la destruction de l'habitat des poissons, de l'application des dispositions de la protection requises dans une autorisation au titre de la *Loi sur les pêches* et du respect des codes de pratique pertinents du MPO, s'il y a lieu. Les exigences provinciales visant à examiner les effets négatifs potentiels sur les conditions hydrologiques comprennent, le cas échéant, l'obtention de permis de construction d'ouvrages de franchissement de cours d'eau et d'approbations pour des

activités d'assèchement temporaire au titre de la *Loi sur l'aménagement des lacs et des rivières* de l'Ontario; les exigences relatives au prélèvement, au drainage et au rejet d'eau ainsi qu'au traitement des eaux usées et des eaux de traitement des agrégats décrites dans le permis de prélèvement d'eau délivré et de l'autorisation environnementale accordée au titre de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario* ou des enregistrements dans le Registre environnemental des activités et des secteurs au titre de la *Loi sur la protection de l'environnement* de l'Ontario; les autres exigences opérationnelles incluses dans les permis de site délivrés au titre de la *Loi sur les ressources en agrégats* de l'Ontario.

Compte tenu de la mise en œuvre de ces mesures d'atténuation, l'AEIC est d'avis que le projet devrait entraîner des effets résiduels limités découlant de la dégradation et de la perte d'habitat des poissons, malgré l'incertitude entourant les types et les sites des mesures de compensation qui seraient jugées convenables en fonction des exigences du MPO.

2.1.1.2 Dommages aux populations de poissons

Le projet pourrait nuire aux populations de poissons en raison des travaux dans l'eau (p. ex., utilisation de machinerie lourde, installation de remblais ou d'ouvrages, assèchement). Afin d'atténuer les dommages physiques causés aux poissons, le promoteur s'est engagé à sauver les poissons dans la zone de travaux dans l'eau confinée et à les déplacer à l'extérieur de la zone d'impact. Les mesures d'atténuation feraient probablement partie d'une autorisation accordée au titre de la *Loi sur les pêches* et devraient être conformes aux normes du MPO suivantes : Confinement d'une aire de travail dans l'eau; Capture et relocalisation des poissons; Grillages à poissons à l'entrée des prises d'eau. Le prélèvement des poissons serait effectué conformément à un permis de prélèvement de poisson à des fins scientifiques délivré au titre du *Règlement de l'Ontario 664/98 : Délivrance de permis relatifs aux poissons*. Les travaux dans l'eau ou à proximité de l'eau pourraient également comprendre du dynamitage, qui peut causer des blessures physiques aux poissons, mais l'on ne prévoit pas y recourir dans l'eau dans le cadre du projet. Si le dynamitage est nécessaire dans des eaux où vivent des poissons ou à proximité de ces eaux pendant les travaux de construction ou d'entretien, le promoteur s'est engagé à respecter la norme provinciale de l'Ontario *General Specifications for the Use of Explosives*, les Lignes directrices concernant l'utilisation d'explosifs à l'intérieur ou à proximité des eaux de pêche canadiennes du MPO et les dispositions de protection de la *Loi sur les pêches* afin de réduire au minimum le risque de blessures physiques pour les poissons découlant du dynamitage. De plus, l'AEIC comprend que, aux termes de la *Loi sur les ressources en agrégats*, les demandes de permis d'extraction d'agrégats doivent comprendre des plans de site et des rapports techniques préparés conformément aux normes relatives aux plans d'implantation (2020) et aux rapports techniques et renseignements (2023) de Ressources en agrégats de l'Ontario. Les demandes doivent comprendre la préparation d'un rapport sur l'environnement naturel pour déterminer si de

l'habitat des poissons est présent à moins de 120 mètres du site. Lorsque des répercussions potentielles sur ces caractéristiques sont relevées, le rapport sur l'environnement naturel doit décrire les mesures de prévention, d'atténuation ou d'assainissement proposées. Il peut s'agir d'intégrer dans le plan de site des recommandations de mettre en œuvre les lignes directrices du MPO pour atténuer toute répercussion négative potentielle sur l'habitat des poissons lié au dynamitage.

Les activités du projet peuvent également causer des dommages aux populations de poissons en modifiant la qualité de l'eau par la mise en place d'agrégats, la réalisation de travaux sur les rives et dans l'eau (comme l'enlèvement de végétation) ainsi que le rejet d'eau et d'eaux usées et le ruissellement sur le site. La mise en place d'agrégats à potentiel élevé de drainage rocheux acide (DRA) ou de lixiviation des métaux (LM) pourrait entraîner des changements de la qualité de l'eau et avoir une incidence sur l'habitat des poissons, comme l'a indiqué la Première Nation d'Aroland. Pour éviter cet effet, le promoteur s'est engagé à effectuer d'autres essais sur les agrégats (c.-à-d. potentiel de DRA/LM) avant la construction du projet afin d'éviter d'aménager des sites présentant un potentiel de DRA/LM. De plus, les dispositions relatives à la prévention de la pollution de la *Loi sur les pêches* interdisent le rejet ou l'immersion de substances nocives dans des eaux où vivent des poissons.

La Première Nation d'Aroland, la Première Nation Ginoogaming, la Première Nation de Marten Falls, la Première Nation de Nibinamik et la Première Nation Weenusk ont exprimé des préoccupations au sujet des répercussions sur les poissons des changements de la qualité de l'eau découlant de la sédimentation et de l'enlèvement de végétation. Pour atténuer cet effet, le promoteur s'est engagé à élaborer et à mettre en œuvre un plan de contrôle de l'érosion et de la sédimentation et à suivre les meilleures pratiques de gestion (p. ex., utiliser le drainage en plusieurs étapes et des mesures de contrôle des sédiments pour recueillir et traiter les eaux de ruissellement pluviales, y compris les fossés de collecte, les clôtures à limon et les pièges/bassins à sédiments), la norme du MPO : Planification du contrôle de l'érosion et la sédimentation en milieu terrestre, et les normes provinciales (p. ex., la norme provinciale de l'Ontario Construction Specification for Temporary Erosion Control). Le cas échéant, les autorisations accordées au titre de la *Loi sur les pêches* ainsi que celles accordées au titre de la *Loi sur les terres publiques* et de la *Loi sur l'aménagement des lacs et des rivières* de l'Ontario pourraient comprendre des mesures de contrôle de l'érosion et de la sédimentation, y compris des restrictions sur le nivellement des berges et des exigences relatives à la conception des ouvrages de franchissement de cours d'eau pour éviter ou atténuer les effets sur les poissons et leur habitat.

La Première Nation de Nibinamik a exprimé des préoccupations concernant les changements de la qualité de l'eau découlant des rejets d'eau et d'eaux usées ainsi que du ruissellement provenant des sites d'agrégats, des camps de travailleurs, des aires de dépôt et des bureaux de chantier. Le promoteur a proposé de rejeter les eaux usées

domestiques sur place (p. ex., lits de lixiviation) ou de les transporter vers une station d'épuration des eaux usées aux fins d'élimination. Les changements de la qualité de l'eau seraient gérés conformément aux exigences de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario* au moyen d'une autorisation environnementale pour les systèmes de traitement des eaux usées, les systèmes de gestion des eaux de drainage et des eaux pluviales du site, et les eaux de traitement des agrégats. Le promoteur s'est également engagé à aménager les installations (p. ex., camps et aires de dépôt) à au moins 30 mètres des plans d'eau et à examiner les lieux de rejet pour éviter les déversements dans des zones sensibles, y compris les zones désignées dans le programme du savoir autochtone.

Le promoteur s'est également engagé à effectuer une surveillance de la qualité de l'eau relativement au total des sédiments en suspension et à la turbidité lorsque des travaux dans l'eau auraient lieu dans l'habitat des poissons ou à proximité de celui-ci. Une surveillance de la qualité de l'eau relativement à la turbidité serait requise dans le cadre d'une autorisation au titre de la *Loi sur les pêches*, et pourrait également être exigée par un permis ou une autorisation au titre de la *Loi sur les terres publiques* de l'Ontario, de la *Loi sur l'aménagement des lacs et des rivières* de l'Ontario, de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario* et de la *Loi sur la protection de l'environnement* de l'Ontario. Dans le but d'établir des lignes directrices sur la qualité de l'eau pour les permis et les autorisations visant à protéger la vie aquatique, l'AEIC comprend que le MPO et l'Ontario tiendraient compte des critères de qualité de l'eau appropriés, comme les objectifs provinciaux de qualité de l'eau, les Recommandations canadiennes pour la qualité des eaux visant la protection de la vie aquatique et les Recommandations fédérales pour la qualité de l'environnement.

Les déversements accidentels durant le stockage, le transport, la manutention et la distribution de matières dangereuses, ou à la suite d'accidents de véhicules ou de défaillances mécaniques durant les phases de construction et d'exploitation pourraient survenir et nuire aux populations de poissons. Bien que les déversements soient peu fréquents, des déversements localisés à court terme sont susceptibles de se produire au cours de la durée de vie du projet. La Première Nation de Constance Lake, la Première Nation de Kashechewan, la Première Nation de Marten Falls et la Première Nation de Nibinamik ont exprimé des préoccupations au sujet des répercussions sur les poissons des changements de la qualité de l'eau découlant d'accidents et de déversements. Les déversements de matières nocives (p. ex., produits pétroliers, eaux usées, nitrate d'ammonium) dans des plans d'eau ou à proximité de ceux-ci peuvent blesser des poissons et dégrader, voire détruire, leur habitat à cause de la toxicité directe aiguë ou chronique des contaminants.

Le promoteur s'est engagé à préparer et à mettre en œuvre un plan de prévention des déversements et d'intervention d'urgence conformément à toutes les normes et lois fédérales et provinciales applicables, comme les mesures de protection du poisson et de son habitat du MPO. De plus, le plan serait intégré à l'autorisation accordée au titre de la

Loi sur les pêches. Le plan comprendrait des mesures préventives visant à réduire la probabilité de déversements accidentels et leurs répercussions, le cas échéant, par exemple le ravitaillement loin des plans d'eau, dans la mesure du possible; la fourniture de trousses et d'équipement d'intervention en cas de déversement dans les aires réservées au stockage du pétrole; la formation du personnel sur les pratiques exemplaires d'intervention en cas de déversement et de transport de marchandises dangereuses. Le promoteur devrait également se conformer aux mécanismes législatifs, comme la *Loi de 2000 sur les normes techniques et la sécurité* et la *Loi sur le transport des matières dangereuses* de l'Ontario ainsi que la *Loi de 1992 sur le transport des marchandises dangereuses* et la *Loi sur les explosifs* du gouvernement fédéral.

En cas de déversement, le promoteur s'est engagé à mettre en œuvre des mesures correctives qui pourraient réduire les effets sur les poissons et leur habitat, comme contenir et nettoyer les déversements dès que possible. L'AEIC comprend qu'en vertu de la *Loi sur la protection de l'environnement* de l'Ontario, il incombe au propriétaire ou au contrôleur d'un polluant déversé de nettoyer le déversement et de faire tout ce qui est possible pour prévenir et éliminer les effets négatifs associés au déversement. Les déversements de matières dangereuses doivent être signalés au Centre d'intervention en cas de déversement du MEPNP.

Compte tenu de la mise en œuvre de ces mesures d'atténuation, l'AEIC est d'avis que le projet devrait causer des effets limités, voire aucun effet résiduel, par suite de dommages aux populations de poissons, étant donné que les effets probables seraient peu fréquents (p. ex., pendant la construction, lors de déversements accidentels) et se limiteraient à de petites zones (p. ex., près des sites de travaux dans l'eau et de sites de dynamitage pour l'excavation de carrières d'agrégats).

2.1.1.3 Augmentation de la pêche récréative

L'amélioration de l'accessibilité pendant la construction et l'exploitation pourrait entraîner une augmentation des activités de pêche récréative dans les plans d'eau voisins tout au long de la durée de vie du projet, ce qui pourrait entraîner un déclin localisé des populations de poissons. Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek, la Première Nation d'Aroland, la Première Nation d'Attawapiskat, la Première Nation de Fort Albany, la Première Nation Ginoogaming, la Première Nation de Kashechewan et la Première Nation de Marten Falls se sont dites préoccupées par le fait qu'il y aurait moins de poissons en raison de l'augmentation de la pêche à la ligne dans les zones de pêche plus facilement accessibles.

Afin de réduire le potentiel de pêche récréative, le promoteur s'est engagé à démanteler les infrastructures temporaires, y compris les routes d'accès temporaires, et à remettre le site en état, à la fin des travaux. En outre, la pêche récréative en Ontario est gérée par la

Loi de 1997 sur la protection du poisson et de la faune de l'Ontario, qui protège les populations de poissons et leur habitat, notamment en réglementant la pêche récréative.

Compte tenu de la mise en œuvre de ces mesures d'atténuation, l'AEIC est d'avis que le projet devrait avoir sur les populations de poissons des effets limités, voire aucun effet résiduel, découlant de l'augmentation de la pêche récréative, selon le nombre de pêcheurs récréatifs qui visitent la région.

2.1.2 Effets résiduels

D'après l'évaluation ci-dessus, l'AEIC est d'avis que le projet entraînerait probablement sur les poissons et leur habitat des effets négatifs résiduels, principalement par la dégradation et la perte d'habitat.

Les effets résiduels, compte tenu des mesures d'atténuation décrites ci-dessus, seraient d'ampleur et de portée géographique faibles, car il y aurait une dégradation et une perte nette d'habitat des poissons, notamment des frayères, ainsi que des changements hydrologiques localisés dans la ZPC; toutefois, on ne s'attend pas à ce que les changements aient des effets sur les populations de poissons. Les effets, peu fréquents, se produiraient principalement pendant la construction du projet (à l'exception des effets de la pêche récréative) et, le cas échéant, seraient au moins partiellement réversibles grâce aux mesures de compensation de l'habitat requises par les autorisations accordées au titre de la *Loi sur les pêches*. Ces mesures pourraient ne pas être mises en œuvre à l'échelle locale étant donné les conditions intactes à proximité, ou dépendre de mesures complémentaires. Le MPO a déclaré que les effets potentiels des ouvrages de franchissement des cours d'eau associés au projet proposé sont bien compris.

L'AEIC conclut que les effets négatifs résiduels du projet sur les poissons et leur habitat sont susceptibles d'être importants dans une mesure faible.

2.1.3 Effets cumulatifs

Les effets négatifs résiduels du projet sur les poissons et leur habitat, en combinaison avec d'autres projets passés, présents et raisonnablement prévisibles, sont susceptibles d'être cumulatifs et importants dans une mesure faible. L'AEIC a considéré le bassin de la rivière Albany comme la limite spatiale pour l'évaluation des effets cumulatifs, car il englobe la superficie des bassins versants des rivières Albany et Ogoki ainsi que leurs affluents, qui sont liés sur le plan hydrologique aux populations de poissons et à leur habitat susceptibles d'être touchés par le projet. Cette limite spatiale englobe la zone où des effets en aval sur les poissons et leur habitat pourraient se produire dans le cadre d'autres projets, notamment des mines en exploitation et des mines proposées, des activités d'exploration minière, des dérivations de cours d'eau, d'autres routes et le projet de service à large bande de Rapid Lynx (un réseau de câbles Internet à fibre optique).

Ces projets entraîneraient des changements à l'environnement, notamment la dégradation ou l'élimination d'habitat des poissons, dans les zones du bassin en amont et en aval.

Les protections fédérales (c.-à-d. la *Loi sur les pêches*) et provinciales (p. ex. la *Loi sur l'aménagement des lacs et des rivières*, la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario*) visant les poissons et leur habitat s'appliqueraient pour limiter les effets de ces projets sur les poissons et leur habitat aux zones propres au projet. Le projet aurait un certain chevauchement géographique avec trois des autres projets, soit le projet de raccordement de route du Nord, le projet de réfection de la route entre Anaconda et Painter Lake, et le projet de service à large bande de Rapid Lynx. Cependant, les effets de ces projets ne devraient pas réduire les effectifs des populations de poissons dans le bassin fluvial.

De plus, les effets résiduels du projet, combinés aux effets des autres projets, se produiraient principalement pendant la phase de construction (à l'exception des effets de la pêche récréative). Par conséquent, le chevauchement temporel des effets résiduels entre le projet proposé et les autres projets serait limité.

Étant donné que l'interaction entre les effets résiduels du projet et ceux des autres projets serait limitée, l'AEIC ne recommande pas d'autres mesures d'atténuation ni de programme de suivi en ce qui concerne les effets cumulatifs.

Compte tenu des mesures d'atténuation recommandées dans la section 2.1.4 ci-dessous, les effets cumulatifs probables sur les poissons et leur habitat seraient d'ampleur et de portée géographique faibles, étant donné que les effets seraient largement localisés dans chacune des ZPC respectives, qui sont petites par rapport à la superficie de l'habitat des poissons dans le bassin de la rivière Albany. En outre, les effets seraient relativement de courte durée, se produisant principalement pendant la phase de construction, et partiellement réversibles à long terme. Pour les types de projets envisagés, les effets sont généralement bien compris et visés par des mesures d'atténuation normalisées.

L'AEIC conclut que les effets cumulatifs du projet sur les poissons et leur habitat sont susceptibles d'être importants dans une faible mesure étant donné que le projet, de même que d'autres projets, contribuerait à la perte et à la dégradation de l'habitat dans une région vierge.

2.1.4 Mesures d'atténuation et programme de suivi recommandés par l'AEIC qui concernent les poissons et leur habitat et qui doivent mis en œuvre par le promoteur

Les mesures d'atténuation recommandées qui pourraient être incluses comme conditions dans la déclaration de décision d'évaluation d'impact sont les suivantes :
Si demandé par le MPO : • élaborer, à la satisfaction du MPO et en consultation avec les communautés autochtones, et mettre en œuvre des plans de compensation pour les activités qui peuvent entraîner la détérioration, la destruction ou la perturbation de l'habitat des poissons, ou la mort de poissons, associées au projet, en tenant compte de la Politique sur l'application de mesures visant à compenser les effets néfastes sur le poisson et son habitat du MPO.
En ce qui concerne les changements des propriétés hydrologiques et des passages des poissons : • concevoir, installer et entretenir les franchissements de cours d'eau de manière à tenir compte des débits en aval, des niveaux d'eau, des vitesses du courant et du passage des poissons, selon les conditions du site et selon ce qui est déterminé par les processus provinciaux d'examen, de délivrance de permis et d'approbation applicables, y compris les normes pertinentes, les pratiques exemplaires et les conditions des permis (p. ex., lignes directrices pour la construction de chemins d'accès et de traverses de cours d'eau du MRN, mesures de protection du poisson et de son habitat du MPO et code de pratique Ponceaux : entretien du MPO).
En ce qui concerne la dégradation physique de l'habitat des poissons : • éviter la construction en dessous de la laisse des hautes eaux pendant une période d'activités restreintes visant les poissons, conformément au processus de délivrance de permis et d'examen applicable, en utilisant tous les renseignements disponibles, en adoptant l'approche de précaution là où de l'incertitude persiste en ce qui a trait à la composition des communautés de poissons, et en tenant compte des Directives concernant les périodes de travaux dans les cours d'eau.
En ce qui concerne les blessures physiques aux poissons : • prélever les poisons dans la zone de travaux et les relocaliser loin de celle-ci avant de commencer tout travail dans l'eau, conformément au permis de prélèvement de poisson à des fins scientifiques délivré au titre du *Règlement de l'Ontario 664/98 : Délivrance de permis relatifs aux poissons*.

En ce qui concerne les changements des caractéristiques hydrologiques et de la qualité de l'eau : • procéder à l'assèchement, au prélèvement d'eau et au rejet des eaux usées conformément aux permis délivrés et approbations accordées au titre de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario* et de la *Loi sur la protection de l'environnement* de l'Ontario.
Mettre en œuvre, au minimum, les mesures d'atténuation suivantes pour contrôler la sédimentation, le ruissellement et l'érosion, selon le cas, pendant toutes les phases du projet afin de respecter les seuils de turbidité et de sédiments en suspension énoncés dans les Recommandations canadiennes pour la qualité des eaux visant la protection de la vie aquatique du Conseil canadien des ministres de l'environnement ou des objectifs provinciaux de qualité de l'eau de l'Ontario : • stabiliser toutes les zones érodables (y compris les déblais) et inspecter et maintenir régulièrement la stabilité de ces zones jusqu'à ce qu'elles soient stables en permanence; • installer un bassin de décantation pour l'eau pompée ou détournée des sites d'agrégats de manière à ce que le ruissellement respecte les Recommandations canadiennes pour la qualité des eaux visant la protection de la vie aquatique ou les objectifs provinciaux de qualité de l'eau avant le rejet dans le milieu récepteur; • limiter l'enlèvement de végétation à l'empreinte des ouvrages de franchissement de cours d'eau et maintenir une zone tampon végétalisée non perturbée de 30 mètres en amont et en aval de chaque ouvrage; • confiner les activités dans l'eau menées dans le cadre du projet des eaux réceptrices où vivent des poissons afin d'atténuer l'intensité, l'échelle spatiale et la durée de la sédimentation dans l'habitat des poissons en tenant compte de la norme provisoire Confinement d'une aire de travail dans l'eau du MPO.
Utiliser uniquement des matériaux rocheux considérés comme non acidogènes, non potentiellement acidogènes et n'entraînant pas la lixiviation de métaux pour les travaux du projet.
Limiter le ravitaillement en carburant et l'entretien des véhicules et de l'équipement dans une zone située à au moins 30 mètres des plans d'eau afin d'éviter les déversements accidentels dans des eaux où vivent des poissons.
Établir et mettre en œuvre un plan de prévention des déversements et un plan de gestion des interventions d'urgence pour prévenir et gérer les accidents et les défaillances susceptibles d'entraîner des effets négatifs fédéraux qui comprennent, au minimum, la formation du personnel sur les procédures d'intervention en cas de déversement, la fourniture de trousses et d'équipement d'intervention en cas de déversement pour confiner les déversements sur les lieux de travail et dans les

véhicules, et nettoyer et confiner les déversements dès que possible après les incidents.
Le programme de suivi recommandé qui pourrait être inclus en tant que conditions dans la déclaration de décision relative à l'évaluation d'impact comprend les mesures suivantes :
Mettre en œuvre un programme de suivi en consultation avec la Première Nation de Marten Falls dans le cas des plans d'eau situés sur les terres de réserve de cette Première Nation et en consultation avec les communautés autochtones, le MPO, ECCC et le MRN dans le cas des plans d'eau situés sur les terres provinciales, afin de vérifier l'exactitude de l'évaluation d'impact et de déterminer l'efficacité des mesures d'atténuation en ce qui concerne les effets des changements de la qualité de l'eau sur les poissons et leur habitat. Le programme doit comprendre ce qui suit : • surveiller les paramètres de qualité de l'eau des eaux souterraines et de surface (total des solides en suspension, acidité [pH], conductivité électrique, ammoniac, sulfates, nitrates, carbone organique dissous, méthylmercure, et métaux lourds et métalloïdes, dont l'aluminium, le mercure, l'arsenic, le cuivre, le fer, le plomb, le manganèse, le nickel, et le zinc) où vivent des poissons dès la phase de construction et jusqu'à ce qu'une analyse des tendances sur trois ans indique que le projet ne modifie pas la qualité de l'eau; • comparer les résultats de la surveillance aux Recommandations canadiennes pour la qualité des eaux visant la protection de la vie aquatique du CCME afin de déterminer si des mesures modifiées ou supplémentaires sont nécessaires; • prendre en compte les points de vue des communautés sur la conception du programme de surveillance et l'analyse des tendances; • rendre les résultats de la surveillance accessibles aux communautés autochtones, dès que possible.

2.2 Effets sur les oiseaux migrateurs

Le projet est susceptible d'entraîner des effets négatifs résiduels et cumulatifs limités sur les oiseaux migrateurs en raison du déplacement dû au défrichage, aux perturbations sensorielles et au risque de mortalité découlant de collisions et de déversements accidentels potentiels. Compte tenu de la mise en œuvre des mesures d'atténuation recommandées indiquées dans le tableau 2.2.4, l'AEIC est d'avis que les effets négatifs résiduels du projet sur les oiseaux migrateurs ne sont pas susceptibles d'être importants, se limiteraient à la ZPC et seraient peu fréquents. Les effets cumulatifs du projet en combinaison avec d'autres activités concrètes ne sont pas non plus susceptibles d'être importants, car le chevauchement spatial et temporel avec les effets d'autres projets proposés serait minime.

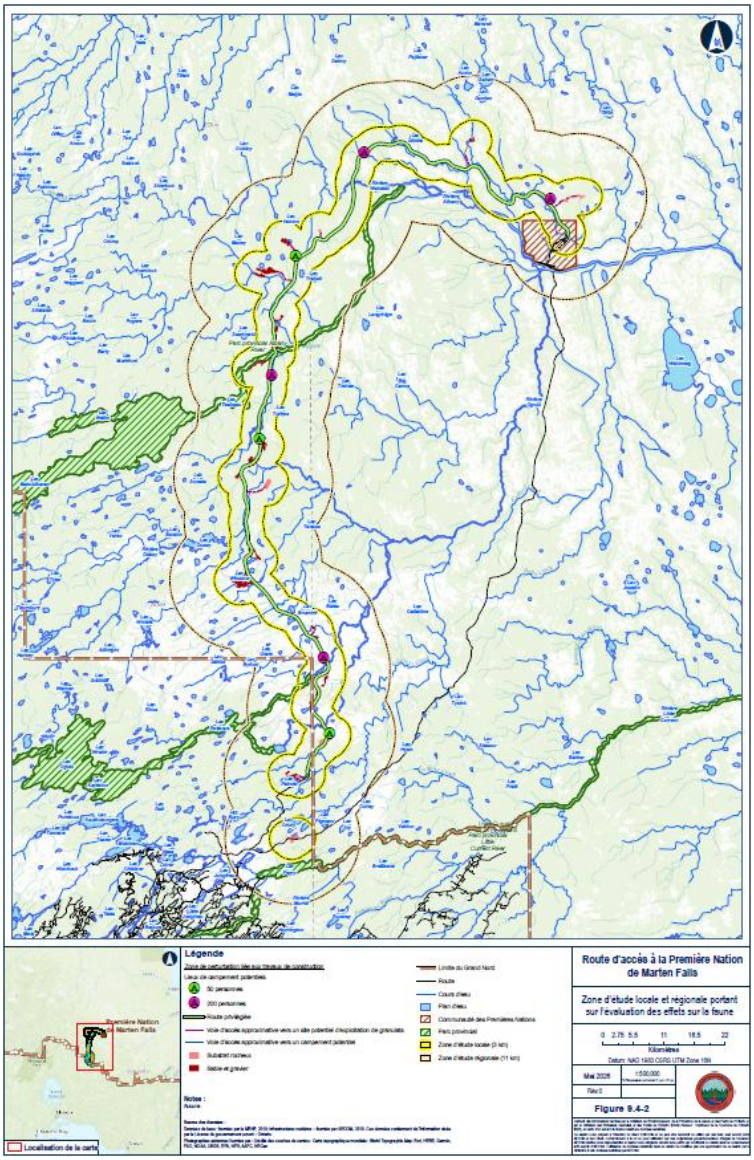
L'AEIC a évalué les effets sur les oiseaux migrateurs, notamment ceux causés par le déplacement dû au défrichage, aux perturbations sensorielles pendant les activités de construction et d'entretien et au risque de mortalité découlant de collisions et de déversements accidentels potentiels.

Le projet chevaucherait des communautés végétales de milieux humides et de milieux en terrain plus élevé, qui constituent l'habitat principal des oiseaux migrateurs. Il est connu que des oiseaux migrateurs sont présents au sein des communautés végétales de la région, qui fournissent habitat de nidification, haltes migratoires, habitat de rassemblement et habitat de migration.

L'AEIC a tenu compte des effets sur les oiseaux migrateurs au sein de la ZEL ainsi que de la ZER. La ZEL comprend la ZPC et s'étend sur trois kilomètres de part et d'autre de l'axe central du tracé proposé. La ZER comprend la ZEL et s'étend sur huit kilomètres au-delà de la limite de la ZEL, comme le montre la figure 3. Les effets ont été pris en compte pour les phases de construction et d'exploitation du projet.

La ZEL et la ZER abritent principalement des milieux humides — tourbières ombrotrophes, tourbières minérotrophes, marécages et eaux libres. Des forêts de conifères, de feuillus et mixtes en terrain plus élevé ainsi que des zones riveraines sont également présentes dans tout le paysage. Ces habitats abritent des oiseaux chanteurs des milieux humides (p. ex., la Paruline à couronne rousse et le Moucherolle des aulnes), des oiseaux de rivage (p. ex., le Grand Chevalier), de la sauvagine (p. ex., la Bernache du Canada et le Canard colvert) et des oiseaux forestiers (p. ex., la Paruline verdâtre et la Paruline obscure), pendant les périodes de nidification et de migration printanière et automnale.

Figure 3: Zones d'étude locale et régionale pour les oiseaux migrateurs



Source : Projet de route d'accès à la communauté de la Première Nation de Marten Falls, rapport d'évaluation environnementale/étude d'impact, figure 9.4-2

Les changements climatiques devraient toucher les oiseaux migrateurs et leur habitat au fil du temps en raison de la hausse des températures, de la fluctuation des tendances saisonnières et de l'augmentation de la fréquence des phénomènes météorologiques extrêmes. Ces changements peuvent modifier le moment de la migration, de la reproduction et de la nidification, ainsi que la disponibilité et la qualité de l'habitat le long

des voies migratoires et dans la ZER. Ces changements liés au climat pourraient accroître la probabilité ou l'ampleur des effets sur les oiseaux migrateurs en modifiant la façon dont les composantes du projet interagissent avec l'habitat des oiseaux migrateurs pendant les périodes sensibles.

Les oiseaux migrateurs utilisent divers types d'habitats dans la ZEL et la ZER pour la reproduction, l'alimentation et la migration. Les oiseaux forestiers sont souvent associés à des milieux secs et à des forêts mixtes, mais ils peuvent également se trouver dans des milieux humides arborés et dans d'autres types d'habitats boisés. Les oiseaux de rivage se nourrissent et nichent généralement dans les habitats riverains et d'autres milieux humides situés autour des plans d'eau, des cours d'eau et des zones riveraines, qui sont largement répandues dans la ZEL et la ZER. La sauvagine utilise, au sein de la ZEL et la ZER, des plans d'eau ouverts et les milieux humides environnants, y compris des marécages à conifères, des tourbières (ombrotrophes ou minérotrophes) à arbres clairsemés et des fourrés marécageux, à des fins de reproduction et de rassemblement au printemps et à l'automne. Les oiseaux des milieux humides nichent et se nourrissent dans les tourbières (ombrotrophes ou minérotrophes), les marécages ou les marais, ainsi que dans d'autres milieux humides et zones riveraines pendant la période de nidification estivale et de migration printanière et automnale.

Les espèces d'oiseaux forestiers en péril inscrites à l'annexe 1 de la LEP, qui devraient être présentes dans la ZEL et la ZER, comprennent la Paruline du Canada, le Gros-bec errant, l'Engoulevent bois-pourri, le Pioui de l'Est, le Moucherolle à côtés olive, la Grive des bois et le Râle jaune. L'Engoulevent d'Amérique, espèce désignée préoccupante en vertu de la LEP et associée à des habitats ouverts ou perturbés, a été détecté dans la ZEL et la ZER grâce à la surveillance acoustique effectuée par le promoteur.

2.2.1 Évaluation des effets

2.2.1.1 Déplacement des oiseaux migrateurs

Le projet entraînerait le déplacement d'oiseaux migrateurs en raison de la perte d'habitat convenable engendrée par le défrichage effectué pendant les activités de construction et d'entretien. Bien que certains types d'habitats puissent subir des pertes proportionnellement plus élevées dans la ZEL, la plupart des types d'habitat touchés sont abondants à l'échelle régionale. Aucun habitat dans la ZPC n'a été désigné comme étant unique ou essentiel à la survie des oiseaux migrateurs, y compris les espèces d'oiseaux migrateurs inscrites sur la liste fédérale des espèces en péril. La Première Nation d'Attawapiskat, la Première Nation de Kashechewan, la Première Nation de Neskantaga et la Première Nation Weenusk ont exprimé des préoccupations au sujet des effets du projet sur les oiseaux migrateurs et leur habitat, notamment les changements dans les populations d'oiseaux, les tendances migratoires et les changements de la disponibilité des oiseaux utilisés pour les pratiques traditionnelles.

Afin de réduire le déplacement d'oiseaux migrateurs découlant de la perte d'habitat, le promoteur s'est engagé à réduire au minimum l'étendue du défrichage pendant la construction. Les zones de travail temporaires qui ne sont plus nécessaires seraient désaffectées et remises en état, et les zones perturbées pendant la construction devraient se revégétaliser naturellement au fil du temps. La revégétalisation progressive des zones qui ne sont pas activement utilisées pour la construction serait mise en œuvre dans la mesure du possible, à l'aide de graines indigènes ou d'espèces d'arbres appropriées.

Compte tenu de la mise en œuvre de ces mesures d'atténuation, l'AEIC est d'avis que le projet devrait entraîner des effets négatifs résiduels sur les oiseaux migrateurs en raison d'un déplacement limité à la ZPC (p. ex., zones dégagées dans l'emprise, sites d'agrégats) et généralement limité à des périodes précises (p. ex., phase de construction), mais ne devrait avoir aucun effet résiduel sur les populations d'oiseaux.

2.2.1.2 Perturbations sensorielles pour les oiseaux migrateurs

Les perturbations sensorielles (p. ex., bruit, lumière et vibrations) attribuables aux activités du projet pendant la construction et l'exploitation, comme le dynamitage, l'utilisation d'équipement de construction, l'éclairage et l'utilisation de véhicules, peuvent modifier le comportement des oiseaux migrateurs, entraînant un déplacement local ou l'abandon de nids au sein de la ZEL. Pendant la construction et l'exploitation, les niveaux de bruit devraient augmenter à l'intérieur et à proximité de la ZPC, et pourraient s'étendre jusque dans la ZEL.

Afin de réduire les perturbations sensorielles pour les oiseaux migrateurs, le promoteur s'est engagé à établir des distances tampons autour des nids occupés détectés pendant les relevés, conformément aux Lignes directrices pour éviter de nuire aux oiseaux migrateurs d'ECCC, à réduire au minimum la marche au ralenti des véhicules et de l'équipement de construction, à moins que les conditions météorologiques ou de sécurité ne l'exigent, et à recourir à des mesures de réduction du bruit appropriées, telles que des silencieux, des revêtements acoustiques, des écrans acoustiques ou des remises insonorisées.

Compte tenu de la mise en œuvre de ces mesures d'atténuation, l'AEIC est d'avis que le projet devrait entraîner des effets négatifs résiduels sur les oiseaux migrateurs en raison des perturbations sensorielles causées par le bruit, qui seraient limités à la ZPC et à certaines parties de la ZEL, principalement pendant les périodes de construction, et qu'il n'y aurait pas d'effets résiduels sur les populations d'oiseaux.

2.2.1.3 Risque de mortalité

Le défrichage pendant les activités de construction et d'entretien au sein de la ZPC pourrait détruire des nids contenant des œufs ou des juvéniles. Pour atténuer ce risque, le

promoteur s'est engagé à effectuer le défrichage conformément au *Règlement sur les oiseaux migrateurs (2022)* et aux autres directives énoncées dans les Lignes directrices pour éviter de nuire aux oiseaux migrateurs élaborées par ECCC. L'AEIC fait également remarquer que les dispositions de la *Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs* et du *Règlement sur les oiseaux migrateurs (2022)* visant à protéger les oiseaux migrateurs, leurs nids et leurs œufs s'appliqueraient également aux oiseaux migrateurs, à leurs nids et à leurs œufs.

Les activités de construction et d'entretien du projet sont susceptibles de créer des caractéristiques d'habitat ouvert ou perturbé dans la ZPC qui pourraient être utilisées par l'Engoulevent d'Amérique, espèce en péril inscrite à l'annexe 1 de la LEP. De l'habitat convenable de l'Hirondelle de rivage, espèce inscrite à la liste fédérale des espèces en péril de la LEP, n'a pas été repéré dans la ZEL. Cependant, compte tenu des préférences de l'Hirondelle de rivage en matière d'habitat, y compris son utilisation de substrats verticaux sableux ou limoneux pour la nidification, la construction du projet est susceptible de créer de l'habitat de nidification convenable dans la ZPC, comme des amas temporaires de sable ou d'agrégats, des sablières ou des carrières. Des collisions entre des véhicules ou de l'équipement et des oiseaux migrateurs qui utilisent les zones perturbées créées par le projet sont susceptibles de tuer ces oiseaux ou de leur nuire. L'AEIC recommande que le promoteur suive les directives d'ECCC concernant la gestion des sablières, des carrières et des amas d'agrégats afin de prévenir ou de gérer la nidification potentielle de l'Hirondelle de rivage, tel qu'il est décrit dans le document *L'Hirondelle de rivage (*Riparia riparia*) : dans les sablières et les gravières*. De plus, l'AEIC recommande que le promoteur surveille les aires de nidification et de repos potentielles des espèces d'oiseaux migrateurs qui préfèrent les zones perturbées, comme l'Engoulevent d'Amérique, l'Hirondelle rustique et l'Hirondelle de rivage, lorsque ces oiseaux sont susceptibles d'être présents dans la ZPC. Si des oiseaux ou leurs nids sont détectés, le promoteur devrait mettre en œuvre des mesures visant à réduire la probabilité de nuire à des oiseaux, à leurs nids et à leurs œufs, ou de tuer des oiseaux. L'AEIC fait également remarquer que des mesures normalisées, comme installer des panneaux routiers pour réduire la vitesse des véhicules ou éviter de mener les activités de construction et d'entretien pendant la période de nidification des oiseaux migrateurs, limiteraient les collisions.

Étant donné qu'une grande partie de la route traverse des tourbières et des milieux humides, des déversements accidentels pourraient entraîner le rejet de matières nocives dans les tourbières et milieux humides environnants, tuer des oiseaux migrateurs ou leur nuire. Les mesures d'atténuation décrites à la section 2.1.4, y compris celles liées à la prévention des déversements et à l'intervention en cas de déversement, appuieraient la gestion des effets négatifs potentiels sur les oiseaux migrateurs grâce au contrôle ou au confinement des effets sur les milieux aquatiques et riverains où des oiseaux migrateurs pourraient être présents, ce qui réduirait la fréquence des effets et confinerait ceux-ci à de petites zones. Il est improbable que les effets d'un déversement accidentel se fassent

sentir dans les portions de la route situées en terrain élevé, où des rigoles et des fossés à l'intérieur de l'emprise capteraient un tel déversement et réduiraient au minimum la probabilité qu'il atteigne les rives et les plans d'eau dans une quantité qui pourrait poser un risque pour les oiseaux migrateurs.

Compte tenu de la mise en œuvre de ces mesures d'atténuation, l'AEIC est d'avis que le projet devrait entraîner des effets négatifs résiduels sur les oiseaux migrateurs en raison des risques de mortalité limité à la ZPC (p. ex., zones dégagées dans l'emprise, sites d'agrégats) et généralement limité à des périodes précises (p. ex., période de nidification des oiseaux migrateurs, déversement accidentel rare), mais ne devrait avoir aucun effet résiduel sur les populations d'oiseaux.

2.2.2 Effets résiduels

D'après l'évaluation ci-dessus, l'AEIC est d'avis que le projet est susceptible d'entraîner des effets négatifs résiduels limités sur les oiseaux migrateurs en raison du défrichage et du déblaiement, des perturbations sensorielles et des collisions et déversements accidentels.

Les effets résiduels, compte tenu des mesures d'atténuation décrites ci-dessus, seraient d'ampleur et de portée géographique faibles, car les oiseaux migrateurs seraient déplacés localement au sein de la ZPC, dans la ZEL. Les effets se produiraient rarement (c.-à-d. pendant les activités de déblaiement et de défrichage ainsi que lors de toute collision ou de tout déversement où des oiseaux migrateurs sont présents) pendant les activités de construction et d'entretien du projet, et ces effets seraient irréversibles. Des changements au niveau de la population ne sont pas prévus, et le degré d'incertitude est faible étant donné que les effets probables du projet et les mesures d'atténuation appropriées sont bien compris.

L'AEIC conclut donc que les effets résiduels négatifs du projet sur les oiseaux migrateurs ne sont pas susceptibles d'être importants.

2.2.3 Effets cumulatifs

Les effets négatifs résiduels du projet sur les oiseaux migrateurs, en combinaison avec d'autres projets passés, présents et raisonnablement prévisibles, sont susceptibles d'être cumulatifs. Pour son évaluation des effets cumulatifs, l'AEIC a utilisé la ZER pour le caribou du promoteur afin d'englober une zone suffisamment grande pour tenir compte des effets sur les oiseaux migrateurs d'autres projets et activités concrètes raisonnablement prévisibles au-delà de la ZER pour les oiseaux migrateurs définie par le promoteur. Cette zone élargie englobe les milieux humides, les milieux en terrain plus élevé et l'habitat à proximité des plans d'eau susceptibles de convenir aux oiseaux migrateurs. L'AEIC a tenu compte des projets susceptibles de tuer des oiseaux migrateurs

ou de leur nuire, principalement par le défrichage et la perte d'habitat, comme les mines en exploitation et les mines proposées, les activités d'exploration minérale, d'autres routes, le plan de la gestion de la forêt Ogoki et le projet de service à large bande de Rapid Lynx. Les effets de ces autres projets pourraient entraîner le déplacement d'oiseaux migrateurs et augmenter le risque de mortalité d'une façon qui s'ajoute aux effets résiduels du projet proposé.

Ces autres projets seraient également assujettis à la *Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs*, et nécessiteraient la mise en œuvre des mesures appropriées pour éviter de nuire aux oiseaux migrateurs, à leurs nids et à leurs œufs, ou de tuer des oiseaux migrateurs. Par conséquent, les effets cumulatifs seraient limités et ne toucheraient pas de façon mesurable les populations d'oiseaux migrateurs. L'AEIC ne recommande pas d'autres mesures d'atténuation ou un programme de suivi.

Compte tenu des mesures d'atténuation recommandées dans la section 2.2.4 ci-dessous, les effets cumulatifs probables sur les oiseaux migrateurs seraient d'ampleur et de portée géographique faibles, car on ne s'attend pas à ce qu'ils entraînent des changements d'effectifs de population, et ils se produiraient dans les ZPC respectives. Les effets seraient de longue durée, peu fréquents (principalement pendant les activités de construction et d'entretien) et irréversibles pour la plupart. Pour les types de projets envisagés, l'incertitude est faible, car les effets sont généralement bien compris et visés par des mesures d'atténuation normalisées. La contribution du projet à ces effets cumulatifs sur les oiseaux migrateurs n'est pas importante.

L'AEIC conclut donc que les effets négatifs cumulatifs du projet sur les oiseaux migrateurs ne sont pas susceptibles d'être importants, car il est peu probable que les populations d'oiseaux migrateurs subissent une diminution ou une perte mesurable.

2.2.4 Résumé des mesures d'atténuation recommandées par l'AEIC qui concernent les oiseaux migrateurs et qui doivent être mises en œuvre par le promoteur

Mesures d'atténuation recommandées qui pourraient être incluses à titre de conditions dans la déclaration de décision relative à l'évaluation d'impact
Réaliser le projet d'une manière qui protège les oiseaux migrateurs et évite de capturer, de tuer, de prendre, de blesser ou de harceler les oiseaux migrateurs ou de détruire, de prendre ou de déranger leurs œufs, ou d'endommager, de détruire, d'enlever ou de déranger les nids protégés en vertu de la *Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs* et de ses règlements d'application ou de la LEP ou des deux, tout en tenant compte des Lignes directrices pour éviter de nuire aux oiseaux migrateurs d'ECCC.

Déterminer, sous la direction d'une personne qualifiée, la présence, ou la présence probable, de nids d'oiseaux migrateurs protégés par la *Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs* et ses règlements d'application, de résidences d'oiseaux migrateurs protégées par la LEP susceptibles d'être touchées négativement par toute activité du projet avant le début de l'activité, et de nids ou de résidences d'oiseaux sur le territoire domanial. Les méthodes non intrusives utilisées pour déterminer la présence, ou la présence probable, de nids d'oiseaux migrateurs devraient être choisies de façon appropriée en fonction du type d'habitat.
Établir et délimiter, sous la direction d'une personne qualifiée, les distances de protection autour des nids et des résidences dont la présence est probable ou confirmée par la personne qualifiée, à l'intérieur desquelles cette activité ne doit pas avoir lieu lorsque ces nids sont protégés par la*Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs* et ses règlements d'application, ou la LEP, ou des deux. Au moment d'établir les distances de protection, tenir compte des Lignes directrices pour éviter de nuire aux oiseaux migrateurs d'ECCC.
Élaborer et mettre en œuvre des mesures d'atténuation pour empêcher l'Hirondelle de rivage de nicher dans les fosses et les carrières, tout en tenant compte du document d'ECCC intitulé *L'Hirondelle de rivage (*Riparia riparia*) : dans les sablières et les gravières*.
Voir les mesures en cas de déversements accidentels dans la section 3.1 du présent Rapport d'EI.

2.3 Effets des activités concrètes menées sur le territoire domanial

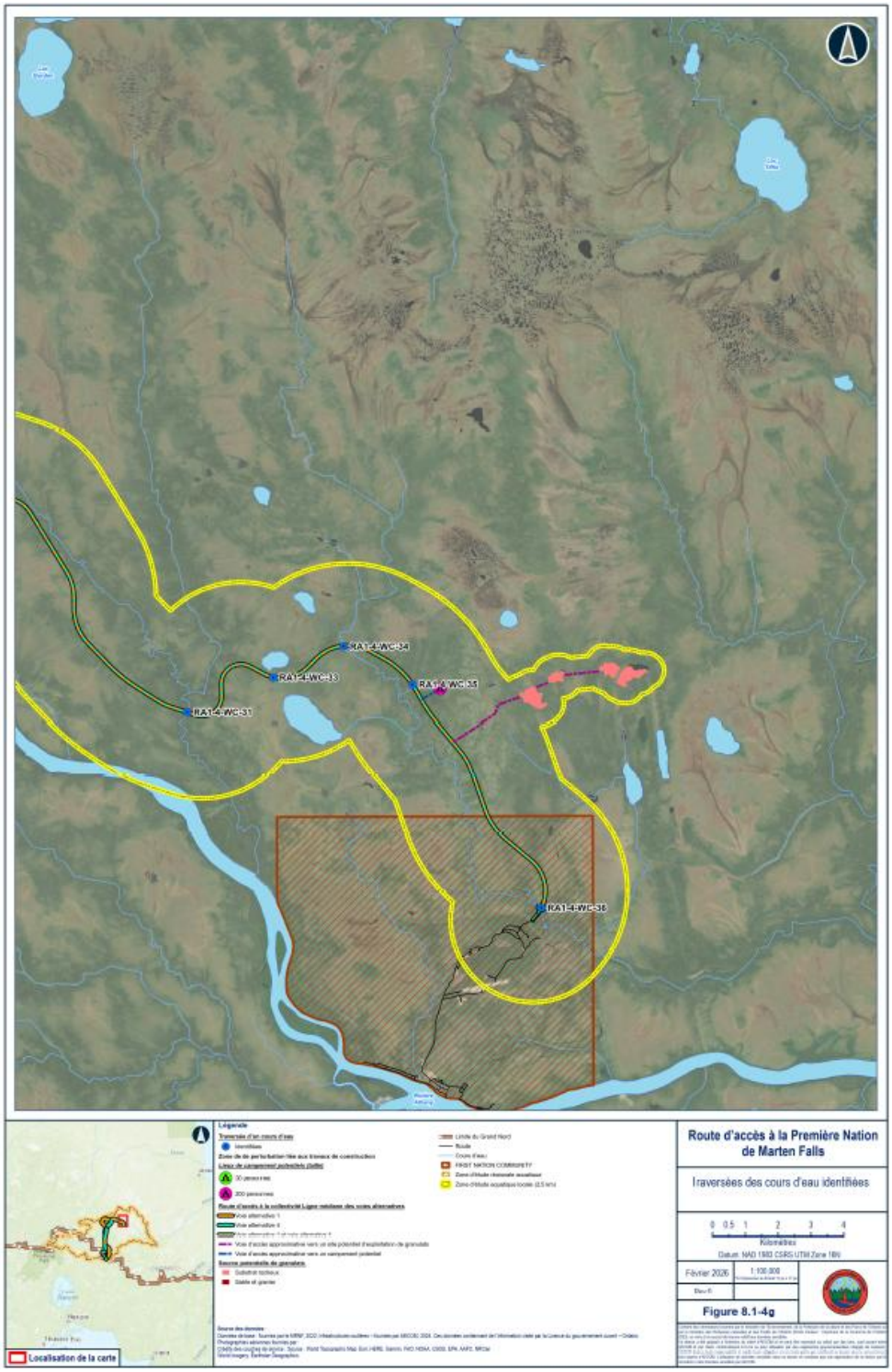
Le projet est susceptible d'entraîner des effets négatifs résiduels découlant de la portion du projet réalisée dans la réserve de la Première Nation de Marten Falls, notamment en raison de la dégradation et de la perte d'habitat, d'une augmentation du risque de mortalité pour les espèces en péril relevant du gouvernement fédéral et le caribou migrateur de l'Est, et une augmentation des émissions atmosphériques. Compte tenu de la mise en œuvre des mesures d'atténuation recommandées indiquées dans la section 2.3.4, l'AEIC est d'avis que les effets résiduels des activités menées sur le territoire domanial ne sont pas susceptibles d'être importants, car les espèces en péril et les populations du caribou migrateur de l'Est devraient demeurer viables et les changements de la qualité de l'air devraient être localisés, puisque les concentrations de contaminants

atmosphériques devraient rester en deçà des lignes directrices destinées à protéger la santé humaine dans les endroits où l'on sait que des personnes habitent ou utilisent régulièrement les terres. Les effets cumulatifs résultant de la portion du projet réalisée sur le territoire domanial, en combinaison avec d'autres activités concrètes, ne sont pas susceptibles d'être importants, à l'exception des effets cumulatifs sur l'habitat du caribou et du carcajou qui, eux, sont susceptibles d'être importants dans une mesure faible, en raison de la dégradation et de la perte d'habitat dans la réserve de la Première Nation de Marten Falls, lesquelles interagissent avec les changements de l'habitat découlant d'autres projets dans l'ensemble des aires de répartition respectives des espèces.

La présente section porte sur l'évaluation des effets des activités concrètes du projet réalisées dans la réserve de la Première Nation de Marten Falls. Environ 4 kilomètres de la route du projet seraient construits et exploités dans cette réserve. Les effets de ces activités concrètes réalisées sur le territoire domanial devraient être limités à la réserve de la Première Nation de Marten Falls.

L'AEIC a axé son évaluation sur l'environnement atmosphérique ainsi que sur les espèces en péril et le caribou migrateur de l'Est et leurs habitats. L'AEIC reconnaît également qu'il y a des effets potentiels sur les milieux humides sur le territoire domanial, mais accepte les prévisions du promoteur dans son étude d'impact selon lesquelles ces effets probables seraient localisés, qu'ils n'entraîneraient aucune perte nette des fonctions des milieux humides, et que la perte ou la modification nette des milieux humides serait négligeable. Les autres effets du projet décrits dans le présent Rapport d'EI comprennent les effets des activités concrètes menées sur le territoire domanial, y compris les effets sur les poissons et leur habitat, notamment l'esturgeon jaune (espèce en péril), la qualité de l'eau (section 2.1), les oiseaux migrateurs inscrits à la *Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs* (section 2.2), les espèces d'importance pour les communautés autochtones (article 4.3.1) et les conditions sanitaires, sociales et économiques des peuples autochtones (section 4.3.3).

Figure 4 : Portion de la réserve de la Première Nation de Marten Falls traversée par le projet



Source : Projet de route d'accès à la collectivité de Marten Falls, rapport d'évaluation environnementale/étude d'impact, figure 8.1-4g

2.3.1 Évaluation des effets

2.3.1.1 Environnement atmosphérique

Le projet entraînerait des changements dans l'environnement atmosphérique, y compris des changements à la qualité de l'air ainsi qu'une augmentation du bruit et des vibrations sur la réserve de la Première Nation de Marten Falls, en grande partie en raison des émissions de particules produites par la poussière fugitive de la route pendant la construction du projet et l'exploitation de la route (circulation de véhicules). Une dégradation limitée et à court terme de la qualité de l'air pourrait également se produire pendant la phase de construction en raison des activités de construction routière.

Des dépassements prévus des critères de qualité de l'air pourraient survenir à proximité du projet, mais ils ne devraient pas dégrader la qualité de l'air pour les récepteurs sensibles sur le territoire domanial ou entraîner des effets néfastes sur la santé ou l'environnement. La modélisation de la qualité de l'air réalisée par le promoteur prévoit des dépassements localisés des critères de qualité de l'air ambiant (CQAA) de l'Ontario pour les matières particulaires de 10 micromètres (PM10) et les particules totales en suspension (PTS), sur l'emprise ou à proximité de celle-ci, selon une hypothèse prudente du pire scénario, notamment des densités maximales de circulation et des concentrations de fond élevées. Ces dépassements seraient principalement associés aux émissions fugitives de poussière attribuables au déplacement des véhicules sur des routes non asphaltées et devraient se produire à une distance limitée de la route (environ un kilomètre ou moins) et à l'écart des récepteurs humains connus, comme les résidences et les sites où des personnes utilisent régulièrement les terres.

Pour atténuer les effets des émissions atmosphériques, le promoteur a proposé de mettre en œuvre des plans de gestion des émissions pendant la construction et l'exploitation, qui comprendraient l'utilisation de dépoussiérants écologiques, et qui tiendraient compte de mesures supplémentaires, comme de la végétation en bord de route, des brise-vent naturels et des limites de vitesse. De plus, les mesures d'atténuation et de suivi recommandées pour gérer les changements touchant la qualité de l'expérience de pêche, décrites à la section 4.3.1, atténueraient également les effets sur la qualité de l'air, ainsi que les niveaux sonores élevés pendant les activités de construction et d'entretien du projet.

L'AEIC est d'avis que, avec la mise en œuvre de ces mesures d'atténuation, le projet est susceptible d'entraîner, sur le territoire domanial, des changements négatifs résiduels à l'environnement atmosphérique qui seraient localisés et temporaires et qui ne devraient pas dépasser les seuils pertinents de qualité de l'air aux endroits où l'on sait que des

personnes habitent ou utilisent régulièrement les terres pendant de longues périodes, et que les niveaux sonores élevés seraient gérés de façon appropriée au moyen du respect des lignes directrices pertinentes en matière de bruit.

2.3.1.2 Perte et dégradation de l'habitat des espèces en péril et du caribou migrateur de l'Est

L'AEIC a axé son évaluation sur les espèces en péril suivantes, qui sont protégées par les lois fédérales : la petite chauve-souris brune (espèce en voie de disparition), la chauve-souris nordique (espèce en voie de disparition), le carcajou (espèce préoccupante), le Quiscale rouilleux (espèce préoccupante), le Hibou des marais (espèce préoccupante), le caribou des bois (population boréale) (espèce menacée) et la coccinelle à bandes transverses (espèce préoccupante). Le caribou des bois (population migratrice de l'Est) a également été pris en considération (évalué en tant qu'espèce en voie de disparition par le Comité sur la situation des espèces en péril au Canada [COSEPAC]). Le projet croise l'habitat potentiel de ces espèces dans la réserve de la Première Nation de Marten Falls. L'AEIC estime que les effets négatifs possibles sur d'autres espèces menacées, telle que le psithyre bohémien, la coccinelle à neuf points et le bourdon terricole, sont peu probables, car elle ne dispose d'aucune information indiquant leur présence dans les zones d'étude.

La ZEL du carcajou et du caribou comprend la ZPC et s'étend sur dix kilomètres de part et d'autre de la ZPC (figure 6 du présent Rapport d'EI). La ZEL de la petite chauve-souris brune, de la chauve-souris nordique, du Quiscale rouilleux, du Hibou des marais et de la coccinelle à bandes transverses comprend la ZPC et s'étend sur 3 kilomètres de part et d'autre de celle-ci.

Le projet entraînerait la perte ou la dégradation de l'habitat d'espèces en péril et du caribou migrateur de l'Est sur le territoire domanial. La perte directe d'habitat pour les chauves-souris, le carcajou, le Quiscale rouilleux, le Hibou des marais, la coccinelle à bandes transverses et le caribou, attribuable à la préparation du site, comprendrait l'enlèvement de la végétation dans la réserve de la Première Nation de Marten Falls afin de défricher le terrain pour la route. Les activités d'entretien régulières pendant la phase d'exploitation du projet comprendraient la gestion de la repousse de la végétation dans la ZPC sur le territoire domanial. Cela pourrait entraîner la destruction, la dégradation et/ou la fragmentation d'habitats importants tels que les nids, les aires de repos, les dortoirs, les tanières, les aires de mise bas, les aires d'hivernage et les couloirs de déplacement, ainsi que le déplacement d'individus hors de ces habitats.

Ces espèces pourraient subir d'autres effets, comme des perturbations sensorielles au cours des activités de construction et d'exploitation, y compris le transport de terre, le défrichage, l'éclairage de construction et les véhicules circulant sur la route. Les perturbations sensorielles pourraient entraîner la fragmentation fonctionnelle de l'habitat

des espèces en péril protégées par les lois fédérales, car les espèces pourraient modifier leurs déplacements et leur comportement afin de réduire leur utilisation de la zone et d'éviter les perturbations anthropiques. De plus, l'exploitation de la route pourrait constituer une barrière linéaire entravant les déplacements d'espèces en péril sur la réserve de la Première Nation de Marten Falls, en particulier le caribou et le carcajou. Ces effets risquent d'entraîner des modifications dans la répartition d'espèces en péril sur la réserve de la Première Nation de Marten Falls.

Les effets sur le carcajou et le caribou, ainsi que les mesures d'atténuation associées, sont décrits plus en détail dans la sous-section « Chasse et piégeage » de la section 4.3.1. Les effets sur le Quiscale rouilleux et le Hibou des marais seraient semblables à ceux décrits à la section 2.2 pour les oiseaux migrateurs, et les mesures d'atténuation visant les oiseaux migrateurs conviendraient pour atténuer les effets sur ces espèces. Pour atténuer les effets sur les espèces de chauves-souris en péril et la coccinelle à bandes transverses, le promoteur s'est engagé à réduire au minimum, dans la mesure du possible, le défrichage, à mettre en œuvre des travaux de remise en état des zones temporaires perturbées et à aménager des zones tampons afin de minimiser les impacts sur les aires de repos potentielles et les plans d'eau, à offrir une formation de sensibilisation à la faune au personnel du projet et à mener les activités d'entretien en dehors des périodes sensibles.

L'AEIC comprend que les autorisations accordées en vertu de la LEP pour des activités se déroulant sur le territoire domanial qui affectent les individus ou les résidences d'espèces désignées menacées ou en voie de disparition en vertu de la LEP s'appliqueraient au projet. Ce mécanisme législatif permettrait de gérer les effets sur les individus ou les résidences d'espèces en péril désignées menacées ou en voie de disparition en vertu des lois fédérales, à l'exception des effets découlant de la dégradation et de la perte d'habitats sur une échelle plus grande, notamment des changements néfastes pour l'habitat essentiel du caribou. Ce mécanisme permettrait également d'assurer la mise en œuvre des mesures d'atténuation ainsi que la détermination, à l'étape de la délivrance de permis, d'autres mesures d'atténuation pour gérer les préoccupations particulières au site.

L'AEIC est d'avis que, malgré la mise en œuvre de ces mesures d'atténuation, il y aurait tout de même une perte et une dégradation de l'habitat d'espèces en péril et du caribou migrateur de l'Est sur le territoire domanial, notamment en raison de la fragmentation de l'habitat du carcajou et du caribou.

2.3.1.3 Blessures ou décès d'espèces en péril et du caribou migrateur de l'Est

Le projet pourrait entraîner des blessures ou la mort des espèces susmentionnées inscrites sur la liste fédérale des espèces en péril et d'individus du caribou migrateur de

l'Est au sein de la réserve de la Première Nation de Marten Falls. Pendant la construction et l'exploitation, les collisions avec des véhicules et de l'équipement, les changements dans la dynamique prédateur-proie découlant de la création de corridors linéaires, la modification des déplacements, le défrichage et un accès accru pour les humains pourraient accroître les taux de blessures ou de mortalité chez les espèces en péril protégées par les lois fédérales. Les espèces aériennes sont vulnérables aux collisions avec des véhicules pendant les activités du projet, tandis que les risques de collision sont plus faibles pour les caribous et les carcajous, puisqu'ils évitent en général les zones de perturbations anthropiques.

Pour atténuer les effets liés aux blessures et aux mortalités, le promoteur s'est engagé à suivre les pratiques exemplaires dans la mesure du possible, y compris à mettre en œuvre des limites de vitesse qui sont efficaces pour prévenir les collisions avec des véhicules (se reporter aux mesures d'atténuation recommandées, à la section 4.3.3 du présent Rapport d'EI).

L'AEIC est d'avis que, grâce à la mise en œuvre de ces mesures d'atténuation, le projet est susceptible d'entraîner des blessures ou des mortalités rares et limitées chez les espèces en péril et le caribou migrateur de l'Est.

2.3.2 Effets résiduels

Compte tenu de l'évaluation ci-dessus, l'AEIC est d'avis que le projet entraînerait probablement des effets négatifs résiduels découlant des activités concrètes menées sur le territoire domanial liés aux changements à l'environnement atmosphérique, à une dégradation et à une perte d'habitats pour les espèces en péril et le caribou migrateur de l'Est et à des blessures ou au décès d'espèces en péril et de caribous migrateurs de l'Est.

Les effets résiduels, compte tenu des mesures d'atténuation décrites ci-dessus, seraient de faible ampleur et de faible portée géographique et seraient limités à la ZEL. Les effets seraient généralement rares, mais d'une durée indéterminée tout au long de la vie utile du projet, et certains effets seraient en partie réversibles lors de la phase d'exploitation. Le niveau d'incertitude est faible à modéré pour les espèces en péril dans la portion du projet située sur le territoire domanial. Même si l'on reconnaît cette incertitude, les populations devraient demeurer durables et les niveaux de contaminants atmosphériques et de bruit devraient rester inférieurs aux lignes directrices applicables dans les endroits où l'on sait que des personnes habitent ou utilisent régulièrement les terres.

L'AEIC conclut que les effets négatifs résiduels découlant des activités concrètes menées sur le territoire domanial ne sont pas susceptibles d'être importants.

2.3.3 Effets cumulatifs

L'AEIC a examiné la version préliminaire du plan d'aménagement du territoire communautaire du promoteur ainsi que d'autres projets prévisibles dans la région, et estime qu'aucune activité concrète prévisible susceptible d'avoir des effets sur le territoire domanial ne devrait interagir avec les effets résiduels du projet sur l'environnement atmosphérique, les espèces en péril et le caribou migrateur de l'Est qui pourraient se produire sur la réserve de la Première Nation de Marten Falls.

Les projets connus à l'extérieur du territoire domanial ne devraient pas entraîner d'effets mesurables sur l'environnement atmosphérique dans la réserve de la Première Nation de Marten Falls, en raison de la séparation spatiale. Les effets négatifs résiduels du projet sur les terres de la réserve de la Première Nation de Marten Falls, combinés à d'autres projets passés, présents et raisonnablement prévisibles, sont susceptibles d'entraîner des effets cumulatifs, principalement sous la forme d'une perte ou d'une dégradation de l'habitat des espèces en péril et du caribou migrateur de l'Est. Les projets proposés de route d'approvisionnement Webequie, de la route de raccordement du Nord, d'amélioration des chemins Anaconda et Painter Lake et d'infrastructure large bande Rapid Lynx, ainsi que l'exploration minérale suivie de l'exploitation minière sur le site proposé d'Eagle's Nest sont susceptibles d'interagir avec les effets négatifs résiduels du projet, en ce qui concerne la perte et la dégradation de l'habitat (y compris la fragmentation), par le biais d'activités de défrichage et de débroussaillage, de perturbations sensorielles causées par l'équipement de construction et d'une augmentation de la circulation.

Bien que les cadres législatifs fédéraux et provinciaux s'appliqueraient pour gérer les effets des projets sur les espèces en péril, les effets des autres projets sont susceptibles de s'additionner aux effets résiduels du projet proposé. Ces effets cumulatifs seraient de faible ampleur, principalement en raison de la perte et de la dégradation de l'habitat du caribou et du carcajou et, dans une moindre mesure, des changements d'habitat pour la petite chauve-souris brune, la chauve-souris nordique, le Quiscale rouilleux, le Hibou des marais et la coccinelle à bandes transverses. ECCC a relevé que les effets cumulatifs sur le caribou et son habitat pourraient être importants malgré les mesures d'atténuation, et le MEPNP a souligné que, même si les perturbations cumulatives au sein de l'aire de répartition Missisa augmentaient, les perturbations globales devraient demeurer en deçà du seuil de 35 % établi dans le programme de rétablissement fédéral.

L'AEIC conclut que les effets cumulatifs découlant des activités menées sur le territoire domanial, combinés à ceux d'autres projets, ne sont pas susceptibles d'être importants pour ce qui est des changements touchant l'environnement atmosphérique et les espèces en péril, à l'exception du caribou et du carcajou, pour lesquels les effets devraient être importants dans une faible mesure en raison des changements dans la disponibilité et la fonction de l'habitat qui résulteraient du projet et d'autres projets prévisibles qui,

ensemble, modifieraient les habitudes de déplacement et la disponibilité de l'habitat, y compris au sein de la réserve de la Première Nation de Marten Falls.

2.3.4 Mesures d'atténuation recommandées par l'AEIC à mettre en œuvre par le promoteur relativement aux effets des activités concrètes menées sur le territoire domanial.

Mesures d'atténuation recommandées qui pourraient être incluses à titre de conditions dans la déclaration de décision relative à l'évaluation d'impact :
En ce qui concerne l'environnement atmosphérique sur le territoire domanial : • Mettre en œuvre, au minimum, les mesures d'atténuation suivantes pour contrôler les émissions fugitives de poussières du projet, au besoin : o utiliser de l'eau ou une solution de rechange écologique acceptable pour stabiliser la surface des routes et des zones du projet qui peuvent générer de la poussière.
En ce qui concerne la petite chauve-souris brune et la chauve-souris nordique : • respecter les périodes recommandées en évitant toute activité de construction et d'entretien durant la période critique du 1er mai au 31 août;établir et délimiter, sous la direction de personnes qualifiées, une distance de protection de 120 mètres pour les activités de construction et d'entretien autour de tout gîte de maternité désigné; veiller à ce que les employés et les entrepreneurs du projet soient formés pour repérer les potentiels gîtes de maternité et connaître les protocoles à suivre en cas de découverte de gîtes, notamment : o cesser le travail et documenter l'élément découvert; aviser la Première Nation de Marten Falls, ECCC et l'AEIC; veiller à ce que la distance de protection établie, y compris le gîte de maternité désigné, demeure en place jusqu'à ce qu'ECCC approuve le permis en vertu de la LEP.
En ce qui concerne les espèces d'oiseaux en péril : • Ne pas entreprendre d'activités associées au projet qui pourraient nuire à la nidification des oiseaux qui sont des espèces en péril dans la réserve de la Première Nation de Marten Falls, afin d'éviter la destruction des nids, des œufs ou des oisillons. À cette fin : o déterminer les dates des périodes de nidification pertinentes pour toute année au cours de laquelle ces activités sont réalisées. Informer l'AEIC de ces dates, y compris une justification, avant d'entreprendre ces activités. o Ne pas entreprendre ou poursuivre une activité susceptible de nuire à la nidification, sauf si cela n'est pas techniquement ou économiquement réalisable. Si ce n'est pas réalisable, fournir une justification à l'AEIC et élaborer et mettre en

œuvre des mesures d'atténuation supplémentaires pour éviter les effets négatifs sur les oiseaux qui sont des espèces en péril pendant la nidification. Fournir ces mesures à l'AEIC avant de les mettre en œuvre.
Se reporter aux mesures visant les perturbations sensorielles (réduction de la qualité de l'eau et augmentation du niveau de bruit) à la section 4.3.1 et à la section 4.3.3 du présent Rapport d'EI.

3 Accidents et défaillances

Bien qu'il soit peu probable que cela se produise, certains accidents et certaines défaillances liés au projet pourraient entraîner des effets négatifs fédéraux résiduels. Par exemple, une explosion ou un incendie accidentel, ou bien la défaillance structurelle d'une composante du projet, comme la chaussée, un pont ou un ponceau, pourrait avoir une incidence sur les poissons et leur habitat, les oiseaux migrateurs, les pratiques traditionnelles et le bien-être des communautés autochtones. Les mesures d'atténuation recommandées pour prévenir des défaillances et accidents potentiels sont énumérées à la section 3.1.1.

3.1 Évaluation des effets

Des accidents et des défaillances peuvent être liés au projet. Les scénarios probables ont été définis comme les accidents de véhicules ou les défaillances mécaniques, y compris tout déversement accidentel de matières dangereuses qui en résulte. Ces scénarios ainsi que les effets négatifs fédéraux connexes sont inclus dans les sections 2.1, 2.2 et 4.3.1 à 4.3.3. Les effets négatifs fédéraux des scénarios peu probables d'accident et de défaillance sont présentés ci-dessous.

Bien qu'il soit peu probable que cela se produise, la défaillance structurale d'une composante du projet, ou une explosion ou un incendie accidentel associé aux composantes du projet pourrait entraîner des effets négatifs sur les oiseaux migrateurs, les espèces sauvages importantes pour les pratiques traditionnelles autochtones et le bien-être des communautés.

La défaillance structurelle d'une composante du projet (p. ex. la défaillance de la chaussée, d'un pont ou d'un ponceau ou un accident dans une installation de stockage) en raison d'une conception défectueuse, de conditions météorologiques extrêmes, d'un séisme ou d'un incendie de forêt pourrait entraîner une hausse de l'érosion ou de la sédimentation, des changements aux paramètres hydrologiques et hydrauliques, et le risque que des débris ou des matériaux pénètrent dans les cours d'eau à proximité, ce qui

pourrait avoir des effets négatifs sur les poissons et leur habitat, perturber la pêche traditionnelle pratiquée par les peuples autochtones dans la région et nuire à l'expérience culturelle des communautés autochtones qui maintiennent un lien avec la terre ou qui ont des sites culturels dans la région.

Les conditions environnementales changeantes au cours de la durée de vie du projet peuvent influer sur la probabilité d'une défaillance structurelle d'une composante du projet. Les changements climatiques devraient accroître la fréquence et l'intensité des phénomènes météorologiques extrêmes dans la région, notamment les fortes précipitations, les inondations, les cycles de gel-dégel et les conditions propices aux incendies de forêt. Ces facteurs de stress peuvent imposer des contraintes supplémentaires à l'infrastructure du projet et accroître le risque de défaillance ou d'accident, comme l'érosion, le déversement ou la défaillance structurelle des infrastructures routières.

Pour prévenir les défaillances structurelles, il faut concevoir les composantes du projet conformément aux normes et codes fédéraux et provinciaux applicables, comme le Code canadien sur le calcul des ponts routiers (CSA S6:25), ainsi que le manuel de conception et le manuel structurel des bordures de route, le manuel de gestion du drainage, les Normes de conception des infrastructures routières de drainage et les directives de conception des conduites libres de l'Ontario. Pour gérer les facteurs de stress liés au climat, le promoteur doit concevoir l'infrastructure du projet de manière à respecter les codes et normes applicables qui traitent des incendies de forêt et des phénomènes météorologiques extrêmes. Il s'agit notamment de concevoir les infrastructures de drainage routier, comme les ponts, les ponceaux, les fossés de bord de route, et les ponceaux de régularisation pour la portion de route surélevée, selon les pratiques exemplaires et des directives techniques. Les conceptions seraient fondées sur les données climatiques historiques intégrant les effets de la température ainsi que des scénarios climatiques futurs, notamment des modifications futures des précipitations extrêmes au cours de la durée de vie prévue des structures. De plus, le promoteur s'est engagé à effectuer, pendant la phase d'exploitation, des inspections et des activités d'entretien de routine de la route conformément aux normes provinciales applicables en matière d'infrastructures routières, et à procéder aux réparations au besoin afin de maintenir l'intégrité structurelle des composantes du projet. Le promoteur a également indiqué que les installations de stockage, en particulier les aires de stockage de carburant, comporteraient des réservoirs de stockage hors sol dotés d'un confinement secondaire, et que le carburant et les autres matières dangereuses seraient gérés conformément au Code de recommandations techniques pour la protection de l'environnement applicable aux systèmes de stockage hors sol de produits pétroliers du Conseil canadien des ministres de l'environnement, afin de limiter le plus possible la probabilité d'une introduction par effraction dans les installations.

Des explosions ou des incendies accidentels associés aux composantes du projet (p. ex. équipement, stockage de carburant, activités d'entretien ou camps) pourraient entraîner des blessures localisées ou la mort d'oiseaux migrateurs et d'autres espèces sauvages, ou le déplacement temporaire d'espèces sauvages en raison de la fumée, du bruit ou de la perturbation de l'habitat. Les incendies et les explosions pourraient diminuer la qualité de l'habitat dans les zones environnantes utilisées à des fins traditionnelles, accroître les risques pour la sécurité et perturber les activités de récolte ou les déplacements, ce qui peut contribuer au stress et engendrer une détresse émotionnelle.

L'Ontario a des exigences législatives et réglementaires associées à la prévention des incendies, à la sécurité-incendie et à la préparation aux situations d'urgence, dont des exigences relatives à la prévention des incendies de végétation, à la planification de la sécurité-incendie et à l'équipement d'extinction dans les camps et les installations, ainsi qu'au stockage et à la manipulation du carburant, qui visent à réduire les risques d'incendie et à favoriser une intervention efficace.

Un plan de prévention des incendies et de préparation ainsi qu'un programme d'atténuation des incendies, le tout en conformité avec le *Règlement de l'Ontario 207/96*, seraient mis en œuvre pendant la construction et l'entretien. L'AEIC recommande que les mesures de prévention des incendies et de préparation comprennent des pratiques sécuritaires de manipulation et de stockage du carburant, un entretien régulier de l'équipement pour réduire les risques d'inflammation et des procédures claires d'intervention en cas d'urgence; un équipement de lutte contre les incendies approprié aux sites du projet et une formation des employés pour qu'ils puissent intervenir rapidement et efficacement afin de limiter la propagation de l'incendie et de réduire les effets sur les espèces sauvages et les communautés autochtones.

3.1.1 Résumé des mesures d'atténuation et du programme de suivi recommandés par l'AEIC qui concernent les accidents et les défaillances et qui doivent être mis en œuvre par le promoteur

Mesures d'atténuation recommandées qui pourraient être incluses à titre de conditions dans la déclaration de décision relative à l'évaluation d'impact :
Élaborer, avant le début des travaux, et maintenir, pendant la construction, un plan d'intervention en cas d'accident ou de défaillance comprenant : • une description des accidents et défaillances potentiels susceptibles d'avoir des effets négatifs fédéraux, y compris les scénarios les plus pessimistes et les scénarios alternatifs les plus probables; des mesures pour chaque scénario, conformes au Cadre national d'intervention d'urgence visant les espèces sauvages d'ECCC; les rôles et responsabilités clairement définis pour le

promoteur, les autorités pertinentes et les autres parties participant aux efforts d'intervention.
En cas d'accident ou de défaillance pendant la construction : • aviser les autorités compétentes en matière d'intervention d'urgence; informer les communautés autochtones dès que possible, et l'AEIC dans les 48 heures, en fournissant : o la date, l'heure et le lieu de l'accident ou de la défaillance; o un résumé de l'accident ou de la défaillance; o la ou les substances et les quantités rejetées; o les autorités compétentes avisées et participant à l'intervention; • soumettre un rapport à l'AEIC dans les 60 jours, décrivant : o l'incident et ses effets négatifs fédéraux; o les mesures prises pour atténuer les effets négatifs fédéraux; o la rétroaction des communautés autochtones et des autorités pertinentes; o les effets résiduels et toute mesure d'atténuation ou de surveillance supplémentaire; o les mesures prises pour prévenir la récurrence.
Mettre en œuvre les mesures d'atténuation suivantes pour prévenir les défaillances structurelles des composantes du projet : • réaliser des inspections régulières des composantes du projet/des infrastructures routières, y compris des ponts, des ponceaux, des remblais routiers et des berges en amont et en aval, et effectuer les réparations nécessaires; • concevoir l'infrastructure du projet de manière à respecter les codes et les normes applicables en matière d'activité sismique, d'incendies de forêt et d'événements météorologiques extrêmes. • concevoir les infrastructures de drainage routier, comme les ponts et les ponceaux, en fonction de données climatiques historiques intégrant la température et des modifications projetées des précipitations extrêmes au cours de la durée de vie et de la durée de vie théorique des structures.
Élaborer et mettre en œuvre un plan de gestion des interventions d'urgence afin de prévenir et de gérer les scénarios de défaillance ou d'accident susceptibles d'entraîner des conséquences négatives au niveau fédéral qui comprennent minimalement : • des procédures coordonnées d'évacuation, de communication et d'intervention d'urgence en cas d'accident ou de défaillance.
Consulter les mesures de protection contre l'érosion et de contrôle des sédiments à la section 2.1.4.1 du présent Rapport d'EI.

4 Répercussions sur les peuples autochtones et leurs droits

Les peuples autochtones ont un lien profond avec leurs terres, leurs territoires et leurs ressources, ainsi qu'une relation constitutionnelle importante avec la Couronne (c.-à-d. les gouvernements fédéral et provinciaux qui agissent au nom de la Couronne), ce qui rend leur participation essentielle au processus décisionnel concernant les impacts des grands projets. Les évaluations d'impact doivent évaluer les effets potentiels d'un projet sur les peuples autochtones et leurs droits. Le gouvernement doit évaluer dans quelle mesure la consultation et la mobilisation des groupes autochtones ont été menées de façon significative, conformément à l'engagement du Canada à mettre en œuvre la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Reconnaissant la nature interreliée de ces considérations, et dans un esprit de consultation et de mobilisation respectueux et significatif, l'AEIC présente cette information dans une section dédiée et intégrée.

4.1 Consultation et mobilisation

L'AEIC est responsable de diriger la consultation et la mobilisation de la Couronne avec les peuples autochtones pour le gouvernement du Canada tout au long de l'évaluation d'impact. L'AEIC et le promoteur entretiennent des relations bilatérales avec les groupes autochtones tout au long de l'évaluation d'impact, et l'AEIC veille à ce que la consultation et la mobilisation soient coordonnées, suivies et adaptées aux enjeux et aux intérêts soulevés. Aux fins du présent projet, l'AEIC s'est coordonnée avec le gouvernement de l'Ontario pour harmoniser les périodes de consultation et de mobilisation.

4.1.1 Consultation et mobilisation dirigées par l'AEIC

Les objectifs de la consultation de la Couronne fédérale sont de respecter l'obligation de consulter, de défendre l'honneur de la Couronne et d'appuyer les relations à long terme ancrées dans des buts communs en matière de réconciliation. La portée de cette obligation dépend du contexte et des faits particuliers dont sont saisis les décideurs, et sa mise en œuvre est guidée par la politique gouvernementale, les pratiques exemplaires et la jurisprudence changeante. Dans le respect de cette obligation, la Couronne cherche à :

- déployer des efforts significatifs pour comprendre les préoccupations des Autochtones et les répercussions qui pourraient les toucher;

- offrir aux communautés autochtones des occasions d'en apprendre davantage sur le projet, d'évaluer ses répercussions et de communiquer leurs points de vue, d'une façon proportionnelle aux répercussions possibles sur leurs droits;
- bien comprendre les questions soulevées et y répondre adéquatement, notamment par l'entremise de mesures d'atténuation et d'accommodement, le cas échéant;
- garantir un processus souple, accessible, raisonnable et équitable fondé sur la bonne foi, le respect et la reconnaissance du caractère unique de chaque communauté autochtone.

L'AEIC a consulté les communautés autochtones susceptibles d'être touchées et collaboré avec elles dans le cadre d'une approche pangouvernementale, en collaboration avec d'autres autorités fédérales, au besoin. L'AEIC a cherché à trouver un consensus avec les communautés autochtones au sujet de l'approche adoptée pour l'évaluation des effets et des répercussions sur les droits des Autochtones.

Les communautés autochtones qui ont été invitées à participer aux consultations comprennent celles dont les droits ancestraux ou issus de traités (droits reconnus par l'article 35), potentiels ou établis, sont susceptibles d'être touchés négativement par le projet. L'AEIC a déterminé quelles sont les communautés autochtones dont les droits visés par l'article 35 pourraient être touchés par le projet :

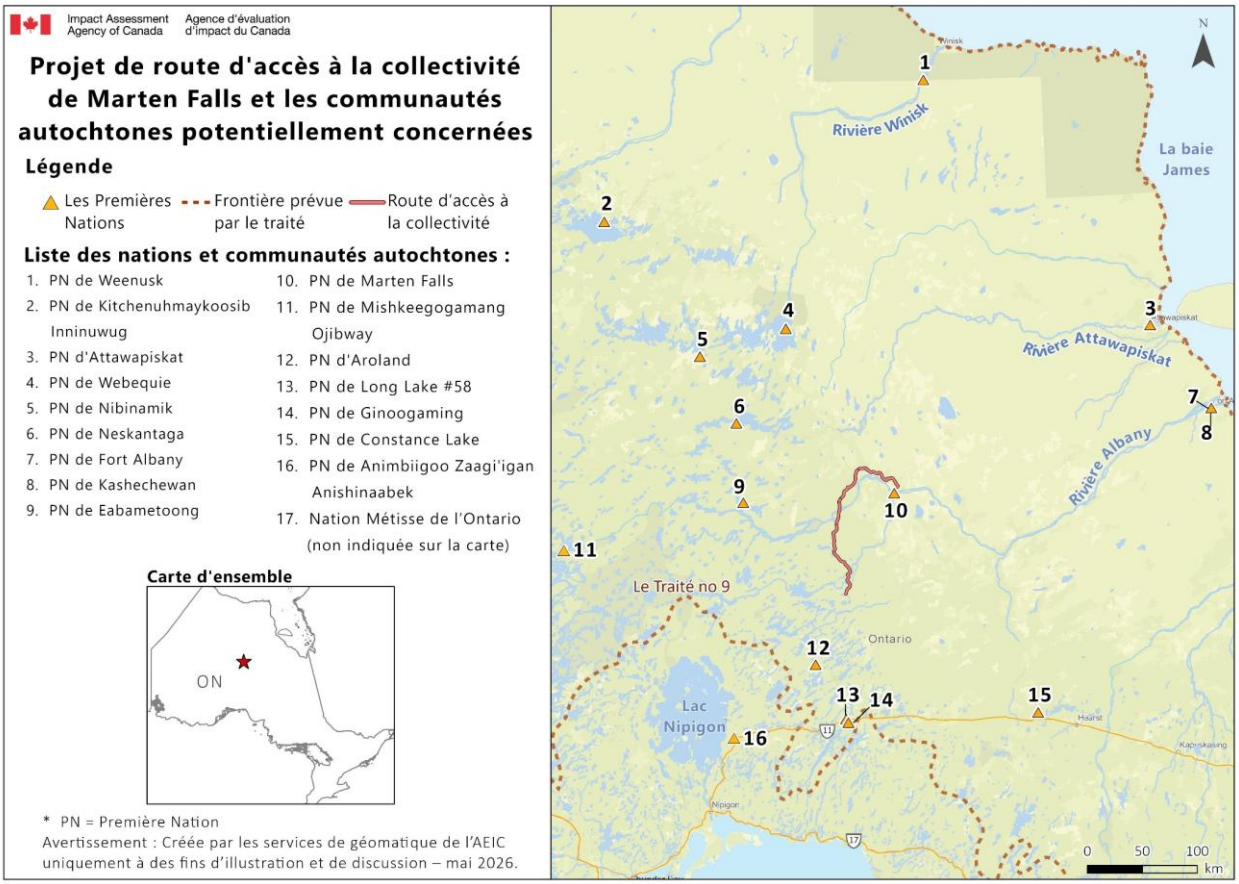
- Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek
- Première Nation d'Aroland
- Première Nation d'Attawapiskat
- Première Nation de Constance Lake
- Première Nation d'Eabametoong
- Première Nation de Fort Albany
- Première Nation Ginoogaming
- Première Nation de Kashechewan
- Première Nation de Kitchenuhmaykoosib Inninuwug
- Première Nation de Long Lake (réserve nº 58)
- Première Nation de Marten Falls
- Nation ojibway de Mishkeegogamang
- Première Nation de Neskantaga
- Première Nation de Nibinamik
- Première Nation de Webequie
- Première Nation Weenusk

De plus, l'AEIC a noué le dialogue avec la Nation métisse de l'Ontario [région 2] en raison de son intérêt pour le projet.

La Nation ojibway de Mishkeegogamang et la Nation métisse de l'Ontario [région 2] n'ont pas participé activement aux consultations de l'AEIC au sujet du projet. Toutefois, l'AEIC a informé ces deux communautés de tous les jalons importants et des possibilités de participer au processus d'évaluation d'impact.

La figure 5 montre les emplacements approximatifs des communautés autochtones susmentionnées par rapport au projet.

Figure 5 : Emplacement approximatif des communautés autochtones susceptibles d'être touchées



Source : AEIC

Tout au long du processus d'EI, à compter de 2019, l'AEIC a entretenu un dialogue continu avec les communautés autochtones susceptibles d'être touchées et les a tenues informées des étapes et échéanciers du processus. L'AEIC a appuyé la participation en offrant des mises à jour dans un langage clair, en fournissant un financement par le biais du Programme d'aide financière aux participants et en communiquant l'information pour

appuyer les commentaires et les contributions des communautés. L'AEIC a aussi adapté les approches de consultation, dont les formats et les lieux des réunions dans la mesure du possible, pour tenir compte des préférences de chaque communauté autochtone. Les commentaires formulés par les communautés autochtones, y compris le savoir autochtone fourni, le cas échéant, ont permis d'orienter l'évaluation des effets, l'examen des répercussions sur l'exercice des droits en vertu de l'article 35 et l'élaboration du présent Rapport d'EI.

Dans les LDI, l'AEIC a enjoint au promoteur de fournir des renseignements clairs sur l'évaluation d'impact et des cartes du projet, de travailler avec les communautés autochtones pour recueillir et intégrer le savoir autochtone et d'offrir de participer aux discussions techniques. Les communautés autochtones ont cerné les répercussions possibles sur leurs droits et sur les conditions environnementales, sanitaires, sociales et économiques, transmis leur savoir et offert des suggestions pour éclairer l'étude d'impact. L'AEIC a aussi créé des occasions pour que les communautés autochtones en apprennent davantage sur le projet et le processus d'EI, soulèvent des préoccupations quant aux possibles effets relevant d'un domaine de compétence fédérale et aux répercussions éventuelles sur l'exercice des droits garantis par l'article 35, et discutent des mesures d'atténuation et d'accommodement possibles, le cas échéant. L'AEIC a envoyé des renseignements par écrit et a organisé des réunions virtuelles et en personne. Les commentaires et les points de vue des communautés autochtones, y compris le savoir autochtone lorsque fourni, ont éclairé la détermination des composantes valorisées, l'évaluation des effets possibles et des voies des effets, ainsi que les conclusions quant à l'importance de ces effets. Les commentaires, les points de vue et le savoir fournis par les communautés autochtones ont également permis à la Couronne de mieux comprendre les possibles effets négatifs sur l'exercice des droits reconnus par l'article 35 et l'efficacité des mesures proposées pour éviter ou limiter les effets sur les droits et intérêts des communautés.

Tout au long du processus d'EI, l'AEIC a aussi organisé des réunions avec seize communautés autochtones. Reconnaissant l'emplacement éloigné de la plupart des communautés autochtones susceptibles d'être touchées et la préférence de nombre d'entre elles à l'égard de réunions en personne, l'AEIC s'est efforcée de rencontrer les communautés chez elles sur demande lorsque c'était possible. Tout au long du processus d'EI, l'AEIC a organisé 70 réunions avec les communautés autochtones, dont 20 se sont tenues en personne. Les activités de mobilisation sont décrites en détail ci-dessous.

4.1.1.1 Phase de planification

Description initiale du projet du promoteur

Le 31 mai 2019, l'AEIC a informé les communautés autochtones susceptibles d'être touchées d'une période de commentaires du public à venir à propos du projet et de ses

effets environnementaux possibles. Dans sa liste préliminaire, l'AEIC a désigné quatorze communautés autochtones susceptibles d'être touchées aux fins de consultation pour le projet : Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek, Première Nation d'Aroland, Première Nation d'Attawapiskat, Première Nation de Constance Lake, Première Nation d'Eabametoong, Première Nation de Fort Albany, Première Nation Ginoogaming, Première Nation de Kashechewan, Première Nation de Long Lake (réserve nº 58), Première Nation de Marten Falls, Nation ojibway de Mishkeegamang, Première Nation de Neskantaga, Première Nation de Nibinamik et Première Nation de Webequie.

Le promoteur a présenté la description initiale du projet (DIP) et son résumé le 29 juillet 2019. L'AEIC a informé les communautés susceptibles d'être touchées du début de la période de commentaires, qui s'est déroulée du 11 septembre au 1er octobre 2019, et les a invitées à formuler des commentaires sur le résumé de la DIP du promoteur. L'AEIC a également donné l'occasion de discuter du projet et a tenu des réunions en personne avec la Première Nation d'Attawapiskat le 13 août 2019, et a tenu des réunions virtuelles avec Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek le 26 septembre 2019 et la Première Nation de Fort Albany le 27 septembre 2019.

L'AEIC a reçu huit contributions contenant des commentaires formels sur la DIP d'Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek, de la Première Nation d'Aroland, de la Première Nation d'Attawapiskat, de la Première Nation de Fort Albany, de la Première Nation de Marten Falls, de la Première Nation de Neskantaga, de la Première Nation de Nibinamik et de la Première Nation de Webequie.

En novembre 2019, l'AEIC a tenu une séance portes ouvertes à Thunder Bay, où elle a fait une présentation aux représentants des communautés autochtones et a répondu à leurs questions de suivi. Au cours de la journée portes ouvertes, l'AEIC a discuté et rencontré des représentants de la Première Nation d'Aroland, de la Première Nation d'Eabametoong, de la Première Nation de Long Lake (réserve no 58) et de la Première Nation de Neskantaga. De plus, en novembre 2019, l'AEIC a tenu des réunions dans les communautés avec la Première Nation de Fort Albany, la Première Nation de Marten Falls et la Première Nation de Webequie pour discuter du projet.

Le 25 novembre 2019, l'AEIC a communiqué avec Kitchenuhmaykoosib Inninuwug pour l'inviter à faire part de son intérêt à consulter le projet et ses effets potentiels. À la suite de cette communication, Kitchenuhmaykoosib Inninuwug a été incluse dans l'ébauche du PMPA de l'AEIC.

Documents de la phase de planification de l'AEIC

Le 29 novembre 2019, l'AEIC a déterminé qu'une évaluation d'impact était nécessaire pour le projet et a envoyé des lettres le 2 décembre 2019 pour aviser les communautés autochtones susceptibles d'être touchées de cette décision, fournir les documents de planification provisoires et informer les communautés des étapes à venir.

Le 19 décembre 2019, l'AEIC a lancé la période de commentaires du public (du 19 décembre 2019 au 28 janvier 2020) et a invité les communautés autochtones à examiner et à formuler des commentaires sur l'ébauche des LDI et du PMPA. Au début de la période de commentaires, l'AEIC a transmis à chaque communauté autochtone un résumé des commentaires reçus jusqu'à maintenant, en plus des réponses de l'AEIC, qui décrivait également les prochaines étapes du processus d'évaluation d'impact et les a invités à rencontrer l'AEIC.

L'ébauche de PMPA résume les objectifs de mobilisation et de partenariat avec les Autochtones, nomme les communautés autochtones désignées par l'AEIC pour consultation par la Couronne et les communautés qui ont exprimé leur intérêt à participer au projet, décrit les méthodes et les outils que l'AEIC utiliserait pour appuyer la mobilisation, décrit les phases de l'évaluation d'impact et les possibilités de mobilisation à chaque phase, et décrit les rôles et responsabilités des autorités fédérales responsables des permis ou des autorisations dans le cadre du projet.

L'AEIC a reçu six présentations sur l'ébauche des LDI et du PMPA entre la fin janvier et le début février 2020 de la Première Nation d'Aroland, de la Première Nation d'Attawapiskat, de la Première Nation d'Eabametoong, de la Première Nation de Fort Albany, de la Première Nation de Long Lake (réserve nº 58) et de la Première Nation de Neskantaga. Au cours de cette période, l'AEIC a participé à des réunions communautaires avec Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek, la Première Nation d'Aroland, la Première Nation Ginoogaming et la Première Nation de Nibinamik et a rencontré la Première Nation d'Eabametoong à Thunder Bay. L'AEIC a également tenu des réunions virtuelles avec la Première Nation de Constance Lake, la Première Nation de Fort Albany, Kitchenuhmaykoosib Inninuwug, la Première Nation de Kashechewan, la Première Nation de Long Lake (réserve nº 58), la Première Nation de Marten Falls, la Première Nation de Neskantaga et la Première Nation de Webequie.

4.1.1.2 Phase de l'étude d'impact

Début de la phase d'étude d'impact

Le 24 février 2020, l'AEIC a avisé les communautés autochtones susceptibles d'être touchées du début de l'évaluation d'impact du projet et a transmis les éléments suivants à chaque communauté :

- un résumé des commentaires reçus entre le 19 décembre 2019 et le 24 février 2020, ainsi que les réponses de l'AEIC, qui décrit comment ces commentaires ont informé les changements apportés aux LDI et au PMPA;
- un résumé de la compréhension que possède l'AEIC de l'exercice des droits de chaque communauté et des impacts possibles du projet sur ces droits;
- les versions finales des LDI et du PMPA sont remises au promoteur;

- une lettre expliquant les prochaines étapes du processus d'évaluation d'impact et les possibilités de participation, et invitant les communautés autochtones à rencontrer l'AEIC pour discuter de toute question ou préoccupation concernant le processus.

Le 13 mars 2020, l'AEIC a fait un suivi auprès des communautés autochtones susceptibles d'être touchées afin de demander tout renseignement supplémentaire qui contribuerait à la compréhension de chaque communauté des droits ancestraux et issus de traités et aux effets négatifs potentiels du projet sur l'exercice de ces droits. L'AEIC a également demandé la confirmation de toute méthode ou activité de consultation qui n'était pas déjà incluse dans le PMPA.

Le 16 septembre 2020, l'AEIC a envoyé un avis préalable de la période de demande de financement des participants pour le projet aux communautés autochtones susceptibles d'être touchées, suivi d'une invitation le 19 octobre 2020 à présenter une demande de financement ainsi que des renseignements sur les prochaines étapes du processus d'évaluation d'impact.

En janvier 2021, la Première Nation de Weenusk a exprimé son intérêt envers le projet. Suite à une rencontre avec cette Première Nation et à des communications de suivi, l'AEIC a avisé, le 6 août 2021, toutes les communautés autochtones de la modification apportée au PMPA pour inclure la Première Nation de Weenusk dans le projet à compter du 30 avril 2021.

Évaluation collaborative des répercussions sur l'exercice des droits

Le 29 novembre 2021, l'AEIC a invité les communautés autochtones susceptibles d'être touchées à participer à une évaluation collaborative des répercussions sur les droits ancestraux ou issus de traités couvrant les trois projets de routes d'accès de la région du Cercle de feu, soit la route d'approvisionnement Webequie, la route de raccordement du Nord et la route d'accès à la communauté de Marten Falls. Le but de cet exercice était de travailler avec les communautés autochtones afin de cerner et de comprendre la nature et le contexte des droits qu'elles exercent, de déterminer l'importance des zones et des emplacements particuliers qui pourraient être touchés par les projets et d'évaluer comment les changements liés au projet pourraient avoir une incidence sur les conditions qui appuient l'exercice de ces droits.

Pour appuyer ce processus, l'AEIC a préparé pour chaque communauté un tableau résumant les préoccupations précédemment exprimées par cette communauté quant à la façon dont les projets pourraient avoir une incidence sur l'exercice des droits et a invité la communauté à valider l'information et à consigner toute préoccupation qui ne figurait pas dans le tableau.

Dans le cadre de l'exercice, l'AEIC a également préparé une feuille de travail, des cartes et un document d'instruction. La feuille de travail a été conçue pour servir d'outil de suivi à

utiliser tout au long de l'évaluation d'impact, permettant à chaque communauté et à l'AEIC de consigner l'information, les préoccupations et les commentaires concernant les répercussions potentielles sur les droits. L'AEIC a invité chaque communauté autochtone à fournir des renseignements propres à l'emplacement qui aideraient l'AEIC à mieux comprendre les répercussions potentielles des projets proposés.

L'AEIC a tenu deux séances d'information virtuelles, les 7 et 15 décembre 2021, pour informer les communautés autochtones de la structure et de l'objectif de l'exercice, afin d'appuyer leur participation et de répondre aux questions. L'AEIC encourage chaque communauté susceptible d'être touchée à examiner les documents et à mettre à jour la feuille de travail avant les discussions futures. En février 2022, l'AEIC a effectué un suivi auprès des communautés autochtones par téléphone et par courriel dans le but d'offrir des réunions virtuelles pour aborder et appuyer leur participation à l'exercice d'évaluation collaborative des répercussions sur le processus relatif aux droits.

Le 19 octobre 2022, l'AEIC a préparé et transmis un tableau sommaire des commentaires envoyés par les communautés autochtones pendant la phase de l'étude d'impact, ainsi que les réponses de l'AEIC à tous les commentaires soumis entre le 25 février 2020 et le 31 août 2022.

Demande de prolongation des projets routiers du promoteur et mobilisation dans le cadre de ses projets dans la région du Cercle de feu

Le 2 novembre 2022, l'AEIC a avisé toutes les communautés autochtones de l'intention du promoteur de demander une prolongation de cinq mois à la phase de l'étude d'impact, reportant la date limite du 24 février 2023 au 24 juillet 2023. Une fois la demande reçue, l'AEIC a fait un suivi le 9 novembre 2022, invitant les communautés autochtones à formuler leurs commentaires sur cette demande de prolongation d'ici le 9 décembre 2022, afin d'aider à orienter l'examen de la demande par l'AEIC.

L'AEIC a recueilli des commentaires auprès des communautés autochtones et d'autres participants à l'évaluation sur la demande de prolongation et les a compilés dans un tableau sommaire qui a été partagé avec toutes les communautés autochtones. Le 13 janvier 2023, l'AEIC a avisé toutes les communautés autochtones que la prolongation avait été accordée au promoteur à cause de retards associés à la pandémie de COVID-19, aux feux de forêt, aux conditions météorologiques défavorables et à l'évolution globale du projet.

Le 24 janvier 2023, l'AEIC a informé les communautés autochtones, et les a invités à assister au forum sur les droits ancestraux et issus de traités et les intérêts autochtones (Aboriginal and Treaty Rights and Interest Forum) de l'Ontario qui s'est tenu à Thunder Bay, les 8 et 9 février 2023 et du 21 au 23 novembre 2023. L'AEIC a ainsi eu l'occasion de communiquer avec les communautés autochtones présentes et de discuter des trois projets routiers et de leurs répercussions éventuelles sur les droits ancestraux et issus des traités.

Le 13 mars 2024, l'AEIC a rencontré virtuellement la Nation métisse de l'Ontario pour discuter des préoccupations concernant l'approche du travail archéologique dans le secteur d'évaluation et a confirmé qu'elle ne s'est pas prononcée sur les droits en vertu de l'article 35 dans la zone du projet. L'AEIC a inclus la Nation métisse de l'Ontario dans la liste de mobilisation, a fourni des fonds pour appuyer sa participation et a continué de l'aviser pendant le reste du processus d'évaluation d'impact.

Les 25 et 26 février 2025, l'AEIC a participé à un rassemblement sur les trois projets routiers (Three Road Project Gathering), coanimé par le ministère de l'Énergie et des Mines de l'Ontario et les promoteurs des projets routiers de la région du Cercle de feu. Au cours de ce forum, l'AEIC a profité de l'occasion pour communiquer avec les communautés autochtones présentes afin de discuter de leurs préoccupations concernant les trois projets de route proposés.

Ébauche de l'étude d'impact

Le promoteur a d'abord présenté une ébauche d'étude d'impact aux communautés autochtones pour examen le 18 février 2025, qui a été suivi du lancement par le promoteur d'une période d'examen public le 22 avril 2025. Avant cela, l'AEIC a fait un suivi auprès de la Première Nation d'Attawapiskat pour discuter de leurs préoccupations et de leurs questions au sujet de la prochaine ébauche.

Le 11 juin 2025, l'AEIC a envoyé une lettre au promoteur pour l'informer que, à la lumière des modifications apportées à la LEI, l'AEIC a concentré les prochaines étapes du processus dans la phase de l'étude d'impact sur les questions clés liées à la prise de décisions fédérales, en particulier les effets négatifs relevant de la compétence fédérale et les effets positifs projet, et tirerait parti des mécanismes fédéraux offerts en dehors de l'AEIC, ainsi que des cadres et des instruments législatifs provinciaux, pour régler les principaux enjeux. L'AEIC a également publié cette lettre.

Le promoteur a fait part à l'AEIC de tous les commentaires des communautés autochtones concernant l'ébauche de l'étude d'impact. Certaines communautés autochtones ont également fait part de leurs commentaires sur l'ébauche de l'étude d'impact directement à l'AEIC. L'AEIC a fourni des réponses aux commentaires directement aux communautés ou dans les tableaux de l'annexe D du présent Rapport d'EI. Plusieurs communautés autochtones susceptibles d'être touchées ont soumis des commentaires sur l'ébauche d'étude d'impact. Le promoteur a examiné les contributions des communautés autochtones, a répondu aux questions relevant de sa responsabilité et a transmis les autres commentaires à l'AEIC et au MEPNP. En réponse, le 7 mai 2026, l'AEIC a fourni des réponses écrites aux commentaires sur l'ébauche de l'étude d'impact du promoteur directement à Animbiigoo Zaagi'igan Anishnaabek, la Première Nation de Constance Lake, la Première Nation Ginoogaming et la Première Nation de Nibinamik. Dans ses réponses, l'AEIC a également invité les communautés autochtones à participer à de plus amples discussions.

Entre la transmission de l'ébauche de l'étude d'impact le 18 février 2025 et la présentation de la version finale de l'étude d'impact le 18 février 2026, l'AEIC a offert de tenir des réunions avec les communautés autochtones afin de donner un aperçu de l'analyse préliminaire des effets fédéraux défavorables du projet. L'AEIC a mobilisé les communautés autochtones susceptibles d'être touchées pour valider l'information disponible et solliciter des commentaires afin d'accroître la compréhension de l'AEIC des effets sur les peuples autochtones et d'éclairer l'évaluation des répercussions sur leurs droits. Le 21 août 2025, l'AEIC a fait un suivi auprès des communautés autochtones susceptibles d'être touchées sur la lettre envoyée le 31 juillet 2025 par le vice-président des Relations avec les Autochtones de l'AEIC à chaque communauté, en les invitant à discuter avec l'AEIC et à discuter des répercussions potentielles des projets sur les droits et les intérêts de la communauté, en offrant des fonds pour appuyer leur participation et en vue de poursuivre la consultation.

Au cours de cette période, l'AEIC a rencontré virtuellement la Première Nation d'Attawapiskat le 7 août 2025, la Première Nation de Constance Lake le 21 août 2025 et le 11 décembre 2025, la Première Nation de Fort Albany le 9 septembre 2025 et le 3 février 2026, la Première Nation Ginoogaming le 4 décembre 2025, la Première Nation de Long Lake (réserve nº 58) le 10 octobre 2025, la Nation métisse de l'Ontario le 4 décembre 2025, la Première Nation de Neskantaga le 2 décembre 2025 et la Première Nation de Weenusk le 15 septembre 2025.

L'AEIC a tenu une réunion communautaire avec la Première Nation de Webequie et Services aux Autochtones Canada (SAC) le 23 septembre 2025, et a rencontré la Première Nation de Nibinamik et SAC à Thunder Bay le 24 septembre 2025. Elle a rencontré la Première Nation de Nibinamik de nouveau à Thunder Bay le 11 décembre 2025 (avec quelques participants en virtuel). L'AEIC a rencontré la Première Nation d'Eabametoong à Toronto le 21 novembre 2025, ainsi que lors d'une réunion dans la communauté le 29 janvier 2026.

Échéancier mis à jour du promoteur et prise de décisions accélérée

Le 27 novembre 2025, le gouvernement de l'Ontario a annoncé la signature d'une entente de partenariat communautaire de 39,5 millions de dollars avec la Première Nation de Marten Falls pour accélérer le projet, y compris le processus d'évaluation, visant à commencer la construction de routes dès août 2026, en attendant les approbations et les consultations. Avant cette annonce, le 24 novembre 2025, l'AEIC a envoyé une lettre MEPNP pour confirmer que les évaluations fédérales des projets routiers dans la région du Cercle de feu pourraient être achevées avant l'échéancier provincial de juin 2026 pour les travaux précoces, à condition que les renseignements demandés par la province et les versions finales des études d'impact des promoteurs soient présentés sans délai. La lettre a également confirmé que l'AEIC est prête à appuyer sans délai les promoteurs lors de la présentation des études d'impact. Le 27 novembre 2025, l'AEIC a informé les communautés autochtones de cet échéancier mis à jour pour les projets de la région du

Cercle de feu et leur a offert une rencontre pour discuter des prochaines étapes, des échéanciers et de toute question concernant le processus fédéral d'évaluation d'impact.

Le 9 février 2026, afin de soutenir une mobilisation significative et de se préparer à la phase d'évaluation d'impact, l'AEIC a fourni à chaque communauté autochtone susceptible d'être touchée un résumé à jour de la compréhension de l'impact potentiel du projet sur la communauté. Ces résumés reflètent les renseignements contenus dans l'ébauche de l'étude d'impact du promoteur, ainsi que les renseignements communiqués par les communautés dans le cadre de correspondance et de réunions antérieures avec chaque communauté tout au long du processus d'évaluation. L'AEIC invite les communautés à examiner et à valider les informations contenues dans ces résumés et à formuler leurs commentaires d'ici 2 mars 2026**.** L'AEIC a également proposé de les rencontrer pour discuter de ces résumés, des prochaines étapes et du calendrier du processus fédéral d'évaluation d'impact. Les résumés ont servi à éclairer les répercussions sur les évaluations des droits dans le présent Rapport d'EI.

Version finale de l'étude d'impact

Le promoteur a soumis la version finale de l'étude d'impact le 20 février 2026. L'AEIC a avisé toutes les communautés autochtones susceptibles d'être touchées le 3 mars 2026, et les a invitées à formuler des commentaires sur les effets néfastes fédéraux du projet et les effets positifs. L'AEIC a également invité les communautés autochtones à assister à deux séances d'information publiques virtuelles les 9 et 12 mars 2026, au cours desquelles elle a présenté un aperçu du processus d'évaluation des répercussions et de son analyse préliminaire des effets néfastes fédéraux potentiels. L'AEIC a également offert d'organiser des séances d'information propres à une communauté sur demande.

4.1.1.3 Phase de l'évaluation d'impact

Le 2 juin 2026, l'AEIC a transmis l'ébauche du Rapport d'EI et les conditions possibles aux communautés autochtones susceptibles d'être touchées aux fins d'examen et de commentaires d'ici le 6 juillet 2026. Dans sa lettre, l'AEIC a également décrit les prochaines étapes du processus d'évaluation d'impact et a offert de rencontrer toutes les communautés autochtones susceptibles d'être touchées pendant la période de commentaires afin de discuter l'ébauche du Rapport d'EI et les conditions possibles.

L'AEIC a rencontré la Première Nation d'Eabametoong le 14 juillet 2026 et Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek le 17 juillet 2026 pour discuter des présentations de ces communautés sur l'ébauche du Rapport d'EI et les conditions possibles.

4.1.1.4 Aide financière aux participants

Tout au long du processus d'évaluation d'impact, l'AIEC a soutenu les activités de consultation et de participation des Autochtones par l'entremise de son Programme d'aide financière aux participants. Des subventions et des contributions pour les participants totalisant 1 174 000,51 $ ont été versées aux communautés autochtones susceptibles d'être touchées afin de soutenir la participation au processus d'évaluation d'impact pour ce projet. De plus, depuis 2019, un total d'environ 9,8 millions de dollars de financement pour le soutien des capacités autochtones a été alloué à Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek, à la Première Nation d'Aroland, à la Première Nation d'Attawapiskat, à la Première Nation de Constance Lake, à la Première Nation d'Eabametoong, à la Première Nation de Fort Albany, à la Première Nation Ginoogaming, à la Première Nation de Long Lake (réserve nº 58), à la Première Nation de Marten Falls, à la Nation métisse de l'Ontario, à la Première Nation de Neskantaga, à la Première Nation de Nibinamik et à la Première Nation de Webequie afin de favoriser une participation et un leadership significatifs des peuples autochtones dans le cadre des consultations relatives aux évaluations, notamment en renforçant les capacités organisationnelles et en consignant le savoir autochtone et l'utilisation des terres.

4.1.2 Mobilisation dirigée par le promoteur

Le promoteur a mobilisé les communautés autochtones pour appuyer l'évaluation par l'AEIC des effets et des répercussions sur les droits. La mobilisation effectuée par le promoteur ne remplace pas les consultations de la Couronne, mais elle fournit des renseignements importants qui aident cette dernière à mieux comprendre les répercussions possibles et les interventions appropriées.

À partir de janvier 2019, le promoteur a mobilisé les dix-sept communautés autochtones susceptibles d'être touchées désignées par l'AEIC pour discuter de leur pratique relative aux droits garantis par l'article 35, de leur utilisation des terres et des ressources, et des effets possibles du projet.

En novembre 2022, la Première Nation de Marten Falls a demandé une prolongation du délai pour la soumission de son étude d'impact, invoquant les délais en raison de la pandémie de COVID-19, des incendies de forêt de 2021, des conditions hivernales rigoureuses en 2021 et 2022, et du temps nécessaire au respect des exigences fédérales et provinciales en matière d'évaluation. En janvier 2023, l'AEIC a accordé au promoteur une prolongation de trois ans et demi supplémentaires pour soumettre les renseignements et les études nécessaires, le délai étant prolongé du 24 février 2023 au 24 juillet 2023.

Le promoteur a fourni un soutien financier aux communautés afin de retenir les services d'experts techniques pour examiner les études de référence, les évaluations des solutions de rechange et d'autres documents; réaliser des études sur le savoir traditionnel, sur

l'utilisation traditionnelle des terres et des ressources et sur les conditions socioéconomiques, ainsi que des évaluations indépendantes dirigées par les Autochtones; et embaucher, au besoin, des conseillers professionnels et juridiques ainsi que du personnel de soutien communautaire.

Le promoteur a mobilisé toutes les communautés autochtones susceptibles d'être touchées séparément pour recueillir leur savoir et leur expertise aux fins d'inclusion dans son étude d'impact. Les activités de mobilisation organisées par le promoteur comprenaient des communications par courriel, des lettres, des interventions dans les médias sociaux, des réunions et des séances de travail virtuelles et en personne ainsi que l'échange de renseignements et de documents. Le Registre des consultations et de la mobilisation du promoteur (en anglais seulement) indique que ce dernier se conforme aux exigences énoncées à la section 6 des Lignes directrices individualisées relatives à l'étude d'impact, qui porte sur la mobilisation des groupes autochtones.

Le processus de mobilisation mené par le promoteur durant la préparation de l'étude d'impact s'est déroulé en cinq cycles :

- Cycle 1 (du 29 octobre 2021 au 30 juin 2022) – Avis de lancement de l'évaluation environnementale : ce cycle a fourni des renseignements afin de déterminer le niveau d'intérêt des communautés autochtones à l'égard du projet, l'intérêt des communautés autochtones à rencontrer le promoteur, les méthodes privilégiées pour recevoir de l'information pendant le processus d'évaluation et l'intérêt à élaborer des plans de consultation et de mobilisation propres à chaque communauté.
- Cycle 2 (du 1er juillet 2022 au 31 mai 2023) – Méthodes d'évaluation des effets : ce cycle a fourni un résumé des commentaires sur l'approche de consultation et de mobilisation, sur les programmes sur le terrain relatifs aux conditions existantes prévus et réalisés, sur le processus d'évaluation, sur les zones d'étude, sur les phases du projet, sur les critères et les indicateurs, sur les interactions environnementales et sur les caractéristiques des effets nets; a demandé de l'information sur les valeurs des communautés autochtones, les effets possibles et les mesures de gestion des répercussions, y compris les effets sur les droits ancestraux ou issus de traités; a confirmé, au moyen de la diffusion anticipée du Rapport d'étape 1, que les commentaires précédents avaient été consignés adéquatement; et a communiqué de l'information sur les effets cumulatifs au moyen d'une vidéo explicative et d'un bulletin.
- Cycle 3 (du 1er juin 2023 au 31 juillet 2024) – Détermination de l'option privilégiée et des solutions de rechange : ce cycle a fourni un résumé des commentaires sur les tracés de rechange, les mesures d'atténuation proposées, les catégories de sélection du tracé et les considérations techniques, les analyses comparatives des effets nets possibles et la conception préliminaire de la route; a demandé de l'information sur la méthodologie relative aux effets cumulatifs, les mesures de suivi

et de surveillance possibles, les projets et les activités susceptibles d'agir cumulativement avec le projet, les possibilités de participation des communautés autochtones et les effets cumulatifs possibles; et a confirmé, au moyen de la diffusion anticipée du Rapport d'étape 2, que les commentaires précédents avaient été consignés adéquatement.

- Cycle 4 (du 1er août 2024 au 5 septembre 2025) – Examen de l'ébauche de l'évaluation environnementale/étude d'impact : ce cycle a fourni un résumé des commentaires sur le règlement continu des problèmes, l'ébauche de l'évaluation environnementale/étude d'impact, les mesures proposées de gestion des répercussions et de suivi, y compris la surveillance et la gestion adaptative, les résultats de l'évaluation des effets cumulatifs et les conclusions provisoires; et a confirmé, au moyen de la diffusion anticipée du Rapport d'étape 3, de l'ébauche du registre de consultation et de mobilisation pour les personnes intéressées et de l'ébauche de l'évaluation environnementale/étude d'impact, que les commentaires précédents avaient été consignés adéquatement.
- Cycle 5 (du 6 septembre 2025 au 20 février 2026) : ce cycle a confirmé, au moyen de la diffusion du Rapport d'étape 4, que les commentaires précédents avaient été consignés adéquatement.

Le promoteur a fourni aux communautés autochtones une version provisoire de son étude d'impact aux fins d'examen pendant une période de 120 jours, du 19 février 2025 au 23 juin 2025. Cette période a ensuite été prolongée jusqu'au 5 septembre 2025 afin de donner suite aux demandes de prolongation présentées par des communautés autochtones et des organismes de réglementation gouvernementaux, pour une période d'examen totale de 198 jours. Pendant cette période, le promoteur a mené des activités de mobilisation ciblées, notamment concernant le calendrier du projet et le contenu de la version provisoire de l'étude d'impact. Les communautés autochtones ont transmis leurs commentaires sur cette version provisoire au promoteur.Tous les commentaires reçus et toutes les réponses du promoteur à ces commentaires ont été inclus à l'annexe C de la version finale de l'étude d'impact.

4.1.3 Le savoir autochtone fourni à l'égard du projet

L'AEIC a collaboré avec les détenteurs du savoir autochtone pour veiller à ce que leurs connaissances soient respectées et intégrées de façon significative dans l'évaluation d'impact et le présent Rapport d'EI. Lorsque le savoir autochtone a été communiqué, l'AEIC en a tenu compte dans la rédaction du présent Rapport d'EI pour aider à comprendre comment le projet pourrait toucher les communautés autochtones et leurs droits.

Le savoir autochtone qui a été communiqué a éclairé plusieurs parties de l'évaluation, notamment les éléments suivants :

- décrire l'usage courant des terres et les conditions environnementales actuelles;
- déterminer les espèces, lieux et pratiques culturellement importants;
- déterminer et évaluer les voies possibles d'effets;
- évaluer l'importance des effets prévus;
- élaborer des mesures pour atténuer ou surveiller les effets négatifs.

L'intégration du savoir autochtone dans l'évaluation a été guidée par les communautés autochtones et les normes éthiques, y compris les principes de propriété, de contrôle, d'accès et de possession (PCAP®) des Premières Nations. L'AEIC reconnaît que le savoir autochtone demeure la propriété intellectuelle des détenteurs du savoir respectifs et des communautés autochtones, qui déterminent comment leurs connaissances sont partagées, interprétées et protégées. Bien que l'AEIC ait décrit comment le savoir autochtone a éclairé l'évaluation dans le présent Rapport d'EI, tel qu'il est disponible, l'AEIC reconnaît que les détenteurs du savoir sont les seules personnes qui peuvent vraiment définir le savoir autochtone pour les peuples autochtones.

Le promoteur a mobilisé les communautés autochtones pour réaliser des études dans le cadre de son programme sur le savoir autochtone et l'utilisation des terres et des ressources autochtones ou de son programme de collecte de données socio-économiques primaires. Les communautés suivantes ont réalisé des études sur le savoir autochtone dans le cadre de ces programmes :

- Première Nation de Fort Albany
- Première Nation de Kashechewan
- Première Nation de Marten Falls
- Première Nation de Webequie
- Première Nation Weenusk

La Première Nation Weenusk et la Première Nation de Kashechewan ont choisi de communiquer leurs études sur le savoir autochtone à l'AEIC. Le savoir contenu dans ces études a éclairé l'évaluation par l'AEIC des effets relevant d'un domaine de compétence fédérale, y compris les répercussions sur les peuples autochtones et leurs droits.

Conformément au plan de collaboration entre l'AEIC et le MEPNP pour ce projet ainsi qu'à l'accord de collaboration Ontario-Canada, l'AEIC et le gouvernement de l'Ontario ont communiqué, le cas échéant, les renseignements reçus des communautés autochtones tout en veillant à ce que le savoir autochtone confidentiel soit protégé.

4.2 Obligation de consulter de la Couronne fédérale

Cette section présente l'évaluation sommaire de l'AEIC concernant les efforts de consultation et d'accommodement déployés par la Couronne tout au long de l'évaluation d'impact. Elle tient compte de l'intégralité du dossier de consultation et présente le point de vue de l'AEIC selon lequel la Couronne s'est acquittée de son obligation de consulter et d'accommoder, conformément aux procédures et aux processus décrits à la section 4.1.1.

Au moment de la version provisoire du Rapport d'EI, les communautés autochtones ont fait part de leurs points de vue sur le processus de consultation de la Couronne, notamment en ce qui concerne la mesure dans laquelle celui-ci répondait aux enjeux soulevés et aux préoccupations en suspens. La présente section, ainsi que l'annexe D du Rapport d'EI final, rendent compte de ces points de vue et des réponses de l'AEIC.

4.2.1 Caractère adéquat des consultations de la Couronne fédérale

La présente section s'appuie sur les renseignements fournis par les communautés autochtones susceptibles d'être touchées, ou à leur sujet, dans diverses sections du présent Rapport d'EI, et plus particulièrement sur le résumé de la participation et de la collaboration des Autochtones à l'évaluation présenté aux sections 4.1 et 4.3 du Rapport d'EI.

4.2.1.1 Aperçu

Le gouvernement du Canada a l'obligation constitutionnelle de consulter les peuples autochtones et, au besoin, de prendre des mesures d'accommodement lorsqu'ils détiennent des droits reconnus à l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982* susceptibles d'être touchés de façon préjudiciable par un projet. L'approche de l'AEIC en matière de consultation a été guidée par les communautés autochtones et a respecté les méthodes et mécanismes de consultation privilégiés qu'elles ont exprimés tout au long du processus d'évaluation d'impact, comme il est indiqué dans le PMPA dans l'ensemble de la section 4 du présent Rapport d'EI.

Le préambule de la *Loi sur l'évaluation d'impact* (LEI) décrit la manière dont celle-ci doit être mise en œuvre, notamment en favorisant la coordination entre les instances, la réconciliation et le travail en partenariat avec les peuples autochtones, l'intégration des connaissances scientifiques occidentales et des connaissances autochtones, ainsi que la transparence, l'efficacité et la prise de décisions en temps opportun. La prise en compte de tout effet préjudiciable que la réalisation d'un projet désigné est susceptible d'avoir sur l'exercice des droits des peuples autochtones constitue une exigence de la LEI et

contribue également au respect de l'obligation constitutionnelle de la Couronne de consulter les peuples autochtones à l'égard de ces effets.

Au cours de la consultation, les communautés autochtones ont exprimé des préoccupations concernant les effets du projet et les répercussions sur leurs droits. Ces préoccupations sont décrites aux sections 4.3.1, 4.3.2, 4.3.3 et 4.4, et portent également sur les conditions potentielles de l'évaluation d'impact visant à atténuer les effets négatifs fédéraux et à prendre des mesures d'accommodement à l'égard des répercussions sur les droits. En réponse à ces préoccupations, l'AEIC a proposé des mesures d'accommodement sous la forme de mesures d'atténuation et de programmes de suivi qui, selon elle, permettraient d'éviter ou d'atténuer les effets négatifs fédéraux et de réduire l'ampleur des répercussions sur les droits des peuples autochtones. L'annexe D résume les préoccupations soulevées par les communautés autochtones tout au long du processus d'évaluation d'impact du projet, ainsi que les réponses correspondantes de l'AEIC.

Les activités de consultation et de mobilisation menées auprès de chacune des communautés autochtones relativement au projet appuient la Couronne fédérale dans le respect de son obligation de consulter et, lorsque cela est indiqué, de prendre des mesures d'accommodement, tout en contribuant à l'atteinte des objectifs plus larges de réconciliation.

4.2.1.2 Points de vue des communautés autochtones concernant le processus de consultation de la Couronne

L'AEIC a été informée que la Première Nation Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek, la Première Nation d'Aroland, la Première Nation d'Attawapiskat, la Première Nation de Constance Lake, la Première Nation d'Eabametoong, la Première Nation de Fort Albany, la Première Nation de Ginoogaming, la Première Nation de Kitchenuhmaykoosib Inninuwug, la Première Nation nº 58 de Long Lake, la Première Nation de Marten Falls, la Nation métisse de l'Ontario (région 2), la Première Nation de Neskantaga, la Première Nation de Nibinamik, la Première Nation de Webequie et la Première Nation Weesnusk ont soulevé des préoccupations au sujet du processus réglementaire en général ou du processus de consultation de la Couronne, notamment ce qui suit :

- Préoccupations concernant des délais accélérés, stricts, comprimés ou écrasants qualifiés d'inapplicables et limitant la participation significative et la mobilisation dirigée par les communautés.
- Préoccupations concernant le manque de capacité, le personnel et l'expertise limités, le financement insuffisant ou inadéquat des participants et les coûts élevés associés à une participation significative.

- Préoccupations concernant le fractionnement des projets, les processus distincts et qui se chevauchent, ainsi que la charge importante que représente la consultation, notamment en raison du volume considérable de documents.
- Préoccupations selon lesquelles les renseignements fournis dans le cadre du processus d'évaluation d'impact étaient insuffisants pour permettre une participation véritablement significative et pour évaluer les répercussions du projet sur les droits ancestraux et issus de traités des communautés.
- Préoccupations concernant un processus réglementaire unilatéral dirigé par la Couronne et un processus décisionnel unilatéral, y compris le fait que le processus ne reflète pas une relation découlant d'un traité ou une consultation de gouvernement à gouvernement, ainsi que des préoccupations concernant la capacité de la Couronne à respecter son obligation de consulter, l'honneur de la Couronne, et le consentement préalable, libre et éclairé (CPLE).

L'AEIC reconnaît les points de vue des communautés autochtones concernant les délais associés au processus d'EI pour ce projet. L'AEIC a commencé à consulter et à mobiliser les communautés en août 2019, au début du processus d'EI et tout au long de celui-ci, afin d'appuyer une participation éclairée. Cela comprenait des occasions structurées et continues de participation et une disponibilité continue pour d'autres discussions, au besoin. Les communautés autochtones ont eu l'occasion de cerner les questions préoccupantes, les répercussions potentielles sur leurs droits et intérêts au titre de l'article 35 et toute préoccupation qu'elles considéraient comme étant en suspens ou non réglée.

L'AEIC reconnaît que les communautés ont participé à des processus de consultation qui se chevauchent et qu'elles ont fait face à des contraintes en matière de capacité. Par conséquent, l'AEIC a cherché à réduire le plus possible la fatigue et le fardeau liés aux consultations en veillant à ce que les réunions permettent de discuter du projet et des processus d'EI se déroulant simultanément pour les projets de route d'approvisionnement Webequie et de route de raccordement du Nord. Dans la mesure du possible, les documents sur les effets potentiels des projets relevant de compétence fédérale contenaient des renseignements sur les trois projets. L'AEIC a rencontré les communautés dans les lieux et selon les modalités de leur choix, et s'est rendue sur place pour leur épargner du temps et des coûts.

4.2.1.3 Conclusion

L'AEIC est d'avis que, pour éclairer la prise de décisions du gouvernement fédéral, et d'après les renseignements présentés dans le présent Rapport d'EI, elle a mené des consultations significatives auprès de chacune des communautés autochtones susceptibles d'être touchées par le projet afin de cerner et de traiter les répercussions potentielles sur leurs droits, d'une manière conforme aux obligations de la Couronne découlant de l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*. Les commentaires reçus des

communautés autochtones au sujet de la version provisoire du Rapport d'EI, notamment en ce qui concerne les mesures d'atténuation recommandées et le programme de suivi, ont été pris en considération de façon significative par l'AEIC.

L'AEIC a mené des consultations de la Couronne tôt dans le processus et de façon continue tout au long du processus d'évaluation d'impact, dans le but d'obtenir le consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause, de toutes les communautés autochtones susceptibles d'être touchées, conformément aux principes de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (Déclaration des Nations Unies). L'AEIC s'est engagée à mettre en œuvre les objectifs de la Déclaration des Nations Unies par l'entremise de la LEI, qui a été rédigée en tenant compte de la Déclaration et des politiques et procédures connexes. La Déclaration des Nations Unies fait référence au CPLE à l'égard d'un éventail de circonstances particulières et générales, notamment à l'article 32(2) relatif à l'approbation de tout projet ayant des incidences sur les terres ou territoires des peuples autochtones, ou d'autres ressources. Le principe nº 6 des principes régissant la relation du gouvernement du Canada avec les peuples autochtones reconnaît qu'un engagement significatif avec les peuples autochtones vise à obtenir leur CPLE lorsque le Canada propose de prendre des mesures ayant une incidence sur eux et leurs droits. Ce principe traduit la volonté d'établir de nouvelles relations qui s'appuient sur l'obligation légale de consulter et qui vont au-delà de celle-ci.

L'AEIC estime avoir fait preuve de diligence et de proactivité tout au long du processus d'évaluation d'impact dans le cadre de ses efforts visant à obtenir le CLPE des communautés autochtones susceptibles d'être touchées par les répercussions du projet. Plus précisément, elle a favorisé la participation des communautés autochtones susceptibles d'être touchées à toutes les étapes du processus d'évaluation d'impact, notamment en offrant un financement pour leur participation aux activités de consultation et au processus d'évaluation d'impact; en fournissant le plus tôt possible des renseignements sur le processus d'évaluation, y compris les étapes et les échéanciers; en offrant des occasions de cerner les éléments à évaluer et de contribuer à la détermination des principaux domaines d'intérêt de l'évaluation d'impact; en recherchant des occasions de dialogue sur les répercussions potentielles et les moyens d'y répondre; en proposant et en tenant des réunions en personne et virtuelles; en répondant aux commentaires reçus et aux besoins particuliers exprimés; en fournissant des cartes et des résumés propres à chaque communautés aux fins de validation afin de faciliter les consultations; et en communiquant des résumés de ce que l'AEIC a entendu durant les consultations au sujet des répercussions potentielles sur les communautés autochtones et leurs droits. À ce titre, l'AEIC considère que le processus a fourni du financement, des renseignements et des possibilités de participation depuis le début du processus d'évaluation d'impact en 2019 pour renforcer la capacité des communautés autochtones à former et à exprimer librement leurs propres positions concernant les impacts du projet et les résultats de l'évaluation d'impact.

L'AEIC reconnaît que les communautés autochtones peuvent avoir des points de vue différents sur ce que signifie le CPLE dans le cadre de l'évaluation du projet ou sur l'approche de consultation de l'AEIC qui aurait dû être adoptée, et qu'elles ont formulé différents points de vue sur leur CLPE en ce qui concerne le projet. Ces points de vue sont énumérés à l'annexe D du présent Rapport d'EI. L'AEIC est reconnaissante des commentaires formulés et y voit une occasion de collaborer à l'élaboration d'approches en matière de CPLE.

4.3 Effets sur les peuples autochtones

Le projet est susceptible d'entraîner des effets négatifs sur les peuples autochtones, comme l'indique la définition des effets négatifs relevant d'un domaine de compétence fédérale à l'article 2 de la LEI, ainsi que des effets positifs. La section 4.3 porte sur l'évaluation de ces effets, qui ont été éclairés par les préoccupations et les aspirations exprimées par les communautés autochtones désignées à la section 4.1.1 du présent Rapport.

4.3.1 Effets sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles par les peuples autochtones

Le projet est susceptible d'avoir des effets négatifs résiduels et cumulatifs sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles par les peuples autochtones, par la modification de la pratique d'activités traditionnelles, dont la pêche, la chasse, le piégeage et la récolte de plantes, en raison de changements à la disponibilité des ressources, à l'accès sécuritaire et à la qualité de l'expérience. Compte tenu de la mise en œuvre des mesures d'atténuation recommandées dans la section 4.3.1.4, l'AEIC est d'avis que les effets négatifs résiduels du projet sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles par les peuples autochtones sont susceptibles d'être importants dans une faible mesure, et que les effets cumulatifs du projet en combinaison avec d'autres activités concrètes sont susceptibles d'être importants dans une faible mesure pour les activités traditionnelles, à l'exception de la chasse au caribou et à d'autres ongulés, dont l'effet serait important dans une mesure modérée.

L'évaluation par l'AEIC des effets sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles par les peuples autochtones s'est concentrée sur la modification de la

pratique d'activités traditionnelles (pêche, chasse, piégeage et récolte de plantes) en raison de changements à la disponibilité des ressources, à l'accès sécuritaire et à la qualité de l'expérience. L'AEIC a tenu compte des renseignements tirés de l'étude d'impact du promoteur et des préoccupations des communautés autochtones, relevées dans le PMPA, au sujet des effets possibles du projet sur leurs pratiques traditionnelles.

Le projet recouperait et chevaucherait à la fois des milieux humides et des hautes terres. Les milieux humides fournissent divers habitats pour la sauvagine, les oiseaux de rivage, les castors, les rats musqués, les amphibiens et les oiseaux chanteurs des milieux humides comme le quiscale rouilleux (une espèce préoccupante au titre de la LEP fédérale et de la *Loi de 2025 sur la conservation des espèces* de l'Ontario). Ils soutiennent également les déplacements du caribou, les aires de croissance et de mise bas et les aires d'hivernage dans les grands complexes de tourbières qui font partie de l'aire de répartition du caribou boréal (une espèce menacée en vertu de la LEP et de la *Loi de 2025 sur la conservation des espèces* de l'Ontario) et l'aire d'hivernage du caribou migrateur de l'Est.

Les hautes terres comprennent des forêts continues de conifères, de feuillus et mixtes. Les habitats des hautes terres dotés de peuplements résineux et mixtes matures fournissent des abris, des ressources fourragères et des corridors de déplacement importants pour un éventail d'espèces sauvages, dont de grands mammifères, comme l'orignal et le caribou, ainsi que certains animaux à fourrure, comme la martre d'Amérique.

Les changements climatiques devraient entraîner des températures plus chaudes et des phénomènes météorologiques extrêmes plus fréquents au fil du temps, ce qui peut modifier la répartition et la santé des plantes et des espèces sauvages importantes pour les activités traditionnelles des peuples autochtones, ainsi que la période où elles sont présentes.

L'AEIC a évalué les effets dans la ZPC ainsi que dans les ZEL et les ZER définies pour chaque activité traditionnelle décrite dans les sous-sections suivantes portant sur la pêche, la chasse et le piégeage, et la récolte de plantes.

4.3.1.1 Évaluation des effets

Pêche

Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek, la Première Nation de Fort Albany, la Première Nation de Long Lake (réserve nº 58) et la Première Nation de Marten Falls ont exprimé des préoccupations quant au risque que les activités du projet pendant les phases de construction et d'exploitation entraînent une perte ou une modification de l'habitat du poisson. L'AEIC est d'avis que le projet entraînerait des changements à la pêche traditionnelle dans les cours d'eau désignés par le promoteur et les communautés autochtones (c.-à-d. le long de la rivière Albany) par l'entremise des activités de

construction et d'exploitation. Les activités du projet qui entraîneraient des changements à la pêche traditionnelle comprennent le défrichement de la végétation aquatique et riveraine visant à préparer le terrain pour les composantes du projet (p. ex. emprise de route, routes d'accès et zones de préparation des travaux), l'installation de structures temporaires d'isolement de l'écoulement, le dynamitage à proximité des plans d'eau pour les travaux réalisés dans l'eau, la construction et l'entretien des ouvrages de franchissement de cours d'eau, ainsi que le bruit provenant de la circulation et du fonctionnement de l'équipement et des machines. Les activités du projet entraîneraient potentiellement des réductions localisées (ou des réductions perçues) de la disponibilité du poisson, réduiraient temporairement l'accès aux lieux de pêche en raison d'une navigabilité restreinte pendant la réalisation de travaux dans l'eau et diminueraient la qualité de l'expérience de pêche par des perturbations sensorielles et la possibilité d'une augmentation du nombre de personnes pêchant dans le secteur. Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek, la Première Nation d'Aroland, la Première Nation d'Attawapiskat, la Première Nation de Constance Lake, la Première Nation d'Eabametoong, la Première Nation de Fort Albany, la Première Nation Ginoogaming, la Première Nation de Kashechewan, la Première Nation de Long Lake (réserve nº 58), la Première Nation de Marten Falls, la Première Nation de Nibinamik, la Première Nation de Webequie et la Première Nation de Weenusk ont désigné la pêche comme une activité traditionnelle importante et ont particulièrement exprimé des préoccupations concernant les changements possibles à la disponibilité du poisson et à l'accès aux zones de récolte.

L'AEIC a évalué les effets sur la pêche traditionnelle dans la ZPC ainsi que dans la ZEL et la ZER pour le poisson et son habitat décrites à la section 2.1.

Changement à la disponibilité du poisson

Comme décrit à la section 2.1, les activités de construction et d'entretien auraient des effets résiduels sur le poisson et son habitat qui mèneraient à des réductions localisées de la disponibilité du poisson dans la ZPC. L'AEIC est d'avis que les mesures d'atténuation et le programme de suivi recommandés figurant dans la section 2.1.4 permettraient de préserver la disponibilité du poisson afin de soutenir la pêche dans la ZEL et la ZER. De plus, l'AEIC comprend que les permis de pêche délivrés par le MRN de l'Ontario au titre de la *Loi de 1997 sur la protection du poisson et de la faune* de l'Ontario permettent de réglementer la récolte non fondée sur les droits en Ontario, une fois que les objectifs de conservation concernant le poisson et son habitat sont atteints.

Changement à l'accès aux lieux de pêche et à l'expérience de pêche

La Première Nation d'Aroland, la Première Nation d'Eabametoong, la Première Nation de Fort Albany et la Première Nation de Nibinamik ont soulevé des préoccupations concernant la perte possible ou la restriction de l'accès aux sites privilégiés pour la pêche. L'AEIC comprend que les travaux dans l'eau visant à construire et à entretenir les

ouvrages de franchissement des cours d'eau restreindraient temporairement la navigation, ce qui se traduirait par un accès sécuritaire continu mais réduit aux lieux de pêche jusqu'à la fin des travaux. Le promoteur souligne qu'il pourrait y avoir des restrictions temporaires à l'accès pendant la phase de construction. Cependant, le promoteur s'est engagé à fournir un préavis pour les activités de construction et à assurer la navigabilité des franchissements des cours d'eau et des routes de portage pendant la phase d'exploitation en concevant les franchissements de cours d'eau de façon à répondre aux exigences de la *Loi sur les eaux navigables canadiennes*.

Les perturbations sensorielles causées par les activités du projet modifieraient le paysage visuel, réduiraient la qualité de l'air (par les émissions de contaminants atmosphériques, comme la poussière, les matières particulaires, le dioxyde de soufre, le dioxyde d'azote, l'acroléine, le benzène, le benzo[*a*]pyrène, le chrome hexavalent, le fer et le nickel), élèveraient les niveaux de bruit et perturberaient l'expérience de pêche et le sentiment de connexion avec le milieu environnant. Pour atténuer les perturbations visuelles, le promoteur s'est engagé à réduire au minimum le défrichement des rives et à conserver la végétation et les formes de relief afin de créer une barrière visuelle entre les utilisateurs autochtones et le projet. Afin d'atténuer les effets de la qualité de l'air réduite et des niveaux de bruit élevés, le promoteur s'est engagé à mettre en œuvre des limites de vitesse sur les véhicules du projet, à exiger un entretien régulier de l'équipement, à limiter la marche au ralenti des véhicules et de l'équipement, à utiliser des systèmes de lutte contre la poussière aux sites d'agrégats, à respecter les spécifications de construction pour les abat-poussières conformément à la norme provinciale 506 du ministère des Transports de l'Ontario, à utiliser des composants d'équipement réduisant le bruit, et à appliquer les pratiques exemplaires relatives au dynamitage et à d'autres sources de bruit afin de respecter les lignes directrices ontariennes NPC-119 (pour le dynamitage) et NPC-300 (pour les sources de bruit fixes et associées aux transports). De plus, l'AEIC recommande que le promoteur interrompe ou limite les activités de construction et d'entretien lors de conditions de temps sec et de vent fort afin de réduire la production de poussières fugitives, qu'il planifie les activités perturbatrices en fonction des commentaires des communautés autochtones avoisinantes, qu'il surveille la qualité de l'air et les niveaux de bruit et qu'il indique aux communautés quand et où une qualité de l'air réduite et des niveaux de bruit élevés sont attendus afin d'empêcher ou de limiter leur exposition. L'AEIC recommande aussi que le promoteur établisse et mette en œuvre un processus de résolution des plaintes afin de traiter les plaintes relatives aux perturbations sensorielles déposées par les utilisateurs des terres et des ressources des communautés autochtones.

Le projet pourrait entraîner une réduction de la qualité de l'expérience de pêche traditionnelle. L'augmentation possible de la présence de personnes pêchant dans des lieux traditionnels utilisés par les communautés autochtones modifierait l'expérience de pêche pour ces dernières en raison d'un changement d'ambiance et d'une réduction perçue du succès de la récolte. Afin d'atténuer les effets associés à l'augmentation de la présence de personnes le promoteur découragerait l'utilisation des zones de travail

temporaires une fois celles-ci devenues inutiles, au moyen de mesures de contrôle physique, telles que la revégétalisation, l'installation de barrières et le retrait des ouvrages de franchissement temporaires.

Le projet pourrait entraîner des accidents de véhicules aux endroits qui croisent les routes menant aux lieux de pêche ainsi que des déversements accidentels de matières dangereuses dans le milieu environnant. Ces accidents constitueraient des situations d'urgence qui pourraient limiter l'accès sécuritaire aux lieux de récolte et dégrader la qualité de l'expérience de récolte à proximité. Les mesures d'atténuation pour les défaillances et les accidents décrites à la section 3.1.1 appuieraient aussi la gestion des effets négatifs possibles sur les espèces sauvages à la base des activités traditionnelles de récolte, par la limitation ou le confinement des effets associés aux déversements sur les milieux aquatiques et riverains que pourraient fréquenter des espèces importantes pour les communautés autochtones. Ces mesures répondraient également aux préoccupations des communautés autochtones au sujet des effets négatifs sur la qualité du poisson et la qualité de l'expérience de pêche traditionnelle (p. ex., disponibilité du poisson, accès aux lieux de pêche et expérience de pêche), et aux préoccupations au sujet de la contamination potentielle de l'eau liée au projet.

En ce qui concerne la pêche, l'AEIC est d'avis qu'avec la mise en œuvre de ces mesures d'atténuation, le projet entraînerait des effets résiduels limités par des réductions localisées ou perçues de la disponibilité du poisson et des réductions localisées temporaires de l'accès aux lieux de pêche, et modifierait l'expérience sensorielle et l'ambiance de la pêche pour les communautés autochtones. Le poisson demeurerait abondant dans la ZEL et la ZER, et les communautés autochtones continueraient d'avoir accès aux sites qu'elles utilisent pour la pêche.

Chasse et piégeage

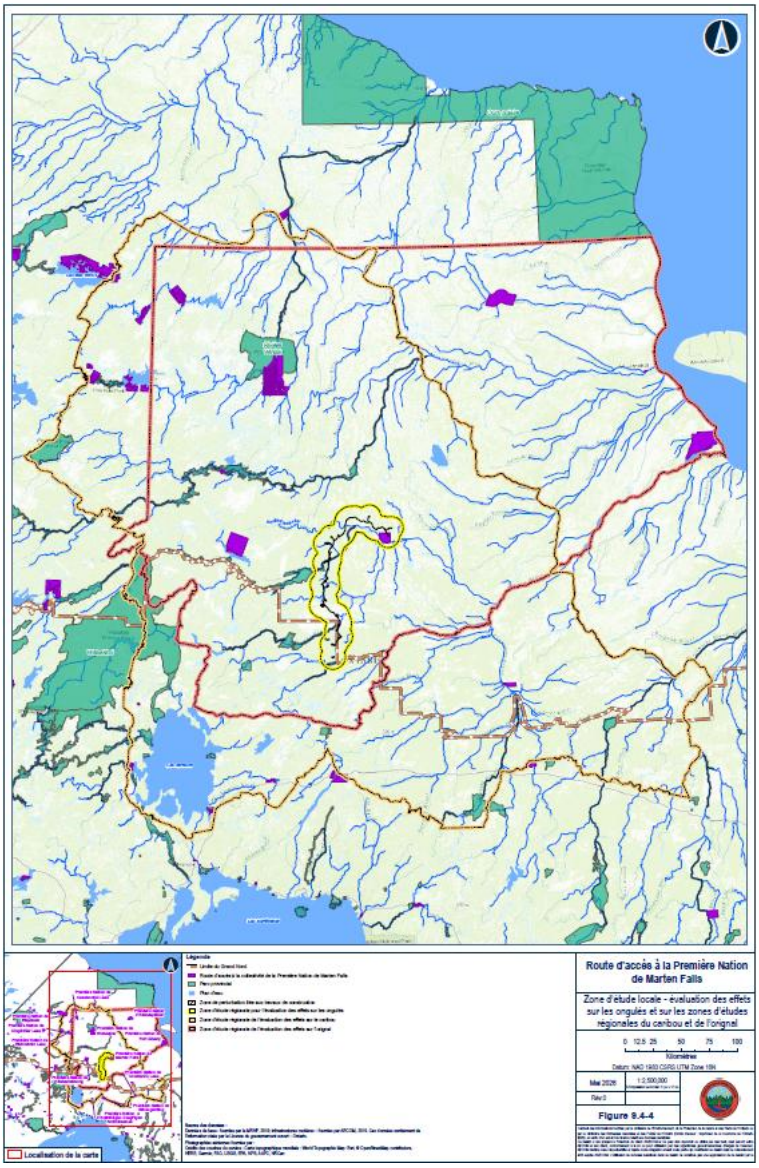
Le projet entraînerait des changements dans les activités traditionnelles de chasse et de piégeage par une réduction, ou une réduction perçue, de la disponibilité du caribou et d'autres espèces sauvages, lesquelles se seraient déplacées en raison de la perte d'habitat dans la ZPC, de l'augmentation des activités de chasse récréative attribuable à un accès public accru, ainsi que de l'altération et la dégradation de l'habitat à cause de perturbations sensorielles comme des niveaux de bruit élevés, l'éclairage, la poussière et les vibrations.

Les activités de construction et d'exploitation, comme le défrichement du site et l'essouchement pour préparer le terrain aux composantes du projet, réduiraient l'accès aux zones privilégiées pour les pratiques traditionnelles ainsi que la qualité de l'expérience. La Première Nation d'Aroland, la Première Nation d'Attawapiskat, la Première Nation de Constance Lake, la Première Nation d'Eabametoong, la Première Nation de Fort Albany, la Première Nation Ginoogaming, la Première Nation de Kashechewan, Kitchenuhmaykoosib Inninuwug, la Première Nation de Long Lake (réserve

nº 58), la Première Nation de Marten Falls, la Première Nation de Neskantaga, la Première Nation de Nibinamik, la Première Nation de Webequie et la Première Nation Weenusk ont exprimé des préoccupations quant aux effets possibles sur la chasse et le piégeage, notamment la réduction des possibilités ou de la disponibilité attribuable au déplacement des espèces sauvages causé par les activités de construction, les effets des perturbations sensorielles sur les populations d'animaux sauvages et leur santé, ainsi que l'augmentation potentielle de la chasse récréative.

L'AEIC a examiné les effets sur le caribou boréal et le caribou migrateur de l'Est, d'autres espèces d'ongulés et le carcajou dans la ZPC, la ZEL pour le caribou, définie comme étant la zone qui s'étend sur 10 kilomètres de part et d'autre de l'axe central du tracé proposé, auxquels s'ajoute une zone tampon de 500 mètres autour de chacune des autres composantes du projet où les effets peuvent s'étendre, et la ZER pour le caribou, définie comme les aires de répartition du caribou Missisa, Nipigon, Ozhiski et Pagwachuan. La figure Y illustre la ZEL (zone délimitée en jaune vif) et la ZER (zone délimitée en ambré).

Figure 6 : ZEL et ZER pour le caribou et d'autres ongulés



Source : Projet de route d'accès à la collectivité de Marten Falls, rapport d'évaluation environnementale/étude d'impact, figure 9.4-4

L'AEIC a évalué les effets sur les oiseaux considérés comme gibier et les animaux à fourrure (à l'exclusion du carcajou, lequel a été évalué dans le cadre de la ZEL et de la ZER pour le caribou) dans trois zones spatiales : la ZPC; la ZEL pour les autres espèces sauvages, définie comme la zone qui s'étend sur 3 kilomètres de part et d'autre de l'axe central de la route, plus une zone tampon de 500 mètres autour des autres composantes du projet où des effets du projet pourraient survenir; la ZER pour les autres

espèces sauvages, qui s'étend sur 11 kilomètres de part et d'autre de l'axe central (voir la figure 3, section 2.2).

Changement à la disponibilité du caribou et d'autres espèces sauvages

La Première Nation d'Aroland, la Première Nation d'Attawapiskat, la Première Nation de Constance Lake, la Première Nation Ginoogaming, la Première Nation de Nibinamik et la Première Nation Weenusk ont soulevé des préoccupations au sujet de la perte ou de la fragmentation et du déplacement de l'habitat qui est important pour les pratiques de chasse traditionnelles pendant la phase de construction. De plus, la Première Nation d'Attawapiskat a exprimé des préoccupations au sujet des répercussions que les phases de construction et d'exploitation pourraient avoir sur la migration du caribou. En ce qui concerne le caribou, le projet entraînerait la perte, la fragmentation et la dégradation de l'habitat du caribou boréal et du caribou migrateur de l'Est au sein de la ZEL et des portions de la ZER pour le caribou, y compris l'habitat à forte utilisation qui pourrait servir d'aire de mise bas et de croissance (pour les caribous boréaux seulement), d'aire d'hivernage et de possibles corridors de déplacement/migration. De plus, le projet modifierait, perturberait et limiterait les déplacements du caribou au sein de la ZEL pour le caribou, car l'espèce évite les zones à forte activité anthropique et à fortes perturbations sensorielles (p. ex. bruit, activité des véhicules, vibrations, éclairage), ce qui mènerait à une diminution ou une altération des zones traditionnelles de récolte du caribou. Comme il s'agit d'une structure linéaire, le corridor routier augmenterait également la prédation du caribou. Ensemble, ces effets dans la ZPC et la ZEL pour le caribou inciteraient le caribou à se déplacer plus loin dans la ZER pour le caribou et au-delà de la ZER pour le caribou migrateur de l'Est, réduiraient la connectivité entre les habitats et pourraient modifier les habitudes de déplacement et de migration au sein des aires de répartition et des habitats saisonniers, ainsi qu'entre ceux-ci. Ces changements pourraient avoir une incidence sur la disponibilité du caribou dans la ZEL pour le caribou.

Le promoteur a indiqué que le corridor routier choisi, par rapport aux autres tracés, présentait un chevauchement réduit avec l'habitat grandement utilisé par le caribou, comme les aires de mise bas et de croissance et les corridors de déplacement. Afin d'atténuer davantage les effets de la perte d'habitat, le promoteur s'est engagé à limiter le plus possible le chevauchement entre les composantes du projet et l'habitat grandement utilisé par le caribou, à réduire le défrichement et à effectuer une végétalisation, lorsque possible, et à établir des zones tampons autour d'éléments écologiques clés désignés ou confirmés comme étant très utilisés par le caribou (p. ex. aires de croissance connues). Afin d'atténuer les effets des perturbations sensorielles, le promoteur s'est engagé à éviter les activités très perturbatrices pendant les périodes sensibles, dans la mesure du possible, à mettre en œuvre des mesures de contrôle du bruit, des émissions atmosphériques et de l'équipement, et à afficher des limites de vitesse pour réduire les perturbations liées à la circulation pendant les activités de construction et d'entretien.

L'AEIC fait également remarquer que le promoteur serait assujetti aux exigences fédérales, ce qui comprendrait la délivrance de permis au titre de la LEP pour les effets négatifs sur le caribou qui pourraient se produire dans la réserve de la Première Nation de Marten Falls, et qu'un enregistrement ou l'obtention d'un permis, selon le cas, au titre de la *Loi de 2025 sur la conservation des espèces* de l'Ontario en lien avec le caribou boréal et/on son habitat sur les terres provinciales. ECCC et le MEPNP ont indiqué que le promoteur devrait envisager des mesures de compensation pour le caribou. De plus, le MEPNP a relevé que le potentiel de remise en état des habitats dans les aires de répartition Missisa ou Ozhiski serait pris en compte dans l'évaluation environnementale et le processus décisionnel de la province. D'après les renseignements fournis par ECCC et le MEPNP, l'AEIC est d'avis que le projet entraînerait des changements dans la répartition et les habitudes de déplacement du caribou.

En ce qui concerne les autres espèces sauvages, le projet entraînerait la perte directe d'habitat pour les oiseaux considérés comme gibier, les animaux à fourrure (y compris le carcajou, considérée comme une espèce préoccupante au sens de la LEP et menacée au sens de la *Loi de 2025 sur la conservation des espèces* de l'Ontario), l'orignal et le cerf dans l'emprise défrichée et les zones de construction connexes. Ces habitats comprennent certaines hautes terres boisées utilisées par l'orignal et la martre d'Amérique, des milieux humides et riverains utilisés par le castor, le rat musqué et d'autres animaux à fourrure semi-aquatiques, ainsi que des milieux secs/humides mixtes utilisés par les oiseaux considérés comme gibier. De plus, l'habitat peut devenir moins convenable en raison de perturbations sensorielles (p. ex. bruit, activité des véhicules, vibrations, éclairage) durant les phases de construction et d'exploitation, ce qui pourrait faire en sorte que certaines espèces évitent les zones à l'intérieur ou à côté de la ZPC. Toutefois, la modélisation faite par le promoteur montre qu'en dépit des pertes locales, l'habitat convenable pour les espèces susmentionnées demeure abondant dans l'ensemble de la ZER pour les autres espèces sauvages.

Afin d'atténuer les effets sur les oiseaux considérés comme gibier, les animaux à fourrure, l'orignal, le cerf et les autres espèces sauvages récoltées, le promoteur s'est engagé à éviter les sites sensibles et à forte utilisation dans la mesure du possible, à n'effectuer le défrichement qu'en dehors des périodes sensibles de reproduction, dans la mesure du possible, à établir des zones tampons autour des milieux humides, des habitats riverains et des éléments fauniques connus, dans la mesure du possible, à végétaliser les zones temporairement défrichées, le cas échéant, et à mettre en œuvre des limites de vitesse, des panneaux et une formation de sensibilisation à la faune pour les travailleurs dans les zones où des espèces sauvages seraient fréquemment observées.

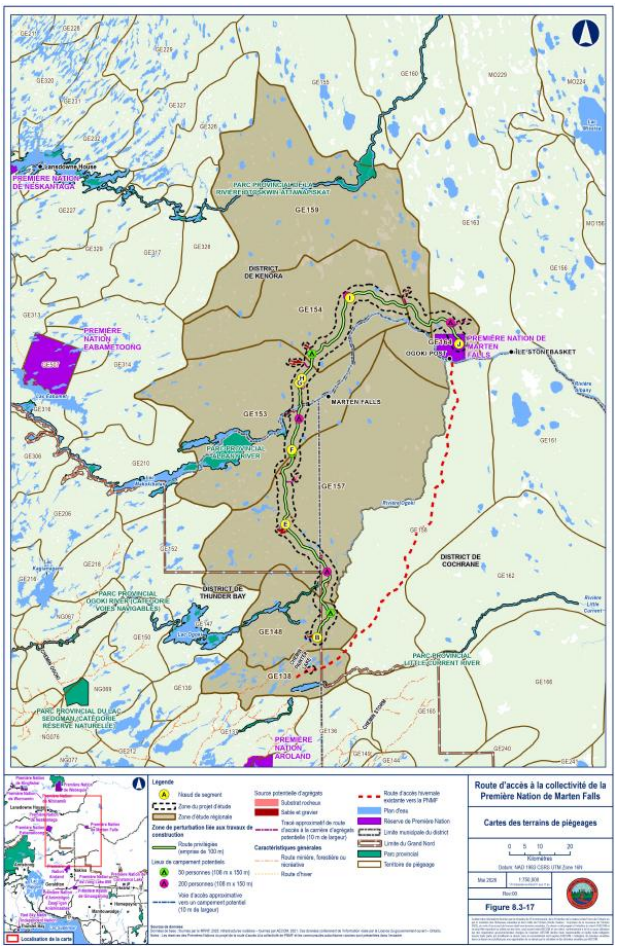
Le promoteur s'est également engagé à mettre en œuvre des programmes de surveillance, qui comprennent l'installation d'appareils photo actionnés par le mouvement le long de l'emprise et aux sites de référence pour surveiller les perturbations causées aux espèces sauvages, du début de la phase de construction jusqu'à la phase d'exploitation

du projet, ainsi que la surveillance des espèces en péril. L'AEIC recommande que le promoteur offre aux Autochtones des occasions de participer à ses programmes de surveillance des espèces sauvages et qu'il communique les résultats aux communautés autochtones.

Changement à l'accès aux sites de chasse et de piégeage et à la qualité de l'expérience

Le projet entraînerait des modifications de l'accès aux sites de chasse et de piégeage traditionnels en raison des changements au terrain et de l'installation d'obstacles (p. ex. clôtures et barrières) et des changements dans l'accès aux territoires de piégeage enregistrés (GE 138, GE 148, GE 153, GE 154, GE 157, GE 159 et GE 164 illustrés à la figure 7), lesquels seraient partiellement chevauchés par la ZPC. L'AEIC croit comprendre que le chevauchement entre les territoires de piégeage et la ZPC est minime. La Première Nation d'Aroland a également relevé cinq territoires de piégeage qui recoupent la ZER. De plus, elle a exprimé des préoccupations au sujet des restrictions potentielles à l'accès aux sites de chasse et de piégeage pendant les périodes importantes de récolte. L'AEIC reconnaît que la route permettrait d'accéder plus facilement aux territoires de piégeage. Afin d'atténuer les effets de modification de l'accès pendant les travaux de construction et d'entretien, le promoteur s'est engagé à maintenir ouvertes et dégagées les voies d'accès aux zones traditionnelles de récolte en créant des routes d'accès temporaires ou des déviations, lorsque possible, pour faciliter la poursuite de la récolte et l'utilisation des territoires de piégeage. Le promoteur fournirait aussi un avis aux titulaires de territoires de piégeage concernant l'échéancier et les périodes de travaux de construction. Le promoteur s'est également engagé à planifier les activités de construction pour éviter les périodes de récolte de pointe.

Figure 7 : Territoires de piégeage au sein de la ZER



Source : Projet de route d'accès à la collectivité de Marten Falls, rapport d'évaluation environnementale/étude d'impact, section 8, figure 8.3-17

La présence de travailleurs du projet non résidents qui pourraient pratiquer la chasse aurait aussi une incidence sur la qualité de l'expérience des Autochtones. Pour atténuer ces effets, le promoteur s'est engagé à mettre en œuvre une interdiction d'armes à feu, à empêcher l'utilisation de véhicules tout-terrain récréatifs dans la ZEL pour les autres espèces sauvages et à interdire la chasse et la récolte d'espèces sauvages par les visiteurs et les travailleurs sur place pendant la phase de construction et les travaux d'entretien, à l'exception des cas où cela est nécessaire pour exercer en toute sécurité les droits des peuples autochtones ou pour permettre leur exercice en toute sécurité. L'AEIC fait également remarquer que les mesures d'atténuation des perturbations sensorielles susmentionnées (visant à tenir compte des changements dans la disponibilité du caribou et des autres espèces sauvages) atténueraient aussi les changements à la qualité de

l'expérience de chasse et de piégeage causés par les perturbations sensorielles liées au projet.

Au cours des activités, les collisions de véhicules avec le caribou et d'autres espèces d'ongulés qui utilisent la ZPC pourraient causer des blessures ou la mort, tandis que les accidents de véhicules survenant à des endroits qui croisent les territoires de chasse et de piégeage pourraient réduire l'accès sécuritaire aux sites de récolte et dégrader la qualité de l'expérience de récolte à proximité du lieu de l'accident. Pour atténuer ces effets, le promoteur s'est engagé à prendre en compte les collisions de véhicules dans la conception et l'exploitation du projet (p. ex. garde-corps, lignes de visibilité dégagées vers les habitats adjacents, limites de vitesse affichées, entretien régulier de l'équipement et des véhicules du projet) et à la formation des employés sur la sécurité (y compris la formation et les procédures relatives à la sécurité des conducteurs et à la sensibilisation à la faune).

Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek, la Première Nation d'Aroland, la Première Nation d'Attawapiskat, la Première Nation d'Eabametoong, la Première Nation de Fort Albany, la Première Nation Ginoogaming, la Première Nation de Kashechewan, la Première Nation de Marten Falls, la Première Nation de Neskantaga et la Première Nation de Nibinamik ont soulevé des préoccupations au sujet des pressions qui s'exerceraient sur la chasse en raison d'un accès accru à la région par les chasseurs. L'AEIC comprend également que le cadre de gestion de la faune de l'Ontario, administré par le MRN, vise la récolte du poisson et des animaux sauvages à l'échelle du paysage (p. ex. zones de gestion des pêches et unités de gestion de la faune).

En ce qui concerne la chasse et le piégeage, l'AEIC est d'avis qu'avec la mise en œuvre de ces mesures d'atténuation, le projet entraînerait des effets résiduels par l'entremise d'une baisse de la disponibilité des espèces, de changements à l'expérience dans les lieux privilégiés par le caribou et d'autres espèces sauvages, qui seraient déplacés au sein des ZEL pour le caribou et les autres espèces sauvages, ainsi que par l'entremise de faibles perturbations de l'accès sécuritaire et du risque d'une augmentation du nombre de chasseurs et de trappeurs non autochtones. La disponibilité de l'habitat régional et les niveaux de population durables pour toutes les espèces sauvages seraient maintenus, et la chasse et le piégeage traditionnels pourraient se poursuivre dans les ZER pour le caribou et les autres espèces sauvages.

Récolte de plantes

Le projet entraînerait des changements à la récolte des plantes en raison d'activités liées au projet, telles que l'élimination de l'habitat découlant du défrichement et de l'essouchement, visant à préparer le terrain pour les composantes du projet, du forage, du dynamitage et de l'installation de ponceaux. La Première Nation d'Aroland, la Première Nation d'Attawapiskat, la Première Nation de Constance Lake, la Première Nation Ginoogaming, la Première Nation de Kashechewan, la Première Nation de Long Lake

(réserve nº 58), la Première Nation de Marten Falls, la Première Nation de Neskantaga, la Première Nation de Nibinamik, la Première Nation de Webequie et la Première Nation Weenusk ont exprimé des préoccupations selon lesquelles la route entraînerait la dégradation et l'appauvrissement des plantes récoltées traditionnellement. Ces communautés sont particulièrement préoccupées par les poussières diffuses et les émissions de véhicules qui étouffent la végétation, la contamination potentielle des plantes médicinales par les herbicides et la menace que représentent les espèces envahissantes susceptibles d'être introduites en raison de l'augmentation de la circulation. Elles soulignent que la perte de ces ressources dans des tourbières d'importance culturelle aurait des répercussions directes sur leur sécurité alimentaire, leurs économies traditionnelles et la transmission intergénérationnelle du savoir traditionnel.

Les activités du projet pourraient entraîner une réduction, réelle ou perçue, du succès de la récolte découlant de la dégradation ou de l'élimination de la végétation et de la perception négative de la qualité des plantes dans la ZPC, ainsi qu'un accès moins sécuritaire aux sites de récolte et la réduction de la qualité de l'expérience en raison des niveaux élevés de bruit provenant de la circulation et de l'équipement en cours d'utilisation. L'AEIC a évalué les effets sur la récolte de plantes dans la ZPC, la ZEL pour la récolte de plantes, définie comme étant la zone qui s'étend sur 3 kilomètres de part et d'autre de l'axe central du tracé proposé, auquel s'ajoute une zone tampon de 500 mètres autour de chacune des autres composantes du projet, et la ZER pour la récolte de plantes, définie comme la zone qui s'étend sur 11 kilomètres de part et d'autre de l'axe central et où des effets cumulatifs pourraient se produire. Les zones représentant la ZEL et la ZER sont illustrées à la figure 3 de la section 2.2.

Changement à la disponibilité des plantes

Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek et la Première Nation de Marten Falls ont exprimé des préoccupations quant à la perte de sites de récolte de plantes en raison des activités de construction. Le projet devrait nécessiter un défrichement de 60 mètres de largeur dans l'emprise de 100 mètres et les zones associées, ce qui entraînera la perte permanente d'une partie de la forêt des hautes terres, des tourbières et des communautés végétales riveraines où se trouvent des plantes importantes pour les Autochtones. Bien qu'on puisse permettre à certaines zones perturbées de se revégétaliser naturellement après la construction, la majeure partie du corridor défriché demeurera dans un état modifié en raison de l'utilisation et de l'entretien continus de la route. Des zones de récolte de grande importance pour les populations de plantes utilisées à des fins traditionnelles ont été recensées au lac Patience, le long du corridor de la rivière Albany, ainsi qu'entre ces deux endroits. Le lac Patience et ses environs sont utilisés pour la cueillette de baies et d'espèces médicinales, comme les racines d'épinettes, tandis que le corridor de la rivière Albany et ses affluents sont principalement utilisés pour la récolte de sauge et de canneberges. Un certain nombre de plantes utilisées à des fins traditionnelles ont été recensées dans les écosystèmes de tourbières qui dominent la ZPC, notamment l'acore

roseau. La composition des espèces de la communauté végétale pourrait être affectée par des modifications au drainage et au ruissellement des eaux de surface résultant de la construction de la route dans la ZPC.

Le promoteur a proposé des mesures d'atténuation pour réduire les effets négatifs sur la végétation, y compris limiter le défrichement à l'intérieur de l'emprise de 100 mètres, réduire les perturbations pour les écosystèmes sensibles, comme les milieux humides et les zones riveraines, mettre en œuvre des pratiques de défrichement et d'essouchement qui favorisent la végétalisation naturelle et la réhabilitation progressive des zones de perturbation temporaire pour permettre aux zones perturbées de se revégétaliser naturellement au fil du temps, et effectuer le défrichement pendant les mois d'hiver, dans la mesure du possible, afin de réduire la perturbation des sols et de protéger les systèmes racinaires.

Changement à l'accès sécuritaire et à la qualité de l'expérience de récolte de plantes

La préparation du site (p. ex. défrichement, essouchement et nivellement) réduirait l'accès aux sites de récolte de plantes près de la ZPC et causerait des perturbations sensorielles qui réduiraient la qualité de l'expérience de récolte de plantes. L'AEIC souligne que les mesures d'atténuation proposées pour tenir compte des changements à l'accès aux zones de chasse et de piégeage seraient appropriées pour atténuer les effets découlant des changements à l'accès sécuritaire aux zones de récolte de plantes.

L'AEIC reconnaît également que les peuples autochtones peuvent percevoir les plantes situées à proximité ou à l'intérieur de la ZPC comme n'étant plus récoltables, ce qui pourrait entraîner le déplacement des activités de récolte de plantes loin de la ZPC et plus en profondeur dans la ZEL pour la récolte de plantes. La Première Nation d'Aroland et la Première Nation de Kashechewan ont soulevé des préoccupations au sujet de l'incidence des pesticides sur la récolte de plantes. Afin d'atténuer les effets des changements à la qualité de l'expérience de récolte de plantes, le promoteur s'est engagé à éviter d'utiliser des herbicides pour l'entretien de la végétation le long de la route et a proposé d'utiliser l'élimination mécanique ou des produits écologiques. Les mesures susmentionnées visant à limiter la dégradation de la qualité de l'expérience de pêche attribuable aux perturbations sensorielles seraient également appropriées pour atténuer les effets sur la qualité de l'expérience de la récolte de plantes.

Les accidents de véhicules survenant à des endroits qui croisent les routes menant aux sites de récolte de plantes pourraient réduire l'accès sécuritaire à ces sites et dégrader la qualité de l'expérience de récolte à proximité du lieu de l'accident. Les mesures d'atténuation pertinentes pour contrer les effets des collisions et des déversements accidentels décrites à la section 2.1.4 appuieraient la gestion des effets négatifs possibles sur les plantes à la base des activités traditionnelles de récolte. Ces mesures comprendraient notamment la limitation des activités de ravitaillement et d'entretien des

véhicules à une distance minimale de 30 mètres des plans d'eau afin de prévenir les déversements, le respect des limites d'effluents, ainsi que la mise en place, sur les lieux de travail, d'un plan de prévention et d'intervention en cas de déversement comportant des mesures visant à contrôler ou à contenir les effets liés aux déversements sur les milieux aquatiques et riverains, où des espèces végétales d'importance pour les communautés autochtones pourraient être présentes.

En ce qui concerne la récolte de plantes, l'AEIC est d'avis qu'avec la mise en œuvre de ces mesures d'atténuation, le projet entraînerait une réduction localisée ou perçue du succès de la récolte en raison de la perte de végétation dans la ZPC et de changements à la façon dont les peuples autochtones pourraient accéder aux sites de récolte près de la ZPC. Les activités de récolte se poursuivraient, car les communautés végétales demeureraient abondantes dans la ZEL et la ZER.

4.3.1.2 Effets résiduels

D'après l'évaluation ci-dessus, l'AEIC est d'avis que le projet est susceptible d'entraîner des effets négatifs résiduels sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles par les peuples autochtones. Le corridor routier croiserait les lieux de pêche, de chasse, de piégeage et de récolte de plantes, ce qui pourrait entraîner des changements à la disponibilité réelle ou perçue des ressources, à l'accès sécuritaire et à la qualité de l'expérience pour les Autochtones qui pratiquent leurs activités traditionnelles à proximité ou à l'intérieur de la ZPC.

Les effets résiduels, si l'on tient compte des mesures d'atténuation susmentionnées, seraient modérés en importance et sur le plan de l'étendue et du moment, car le déplacement des espèces sauvages, les perturbations sensorielles et la diminution du succès ou de la qualité de la récolte à proximité de la ZPC entraîneraient le déplacement des activités traditionnelles depuis la ZPC vers les ZEL respectives ou plus loin, notamment pour la chasse, tout au long des saisons de récolte. Les effets seraient de durée et de fréquence élevées, et irréversibles. Ils interagiraient à l'occasion avec le contexte historique des communautés, en fonction du succès observé et du plaisir ressenti lors des pratiques traditionnelles. Le degré d'incertitude serait modéré, puisque la relation de cause à effet entre le projet et les activités traditionnelles n'est pas bien comprise. De plus, des renseignements sur les sites particuliers d'importance pour les utilisations traditionnelles n'étaient pas disponibles pour toutes les communautés autochtones. Malgré cela, les activités traditionnelles devraient se poursuivre.

L'AEIC conclut que les effets négatifs résiduels du projet sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles par les peuples autochtones sont susceptibles d'être importants dans une faible mesure.

4.3.1.3 Effets cumulatifs

Les effets négatifs résiduels du projet sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles par les peuples autochtones, combinés à ceux d'autres projets passés, actuels et raisonnablement prévisibles, sont susceptibles d'être cumulatifs en raison de changements à la disponibilité des ressources, à l'accès sécuritaire aux lieux de récolte traditionnels, à la qualité de l'expérience et aux pressions découlant d'un accès accru par des non-Autochtones. Les effets des projets proposés de la route d'approvisionnement Webequie, de la route de raccordement du Nord, d'amélioration des chemins Anaconda et Painter Lake et d'infrastructure large bande Rapid Lynx, ainsi que de l'exploration minérale suivie de l'exploitation minière au site proposé d'Eagle's Nest, sont susceptibles d'interagir avec les effets négatifs résiduels du projet en lien avec les activités de défrichement et d'essouchement, les perturbations sensorielles provenant de l'équipement de construction et de la circulation accrue, et les changements à l'accès sécuritaire aux sites de récolte. Ces interactions augmenteraient l'accès à la région et pourraient favoriser le développement d'infrastructures supplémentaires, ce qui, ensemble, accroîtrait les pressions sur les ressources et réduirait la qualité de l'expérience lors de la pratique d'activités traditionnelles.

L'AEIC relève que les cadres législatifs fédéral et provincial s'appliqueraient pour gérer les effets des projets sur le poisson et la faune terrestre. En 2022, le Canada et l'Ontario ont conclu un accord de conservation quinquennal au titre de l'article 11 de la LEP par lequel ils conviennent de collaborer à la mise en œuvre des mesures de conservation énoncées dans l'accord de manière à réduire les dédoublements, à maximiser l'efficacité et à respecter les rôles et responsabilités de chacun. Les mesures de conservation énoncées dans l'accord visent à soutenir le rétablissement à long terme du caribou boréal à l'échelle du paysage. L'AEIC estime que les cadres applicables actuels ainsi que les mesures d'atténuation propres au projet recommandées à la section 4.3.1.4 permettraient de tenir compte des effets cumulatifs du projet sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles.

L'AEIC est d'avis que, compte tenu des mesures d'atténuation, les effets cumulatifs sur la pêche, la récolte de plantes ainsi que la chasse et le piégeage d'espèces sauvages terrestres de petite taille seraient limités, tandis que les effets des autres projets sur la chasse de grandes espèces sauvages sont susceptibles de s'ajouter aux effets résiduels du projet proposé.

Les effets cumulatifs sur la chasse au caribou et à d'autres ongulés seraient d'une ampleur modérée, principalement en raison de changements aux habitudes de déplacement qui influent sur la disponibilité de ces espèces, en particulier le caribou, pour la chasse. Comme l'ont souligné ECCC et le MEPNP, les effets des projets modifieraient davantage les habitudes de déplacement à l'échelle de la ZER. Le moment, la fréquence et la durée des effets négatifs cumulatifs seraient d'une ampleur élevée, car on s'attend à

ce que le succès de récolte soit réduit tout au long des périodes de récolte en raison du projet et qu'il soit encore réduit à mesure que la région du Cercle de feu se développe. Les effets seraient irréversibles. Malgré cela, les activités traditionnelles pourraient se poursuivre dans les ZER respectives. La contribution du projet aux effets cumulatifs sur la chasse traditionnelle au caribou devrait être d'une ampleur semblable à celle d'autres projets proposés dans la région, ECCC relevant que les effets cumulatifs sur le caribou et son habitat peuvent être importants malgré les mesures d'atténuation et le MEPNP soulignant que même si les perturbations cumulatives dans l'aire de répartition Missisa augmentaient, la perturbation totale devrait demeurer en deçà du seuil de 35 % établi dans le programme de rétablissement fédéral.

Des effets cumulatifs sur le carcajou sont également prévus en raison d'une perte de connectivité de l'habitat et d'une augmentation de la mortalité attribuable à la combinaison d'un accès accru et de prises accidentelles. Ces effets persisteraient vraisemblablement malgré les mesures d'atténuation proposées et l'abondance relative de l'habitat convenable dans la ZER. Malgré cela, les activités traditionnelles qui comprennent le carcajou pourraient se poursuivre dans la ZER.

L'AEIC conclut que les effets cumulatifs du projet sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles par les peuples autochtones, combinés à ceux d'autres projets, sont susceptibles d'être importants dans une faible mesure pour les activités traditionnelles de récolte, sauf pour la chasse aux ongulés, en particulier le caribou, qui sont susceptibles d'être importants dans une mesure modérée en raison des changements à la disponibilité des ressources qui résulteraient du projet et d'autres projets prévisibles qui, ensemble, modifieraient les habitudes de déplacement et les aires de répartition.

4.3.1.4 Mesures d'atténuation et du programme de suivi recommandées par l'AEIC qui concernent les effets sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles par les peuples autochtones

Mesures d'atténuation recommandées qui pourraient être incluses à titre de conditions dans la déclaration de décision relative à l'évaluation d'impact :
Établir et mettre en œuvre un processus de résolution des plaintes pour recevoir et traiter les plaintes relatives aux perturbations sensorielles et fournir de l'information aux communautés autochtones concernant le fonctionnement du processus.
Réduire les perturbations sensorielles et, lorsque possible, limiter le défrichement de la végétation terrestre et effectuer une végétalisation durant la construction et l'entretien du projet, plus précisément :

• interrompre ou limiter les activités du projet lors de conditions de temps sec et de vent fort; • planifier les activités du projet qui devraient réduire la qualité de l'air et élever les niveaux de bruit en tenant compte des commentaires des communautés autochtones avoisinantes; • indiquer aux communautés autochtones quand et où une qualité de l'air réduite et des niveaux de bruit élevés sont attendus afin d'empêcher ou de limiter leur exposition; • limiter le défrichement et mener cette activité du projet en dehors des périodes sensibles de reproduction (c.-à-d. les mois d'hiver) pour les oiseaux considérés comme gibier, les animaux à fourrure, l'orignal, le caribou et les autres espèces sauvages récoltées; • éviter d'utiliser des herbicides pour l'entretien de la végétation, sauf si l'enlèvement mécanique ou manuel de la végétation n'est pas possible; • procéder à la réhabilitation progressive des zones temporairement perturbées par le projet afin de les remettre graduellement dans un état aussi proche que possible de l'état de référence – ou dans un état meilleur – une fois qu'elles ne sont plus requises pour le projet, ce qui comprend de désigner les espèces végétales d'intérêt en consultation avec les communautés autochtones afin de les utiliser pour établir des communautés végétales autosuffisantes.
Établir et délimiter, sous la direction de personnes qualifiées, des distances de protection et des zones tampons autour des milieux humides, des habitats riverains, des éléments fauniques connus et des habitats saisonniers (p. ex. aires de croissance et tanières) pour les oiseaux considérés comme gibier, les animaux à fourrure, l'orignal, le caribou et les autres espèces sauvages récoltées.
Offrir aux communautés autochtones des possibilités de récolter des plantes avant le début des activités de construction dans la réserve de la Première Nation de Marten Falls et sur les terres provinciales, respectivement.
Veiller à ce que les employés et entrepreneurs du projet reçoivent une formation de sensibilisation à la faune.
Interdire ce qui suit aux employés et aux entrepreneurs, pendant les quarts de travail ou dans les camps de construction : • chasse, piégeage et cueillette de plantes; • conservation et utilisation d'armes à feu; • utilisation de véhicules tout-terrain récréatifs, sauf s'il s'agit d'activités liées au projet.
Restreindre l'accès à la ZEL aux employés et aux entrepreneurs du projet sur les terres provinciales, en consultation avec les autorités provinciales compétentes, afin d'atténuer

les effets négatifs fédéraux sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles.
Réduire le plus possible l'interruption de la navigation sur les voies navigables en : • établissant des zones de travail restreintes accessibles aux travailleurs du projet seulement pour assurer la sécurité des utilisateurs des voies navigables pendant la construction et les travaux d'entretien dans l'eau; • avisant la Première Nation de Marten Falls et les communautés autochtones lorsque des travaux dans l'eau auront lieu dans la réserve de la Première Nation de Marten Falls et sur les terres provinciales, respectivement; • affichant des avis et des panneaux avant le début des travaux; • fournissant des déviations sécuritaires et des directives aux utilisateurs des voies navigables.
Installer des clôtures ou des barricades restrictives près des lieux de franchissement de cours d'eau, y compris sur les structures des ponts, pour dissuader la pêche pendant la phase de construction et les périodes d'entretien au cours de la phase d'exploitation.
Maintenir les équipements en bon état de fonctionnement afin d'éviter tout bruit inutile, notamment en veillant à ce que les systèmes de silencieux soient en bon état, que les composants soient correctement fixés et que les pièces mobiles soient lubrifiées. Limiter la marche au ralenti des équipements au strict minimum nécessaire à la réalisation des travaux prévus.
Mettre en œuvre les pratiques exemplaires en matière de dynamitage lors des travaux de construction et d'entretien.
Voir les mesures liées aux déversements accidentels énoncées dans la section 2.1.4 et les mesures visant à établir les limites de vitesse sur les routes du projet énoncées dans la section 4.3.3 du présent Rapport d'EI.
Mesures du programme de suivi recommandées qui pourraient être incluses à titre de conditions dans la déclaration de décision relative à l'évaluation d'impact :
Surveiller les effets sur les espèces sauvages d'importance pour les communautés autochtones à des fins traditionnelles, en consultation avec la Première Nation de Marten Falls pour la surveillance dans sa réserve, et avec les communautés autochtones et les autorités compétentes pour la surveillance sur les terres provinciales, ce qui comprend de suivre les dynamiques prédateur-proie pertinentes, les méthodes de surveillance, les indicateurs et les seuils pour guider la gestion adaptative, dont la mise en œuvre de mesures d'atténuation supplémentaires ou modifiées et la communication des résultats de la surveillance aux communautés autochtones.
Surveiller et déclarer les contaminants atmosphériques émis pendant la construction du projet, dont les concentrations de poussière, de matières particulaires 10, de matières particulaires 2,5, de matières particulaires diesel, de dioxyde de soufre, de dioxyde

d'azote, d'acroléine, de benzène, de benzo[*a*]pyrène, de chrome hexavalent, de fer et de nickel, ainsi que les niveaux de bruit à certains endroits sur la réserve de la Première Nation de Marten Falls, et mettre en œuvre des mesures d'atténuation supplémentaires ou modifiées si la surveillance révèle des dépassements des seuils fondés sur la protection de la santé pour les contaminants atmosphériques – y compris les seuils prévus par les Normes canadiennes de qualité de l'air ambiant ou les critères de qualité de l'air de l'Ontario, selon la norme qui protège le plus la santé humaine – ou des seuils de bruit; aviser les communautés autochtones et rendre les résultats de la surveillance accessibles à celles-ci.

4.3.2 Effets sur les constructions, les emplacements et les choses d'importance sur le plan historique, archéologique ou architectural pour les peuples autochtones et effets sur le patrimoine naturel et culturel

Le projet est susceptible d'entraîner des effets négatifs résiduels et cumulatifs sur des constructions, des emplacements ou des choses d'importance historique, archéologique ou architecturale pour les peuples autochtones, notamment par des dommages physiques ou la dégradation de sites d'importance (c.-à-d. voies de déplacement, sites de récolte, sites culturels, spirituels et cérémoniels, et lieux de sépulture), ainsi que par des changements à l'accès sécuritaire à certaines parties de ces sites d'importance (c.-à-d., voies de déplacement). En outre, le projet est susceptible de provoquer des effets négatifs résiduels et cumulatifs sur le patrimoine naturel et culturel, en raison de changements à la qualité de l'expérience des personnes autochtones causés par des perturbations sensorielles, tant sur les sites eux-mêmes que lors des déplacements pour s'y rendre.

Avec la mise en œuvre des mesures d'atténuation décrites à la section 4.3.2.4, l'AEIC est d'avis que les effets négatifs résiduels sur les constructions, les emplacements ou les choses d'importance sur le plan historique, archéologique ou architectural pour les peuples autochtones, de même que les effets négatifs résiduels sur le patrimoine naturel et culturel, sont susceptibles d'être importants dans une faible mesure, tout comme les effets cumulatifs du projet en combinaison avec d'autres activités concrètes.

L'évaluation des effets réalisée par l'AEIC sur les constructions, les emplacements ou les choses d'importance sur le plan historique, archéologique ou architectural pour les peuples autochtones portait principalement sur les dommages ou la dégradation des sites d'importance, ainsi que sur les changements à l'accès sécuritaire à ces sites. L'évaluation des effets sur le patrimoine naturel et culturel s'est concentrée sur les changements dans la qualité de l'expérience découlant de perturbations sensorielles, telles que perçues par des personnes autochtones lorsqu'elles se trouvent sur les sites d'importance ou à proximité de ceux-ci. L'AEIC a tenu compte des renseignements figurant dans l'étude d'impact du promoteur, ainsi que des préoccupations exprimées par Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek, la Première Nation d'Aroland, la Première Nation de Fort Albany, la Première Nation d'Ebametoong, la Première Nation Ginoogaming, la Première Nation de Long Lake (réserve nº 58), la Nation métisse de l'Ontario, la Première Nation de Nibinamik et la Première Nation Weenusk, concernant les dommages potentiels ou la perte d'accès à des sites d'importance et à des ressources archéologiques.

Les sites d'importance indiqués comprennent : les voies de déplacement; les sites de chasse, de pêche, de piégeage et de récolte de plantes; les sites culturels, spirituels et cérémoniels; les lieux de sépulture; les zones présentant un potentiel archéologique.

L'AEIC a examiné les effets du projet sur les constructions, les emplacements ou les choses d'importance sur le plan historique, archéologique ou architectural pour les peuples autochtones, ainsi que les effets sur le patrimoine naturel et culturel, qui se produiraient à l'intérieur de la ZPC, de la ZEL et de la ZER. La ZEL s'étend sur 2,5 km de part et d'autre de l'axe central du tracé proposé, auquel s'ajoute une zone tampon de 500 m autour de chacune des autres composantes du projet, tandis que la ZER s'étend sur 5 km à partir de la limite de la ZEL. L'évaluation des effets de l'AEIC se concentre sur la ZEL, les effets étant jugés de nature localisée.

4.3.2.1 Évaluation des effets

Sites d'importance

Dommages ou dégradation des sites d'importance

Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek, la Première Nation d'Aroland, la Première Nation de Long Lake (réserve nº 58), la Nation métisse de l'Ontario et la Première Nation de Neskantaga ont exprimé des préoccupations au sujet des dommages ou des pertes découlant de découvertes archéologiques importantes pour les communautés. Aussi, la Nation métisse de l'Ontario a manifesté de l'intérêt pour l'archéologie métisse et s'attend à ce que les découvertes archéologiques d'importance pour les peuples autochtones soient protégées. Les activités du projet durant les phases de construction et d'exploitation, notamment le défrichage et l'essouchement visant à préparer le terrain pour les composantes du projet (p. ex., emprise de route, routes d'accès et zones de préparation

des travaux), l'installation d'infrastructures temporaires de soutien telles que des routes d'accès et des ouvrages de franchissement de cours d'eau (p. ex., ponceaux et ponts), ainsi que l'aménagement et l'exploitation de sites d'agrégats, entraîneraient des changements environnementaux susceptibles de causer des dommages à des sites de récolte et à des zones présentant un potentiel archéologique, ou la dégradation de ceux-ci.

Des mesures d'atténuation visant à traiter les effets environnementaux sur les sites de récolte sont décrites à la section 4.3.2.4 du présent Rapport d'EI et seraient suffisantes pour atténuer les dommages potentiels ou la dégradation des sites de récolte d'importance pour les peuples autochtones.

Les activités du projet, comme le défrichage et l'essouchement visant à préparer le terrain pour les composantes du projet (p. ex., emprise de route, routes d'accès et zones de préparation des travaux), l'aménagement de sablières et de carrières sur les sites d'agrégats et l'entretien ou la remise en état des ouvrages de franchissement de cours d'eau, auraient pour effet d'altérer le relief ou le paysage, et pourraient modifier ou perturber les rives dans les zones présentant un potentiel archéologique.

En ce qui concerne les zones présentant un potentiel archéologique, l'AEIC est d'avis que de telles zones pourraient être trouvées et que la découverte d'artefacts archéologiques a eu lieu et pourrait être due au hasard dans la ZPC pendant la construction du projet ou lors des travaux d'entretien pendant la phase d'exploitation. Le promoteur a trouvé un site de campement qui pourrait avoir une valeur sur le plan du patrimoine culturel et qui contient des artefacts. Le site est nommé Caviar Site (Eilp-1) et se trouve à l'emplacement proposé de l'ouvrage de franchissement de la rivière Albany, le long du tracé proposé. L'évaluation archéologique de stade 2 du promoteur a permis de découvrir des artefacts, notamment un dépotoir de bouteilles, une structure de toilettes extérieures, des aires de cuisson, etc. Selon les conclusions de l'évaluation archéologique de stade 2, le promoteur s'est engagé à entreprendre une évaluation archéologique de stade 3 (avant la construction) en vertu de la *Loi sur le patrimoine de l'Ontario* pour déterminer l'étendue et l'état du site et formuler des recommandations en ce qui concerne les mesures d'atténuation, qui seraient mises en œuvre dans le cadre d'une évaluation archéologique de stade 4. Les évaluations archéologiques seraient réalisées par un archéologue-conseil titulaire d'un permis, le plus tôt possible durant la phase de conception détaillée et avant le début de toute activité entraînant une perturbation du sol. De plus, le promoteur s'est engagé à produire des rapports sur le patrimoine culturel concernant les ressources archéologiques lorsque cela s'avère nécessaire.

Le ministère des Affaires civiques et du Multiculturalisme de l'Ontario a aussi précisé que dans le cas où des ressources archéologiques non répertoriées seraient mises au jour pendant la construction, celles-ci pourraient être réputées constituer un nouveau site archéologique et seraient donc assujetties aux exigences prévues au paragraphe 48(1) de la *Loi sur le patrimoine de l'Ontario*. Le promoteur ou la personne qui découvre les

ressources archéologiques doit cesser immédiatement toute modification du site et communiquer avec un archéologue titulaire d'un permis afin de réaliser une évaluation archéologique conformément aux exigences de la *Loi sur le patrimoine de l'Ontario*.

Les changements environnementaux causés par le projet peuvent endommager ou dégrader des artéfacts archéologiques découverts dans ces zones. Afin d'atténuer les effets sur les artefacts trouvés, le promoteur s'est engagé à établir un processus de surveillance de la construction qui comprend des procédures et des zones « interdites » pour éviter les répercussions sur les secteurs présentant un potentiel archéologique. Le promoteur s'est également engagé à former le personnel de construction sur les procédures à suivre lorsqu'il travaille dans des lieux où il pourrait y avoir des ressources archéologiques ayant une valeur patrimoniale. Des déversements accidentels survenant lors du stockage, du transport et de la manutention des matières dangereuses et du ravitaillement, à la suite d'accidents de véhicules ou de défaillances mécaniques durant les phases de construction et d'exploitation, pourraient entraîner la dégradation de sites d'importance et de ressources archéologiques à l'emplacement de l'accident ou à proximité de celui-ci. De plus, des collisions accidentelles avec de la machinerie ou des véhicules pourraient entraîner des dommages aux ressources archéologiques à l'intérieur de la ZPC et de la ZEL. Les mesures d'atténuation proposées par le promoteur qui seraient applicables sont décrites à la section 2.1.4. L'AEIC recommande en outre que le promoteur élabore et mette en œuvre, dans un délai de six mois suivant la délivrance de la déclaration de décision, un plan de communication avec les communautés autochtones en cas d'accidents et de défaillances, et qu'il veille à son application pendant toute la durée de vie du projet. Le plan indiquerait quand et comment les communautés autochtones doivent être informées des répercussions sur des sites d'importance pour les Autochtones et des mesures prises pour y répondre.

L'AEIC estime que, avec l'application des mesures d'atténuation prévues, les effets négatifs résiduels du projet sur les sites d'importance, attribuables à des dommages partiels ou à une dégradation, demeureraient limités et que les ressources archéologiques seraient protégées.

Accès sécuritaire aux sites d'importance

L'évaluation par l'AEIC des effets sur les constructions, les emplacements et les choses d'importance pour les peuples autochtones comprenait la prise en compte des dommages potentiels ou de la dégradation des sentiers historiques et des changements dans l'accès aux sentiers et leur utilisation par les peuples autochtones, et a pris en compte les renseignements tirés de l'étude d'impact du promoteur et les préoccupations soulevées par la Première Nation d'Eabametoong, la Première Nation Ginoogaming, la Première Nation de Kashechewan, la Première Nation de Neskantaga et la Première Nation Weenusk au sujet des dommages potentiels ou de la perte d'accès aux sentiers.

La Première Nation de Neskantaga s'est dite préoccupée au sujet du chevauchement du projet avec deux sentiers utilisés par la communauté qui présentent une valeur patrimoniale. Selon l'étude d'impact du promoteur, des répercussions sur cinq sentiers historiques se produiraient dans la ZPC pendant la phase de construction et d'exploitation du projet. L'AEIC croit comprendre que la route traverserait un seul point de chaque sentier le long de la partie nord du tracé proposé. Afin de déterminer les mesures appropriées pour réduire au minimum les répercussions sur les sentiers ayant une valeur patrimoniale, le promoteur s'est engagé à mener une évaluation plus approfondie des sentiers afin de déterminer leur valeur patrimoniale et les mesures d'atténuation appropriées pour protéger leur valeur.

Pour réduire au minimum les effets négatifs sur ces sentiers (et tout site découvert), le promoteur s'est engagé à établir un processus de surveillance des travaux de construction qui comprend des procédures et des zones « interdites » pour éviter les répercussions sur les paysages patrimoniaux, en limitant les activités de construction à l'emprise de la route proposée, en formant le personnel de construction sur les procédures à suivre lorsqu'il travaille dans des lieux qui ont une valeur patrimoniale éventuelle, et en offrant à ses travailleurs de la formation de sensibilisation à la culture afin de réduire au minimum le risque qu'ils endommagent ou perturbent les sites sacrés. De plus, le promoteur mettrait en œuvre un plan de protection de l'environnement qui comprendrait des mesures d'atténuation pour répondre aux préoccupations liées à la circulation, notamment des mesures de contrôle de la circulation (comme des panneaux et des barrières), la communication des fermetures ou détours de routes, et la mise en œuvre de limites de vitesse pour les travailleurs pendant la phase de construction et les travaux d'entretien. De plus, le promoteur s'est engagé à intégrer des connaissances écologiques traditionnelles dans la conception et le plan d'entretien de la route afin de limiter les perturbations négatives dans les sites de valeur pour les communautés autochtones, ce qui comprend l'utilisation des sites par les membres de la communauté.

Des accidents de la route pourraient mettre en cause des personnes autochtones accédant à des sites d'importance situés à proximité de la route, et des mesures d'atténuation appropriées sont décrites à la section 2.1.4.

L'AEIC estime que, avec l'application des mesures d'atténuation prévues, les effets négatifs résiduels du projet sur l'accès sécuritaire aux sites d'importance se produiraient aux points d'intersection entre la route et les voies de déplacement utilisées pour accéder à ces sites. Bien que les communautés autochtones puissent toujours accéder aux sites d'importance en empruntant les voies de déplacement, elles seraient tenues de traverser la route, ce qui réduirait l'accès sécuritaire.

Patrimoine naturel et culturel

La Première Nation d'Aroland, la Première Nation de Fort Albany, la Première Nation d'Eabametoong, la Première Nation Ginoogaming, la Première Nation de Kashechewan,

la Première Nation de Long Lake (réserve nº 58), la Première Nation de Marten Falls et la Première Nation de Neskantaga ont exprimé des préoccupations au sujet des rivières Albany et Ogoki, car ces rivières sont considérées comme des paysages patrimoniaux importants sur le plan culturel qui ont une profonde signification culturelle et spirituelle. La Première Nation Ginoogaming a exprimé des préoccupations au sujet du risque de perturbation des sites sacrés et des lieux de sépulture qui se trouvent à proximité de la ZPC. La Première Nation de Neskantaga, en particulier, se dit préoccupée par les répercussions potentielles sur les sites culturels, spirituels et sacrés au sein de la ZEL. De plus, la Première Nation de Fort Albany et la Première Nation de Long Lake (réserve nº 58) ont exprimé des préoccupations au sujet des répercussions potentielles sur les lieux de sépulture. L'AEIC comprend que, grâce à des évaluations archéologiques et aux résultats d'une évaluation des solutions de rechange sur le tracé effectuée par le promoteur, la ZPC du projet ne chevaucherait aucun lieu de sépulture connu. Par conséquent, l'AEIC comprend que les sites d'importance ayant une valeur physique et culturelle ne seraient touchés que par des perturbations sensorielles.

La Première Nation d'Aroland, la Première Nation de Kashechewan et la Première Nation de Marten Falls ont exprimé des préoccupations au sujet des répercussions relatives à l'expérience du territoire en raison des changements environnementaux visuels et auditifs. Les perturbations sensorielles découlant des activités du projet pendant les phases de construction et d'exploitation, y compris les changements visuels du paysage, ainsi que la réduction de la qualité de l'air et les niveaux de bruit élevés dans des sites sensibles sur le plan culturel auparavant non perturbés pendant les travaux de construction et d'entretien du projet; ainsi que le bruit causé par la circulation sur les sites qui se trouvent à proximité de la ZPC, compliqueraient ou entraveraient les pratiques culturelles dans les sites importants sur le plan culturel (lieux de sépulture, lieux cérémoniels et lieux sacrés). Par conséquent, ces perturbations sensorielles auraient une incidence négative sur le patrimoine culturel immatériel, y compris l'identité culturelle et la continuité de l'expérience des peuples autochtones qui utilisent le territoire.

Les mesures d'atténuation visant les changements à la qualité de l'expérience de pêche et les modifications visuelles du paysage décrites à la section 4.3.1.4 seraient appropriées pour atténuer les effets sur le patrimoine naturel et culturel.

En ce qui concerne le patrimoine naturel et culturel, l'AEIC est d'avis que, malgré la mise en œuvre de ces mesures d'atténuation, des effets résiduels négatifs du projet sur les activités culturelles exercées à l'intérieur de la ZPC et à proximité de celle-ci subsisteraient. Les communautés autochtones seraient toujours en mesure de vivre l'expérience du territoire, et l'identité et les pratiques culturelles pourraient être maintenues, mais le projet donnerait lieu à une expérience moins paisible sur le territoire pour les personnes autochtones.

4.3.2.2 Effets résiduels

Compte tenu de l'évaluation qui précède, l'AEIC est d'avis que le projet pourrait entraîner des effets résiduels négatifs sur les constructions, les emplacements ou les choses d'importance sur le plan historique, archéologique ou architectural pour les peuples autochtones, ainsi que sur le patrimoine naturel et culturel, puisque le tracé proposé recouperait des sites d'importance et entraînerait l'endommagement ou la dégradation de certains segments de ces sites, réduirait l'accès sécuritaire aux zones touchées et nuirait à l'expérience vécue aux endroits où les sites d'importance croiseraient la route.

Constructions, emplacements ou choses d'importance sur le plan historique, archéologique ou architectural

Les effets résiduels sur les constructions, les emplacements ou les choses d'importance sur le plan historique, archéologique ou architectural, compte tenu des mesures d'atténuation décrites ci-dessus, seraient d'ampleur modérée, puisque des dommages partiels ou une dégradation limitée de certains sites d'importance pourraient survenir, mais que l'appréciation et l'utilisation des sites, de même que de toute ressource archéologique pouvant être mise au jour, seraient maintenues. La portée géographique, le moment et la fréquence des effets seraient faibles à modérés, puisque les dommages physiques se produiraient à l'intérieur de la ZPC, tandis qu'une dégradation de la qualité de l'expérience vécue aux sites qui se trouvent dans la ZEL pourrait survenir lors des visites sur les sites. La durée et la réversibilité des effets devraient être élevées, étant donné que les modifications de l'accès aux endroits où les sites croisent la route seraient permanentes. Le degré d'incertitude est faible, puisque les relations de cause à effet ainsi que les mesures d'atténuation recommandées sont bien comprises. Les effets auraient des interactions limitées avec les pratiques culturelles, les valeurs sociales et les systèmes écologiques, puisque les peuples autochtones ne perdraient pas l'accès aux sites ni aux ressources archéologiques qui pourraient être mises au jour.

L'AEIC conclut que les effets résiduels négatifs du projet sur les constructions, les emplacements ou les choses d'importance sur le plan historique, archéologique ou architectural pour les peuples autochtones sont susceptibles d'être importants dans une mesure faible.

Patrimoine naturel et culturel

Sous réserve de la mise en œuvre des mesures d'atténuation proposées et de l'engagement du promoteur à gérer les accidents et les défaillances, les effets résiduels négatifs du projet sur le patrimoine naturel et culturel seraient d'une ampleur et d'une portée géographique modérées, puisque la dégradation partielle de certains sites d'importance modifierait l'expérience vécue par les personnes autochtones qui visitent ces sites qui se trouvent dans la ZEL. De plus, le moment et la fréquence des effets devraient

être modérés, puisque des changements à l'expérience sensorielle devraient se produire pour les personnes autochtones qui accèdent à des sites d'importance partiellement dégradés. La durée et la réversibilité des effets seraient élevées, puisque la dégradation de l'expérience sensorielle découlant de la dégradation partielle des sites serait permanente et irréversible. Les effets sur les sites d'importance auraient une incidence limitée sur la résilience des communautés autochtones, et leur capacité d'en faire l'expérience pourrait se maintenir. Le degré d'incertitude serait faible, puisque les relations de cause à effet ainsi que les mesures d'atténuation sont bien comprises. Bien que les mesures d'atténuation exigées n'élimineraient pas entièrement les effets sur l'expérience attribuables aux perturbations sensorielles, la valeur des sites d'importance pour les communautés autochtones devrait être maintenue.

L'AEIC conclut que les effets résiduels négatifs du projet sur le patrimoine naturel et culturel sont susceptibles d'être importants dans une faible mesure.

4.3.2.3 Effets cumulatifs

Les effets résiduels négatifs du projet sur les constructions, les emplacements ou les choses d'importance sur le plan historique, archéologique ou architectural, ainsi que sur le patrimoine naturel et culturel, combinés à ceux d'autres projets passés, actuels et raisonnablement prévisibles, sont susceptibles d'entraîner des effets cumulatifs. L'AEIC a tenu compte d'une zone spatiale semblable aux ZEL et ZER du promoteur pour le caribou et les autres ongulés (voir la figure 6 à la section 4.2.1), laquelle permet d'établir les secteurs où les effets résiduels probables du projet pourraient interagir avec les effets probables des projets proposés de la route d'approvisionnement Webequie, de la liaison routière du Nord et du projet Eagle's Nest. Ces interactions pourraient notamment survenir dans le cadre d'activités de déboisement et d'essouchement réalisées durant les phases de construction et d'exploitation de ces projets, lesquelles pourraient entraîner la dégradation ou l'endommagement partiel de sites d'importance, ainsi que des modifications à la qualité de l'expérience vécue par les personnes autochtones qui exercent des pratiques traditionnelles dans ces sites, en raison de perturbations sensorielles liées à l'exploitation de l'équipement et à la circulation, lesquelles pourraient s'ajouter aux effets résiduels du projet proposé.

Les mêmes mécanismes législatifs qui permettraient d'atténuer les effets du projet sur les constructions, les emplacements ou les choses d'importance sur le plan historique, archéologique ou architectural, ainsi que sur le patrimoine naturel et culturel, s'appliqueraient également aux autres projets. Ces mécanismes contribueraient à limiter les modifications potentielles du milieu aquatique et du terrain susceptibles d'entraîner des effets négatifs sur les sites d'importance pour les peuples autochtones et sur toute ressource archéologique pouvant être mise au jour, de même que les perturbations sensorielles pouvant influer sur la qualité de l'expérience. De ce fait, les chevauchements spatiaux et temporels des effets seraient également limités.

Étant donné que l'interaction entre les effets du projet et ceux des autres projets serait limitée, l'AEIC ne recommande pas de mesures d'atténuation supplémentaires ni de programme de suivi en ce qui concerne les effets cumulatifs.

Constructions, emplacements ou choses d'importance sur le plan historique, archéologique ou architectural

Compte tenu des mesures d'atténuation recommandées figurant à la section 4.3.2.4 ci-dessous, les effets cumulatifs probables sur les constructions, les emplacements ou les choses d'importance sur le plan historique, archéologique ou architectural seraient d'ampleur modérée, puisqu'une dégradation partielle de sites multiples pourrait survenir. La portée géographique, le moment et la fréquence des effets cumulatifs seraient faibles, puisque les modifications apportées aux sites d'importance seraient limitées aux zones perturbées à proximité de chaque projet, sauf en ce qui concerne les interactions pouvant survenir durant les périodes de travaux d'entretien. La durée des effets serait élevée, puisque la dégradation partielle des sites d'importance serait continue et irréversible. Les communautés autochtones continueraient d'avoir accès aux sites d'importance. Le degré d'incertitude est faible, puisque les relations de cause à effet ainsi que les mesures d'atténuation prévues dans les mécanismes législatifs applicables sont bien comprises. La contribution du projet à ces effets cumulatifs sur les sites d'importance serait faible par rapport aux contributions d'autres projets raisonnablement prévisibles.

L'AEIC conclut que les effets cumulatifs sur les constructions, les emplacements ou les choses d'importance sur le plan historique, archéologique ou architectural pour les peuples autochtones seraient importants dans une faible mesure, puisque le projet, de concert avec d'autres projets, contribuerait à la dégradation partielle des sites d'importance pour les communautés autochtones et à la réduction de l'accès sécuritaire à ces sites.

Patrimoine naturel et culturel

Compte tenu des mesures d'atténuation recommandées figurant à la section 4.3.2.4 ci-dessous, les effets cumulatifs probables sur le patrimoine naturel et culturel seraient d'ampleur modérée, puisque la qualité de l'expérience serait modifiée par des changements visuels découlant de la dégradation physique des voies de déplacement et par d'autres perturbations sensorielles liées à l'exploitation de l'équipement et à la circulation à proximité, lesquelles pourraient perturber les personnes visitant des sites d'importance culturelle, tandis que la valeur des ressources patrimoniales serait maintenue. La portée géographique des effets serait modérée, puisque les effets de chaque projet devraient être limités aux zones propres à chacun des projets. Le moment et la fréquence des effets seraient modérés, puisque des changements de nature sensorielle devraient survenir à l'occasion lorsque des personnes autochtones accèdent aux sites d'importance. La durée des effets serait élevée, puisque les changements

seraient continus et irréversibles. Les effets auraient des interactions limitées avec les valeurs sociales des communautés autochtones et les systèmes écologiques existants, étant donné que la capacité des communautés autochtones de visiter les sites et d'en faire l'expérience serait maintenue. L'AEIC conclut que les effets cumulatifs du projet sur le patrimoine naturel et culturel sont susceptibles d'être importants dans une faible mesure, puisque le projet, de concert avec d'autres projets, modifierait l'expérience de la valeur patrimoniale associée à des sites d'importance culturelle pour les communautés autochtones.

L'AEIC conclut que les effets cumulatifs du projet sur le patrimoine naturel et culturel sont susceptibles d'être importants dans une faible mesure, puisque le projet, de concert avec d'autres projets, modifierait l'expérience de la valeur patrimoniale associée à des sites d'importance culturelle pour les communautés autochtones.

4.3.2.4 Mesures d'atténuation recommandées de l'AEIC relatives aux constructions, aux emplacements et aux choses d'importance

Mesures d'atténuation recommandées qui pourraient être incluses à titre de conditions dans la déclaration de décision relative à l'évaluation d'impact :
Planifier et mener les activités de construction de manière à éviter les effets négatifs, notamment en informant le personnel du projet de l'emplacement des ressources archéologiques potentielles.
Déterminer les sites et les zones d'importance où des travaux ne doivent pas être réalisés: • Ce faisant, offrir aux communautés autochtones la possibilité de fournir de l'information concernant les sites et les zones d'importance.
Mettre en œuvre les mesures d'atténuation suivantes afin de protéger et de gérer les découvertes fortuites de toute construction, de tout site ou de toute chose d'importance historique, archéologique, paléontologique ou architecturale précédemment non identifiée, découverte à l'intérieur de l'emprise du projet : • interrompre immédiatement les travaux sur le lieu d'une découverte; • délimiter une zone autour d'une découverte en tant que zone exempte de travaux; • aviser les communautés autochtones et l'AEIC dans les 24 heures suivant une découverte et permettre aux communautés autochtones de surveiller les travaux archéologiques; • élaborer une formation obligatoire sur les découvertes fortuites, comprenant la détermination des emplacements sensibles à l'intérieur de l'emprise du projet ainsi que la mise en œuvre des mesures susmentionnées, et offrir cette formation à l'ensemble des employés et des entrepreneurs associés au projet.

Mettre en œuvre un plan de communication avec les communautés autochtones qui : • inclut les types de défaillances et d'accidents au sujet desquels les communautés autochtones doivent être avisées, ainsi que la manière dont elles doivent être avisées; • donne l'occasion aux communautés autochtones de contribuer aux interventions en cas de défaillances ou d'accidents.
Se reporter aux mesures liées aux perturbations sensorielles (qualité de l'air et bruit) énoncées dans la section 4.3.1.4 du Rapport d'EI.

4.3.3 Effets sur les conditions sanitaires, sociales et économiques des peuples autochtones

Le projet est susceptible d'entraîner des effets négatifs résiduels et cumulatifs sur les conditions sanitaires, sociales et économiques des peuples autochtones, principalement par des pressions exercées sur les infrastructures sociales et la capacité de transmettre le savoir autochtone. Vu la mise en œuvre des mesures d'atténuation recensées à la section 4.3.3.4, l'AEIC est d'avis que les effets résiduels négatifs sur les conditions sanitaires, sociales et économiques des peuples autochtones sont susceptibles d'être importants dans une mesure modérée, étant donné que les infrastructures existantes des communautés autochtones seraient davantage sollicitées, et que les effets cumulatifs du projet en combinaison avec d'autres activités concrètes, sont aussi susceptibles d'être importants dans une mesure modérée, compte tenu de la facilité d'accès et des moyens d'influence dont disposent les communautés autochtones.

L'AEIC a évalué les effets du projet sur la santé des peuples autochtones découlant des émissions atmosphériques, du bruit, des risques associés à la circulation routière, ainsi que de la consommation d'aliments traditionnels potentiellement contaminés. Elle a également évalué les effets sur les infrastructures sociales, lesquelles constituent l'assise du capital social, de la confiance et de la résilience au sein d'une société, y compris les secteurs de l'éducation, des soins de santé et de la justice, qui soutiennent la qualité de vie et le bien-être général des communautés. Dans son évaluation, l'AEIC a tenu compte de l'identité et des besoins culturels uniques des communautés autochtones.

Les communautés autochtones de la région connaissent des difficultés pour maintenir des infrastructures sociales appropriées en raison de leur isolement géographique ainsi que des répercussions du colonialisme. L'AEIC a axé son évaluation sur la manière dont le projet pourrait accentuer les pressions exercées sur les infrastructures sociales déjà

surchargées de la Première Nation de Marten Falls et des communautés avoisinantes, de même que sur les pressions particulières exercées sur les services d'intervention d'urgence et les pratiques traditionnelles. Parmi les éléments considérés comme contribuant à ces pressions additionnelles figurent l'afflux d'une main-d'œuvre transitoire, l'accès accru au territoire, l'augmentation du risque d'introduction de substances illégales ou interdites au sein de la communauté, les préoccupations relatives à la sécurité publique et routière, ainsi que les effets potentiels sur la continuité culturelle et les pratiques traditionnelles.

L'AEIC a pris en compte les effets du projet qui se produiraient dans la ZEL et dans la ZER. La ZEL représente le secteur où des changements à la santé et aux conditions socioéconomiques des communautés attribuables au projet sont susceptibles de se produire; elle inclut la Première Nation de Marten Falls et la Première Nation d'Aroland. La ZER comprend les communautés suivantes désignées dans le PMPA : Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek, la Première Nation d'Attawapiskat, la Première Nation de Constance Lake, la Première Nation d'Eabametoong, la Première Nation de Fort Albany, la Première Nation Ginoogaming, la Première Nation de Kashechewan, Kitchenuhmaykoosib Inninuwug, la Première Nation de Long Lake (réserve nº 58), la Première Nation de Mishkeegogamang, la Première Nation de Neskantaga, la Première Nation de Nibinamik et la Première Nation Weenusk. L'évaluation de l'AEIC repose sur les renseignements limités propres aux communautés qui étaient disponibles au moment de la préparation du présent Rapport d'EI.

4.3.3.1 Évaluation des effets

Changements aux conditions sanitaires

Risque pour la santé découlant des émissions atmosphériques et du bruit liés au projet

Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek, la Première Nation d'Aroland, la Première Nation de Constance Lake, la Première Nation de Fort Albany, la Première Nation Ginoogaming et la Première Nation de Marten Falls ont soulevé que les activités du projet pendant les phases de construction et d'exploitation, comme l'utilisation de machinerie et de véhicules lourds, le forage et le dynamitage dans la ZPC, y compris les activités de construction sur la réserve de la Première Nation de Marten Falls, présentent des risques pour la santé. De plus, la circulation routière quotidienne et la manutention d'agrégats pourraient exposer les membres de la communauté à des contaminants atmosphériques (p. ex., émissions de gaz d'échappement et de particules) et accroître le niveau de bruit. Comme il est décrit à la section 2.3, le promoteur a prévu des dépassements potentiels des normes de qualité de l'air sur les terres de la réserve pendant l'exploitation, mais aucun récepteur sensible n'a été relevé près de cet emplacement, ce qui limite donc l'exposition des peuples autochtones.

Les mesures décrites à la section 4.3.1.4 visant à atténuer les changements à la qualité de l'expérience de pêche seraient appropriées pour atténuer les risques pour la santé découlant des émissions atmosphériques et des niveaux de bruit élevés.

L'AEIC est d'avis que, sous réserve de la mise en œuvre de ces mesures d'atténuation, il est peu probable que le projet entraîne des effets résiduels sur la santé humaine liés à l'exposition aux contaminants atmosphériques et au bruit.

Risque pour la santé lié à la circulation routière

Comme l'ont soulevé Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek, la Première Nation d'Aroland, la Première Nation de Constance Lake, la Première Nation Ginoogaming, la Première Nation de Long Lake (réserve nº 58) et la Première Nation de Marten Falls, la circulation pose un risque pour la sécurité des personnes pendant toute la durée du projet. Durant la phase de construction du projet, le promoteur prévoit une augmentation de la circulation sur les routes d'hiver, alors que les entrepreneurs livreront des fournitures et transporteront du personnel, ce qui pourrait accroître le niveau de stress des usagers et poser des risques en matière de sécurité routière. Le promoteur a proposé d'élaborer et de mettre en œuvre un plan de mobilisation de l'équipement avec la Première Nation de Marten Falls et la Première Nation d'Aroland afin d'atténuer les changements négatifs liés au projet sur le plan de la sécurité routière en séparant la circulation des chantiers de construction de celle des communautés. Le plan comprendrait une stratégie de communication pour informer les communautés du calendrier de mobilisation (c.-à-d. les périodes d'augmentation de la circulation sur la route d'hiver pour la construction).

Durant la phase d'exploitation, la circulation pourrait avoir des répercussions sur la sécurité personnelle des membres des communautés autochtones, en raison du risque d'accidents de la route, qu'ils se déplacent en véhicule ou qu'ils accèdent à des sites qui se trouvent à proximité pour l'exercice de pratiques traditionnelles. Le promoteur s'est engagé à se conformer au Manuel de conception routière du ministère des Transports de l'Ontario, à intégrer des éléments de sécurité routière appropriés et à afficher les limites de vitesse. Le promoteur envisage également d'aménager des zones de retrait et de repos à intervalles réguliers, d'utiliser les langues autochtones sur les panneaux routiers pour améliorer la sécurité, ainsi que de mettre en œuvre des solutions de rechange au sel de voirie afin de réduire au minimum l'attrait pour les espèces sauvages et, par conséquent, le risque de collisions avec des véhicules. De plus, l'AEIC comprend que le ministère des Transports de l'Ontario exigerait que le projet respecte les normes techniques applicables aux routes établies par l'organisation des normes provinciales de l'Ontario, afin de contribuer à la réduction des risques d'accidents.

L'AEIC est d'avis que, compte tenu de la mise en œuvre de ces mesures d'atténuation, ainsi que des normes de conception et des documents d'orientation applicables, les risques pour la santé liés à la circulation routière seraient limités.

Risque lié à la consommation d'aliments prélevés dans la nature potentiellement contaminés

Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek, la Première Nation d'Aroland, la Première Nation d'Attawapiskat, la Première Nation de Constance Lake, la Première Nation d'Eabametoong, la Première Nation de Fort Albany, la Première Nation de Kashechewan, la Première Nation de Long Lake (réserve nº 58), la Première Nation de Marten Falls, la Première Nation de Nibinamik, la Première Nation de Webequie et la Première Nation Weenusk ont exprimé des préoccupations concernant les risques pour la santé découlant des répercussions des activités du projet sur les sources alimentaires traditionnelles, notamment les travaux réalisés en milieu aquatique. Plus précisément, le méthylmercure a été soulevé comme une préoccupation par la Première Nation d'Aroland, la Première Nation d'Attawapiskat, la Première Nation de Fort Albany, la Première Nation de Kashechewan et la Première Nation de Nibinamik. Les contaminants, y compris le méthylmercure, peuvent s'accumuler dans les poissons, ce qui peut présenter un risque pour la consommation sécuritaire du poisson ou entraîner une réticence à en consommer.

Le promoteur a indiqué que certaines parties de la route situées sur les tourbières seraient construites selon un concept de route flottante, qui permettrait de conserver la tourbe tout en favorisant l'écoulement naturel de l'eau, en ajoutant un remblai perméable au-dessus de la fosse, soutenu par un géogrillage robuste empêchant le colmatage et permettant la consolidation du sol. Les parties situées sur les tourbières sont celles où les changements hydrologiques pendant la construction ou l'exploitation – en particulier à la suite de précipitations extrêmes – pourraient causer des accumulations d'eaux souterraines ou des inondations périodiques de la surface. Ces conditions anoxiques pourraient favoriser la production de méthylmercure et accroître sa libération dans les eaux souterraines ou de surface. Les travaux réalisés en milieu aquatique pourraient remettre en suspension des sédiments ou introduire des contaminants provenant des matériaux d'agrégats de surface, augmentant ainsi la formation microbienne et le transport en aval du méthylmercure.

Les modifications de la qualité de l'eau découlant du projet, y compris les mesures d'atténuation recommandées, sont décrites à la section 2.1. Le promoteur a indiqué que la conception de la route, qui comprend une base de gravier et l'installation de ponceaux de régularisation, ne modifierait pas les conditions hydrologiques des tourbières. Toutefois, ECCC et Wildlife Conservation Society (WCS) Canada, la Première Nation de Constance Lake, la Première Nation de Nibinamik et la Première Nation de Weenusk ont exprimé des incertitudes quant au fait que la conception de la route flottante permettrait de maintenir les conditions hydrologiques des tourbières. L'AEIC reconnaît que cette incertitude pourrait entraîner une réticence à récolter et à consommer des aliments traditionnels, ce qui pourrait mener à une insécurité alimentaire et à une détérioration de la santé des communautés, même si la qualité de l'eau ne devait pas être modifiée par le projet. À ce titre, l'AEIC recommande que le suivi à long terme de la qualité de l'eau dans les zones où des aliments traditionnels sont récoltés comprenne l'analyse du méthylmercure, et ce,

jusqu'à ce qu'une analyse des tendances sur une période de trois ans démontre qu'il est peu probable que le projet génère ou transporte du méthylmercure, en tenant compte des points de vue des communautés autochtones quant à la conception et à l'analyse du programme de suivi. De plus, l'AEIC recommande que les résultats du suivi, qui comprend l'exigence d'effectuer le suivi du méthylmercure, soient communiqués aux communautés autochtones d'une manière permettant de mettre en évidence toute variation par rapport aux conditions de référence (voir les sections 2.1.4.1 et 4.3.2.4).

De plus, le Programme de surveillance de la contamination du poisson-gibier, administré par le MEPNP de l'Ontario, recueille des renseignements sur les contaminants présents dans les poissons à partir de divers sites d'échantillonnage et utilise ces renseignements pour élaborer des avis relatifs à la consommation de poisson. Les avis relatifs à la consommation de poisson sont disponibles sur la page Guide de consommation du poisson de l'Ontario et Base de données-avis – Guide de consommation du poisson de l'Ontario – Jeux de données – Catalogue de données de l'Ontario et les données sur les niveaux de contamination dans les poissons sont disponibles sur la page Contaminants du poisson – Jeux de données – Catalogue de données de l'Ontario. L'AEIC comprend que le programme comporte certains sites d'échantillonnage dans le Grand Nord, le plus proche du projet étant situé au lac Wabimeig (à l'est du projet, dans le bassin tertiaire de la rivière Muswabik et du cours supérieur de la rivière Albany), qui se trouve dans la ZER pour les poissons et leur habitat; d'autres sites se trouvent le long de la rivière Albany.

L'AEIC est d'avis que, compte tenu de la conception du projet et de la mise en œuvre des mesures d'atténuation décrites à la section 2.1, les effets résiduels liés aux changements des conditions sanitaires attribuables à l'exposition aux contaminants atmosphériques, au bruit ou à des aliments traditionnels contaminés seraient gérés. Toutefois, une réticence à consommer du poisson provenant d'eaux considérées comme étant reliées hydrologiquement au projet pourrait persister.

Changements aux conditions socioéconomiques

Pressions additionnelles exercées sur les infrastructures sociales

La Première Nation d'Aroland, La Première Nation de Constance Lake, la Première Nation d'Eabametoong, la Première Nation de Fort Albany, la Première Nation Ginoogaming, la Première Nation de Long Lake (réserve nº 58), la Première Nation de Marten Falls, la Première Nation de Nibinamik, la Première Nation de Neskantaga et la Première Nation de Webequie ont soulevé des préoccupations concernant la disponibilité et la qualité des infrastructures sociales dans les réserves (p. ex., services de santé, éducation, et services d'intervention d'urgence), ainsi que les pressions que le projet pourrait exercer sur ces infrastructures en raison des interactions entre des personnes non autochtones et les membres des communautés autochtones, que ce soit dans le cadre des travaux liés au

projet ou de l'accès au territoire, ce qui aurait des répercussions sur la santé physique et mentale, et le bien-être général, des communautés autochtones.

Un afflux de personnes non autochtones, y compris des travailleurs, est prévu durant les phases de construction et d'exploitation de la route. Cela augmenterait les interactions entre les personnes autochtones et non autochtones, notamment par l'entremise de programmes de formation et d'éducation hors réserve et/ou sur les lieux de travail alors que des personnes autochtones entreprennent des activités d'emploi liées au projet; des membres du public pourraient aussi accéder au territoire une fois le projet relié au réseau routier public. Les travailleurs non autochtones proviennent souvent de centres urbains du sud, où prédominent des valeurs différentes et des influences occidentales. Ce changement démographique au sein d'une communauté autochtone ou à proximité de celle-ci peut engendrer des tensions et des conflits sociaux. Les travailleurs non autochtones peuvent également introduire des substances interdites sur de nombreuses réserves du nord de l'Ontario. Pour les membres appelés à passer du temps à l'extérieur de leur communauté dans le cadre de travaux ou de formations liés au projet, cette absence pourrait également nuire à la pratique des activités traditionnelles et à l'utilisation des langues autochtones, tant pour ces personnes que, possiblement, pour leurs familles, ce qui peut avoir un impact négatif sur le bien-être mental. Ensemble, ces changements pourraient entraîner des sentiments de détachement et d'isolement, et possiblement une augmentation des cas de violence et de consommation de substances. À leur tour, ces effets pourraient se traduire par une demande accrue de services de santé et de services sociaux dans les réserves (p. ex., des postes infirmiers, des centres de traitement de la dépendance et des services de santé mentale, des services à l'enfance et à la famille, et des services d'intervention d'urgence), ce qui viendrait accentuer les pressions existantes. De plus, la municipalité de Greenstone pourrait subir des pressions supplémentaires de la part de membres de la communauté de la Première Nation de Marten Falls se dirigeant vers le sud pour accéder aux services offerts aux personnes autochtones qui vivent dans la région.

Afin de réduire au minimum les interactions entre la main-d'œuvre et l'infrastructure sociale de la Première Nation de Marten Falls, le promoteur a proposé d'installer des camps de construction avec toutes les installations auxiliaires requises pour les travailleurs, et de situer les logements temporaires loin de la communauté. Ces mesures d'adaptation seraient également destinées aux membres des communautés autochtones qui cherchent des possibilités d'emploi dans le cadre du projet afin de réduire davantage les pressions liées au logement et à l'infrastructure découlant de l'afflux de travailleurs vers la Première Nation de Marten Falls.

Le promoteur a également proposé de mettre en œuvre une intégration graduelle de la main-d'œuvre pour les employés autochtones afin de les aider à occuper des postes dans le domaine de la construction et de fournir des mécanismes adaptés sur le plan culturel pour soutenir leur santé mentale au moyen d'initiatives comme la politique de tolérance

zéro à l'égard de la discrimination des langues autochtones, accueillir des Aînés ou des agents de liaison culturels sur le site en collaboration avec la Première Nation de Marten Falls et la Première Nation d'Aroland, et fournir un horaire de travail flexible pendant les principales saisons de chasse, de piégeage et de cueillette. Ces mesures aideraient les travailleurs autochtones et leur famille à passer de longues périodes loin de chez eux et à réduire au minimum les absences lors d'activités pertinentes sur le plan culturel visant à soutenir leur ménage. Parmi les autres mesures d'atténuation proposées figurent notamment les suivantes : offrir aux employés une formation sur la sensibilisation culturelle et environnementale; établir des procédures et des plans concernant la consommation de drogues et d'alcool durant les travaux du projet.

Le promoteur s'est également engagé à établir un groupe de travail avec la Première Nation de Marten Falls, la Première Nation d'Aroland et d'autres communautés autochtones intéressées pour discuter des enjeux communautaires liés aux pressions sur les infrastructures, ainsi que de la façon d'offrir du soutien en santé mentale, des services de consultation et du soutien en matière de toxicomanie. Ce groupe de travail pourrait aider à cerner les préoccupations en matière de bien-être social et à y répondre rapidement avant que les problèmes ne s'aggravent.

De plus, dans le cadre des améliorations à l'infrastructure, le promoteur a indiqué que la Première Nation de Marten Falls avait l'intention de construire un centre de traitement communautaire au sein de la communauté, une fois que la route sera opérationnelle, en prévision d'une réduction du coût des matériaux. Le centre serait holistique et adapté sur le plan culturel, et serait axé sur la santé mentale et la toxicomanie. Une fois opérationnel, le centre pourrait atténuer la pression sur l'infrastructure sanitaire de la Première Nation de Marten Falls pendant la phase d'exploitation du projet, lors de laquelle la communauté pourrait entrer en contact non seulement avec des travailleurs non autochtones, mais aussi avec des membres du public qui accèdent au territoire.

L'AEIC est d'avis que, malgré la mise en œuvre de ces mesures d'atténuation, il subsisterait des effets résiduels découlant de l'augmentation des pressions exercées sur les infrastructures sociales, notamment en raison des influences occidentales liées aux interactions des membres de la communauté avec des personnes non autochtones, lesquelles pourraient perturber la transmission du savoir autochtone et exacerber la demande de services sur la réserve et dans la municipalité de Greenstone pour faire face aux enjeux liés à la consommation de substances et à la violence. Toutefois, l'AEIC reconnaît qu'il est difficile de prévoir les interactions du projet avec les infrastructures sociales, en raison du manque de renseignements sur la disponibilité et la qualité actuelles des infrastructures au sein des communautés autochtones.

Pressions supplémentaires sur les services d'intervention d'urgence

Les services de sécurité publique des communautés autochtones, y compris les services de police, pourraient être soumis à des pressions accrues. La Première Nation de Marten Falls et la Première Nation d'Aroland, comme la plupart des autres communautés dans la ZER, disposent sur place de détachements du service de police de Nishnawbe Aski ou du service de police d'Anishinabek, qui exercent leurs fonctions en collaboration avec la Police provinciale de l'Ontario. Ces détachements sont de petite taille, et toute modification du contexte de sécurité communautaire et du niveau de criminalité – notamment les conflits potentiels entre les travailleurs et les membres de la communauté, ou l'afflux de substances illégales ou interdites sur la réserve – exercerait des pressions supplémentaires sur ces services. De plus, Femmes et Égalité des genres Canada a réalisé une ACS+ afin de comprendre comment les effets du projet pourraient être vécus différemment par divers groupes de population en fonction des conditions sanitaires, sociales et économiques de l'évaluation d'impact, et a avisé l'AEIC qu'un afflux de travailleurs pourrait accroître la violence physique et sexuelle envers les femmes et les filles autochtones, ainsi que le risque de traite de personnes. Les services de police existants dans les réserves devraient gérer l'augmentation potentielle de la violence fondée sur le sexe en collaboration avec le détachement de la Police provinciale de l'Ontario le plus proche et en mesure d'offrir du soutien.

Afin d'assurer la sécurité routière, des services policiers seraient nécessaires pour surveiller l'utilisation de la route et veiller au respect des normes provinciales de sécurité routière. L'AEIC comprend que le ministère des Transports de l'Ontario mettrait en œuvre des patrouilles de surveillance de l'état des routes pendant la phase d'exploitation du projet, notamment en ce qui concerne les activités d'entretien. Le promoteur n'a pas proposé d'autres mesures prévoyant des patrouilles routières; par conséquent, des pressions pourraient être exercées sur les services de police existants de la Première Nation de Marten Falls et de la Première Nation d'Aroland, les détachements les plus proches appelés à intervenir en cas d'incidents sur la route.

En cas d'accident ou de catastrophe naturelle, il n'existe aucun service médical d'urgence ou de lutte contre les incendies dans la réserve de la Première Nation de Marten Falls. Il existe cependant un service de pompiers volontaires dans la Première Nation d'Aroland, et le service paramédical le plus proche serait celui de Nakina, dans la municipalité de Greenstone. Les accidents de la route devraient être rares en raison du nombre limité d'interactions entre véhicules pouvant entraîner des collisions, et les catastrophes naturelles devraient survenir peu fréquemment.

Afin d'appuyer la sécurité publique pendant la phase de construction, le promoteur a l'intention de fournir des programmes de formation aux employés sur la sécurité des femmes et des filles autochtones. De plus, pour assurer le suivi de la sécurité publique pendant la phase d'exploitation, le promoteur s'est engagé à établir un groupe de travail pour la Première Nation de Marten Falls, la Première Nation d'Aroland et d'autres communautés autochtones intéressées afin de discuter des défis en matière de sécurité

routière et de circulation, ainsi que des questions liées à la prévention de la violence et au soutien en cas de crise pour les victimes. Ce groupe de travail pourrait aider à présenter les enjeux au promoteur et aux dirigeants communautaires à mesure qu'ils surviennent à l'échelle locale, ainsi que les solutions connexes.

L'AEIC est d'avis que, grâce à la mise en œuvre des programmes de formation et du groupe de travail proposés, les pressions accrues exercées sur les services d'intervention d'urgence en cas d'accidents de la route ou d'autres incidents routiers seraient peu fréquentes, tout en reconnaissant qu'il est difficile de prévoir le comportement humain en matière de consommation de substances, de traite de personnes et de violence, facteurs susceptibles d'influer sur la nécessité d'une intervention d'urgence et d'avoir des répercussions sur la santé et la sécurité des femmes et des filles autochtones.

Diminution du bien-être communautaire attribuable aux pressions exercées sur l'économie et les pratiques traditionnelles

Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek, la Première Nation d'Aroland, la Première Nation d'Attawapiskat, la Première Nation de Constance Lake, la Première Nation d'Eabametoong, la Première Nation de Fort Albany, la Première Nation Ginoogaming, la Première Nation de Kashechewan, la Première Nation de Long Lake (réserve nº 58), la Première Nation de Marten Falls, la Première Nation de Neskantaga, la Première Nation de Nibinamik et la Première Nation Weenusk ont indiqué que la fréquentation du territoire a une influence positive sur le bien-être communautaire. L'AEIC comprend que le bien-être des communautés pourrait être touché par les pressions exercées sur les pratiques traditionnelles et les activités économiques connexes, y compris la mise en commun des connaissances relatives à ces pratiques. Les pressions pourraient découler des effets négatifs probables sur l'usage courant des terres et des ressources (décrits à la section 4,3.2), ainsi que de l'évitement ou de la réduction de l'utilisation des terres visant à réduire l'exposition aux risques pour la santé associés aux effets négatifs sur l'état de santé (décrits ci-dessus), et des changements apportés au paysage visuel en raison des composantes du projet et de l'utilisation de la route. Si les obstacles à la pratique d'activités culturelles s'accentuent, des enjeux liés à la santé mentale et émotionnelle, la sécurité alimentaire, ainsi que des comportements tels que la consommation de substances qui peuvent exister au sein d'une communauté autochtone, pourraient s'aggraver.

Le promoteur a cerné deux sources d'économie traditionnelle. Il s'agit notamment des sites de récolte commerciale utilisés pour le piégeage et l'utilisation de collets, dont 13 ont été relevés, et d'une initiative de récolte de bleuets de la Première Nation d'Aroland. Les gains économiques provenant des sites de récolte commerciale utilisés pour le piégeage et l'utilisation de collets ont diminué considérablement au fil des ans en raison du faible prix des fourrures par rapport au coût d'accès à ces sites. On ne sait pas si des activités commerciales de piégeage se poursuivent à proximité du projet, sur les territoires de

piégeage chevauchés par celui-ci. Reconnaissant l'absence de renseignements propres aux trappeurs, le promoteur a déclaré qu'il était nécessaire de poursuivre la mobilisation des propriétaires de territoires de piégeage et le suivi pour comprendre les effets à long terme sur les activités commerciales. De plus, la Première Nation d'Aroland met en œuvre l'initiative Aroland Youth Blueberry, qui offre à la communauté une occasion d'assurer la continuité culturelle avec les jeunes ainsi que des retombées économiques grâce à la vente des bleuets sauvages récoltés. Les sites de récolte de bleuets sauvages pourraient être touchés par des perturbations ou une surexploitation de la part de personnes qui ne font pas partie de la communauté.

En dehors de l'économie traditionnelle, les communautés autochtones du Grand Nord s'appuient sur des pratiques traditionnelles pour soutenir la sécurité alimentaire. SAC a indiqué que les populations des réserves en Ontario connaissent des taux d'insécurité alimentaire disproportionnellement plus élevés que le reste des ménages ontariens. L'éloignement des communautés signifie que le coût de la nourriture est plus élevé que dans le sud de l'Ontario. Par conséquent, la chasse, le piégeage, la pêche et la cueillette sont des pratiques importantes qui permettent d'accéder à des aliments de qualité à moindre coût et soutiennent également un régime alimentaire traditionnel. Ces activités soutiennent également la continuité culturelle grâce à la possibilité de transmettre les connaissances et les langues. La Première Nation d'Aroland, la Première Nation Ginoogaming et la Première Nation de Marten Falls ont exprimé des préoccupations au sujet de la sécurité alimentaire en raison des pressions accrues exercées par les pêcheurs à la ligne, les chasseurs et les personnes qui pratiquent la cueillette dans les secteurs de leurs pratiques traditionnelles. L'AEIC comprend que des pressions extérieures peuvent provenir de personnes non autochtones et autochtones, qui auront un meilleur accès à la région.

Le bien-être communautaire pourrait également être affecté par des modifications du paysage visuel. Le promoteur a indiqué que les panoramas d'eaux libres aux ouvrages de franchissement de la rivière Ogoki et de la rivière Albany pourraient avoir des effets visuels sur la jouissance du territoire, car la route serait visible à environ 250 à 400 mètres à partir d'un côté ou de l'autre de l'eau. L'Agence de la santé publique du Canada a fait savoir à l'AEIC que ce type de changement peut entraîner un sentiment de deuil écologique, ce qui a une incidence négative sur le bien-être mental.

L'AEIC est d'avis que, grâce à la mise en œuvre des mesures d'atténuation indiquées à la section 4.2.2, et compte tenu du fait que le projet pourrait faciliter l'accès pour les membres des communautés autochtones, augmentant ainsi les possibilités d'interaction avec le territoire, le bien-être que la communauté tire de ses pratiques traditionnelles sur le territoire serait altéré au minimum. Cependant, l'AEIC reconnaît qu'il est difficile de prédire l'intérêt du public et de nouveaux membres des communautés autochtones quant à l'accès au territoire une fois la route construite.

4.3.3.2 Effets résiduels

Sur la base de l'évaluation qui précède, l'AEIC est d'avis que le projet entraînerait vraisemblablement des effets résiduels, notamment des changements peu importants à l'état de santé, de même que des effets sur les infrastructures et la continuité culturelle découlant de l'afflux de travailleurs, de la facilité accrue d'accès au territoire et des perturbations de la capacité de transmettre le savoir autochtone, qui sont susceptibles d'être importants.

Compte tenu des mesures d'atténuation décrites ci-dessus, les effets résiduels pourraient atteindre une ampleur et une portée géographique modérées, en particulier en ce qui concerne les effets sociaux, puisque le projet exercerait des pressions sur les infrastructures existantes des communautés autochtones (p. ex., services policiers, services liés à la consommation de substances et aux victimes) et sur la continuité culturelle, en raison de l'exposition à de nouveaux facteurs de stress et à de nouvelles pressions. Le moment, la fréquence, la durée et la réversibilité seraient élevés, puisque le besoin de services sociaux de qualité, culturellement adaptés et accessibles aux personnes autochtones pourrait survenir en tout temps et de façon continue, et que les pressions exercées sur ces services persisteraient pendant une période indéterminée. Ensemble, ces effets pourraient avoir des répercussions à long terme sur le bien-être communautaire, notamment en raison de l'exposition accrue à des influences occidentales. La Première Nation de Marten Falls a démontré sa résilience et sa volonté de composer avec ces facteurs de stress afin de tirer parti des effets positifs du projet. Cependant, comme la route sera reliée au réseau routier existant, des pressions pourraient être exercées sur des infrastructures et des services utilisés par d'autres communautés autochtones, que ces infrastructures et services soient situés dans les réserves ou dans la municipalité de Greenstone. Par ailleurs, un degré élevé d'incertitude subsiste quant à l'efficacité des mesures d'atténuation socioéconomiques, étant donné la difficulté de prévoir les comportements humains et les besoins qui en découlent.

L'AEIC conclut que les effets résiduels négatifs du projet sur les conditions sanitaires, sociales et économiques des peuples autochtones sont susceptibles d'être importants dans une mesure modérée, principalement à cause des effets sociaux probables.

4.3.3.3 Effets cumulatifs

Les effets résiduels du projet sur les conditions sanitaires, sociales et économiques des peuples autochtones, combinés à ceux d'autres projets routiers proposés et aux activités minières prévues dans la région du Cercle de feu — notamment les projets proposés de la route d'approvisionnement Webequie, de la route de raccordement du Nord, d'amélioration des chemins Anaconda et Painter Lake et d'infrastructure large bande Rapid Lynx, ainsi que l'exploration minérale suivie de l'exploitation minière au site proposé d'Eagle's Nest — sont susceptibles d'entraîner des effets cumulatifs. Si ces

autres projets routiers et activités minières entraient en exploitation, leurs effets cumulatifs sur les conditions sanitaires, sociales et économiques des peuples autochtones seraient amplifiés au-delà de ZEL du projet et toucheraient les communautés autochtones situées tant dans la ZEL que dans la ZER.

Pris ensemble, ces projets proposés entraîneraient une augmentation de la circulation routière, ce qui accroîtrait les risques pour la sécurité des membres des communautés autochtones. Un afflux de travailleurs non autochtones exercerait également des pressions sur les infrastructures sociales (p. ex., services policiers, services de traitement de la consommation de substances et services aux victimes), introduirait des influences occidentales et offrirait un accès accru à l'alcool et aux drogues, ce qui pourrait entrer en conflit avec les modes de vie autochtones et pourrait présenter des risques supplémentaires en matière de sécurité pour les femmes et les filles autochtones. De plus, le bruit et d'autres changements sensoriels attribuables à la construction et à l'exploitation des projets proposés nuiraient aux pratiques traditionnelles exercées sur le territoire et à la continuité culturelle.

L'AEIC souligne que le promoteur a proposé des mesures visant à limiter les interactions entre les travailleurs non autochtones et les infrastructures sociales des communautés autochtones avoisinantes, ainsi que des mesures destinées à favoriser des interactions sociales positives. L'AEIC ne recommande pas de mesures d'atténuation ni de programmes de suivi supplémentaires liés aux effets cumulatifs.

Compte tenu des mesures d'atténuation recommandées à la section 4.3.3.4 ci-dessous, les effets cumulatifs probables du projet sur les conditions sanitaires, sociales et économiques des peuples autochtones seraient d'ampleur modérée, puisque des infrastructures sociales déjà mises à rude épreuve subiraient des pressions supplémentaires du fait du projet, en combinaison avec d'autres projets prévisibles.

La portée géographique, le moment, la fréquence, la durée et la réversibilité seraient élevés, puisque le besoin de services de qualité, culturellement adaptés et accessibles aux peuples autochtones est constant, que les pressions exercées sur ces services persisteraient pendant une période indéterminée et qu'elles s'étendraient également à la ZER, soit la municipalité de Greenstone, et seraient irréversibles. L'AEIC comprend que les changements anticipés découlant du projet, combinés à ceux de projets à venir, entraîneraient des interactions importantes avec les infrastructures sociales des communautés autochtones. Le degré d'incertitude est élevé en raison des renseignements incomplets disponibles sur les conditions sanitaires, sociales et économiques des communautés autochtones.

L'AEIC souligne que les effets négatifs à long terme pourraient être gérés dans un contexte régional, notamment en tirant parti des programmes gouvernementaux, en collaboration avec les communautés autochtones touchées et le gouvernement de l'Ontario. L'AEIC souligne qu'il existe de la variabilité, ainsi qu'une certaine incertitude,

quant à la résilience et à la volonté des communautés autochtones de l'ensemble du Grand Nord de l'Ontario de composer avec les facteurs de stress additionnels imposés à leurs communautés, de même que de tirer parti des possibilités socioéconomiques découlant du projet, dans le contexte des autres projets raisonnablement prévisibles. Le projet contribuerait à ces effets cumulatifs de nature sociale en facilitant ou en amplifiant les effets découlant d'autres projets raisonnablement prévisibles.

L'AEIC conclut que les effets cumulatifs sur les conditions sanitaires, sociales et économiques des peuples autochtones seraient vraisemblablement importants dans une mesure modérée tout au plus, principalement en raison de la pression exercée sur les infrastructures sociales, puisque le projet, combiné à d'autres projets raisonnablement prévisibles, faciliterait l'accès aux communautés autochtones éloignées et les moyens d'influence dont elles disposent, ce qui se traduirait par des changements sociaux incertains, mais probablement fondamentaux pour les peuples autochtones de la région.

4.3.3.4 Mesures d'atténuation recommandées par l'AEIC relativement aux conditions sanitaires, sociales et économiques des peuples autochtones

Mesures d'atténuation recommandées qui pourraient être incluses à titre de conditions dans la déclaration de décision relative à l'évaluation d'impact :
Mettre en œuvre, le cas échéant et dans les quatre mois suivant le début des travaux de construction, les mesures d'atténuation suivantes visant à promouvoir une conduite sécuritaire, respectueuse et inclusive en milieu de travail et au sein de la communauté : • mettre en œuvre une politique en milieu de travail visant à prévenir le harcèlement, l'intimidation, la discrimination et la violence, qui intègre des politiques et des processus adaptés au genre, propres à chaque genre et culturellement appropriés, y compris des services de consultation en matière de harcèlement et d'agression sexuelles, ainsi que des soins confidentiels et culturellement adaptés; • mettre en œuvre une politique en milieu de travail sur l'utilisation et la possession de drogues et d'alcool, laquelle interdit l'utilisation de ces substances ou le fait d'être sous leur influence; • établir un code de conduite des travailleurs qui précise les attentes et les exigences liées aux mesures mises en place pour promouvoir une conduite sécuritaire, respectueuse et inclusive en milieu de travail et au sein de la communauté, en intégrant les politiques susmentionnées.
Mettre en œuvre, au minimum, les mesures d'atténuation suivantes, le cas échéant, afin de contrôler les émissions de poussières fugitives associées au projet et d'atténuer les effets négatifs sur la santé des peuples autochtones :

• utiliser de l'eau ou une solution de rechange acceptable sur le plan environnemental pour stabiliser la surface des routes et des zones du projet qui peuvent générer de la poussière; • couvrir ou confiner les matériaux susceptibles de devenir une source de poussières fugitives lorsqu'ils sont entreposés en piles, déplacés par convoyeur ou transportés à l'intérieur et à l'extérieur de l'empreinte du projet.
Établir des limites de vitesse sur les routes du projet.
Mettre en œuvre les mesures d'atténuation suivantes, le cas échéant, afin de contrôler les émissions de particules fugitives provenant de l'équipement mobile et des véhicules exploités dans l'empreinte du projet et d'atténuer les effets négatifs sur la santé des peuples autochtones : • établir et appliquer une politique interdisant la marche au ralenti inutile, sauf lorsque cela est nécessaire pour des raisons de santé, de sécurité ou d'exploitation; • veiller à l'inspection, à la maintenance et à l'entretien réguliers des moteurs et des systèmes d'échappement de l'ensemble de l'équipement mobile et des véhicules.
Élaborer et offrir une formation obligatoire de sensibilisation interculturelle à l'intention de l'ensemble des employés et des entrepreneurs participant au projet.
Se reporter aux mesures liées aux perturbations sensorielles (qualité de l'air et bruit) énoncées dans la section 4.3.1 et aux mesures liées à la surveillance de la qualité de l'eau énoncées dans la section 2.1 du présent Rapport d'EI.
Établir un groupe de travail dont les travaux porteraient sur des sujets liés au bien-être et à la sécurité des communautés, notamment la surveillance, pendant la construction et l'exploitation, avec la Première Nation de Marten Falls, la Première Nation d'Aroland et d'autres communautés autochtones intéressées.

4.3.4 Effets positifs sur les peuples autochtones

Le projet aurait des effets positifs sur les peuples autochtones, notamment par la création d'emplois, l'accès à la formation, l'augmentation des occasions d'affaires, la hausse de la population dans les réserves et la capacité de s'autogouverner, au moins pour la communauté de la Première Nation de Marten Falls.

Le promoteur a l'intention d'embaucher, dans la mesure du possible, des personnes autochtones pour les phases de construction et d'exploitation du projet. Les personnes embauchées habiteraient très probablement dans la Première Nation de Marten Falls et possiblement dans d'autres communautés autochtones à proximité du projet, dont la Première Nation d'Aroland.

Le promoteur est conscient que les compétences des membres des communautés autochtones pourraient ne pas correspondre aux types d'emplois qui seraient offerts pendant les phases de construction et d'exploitation. Afin de mieux tirer parti de la main-d'œuvre autochtone locale, le promoteur élaborerait un plan de formation local comprenant une évaluation des compétences. De plus, le promoteur fournirait des renseignements sur les emplois requis pendant les phases de construction et d'exploitation afin de permettre aux membres des communautés autochtones de connaître les compétences nécessaires. Ces deux initiatives permettraient de mieux comprendre la main-d'œuvre disponible localement et aideraient les personnes souhaitant obtenir un emploi dans le cadre du projet à déterminer la formation dont elles auraient besoin pour y accéder. Enfin, le promoteur propose de collaborer avec des organisations pour offrir des formations adaptées aux lacunes relevées dans le cadre du plan de formation local et aux emplois offerts par le projet. Ces mesures favoriseraient la préparation à l'emploi des membres des communautés autochtones.

Le promoteur a également indiqué que la création d'emplois, l'augmentation des activités économiques et l'accès en toutes saisons au réseau routier public pourraient avoir un effet positif sur les revenus locaux, stimuler les économies autochtones locales, accroître l'accès aux soins de santé et aux services d'éducation, et réduire le coût des biens et des services dans les réserves, ce qui pourrait se traduire par de meilleurs prix pour les produits de première nécessité, comme les aliments et le carburant, ainsi que de meilleurs infrastructures et services communautaires, comme la santé, l'éducation et le bien-être. Tous ces éléments créeraient des conditions plus favorables au retour de membres de la communauté dans la réserve et réduiraient la pression à quitter la réserve pour poursuivre des études ou saisir des occasions économiques. Le retour de membres des familles pourrait aider à renforcer les liens communautaires au sein de la Première Nation de Marten Falls.

De plus, l'AEIC comprend que la Première Nation de Marten Falls, en tant que promoteur, est d'avis que le projet aurait d'importants effets positifs sur sa communauté en raison d'un accès plus sécuritaire et plus fiable à la réserve et que le projet contribuerait à la capacité de la Nation de s'autogouverner. Comme le projet est dirigé par la communauté, il contribuerait à la capacité de la Première Nation de Marten Falls d'exercer ses droits de déterminer et d'élaborer ses priorités et ses stratégies relativement à l'aménagement et à l'utilisation de son territoire conformément aux pouvoirs décisionnels, aux lois et aux coutumes de la Première Nation.

L'AEIC est d'avis que le projet aurait probablement des effets positifs sur les possibilités économiques et d'emploi des peuples autochtones, à condition que le promoteur mette efficacement en œuvre les mesures d'amélioration présentées ci-dessus et que les membres des communautés s'y montrent réceptifs et parviennent à en tirer parti. Le projet pourrait également améliorer l'infrastructure de la Première Nation de Marten Falls grâce au raccordement au réseau routier praticable en toutes saisons, ce qui pourrait faciliter

l'accès à des biens et services moins coûteux. Enfin, le projet pourrait également renforcer la cohésion communautaire par un effet positif sur la taille de la population de la réserve de la Première Nation de Marten Falls et, dans une moindre mesure, des communautés autochtones à proximité. L'AEIC note que ces effets positifs sont incertains, car la probabilité des possibilités économiques et d'emploi, ainsi que des avantages socioéconomiques subséquents pour les communautés, dépendrait d'influences externes du marché.

4.4 Répercussions sur les droits des Autochtones

La LEI exige que les répercussions potentielles sur l'exercice des droits des peuples autochtones visés à l'article 35 soient prises en compte dans le cadre d'une évaluation d'impact fédérale d'un projet désigné. Les effets négatifs de compétence fédérale sur les peuples autochtones décrits à la section 4.3 du présent Rapport d'EI éclairent l'évaluation des répercussions sur l'exercice des droits visés à l'article 35.

La présente section résume les répercussions potentielles du projet sur l'exercice des droits visés à l'article 35. Le présent Rapport d'EI contient également l'annexe D présentant les préoccupations communiquées par les communautés autochtones à l'AEIC tout au long de l'évaluation d'impact et les réponses de l'AEIC.

4.4.1 Méthodologie

Le gouvernement fédéral a l'obligation légale de consulter les peuples autochtones et, au besoin, d'accommoder les communautés lorsque la Couronne envisage de prendre une décision susceptible d'avoir un effet préjudiciable sur l'exercice de leurs droits ancestraux ou issus de traités qui sont reconnus et affirmés à l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*. Dans le cadre de l'évaluation des répercussions sur l'exercice des droits, l'AEIC a examiné les répercussions qu'auraient les changements environnementaux négatifs non négligeables influant sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles par les peuples autochtones (section 4.3.1), sur les sites d'importance et le patrimoine naturel et culturel (section 4.3.2), ainsi que les changements négatifs non négligeables des conditions sanitaires, sociales et économiques des peuples autochtones (section 4.3.3) sur l'exercice des droits visés à l'article 35 de chaque communauté. La méthodologie de l'AEIC pour évaluer les répercussions sur l'exercice des droits visés à l'article 35 consistait à répertorier les droits existants et à cerner les valeurs clés qui appuient l'exercice des droits, ainsi qu'à comprendre les voies par lesquelles les activités liées au projet entraînent des changements de l'environnement qui peuvent se traduire par des changements de l'exercice des droits (« voies de répercussions »). Dans son évaluation, l'AEIC a tenu compte du potentiel de toute activité raisonnablement prévisible d'avoir des effets cumulatifs sur les conditions susceptibles de limiter l'exercice réel des

droits des communautés autochtones visés à l'article 35. L'AEIC a utilisé la ZER du caribou établie par le promoteur (voir la figure 7) comme limite spatiale pour les effets sur le droit de chasser et de piéger ainsi que sur le droit au maintien du mode de vie, et a utilisé la ZER des poissons et de leur habitat (voir la figure 2 [section 2.1]) comme limite spatiale pour les effets sur le droit de pêcher et le droit à l'eau. Ces limites correspondent à la limite la plus éloignée où les effets résiduels probables du projet interagiraient avec les effets susceptibles de découler d'activités raisonnablement prévisibles (les projets proposés de la route d'approvisionnement Webequie, de la route de raccordement du Nord, d'amélioration des chemins Anaconda et Painter Lake et d'infrastructure large bande Rapid Lynx, ainsi que l'exploration minérale suivie de l'exploitation minière au site proposé d'Eagle's Nest).

L'AEIC a demandé des renseignements, notamment tirés du savoir autochtone, à toutes les communautés autochtones potentiellement touchées concernant la nature et l'étendue de leurs droits visés à l'article 35 ainsi que la façon dont le projet pourrait influer sur l'exercice de leurs droits. Aux fins de l'évaluation des répercussions sur l'exercice des droits visés à l'article 35, l'AEIC s'est appuyée sur l'information fournie par les communautés autochtones sur les effets potentiels du projet sur ces droits, ainsi que sur d'autres renseignements disponibles, y compris ceux figurant dans l'étude d'impact du promoteur. L'AEIC a tenu compte de la probabilité, de l'étendue géographique, de la fréquence, de la durée et de la réversibilité des répercussions, ainsi que de la façon dont des facteurs contextuels, notamment la santé et le bien-être des communautés, pourraient influer sur les répercussions sur les droits. Elle a également tenu compte des mesures d'atténuation proposées visant à éviter ou à réduire ces répercussions. L'AEIC a également pris en considération la façon dont les activités passées et actuelles ont influé sur les conditions qui favorisent l'exercice significatif des droits, ainsi que les effets cumulatifs découlant de projets de développement raisonnablement prévisibles.

Les voies de répercussions sont organisées en trois catégories : les effets sur les ressources, l'accès et l'expérience. Les effets sur les ressources se rapportent au droit des communautés autochtones d'avoir accès à des ressources suffisantes (quantité et qualité) dans des zones d'importance culturelle, ainsi qu'à leur droit d'entretenir un lien avec ces ressources d'une manière qui favorise la continuité culturelle et le transfert intergénérationnel des pratiques culturelles et du savoir. Les effets sur l'accès se rapportent au droit des communautés autochtones d'accéder aux zones importantes de leur territoire traditionnel sans difficulté ni risques pour la santé et la sécurité, d'utiliser leurs modes de déplacement privilégiés et de fréquenter ces lieux aux moments jugés préférables. Les effets sur l'expérience se rapportent au droit des communautés autochtones de passer du temps sur le territoire dans le calme et la tranquillité, en sécurité physique et mentale, et à l'abri de perturbations sensorielles.

Le tableau 4 fournit la définition de chaque critère d'évaluation utilisé pour déterminer la gravité des répercussions sur les droits visés à l'article 35.

4.4.2 Droits existants visés par l'article 35

Le projet est situé dans le nord de l'Ontario, dans la zone du Traité nº 9 (1905-1906) (également connu sous le nom de Traité de la baie James). Avec la zone acquise par les adhésions en 1929-1930, le Traité nº 9 couvre près des deux tiers de ce qui est actuellement la province de l'Ontario et définit le droit de chasser, de pêcher et de piéger sur l'ensemble de ce territoire. Les droits ancestraux revendiqués par les communautés autochtones potentiellement touchées comprennent le droit au maintien du mode de vie, notamment la capacité de pratiquer la culture et de la transmettre aux générations futures. L'AEIC a évalué les répercussions potentielles du projet sur les droits de récolte, qui incluent les droits issus de traités de chasser, de pêcher et de piéger, ainsi que les répercussions potentielles sur les droits ancestraux au maintien du mode de vie. Dans la présente section, ces droits ont été regroupés et évalués de la façon suivante : droits de chasse et de piégeage, droits de pêche et d'accès à l'eau, et droit au maintien du mode de vie. Dans la présente section, ces droits ont été regroupés et évalués de la façon suivante : droits de chasse et de piégeage, droits relatifs à la pêche et à l'eau, et droit au maintien du mode de vie.

Le projet est également situé entièrement dans le territoire traditionnel de Matawa, qui est partagé par neuf communautés autochtones : la Première Nation d'Aroland, la Première Nation de Constance Lake, la Première Nation d'Eabametoong, la Première Nation Ginoogaming, la Première Nation de Long Lake (réserve nº 58), la Première Nation de Marten Falls, la Première Nation de Neskantaga, la Première Nation de Nibinamik et la Première Nation de Webequie.

La ZPC du projet est située sur les terres traditionnelles de la Première Nation de Marten Falls. La ZPC chevauche également les terres traditionnelles des Premières Nations d'Aroland, d'Eabametoong et Ginoogaming.

La Nation métisse de l'Ontario détient des droits visés à l'article 35, y compris le droit de chasser, de piéger, de pêcher et de cueillir des matières qui sont importantes pour la culture métisse. Ce droit comprend la capacité de pratiquer sa culture et de la partager avec les générations futures. Le projet est situé à l'extérieur des zones de récolte de Nipigon et de la baie James de la Nation métisse de l'Ontario. L'AEIC comprend que la Nation métisse de l'Ontario ne revendique pas de droits visés à l'article 35 dans la zone où des effets du projet sont prévus et que ses intérêts à l'égard du projet portent sur l'archéologie, l'histoire des Métis et la culture.

4.4.3 Droits de récolte

L'évaluation des répercussions sur les droits de récolte a pris en compte les effets négatifs résiduels du projet sur la disponibilité et la qualité des ressources ainsi que sur la capacité d'y accéder. Elle a également tenu compte des facteurs contextuels, y compris

les répercussions préexistantes et les conditions socioéconomiques actuelles qui orientent l'exercice de chaque droit. Le tableau 4 fournit la définition de chaque critère d'évaluation utilisé pour déterminer la gravité des répercussions.

4.4.3.1 Droits de chasse et de piégeage

Un court résumé des interactions et des voies de répercussions potentielles sur les droits de chasse et de piégeage est présenté ci-dessous. Pour un aperçu plus exhaustif des effets prévus du projet sur les oiseaux migrateurs, l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles par les peuples autochtones, le patrimoine naturel et culturel, ainsi que les conditions sanitaires, sociales et économiques, voir respectivement les sections 2.2, 4.3.1, 4.3.2 et 4.3.3.

Contexte dans lequel surviendraient les répercussions sur les droits de chasse et de piégeage

Toutes les communautés autochtones potentiellement touchées ont décrit l'importance de l'exercice des droits de chasse et de piégeage pour la subsistance et la sécurité alimentaire, ainsi que comme pierre angulaire de leur culture et de leur identité. La Première Nation d'Aroland a expliqué en quoi la récolte et la consommation d'aliments prélevés dans la nature, en particulier l'orignal, contribuent fortement au bien-être des membres de la communauté.

La Première Nation de Fort Albany a souligné l'importance des cours d'eau, en particulier de la rivière Albany, qui sont essentiels pour accéder aux zones de récolte et aux zones culturelles, pour se rendre dans d'autres communautés (notamment la Première Nation de Marten Falls) et pour maintenir des relations intergénérationnelles avec le territoire.

Toutes les communautés autochtones ont indiqué que le caribou est une espèce d'une grande importance culturelle et ont souligné l'importance persistante d'autres espèces sauvages, notamment l'orignal et la sauvagine.

La plupart des communautés autochtones ont indiqué que l'orignal constitue un élément clé de leur alimentation traditionnelle, le caribou étant chassé moins fréquemment; toutefois, Kitchenuhmaykoosib Inninuwug et la Première Nation Weenusk ont indiqué qu'elles continuent de compter sur le caribou pour leur subsistance. La Première Nation de Long Lake (réserve nº 58) et la Première Nation de Marten Falls ont toutes deux indiqué que le recours à l'orignal s'explique par la disponibilité réduite du caribou, et que celui-ci demeure d'une grande importance culturelle.

Toutes les communautés autochtones potentiellement concernées ont indiqué qu'elles chassaient les oiseaux migrateurs, notamment les oies, les tétras et les canards. Les Premières Nations d'Attawapiskat, de Fort Albany, Ginoogaming, de Kashechewan, de Marten Falls et Weenusk ont souligné l'importance de la chasse saisonnière à l'oie

comme expression des droits de chasse des communautés et comme une occasion pour les familles de se réunir.

La Première Nation de Marten Falls a indiqué que le piégeage a toujours été au cœur des moyens de subsistance des membres de la communauté. Cependant, pour de nombreuses communautés autochtones susceptibles d'être touchées, le recours à la chasse et au piégeage a diminué par rapport aux générations précédentes. La participation au piégeage a diminué en raison des faibles prix de la fourrure, des coûts élevés (p. ex., équipement, carburant et entretien) et de la baisse de l'abondance des animaux à fourrure. Toutefois, la Première Nation de Webequie a noté que le recours aux aliments prélevés dans la nature était en hausse dans la communauté, en raison du prix élevé des fruits et légumes frais.

Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek et les Premières Nations d'Aroland, d'Attawapiskat, de Fort Albany, Ginoogaming, de Long Lake (réserve nº 58), de Marten Falls et Weenusk ont indiqué que la capacité d'exercer les droits de chasse a déjà été perturbée par les projets de développement existants, notamment l'exploitation forestière et les détournements de cours d'eau, et que d'autres changements dans la région ont réduit la disponibilité et la qualité des espèces sauvages. La Première Nation Nibinamik a indiqué que les activités des hélicoptères associées à l'exploration minérale ont entraîné une diminution de la disponibilité du caribou et de l'orignal dans les lieux de chasse privilégiés, tandis que la Première Nation d'Eabametoong a indiqué que les membres de la communauté évitent maintenant certains pavillons de chasse en raison des activités des hélicoptères à proximité, qui perturbent la paix et la tranquillité des lieux.

La Première Nation de Fort Albany a indiqué que quatre conditions clés lui permettent d'exercer de manière significative ses droits de récolte : accès aux zones de récolte, disponibilité des espèces récoltées, pratiques de récolte fiables, et confiance dans la qualité des espèces sauvages. La communauté a également indiqué que les changements dans l'hydrologie, notamment la formation de la glace ainsi que les tendances liées aux débâcles et aux inondations, rendent plus difficiles les déplacements sur le territoire et l'accès aux zones de récolte. La Première Nation de Fort Albany a souligné que la migration des oies a été perturbée par l'installation d'une ligne de transport à proximité, ce qui a eu un effet négatif sur la chasse saisonnière à l'oie.

Une communauté autochtone a indiqué, de manière confidentielle, que la capacité de chasser le caribou a récemment diminué, car l'accès aux sites de récolte est devenu plus difficile sous l'effet des changements climatiques : les changements dans les cycles de formation et de rupture de la glace ont entraîné une augmentation du temps requis, des risques pour la sécurité et des coûts associés à la réussite de la chasse.

4.4.3.2 Voies de répercussions du projet sur les droits de chasse et de piégeage, à la lumière des consultations auprès des communautés autochtones

Modifications de la disponibilité de la faune et de l'habitat faunique

Selon l'évaluation des effets réalisée par l'AEIC (sections 2.2, 4.3.1 et 4.3.3), le projet entraînerait des changements dans la disponibilité de la faune et dans la capacité des communautés autochtones à chasser et à piéger avec succès. Ces changements découlent du déplacement de la faune causé par les perturbations sensorielles, de la dégradation et de la perte d'habitat, de la mortalité faunique attribuable à l'augmentation de la prédation et de la chasse par des personnes non autochtones, ainsi que des changements dans l'accès aux sites de chasse et de piégeage. L'AEIC ne prévoit pas d'effets négatifs résiduels sur la qualité des espèces sauvages.

Les Premières Nations d'Aroland, d'Attawapiskat, de Constance Lake, de Fort Albany, Ginoogaming, de Kashechewan, Kitchenuhmaykoosib Inninuwug, de Long Lake (réserve nº 58), de Nibinamik, de Webequie, de Marten Falls et Weenusk ont exprimé des préoccupations selon lesquelles les perturbations sensorielles liées au projet (p. ex., bruit, lumières, odeurs et activités humaines) pendant les phases de construction et d'exploitation entraîneraient des modifications des habitudes de déplacement et l'évitement de la ZPC et des zones limitrophes, ce qui déplacerait les espèces sauvages hors de leurs habitats préférés et entraînerait une déconnexion de ces habitats. Les Premières Nations d'Attawapiskat, Ginoogaming, Kitchenuhmaykoosib Inninuwug et Weenusk ont souligné que l'évitement de la route pourrait perturber les habitudes migratoires des caribous. La Première Nation d'Attawapiskat a fait part de ses inquiétudes selon lesquelles les effets cumulatifs associés à la perte d'habitat et aux changements climatiques entraîneraient la perte de carcajous dans certaines régions du territoire de la communauté.

Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek et les Premières Nations Ginoogaming et de Marten Falls se sont dites préoccupées par le fait que la circulation routière augmenterait le risque de collisions entre les espèces sauvages et les véhicules, ce qui causerait de la mortalité et des blessures, en particulier chez les ongulés.

Les Premières Nations de Constance Lake, de Fort Albany, de Long Lake (réserve nº 58), de Marten Falls et de Nibinamik ont indiqué que les répercussions du projet pourraient causer des déséquilibres écologiques susceptibles de perturber les relations prédateur-proie, ce qui réduirait la disponibilité des espèces sauvages privilégiées.

Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek et les Premières Nations d'Attawapiskat, de Constance Lake, d'Eabametoong, de Fort Albany, Ginoogaming, de Kashechewan, de Marten Falls, de Neskantaga et Weenusk ont également soulevé des préoccupations

selon lesquelles le projet augmenterait la pression exercée par la chasse sur la faune pendant les phases de construction et d'exploitation, ce qui réduirait sa disponibilité pour les utilisateurs autochtones du territoire. La Première Nation de Marten Falls était particulièrement préoccupée par la pression de chasse dans le secteur où la route croiserait la rivière Wabassi, un secteur utilisé par les membres de la communauté pour la chasse.

Les Premières Nations d'Attawapiskat et de Neskantaga ont exprimé des préoccupations quant au risque que la construction du projet cause des dommages aux eskers, qui constituent un habitat faunique important et servent de corridors de déplacement pour le caribou et d'autres espèces.

La Première Nation de Marten Falls a également indiqué que l'enlèvement de la végétation, la perturbation du sol et l'utilisation continue de la route pourraient entraîner la mort d'oiseaux et la destruction de leurs nids et de leurs œufs.

Les Premières Nations d'Eabametoong, Ginoogaming, de Kashechewan, de Marten Falls et de Nibinamik ont indiqué qu'une réduction de la capacité de récolter des aliments prélevés dans la nature en raison du projet, que ce soit en raison de la disponibilité réduite des espèces sauvages ou de préoccupations concernant les effets négatifs sur la qualité des animaux (p. ex. déversements, déchets ou rejet de méthylmercure), menacerait la sécurité alimentaire et aurait des répercussions négatives sur la santé des membres des communautés. Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek et les Premières Nations d'Attawapiskat, d'Eabametoong et de Fort Albany ont souligné que l'exercice des droits de récolte dépend d'une disponibilité suffisante d'animaux en bonne santé, et que les préoccupations quant à la qualité des espèces sauvages pourraient amener les chasseurs à perdre confiance et à éviter de récolter des espèces ou de récolter dans les zones perçues comme contaminées.

Les communautés autochtones se sont dites préoccupées par le fait que les effets cumulatifs de projets de développement raisonnablement prévisibles et de ceux qui pourraient suivre à l'avenir seraient susceptibles de réduire la disponibilité des principales espèces sauvages, ce qui nuirait à la capacité d'exercer le droit de chasser. Animbiigoo Zaagi'igan Anishinabek, la Première Nation d'Attawapiskat et Kitchenuhmaykoosib Inninuwug ont souligné que les trois projets routiers proposés et d'autres projets qui pourraient voir le jour seraient susceptibles d'avoir des effets négatifs sur les aires de répartition saisonnières, l'habitat et les aires de mise bas du caribou et d'autres espèces. La Première Nation de Fort Albany s'est dite préoccupée que l'aménagement connexe, notamment la foresterie et l'exploitation minière, contribuerait à la pression cumulative future sur les espèces sauvages. Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek et les Premières Nations d'Eabametoong, Ginoogaming et de Nibinamik ont également exprimé une préoccupation plus générale quant au fait que la disponibilité de la faune diminuerait en raison des collisions avec des véhicules ainsi que de l'augmentation de la fragmentation et de la dégradation de l'habitat causées par ces projets.

La Première Nation de Fort Albany a exprimé des préoccupations particulières quant aux effets cumulatifs, notamment ceux liés aux changements climatiques sur le réseau hydrographique de la rivière Albany, dont la santé est essentielle à l'exercice des droits de la Première Nation.

Perte de sites de chasse et de piégeage privilégiés et modification de l'accès

D'après l'évaluation des effets de l'AEIC (sections 2.2 et 4.3.1), le projet entraînerait la perte irréversible de sites de chasse et de piégeage privilégiés dans la ZPC, ainsi que des modifications de l'accès sécuritaire aux sites de récolte situés dans la ZPC ou accessibles uniquement par celle-ci.

L'utilisation du territoire par les communautés autochtones à l'intérieur de la ZPC et à proximité de celle-ci est concentrée, entre autres, le long des rivières Albany et Ogoki et de leurs affluents, qui sont considérés comme des cours d'eau importants par de nombreuses communautés autochtones susceptibles d'être touchées.

La Première Nation de Marten Falls chasse l'orignal et le caribou à des sites situés dans la ZPC le long de la rivière Albany et du ruisseau Gourlie, ainsi que dans la ZEL le long de ces mêmes cours d'eau, de même qu'au lac Teabeau et le long de la rivière Wabassi. La Première Nation de Marten Falls a également indiqué la présence de sites de chasse et de piégeage, ainsi que d'un habitat clé pour l'orignal le long de la rivière Dusey, qui traverse la ZPC. Toutefois, l'AEIC ne sait pas précisément où ces sites sont situés le long de la rivière Dusey par rapport à la ZPC.

La Première Nation de Marten Falls a fait part de ses préoccupations quant aux effets sur la forêt Ogoki, dont une partie sera chevauchée par la partie sud de la ZPC. La forêt Ogoki a été décrite comme une source de vie essentielle, car elle fournit de l'emploi, de la nourriture, de l'eau, des médicaments ainsi que le fondement physique et spirituel de la culture traditionnelle.

La Première Nation d'Aroland a indiqué que l'accès aux zones privilégiées utilisées pour la chasse et le piégeage le long des rivières Ogoki et Albany, ainsi que le long du corridor routier, pourrait être compromis, de façon temporaire ou permanente, en raison des activités de construction, notamment pendant des périodes importantes de récolte. La Première Nation d'Aroland a également indiqué que l'exposition à la poussière pourrait dissuader les utilisateurs du territoire d'emprunter la route.

La Première Nation d'Eabametoong a souligné que ses membres utilisent de façon intensive le secteur de la rivière Wabassi pour la récolte et les déplacements et qu'ils craignent que le projet ne restreigne l'accès à ce secteur. La communauté a également signalé une utilisation à des fins de subsistance le long des rivières Dusey et Albany, y compris dans la ZPC, même si elle n'a pas précisé la nature de cette utilisation.

Les Premières Nations de Fort Albany et de Kashechewan ont qualifié la rivière Albany de moyen de survie, soulignant son importance pour la récolte dans cette région. La Première Nation de Fort Albany a indiqué que les restrictions à la navigation pourraient limiter l'utilisation des rivières Ogoki et Albany pour la récolte. Elle a également indiqué que les membres de la communauté chassent l'orignal le long de la rivière Ogoki et du cours supérieur de la rivière Albany, mais l'AEIC ne dispose pas d'information sur les emplacements précis. Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek a indiqué que ses membres pratiquent la récolte le long des rivières Albany et Ogoki depuis longtemps et s'inquiètent de l'effet qu'un accès accru du public pourrait avoir sur la capacité de chasser et de piéger.

La Première Nation Ginoogaming a souligné que la communauté a documenté les emplacements et les camps de chasse historiques et actuels le long de la route du projet, bien que les emplacements précis n'ont pas été communiqués à l'AEIC.

La Première Nation d'Attawapiskat s'est dite préoccupée que le projet, combiné aux activités raisonnablement prévisibles, entraîne des changements dans l'hydrologie et la navigabilité des rivières Muketei et Attawapiskat, ce qui aurait des répercussions sur sa capacité de maintenir son utilisation traditionnelle des terres dans ces zones.

La Première Nation de Kashechewan a indiqué que les membres de la communauté éviteraient probablement de récolter dans les zones à proximité des contrôles d'accès, ou là où des pesticides, des herbicides ou des abat-poussières sont appliqués, et qu'ils préfèrent récolter dans des zones non perturbées. Le promoteur indique que les herbicides et les pesticides ne seront pas utilisés pour l'entretien de la végétation et que des composés sans chlorure seront utilisés comme abat-poussière. La Première Nation d'Eabametoong a indiqué qu'il est fort probable que les membres évitent de récolter dans les zones à proximité du projet, que ce soit en raison d'une augmentation de l'activité humaine dans la zone ou de perturbations sensorielles.

Comme il est indiqué à la section 4.3.1, la ZPC chevaucherait de multiples territoires de piégeage appartenant aux communautés et en limiterait l'accès. Les Premières Nations d'Aroland, de Marten Falls et Ginoogaming ont indiqué qu'elles détiennent des territoires de piégeage qui seraient chevauchés par la ZPC. Bien que la proportion de territoires de piégeage qui sont chevauchés par la route soit faible, la Première Nation d'Aroland a indiqué que la capacité des trappeurs à piéger avec succès repose sur leur connaissance approfondie du territoire, y compris de voies d'accès efficaces. Par conséquent, le déplacement des activités de piégeage ailleurs au sein d'un territoire de piégeage, en raison du défrichage ou des activités de construction, pourrait nuire au succès du piégeage. La Première Nation Ginoogaming s'est dite inquiète que les répercussions sur ses Tazhiikaaywinin (zones d'utilisation traditionnelle des terres) et ses terres ancestrales soient ressenties en dehors des zones qui chevauchent la ZPC en raison de changements dans l'abondance et la répartition des espèces sauvages et de changements dans son expérience associée à la terre.

4.4.3.3 Évaluation par l'AEIC des répercussions sur les droits de chasse et de piégeage

Compte tenu de la mise en œuvre des mesures d'atténuation, l'AEIC est d'avis que le projet entraînerait des effets résiduels sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles par les peuples autochtones qui sont susceptibles d'être importants dans une mesure faible, comme le décrit la section 4.3.1, en raison de la diminution de la disponibilité des ressources ou des préoccupations à cet égard, de l'accès sécuritaire et de la qualité de l'expérience. L'AEIC juge que les effets cumulatifs sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles par les peuples autochtones sont susceptibles d'être importants dans une faible mesure en ce qui concerne les activités traditionnelles de récolte, à l'exception de la chasse aux ongulés (en particulier, le caribou). Les effets sur cette chasse sont susceptibles d'être importants dans une mesure modérée, en raison de changements de la disponibilité des ressources qui seraient causés par le projet et d'autres projets raisonnablement prévisibles qui, ensemble, modifieraient les habitudes de déplacement et les aires de répartition. Les modifications de la répartition et des déplacements du caribou pourraient avoir des effets sur la disponibilité de l'espèce aux sites de récolte fiables privilégiés ou connus. Ces effets sur l'usage courant ont une incidence directe sur les droits de chasse et de piégeage des communautés autochtones.

L'AEIC reconnaît l'importance des réseaux hydrographiques des rivières Albany et Ogoki pour les communautés autochtones ainsi que les préoccupations de ces dernières concernant les effets cumulatifs qui touchent ces réseaux. Elle est d'avis que les effets cumulatifs des projets raisonnablement prévisibles à l'intérieur des deux réseaux hydrographiques s'ajouteraient aux effets résiduels du projet proposé, ce qui pourrait modifier la disponibilité de la faune (du caribou, en particulier), l'accès sécuritaire aux sites de récolte et la qualité de l'expérience de récolte. Cependant, elle estime que la capacité de chasser sera maintenue dans les ZER respectives des projets.

L'AEIC comprend que le projet pourrait nuire à la capacité des communautés autochtones d'exercer leurs droits de chasse et de piégeage comme elles le souhaitent. En effet, le projet pourrait réduire l'accès sécuritaire aux zones de chasse et de piégeage au sein de la ZPC, diminuer la disponibilité de la faune, accroître les préoccupations quant à la qualité de la faune et modifier l'expérience des pratiques de chasse et de piégeage. Les modifications de l'expérience qu'ont les peuples autochtones de la terre sont examinées plus en détail à la section 4.4.4 (voir le paragraphe intitulé Modifications du patrimoine culturel matériel et immatériel).

L'AEIC comprend que, pour les Premières Nations d'Aroland, Ginoogaming et de Marten Falls, le projet entraînerait la perte irréversible de portions de zones de chasse et de piégeage privilégiées qui sont chevauchées par le projet. Pour la Première Nation d'Eabametoong, le projet entraînerait une perte irréversible de portions des zones

privilégiées d'utilisation à des fins de subsistance qui sont chevauchées par le projet, bien que la Première Nation n'ait pas précisé à l'AEIC le type d'utilisations. Pour certaines communautés autochtones, notamment Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek et les Premières Nations de Fort Albany, Ginoogaming et de Kashechewan, le projet pourrait entraîner la perte de zones de chasse qui seraient chevauchées par le projet. Toutefois, l'AEIC ne dispose pas d'information sur l'emplacement précis des zones de récolte privilégiées par rapport à la ZPC.

Les changements à la capacité d'accéder en toute sécurité aux zones de chasse ou de piégeage privilégiées seraient temporaires (c.-à-d. pendant la phase de construction), intermittents et réversibles. Toutefois, les changements à la capacité de traverser en toute sécurité les territoires de piégeage où passe la route persisteraient pendant la phase d'exploitation. Le promoteur s'est engagé à atténuer les répercussions sur l'accès sécuritaire aux sites de récolte en aménageant des routes d'accès temporaires ou des détours pendant la phase de construction, en planifiant les activités de construction en dehors des périodes de pointe de récolte et en veillant à ce que la distance de visibilité sur la route soit suffisante pour permettre aux conducteurs de repérer les éléments de l'environnement routier et d'y réagir à temps. En outre, le promoteur prévoit que le débit de circulation sur la route sera faible (en moyenne, 700 véhicules par jour pour le tronçon nord-sud et 100 véhicules par jour pour le tronçon est-ouest), avec un mélange de véhicules personnels et commerciaux.

L'AEIC comprend que l'incertitude entourant la contamination potentielle des aliments prélevés dans la nature qui découlerait de déversements, de fuites ou de changements des conditions hydrologiques pourrait entraîner l'évitement de la chasse et de la consommation de la faune provenant des zones considérées comme touchées. L'AEIC note que la participation de communautés autochtones à un programme de suivi des effets sur les espèces d'importance énumérées dans la section 4.3.1.4 est essentielle pour permettre l'exercice continu des droits de chasse et de piégeage.

Les modifications de la disponibilité du caribou attribuables aux effets résiduels du projet pendant les phases de construction et d'exploitation, notamment la perte et la dégradation de l'habitat, l'évitement de la ZEL du caribou en raison des perturbations sensorielles, et de l'augmentation de la prédation, devraient entraîner le déplacement du caribou hors de la ZEL vers la ZER (définie comme les aires de répartition de Missisa, de Nipigon, d'Ozhiski et de Pagwachuan), et au-delà de la ZER pour le caribou migrateur de l'Est, ce qui entraînerait une diminution de la connectivité de l'habitat et une modification des habitudes de déplacement et de migration.

L'AEIC est d'avis qu'une baisse de la disponibilité du caribou attribuable au projet dans la ZEL, ainsi que des modifications des habitudes de déplacement et de migration à l'échelle de la ZER, pourrait réduire le succès de récolte. L'AEIC reconnaît que, compte tenu du coût élevé du carburant dans les communautés éloignées, le succès de récolte est un facteur important de la probabilité que les utilisateurs des terres s'engagent dans des

activités axées sur la terre. Ensemble, ces répercussions pourraient nuire à l'exercice des droits de chasse. L'AEIC reconnaît l'importance de faire participer les peuples autochtones aux programmes de surveillance de la faune et de diffuser les résultats de la surveillance en temps opportun.

Les modifications de la disponibilité de l'orignal, des animaux à fourrure et du gibier à plumes attribuables à la perte d'habitat, à la modification des habitudes de déplacement et à l'augmentation de la mortalité faunique se limiteraient aux zones adjacentes à la ZPC. Le promoteur a proposé de multiples mesures d'atténuation pour contrer les effets sur la disponibilité de la faune causés par l'augmentation de la pression de chasse et de la prédation, y compris l'interdiction de la chasse et de la récolte aux travailleurs de la construction et de l'entretien ainsi qu'aux visiteurs du site (voir les détails supplémentaires à la section 4.3.1).

L'AEIC est d'avis que le projet entraînerait des diminutions localisées de l'abondance d'autres espèces sauvages, notamment l'orignal, la sauvagine et les animaux à fourrure, ainsi que des changements dans l'expérience des activités de chasse et de piégeage, ce qui pourrait entraîner le déplacement des activités de récolte des peuples autochtones hors de la ZPC vers les ZEL ou les ZER respectives (décrites à la section 4.3.1).

Comme il est décrit à la section 4.3.1, l'AEIC est d'avis que, pour toutes les populations d'espèces sauvages, l'habitat restera disponible à l'échelle régionale et les populations persisteront dans les ZER du caribou et des autres espèces sauvages.

L'AEIC est d'avis que, combiné aux activités concrètes raisonnablement prévisibles, le projet entraînerait probablement une diminution de la disponibilité du caribou dans les ZEL respectives des projets, ainsi qu'une modification des habitudes de déplacement et des aires de répartition dans la ZER. Ces changements, qui s'ajoutent à ceux abordés plus haut, pourraient réduire davantage le succès de la récolte dans la ZER, diminuant ainsi la capacité à exercer les droits de chasse. Pour les communautés autochtones qui ont réduit leur récolte de caribous ou qui ont cessé d'en récolter en raison de la baisse de sa disponibilité, les effets cumulatifs sur le caribou pourraient compliquer les efforts visant à en assurer la disponibilité pour les générations futures.

L'AEIC reconnaît que la gravité des répercussions du projet sur les droits de chasse et de piégeage varierait selon la communauté autochtone. Le tableau 4 fournit la définition des critères d'évaluation utilisés pour déterminer le niveau de répercussion pour chaque critère de cotation, et les tableaux 5 et 6 fournissent les conclusions préliminaires de l'AEIC concernant la gravité des répercussions pour chaque critère. L'AEIC est d'avis que les mesures d'atténuation et de surveillance cernées aux sections 2.2.4 et 4.3.1.4 peuvent appuyer la capacité continue des communautés autochtones à exercer leurs droits de chasse et de piégeage, par l'intermédiaire des invitations aux membres de ces communautés à participer aux activités de surveillance environnementale liées au projet

et de la diffusion rapide des résultats de la surveillance, de la réduction au minimum des perturbations sensorielles et de la limitation de la perte d'habitats sensibles.

4.4.3.4 Droits relatifs à la pêche et à l'eau

Un court résumé des potentielles voies d'effets du projet sur les conditions physiques et biologiques qui soutiennent le droit de récolter le poisson et d'utiliser les ressources en eau est présenté ci-dessous. Des renseignements supplémentaires sur les effets prévus du projet sur les poissons et l'eau se trouvent dans les sections sur les poissons et leur habitat, sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles par les peuples autochtones, ainsi que sur les conditions sanitaires, sociales et économiques (Sections 2.1, 4.3.1 et 4.3.3, respectivement).

Contexte dans lequel surviendraient les répercussions sur les droits de pêche

Toutes les communautés autochtones susceptibles d'être touchées ont décrit l'importance de la pêche, soulignant qu'il s'agit d'un élément clé d'un régime alimentaire traditionnel favorisant la santé et le bien-être. La Première Nation d'Aroland, la Première Nation de Neskantaga, la Première Nation de Constance Lake, la Première Nation d'Eabametoong, Kitchenuhmaykoosib Inninuwug, la Première Nation Ginoogaming et la Première Nation de Nibinamik ont expliqué que la pêche fait partie intégrante des pratiques culturelles et du mode de vie des communautés. Elles ont souligné que le partage d'aliments prélevés dans la nature renforce les liens communautaires.

La Première Nation d'Aroland, la Première Nation d'Attawapiskat, la Première Nation de Constance Lake, la Première Nation de Fort Albany, la Première Nation Ginoogaming, la Première Nation de Marten Falls, la Première Nation de Kashechewan, Kitchenuhmaykoosib Inninuwug et la Première Nation Weenusk ont fait remarquer que l'accès à de l'eau propre est essentiel pour la récolte et les activités spirituelles et rituelles, en plus de favoriser le bien-être des membres de la communauté. Un aîné de la Première Nation Ginoogaming a décrit l'eau comme le « donneur de vie », dont dépendent toutes les autres ressources. La Première Nation de Long Lake (réserve nº 58) et la Première Nation de Kashechewan ont toutes deux indiqué que les membres de la communauté dépendent de l'eau des rivières pour leur consommation lorsqu'ils parcourent le territoire.

De nombreuses communautés autochtones ont décrit l'incidence des changements survenus au cours des dernières décennies sur leur capacité à exercer leurs droits de pêche sur leur territoire.

La Première Nation d'Aroland, la Première Nation de Constance Lake et la Première Nation de Kashechewan ont décrit de quelle manière le développement industriel sur leur territoire (dont la foresterie et l'extraction minière) a détérioré la qualité de l'eau de même

que l'habitat et la santé des poissons, entraînant un déclin des populations de poissons. La Première Nation Ginoogaming, la Première Nation de Long Lake (réserve nº 58), Kitchenuhmaykoosib Inninuwug et la Première Nation de Webequie ont fait remarquer que les seuils de contaminants des lignes directrices pour la consommation humaine sont dépassés chez certaines espèces de poissons sur leur territoire, et la Première Nation Weenusk s'est dite préoccupée par l'augmentation des concentrations de mercure chez le doré jaune et le brochet, qui pourrait avoir une incidence sur la santé des membres de la communauté.

La Première Nation d'Eabametoong a indiqué que les ouvrages de dérivation d'eau sur les rivières Albany et Ogoki ont nui à la capacité des membres de la communauté à y naviguer et à y pêcher. La Première Nation de Long Lake réserve nº 58), la Première Nation de Fort Albany et la Première Nation de Kashechewan ont également indiqué que les barrages ont nui à l'écologie aquatique et à la navigation fluviale sur leur territoire. La Première Nation de Neskantaga a fait remarquer que, malgré ces changements, la route est située dans des bassins versants relativement intacts qui abritent des populations de poissons relativement non perturbées, lesquelles constituent d'importantes ressources culturelles et économiques.

4.4.3.5 Voies de répercussions du projet sur les droits relatifs à la pêche et à l'eau à la lumière des consultations auprès des communautés autochtones

Modifications de la disponibilité et de la qualité des poissons, de leur habitat et de l'eau

D'après l'évaluation des effets par l'AEIC (sections 2.1, 4.3.1 et 4.3.3) et en tenant compte de la mise en œuvre des mesures d'atténuation, l'AEIC prévoit que le projet causerait localement la mort de poissons et des dommages à ceux-ci, en raison de la réalisation de travaux dans l'eau et de l'augmentation de la pêche récréative. Le projet causerait aussi la dégradation et la perte d'habitat des poissons, ce qui aurait une incidence sur la disponibilité des poissons pour les pêcheurs à l'intérieur de la ZPC et constituerait un obstacle à la pratique des droits de pêche à l'intérieur et à proximité de la ZPC. L'AEIC ne prévoit pas d'effets négatifs résiduels sur la qualité des poissons.

Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek, la Première Nation d'Aroland, la Première Nation d'Attawapiskat, la Première Nation de Constance Lake, la Première Nation de Fort Albany, la Première Nation Ginoogaming, la Première Nation de Kashechewan, la Première Nation de Long Lake (réserve nº 58), la Première Nation de Marten Falls, la Première Nation de Nibinamik, la Première Nation de Webequie et la Première Nation Weenusk ont exprimé des préoccupations concernant les risques de contamination associés à la construction et à l'exploitation du projet, y compris des risques de déversements, de fuites, de ruissellement, et de rejet de méthylmercure. Les

communautés autochtones ont fait remarquer que la dégradation la qualité des eaux reliées hydrologiquement au projet se traduirait par une réticence à utiliser ces eaux pour la pêche, la consommation humaine et les pratiques culturelles, ce qui aurait des répercussions sur l'exercice des droits.

La Première Nation d'Aroland et la Première Nation d'Eabametoong ont insisté sur le risque potentiel de déversements par suite d'accidents ou de défaillances, entraînant la possibilité d'une contamination importante et/ou des préoccupations en ce qui a trait à la contamination potentielle, ce qui entraînerait l'évitement de la pratique de la pêche, de la chasse et d'activités culturelles sur de grandes zones en aval, même lorsque la contamination n'est pas confirmée. Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek a fait remarquer que l'éloignement de la région, les courants rapides et l'accès limité au rivage pourraient rendre les déversements difficiles à contenir et à nettoyer, ce qui augmenterait le risque d'exposition. La Première Nation de Marten Falls et la Première Nation de Kashechewan ont insisté sur les risques de contamination dans les tourbières, où l'hydrologie interconnectée peut permettre aux polluants de se propager de façon imprévisible, soulignant la nécessité de surveiller étroitement l'écoulement de l'eau.

Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek, la Première Nation de Constance Lake, la Première Nation Ginoogaming, la Première Nation de Marten Falls et la Première Nation de Nibinamik se sont dites préoccupées par la possibilité que le dynamitage nuise aux poissons ou les tue, et que la sédimentation issue des travaux dans l'eau perturbe le frai, endommage les œufs et blesse les poissons juvéniles.

La Première Nation de Marten Falls a fait remarquer que plusieurs rivières qui seraient traversées par le projet sont d'importantes frayères, notamment pour l'omble de fontaine, dans la rivière Dusey, et l'esturgeon jaune, dans la rivière Ogoki et aux chutes Kagiami sur la rivière Albany.

La Première Nation d'Aroland, la Première Nation Ginoogaming, la Première Nation de Marten Falls, la Première Nation de Nibinamik et la Première Nation de Neskantaga ont soulevé des préoccupations quant à la possibilité que l'augmentation de la pêche par des personnes non titulaires de droits au titre du Traité nº 9, notamment les travailleurs du projet, accroisse la pression sur les espèces de poissons privilégiées et réduise la disponibilité de ces espèces pour les pêcheurs autochtones.

La Première Nation d'Attawapiskat, la Première Nation de Constance Lake, la Première Nation de Fort Albany, la Première Nation Ginoogaming et la Première Nation de Marten Falls se sont dites préoccupées par la possibilité que la consommation de poisson ou d'eau contaminés ait une incidence négative sur la santé des membres de la communauté. La Première Nation d'Attawapiskat, la Première Nation de Fort Albany et la Première Nation de Marten Falls ont également fait remarquer que les préoccupations liées à une contamination et l'évitement subséquent de la consommation de poisson

pourraient nuire à la santé et à la sécurité alimentaire, car les aliments prélevés dans la nature sont considérés comme plus sains que la nourriture achetée en magasin.

La Première Nation de Fort Albany s'est dite préoccupée quant au fait que les répercussions combinées sur la rivière Albany auraient une incidence sur les poissons et les habitats aquatiques, réduisant ainsi la fiabilité des zones de pêches et de récolte ainsi que la confiance dans les ressources récoltées.

La Première Nation d'Attawapiskat, la Première Nation de Constance Lake, la Première Nation Ginoogaming et la Première Nation de Nibinamik ont soulevé des préoccupations quant à la possibilité que le projet, combiné aux projets de développement raisonnablement prévisibles et à ceux qui pourraient suivre à l'avenir, accroisse la pression sur les populations de poissons, dégrade l'habitat des poissons et la qualité de l'eau, modifie les niveaux d'eau et perturbe irréversiblement les tourbières et les écosystèmes qu'elles soutiennent, nuisant ainsi à la capacité d'exercer le droit de pêcher.

Perte de sites de pêche privilégiés, modification de l'accès à ceux-ci et modification de l'expérience de pêche

L'AEIC comprend que le projet nécessiterait la construction ou l'installation de 47 ponts et de 21 ponceaux, et que les travaux en milieu aquatique associés à la construction et à l'entretien de ces ouvrages restreindraient temporairement la navigation, sans toutefois l'empêcher, aux endroits où ils auraient lieu.

La Première Nation de Marten Falls a indiqué que la ZPC chevaucherait plusieurs sites de pêche sur les rivières Albany, Ogoki et Duesy ainsi que sur le ruisseau Gourley. De son côté, la Première Nation de Kashechewan a indiqué que la ZPC chevaucherait deux sites de récolte du poisson. La Première Nation d'Aroland a souligné l'importance des rivières Dusey et Ogoki pour la pêche et a indiqué que la ZPC chevaucherait un site de pêche. Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek a également fait état d'activités de pêche dans la ZPC.

La Première Nation de Fort Albany, la Première Nation Ginoogaming et la Première Nation de Kashechewan ont signalé des activités de pêche dans des rivières qui seraient traversées par le projet, mais n'ont pas indiqué précisément l'emplacement des sites de pêche. La Première Nation de Fort Albany et la Première Nation de Kashechewan ont qualifié la rivière Albany de moyen de survie, soulignant son importance pour la récolte. Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek et la Première Nation de Fort Albany ont toutes deux décrit l'importance des rivières Ogoki et Albany pour la pêche, notamment à l'esturgeon, au grand brochet et au doré jaune. La Première Nation d'Eabametoong a également indiqué que les membres de sa communauté pêchent l'esturgeon dans la rivière Albany et la truite dans la rivière Wabassi.

La Première Nation d'Eabametoong, la Première Nation de Fort Albany et la Première Nation de Marten Falls ont signalé que les activités de construction limiteraient l'accès à certains sites de pêche privilégiés en bordure ou à proximité du projet. La Première Nation de Kashechewan a indiqué que les membres de la communauté éviteraient les zones présentant des signes de construction (p. ex., dynamitage, présence de travailleurs industriels, eaux troubles, ou odeurs liées au développement) et qu'ils préféreraient récolter dans des zones tranquilles et propres où les écosystèmes sont intacts.

4.4.3.6 Évaluation par l'AEIC des répercussions sur les droits relatifs à la pêche et à l'eau

Compte tenu de la mise en œuvre des mesures d'atténuation, l'AEIC est d'avis que le projet entraînerait des effets négatifs résiduels et cumulatifs sur les poissons et leur habitat, lesquels seraient susceptibles d'être importants dans une mesure faible (voir la section 2.1 pour des détails supplémentaires). Les effets négatifs résiduels et cumulatifs sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles se rapportant à la pêche par les peuples autochtones sont susceptibles d'être importants dans une mesure faible (voir la section 4.3.1 pour des détails supplémentaires). Les effets sur l'usage courant ont une incidence directe sur les droits de pêche des communautés autochtones.

L'AEIC comprend que le projet pourrait avoir des répercussions sur la capacité des communautés autochtones à exercer leurs droits de pêche.

L'AEIC comprend que pour les Premières Nations d'Aroland, de Kashechewan et de Marten Falls, le projet entraînerait une restriction temporaire de l'accès aux zones de pêche privilégiées à l'intérieur de la ZPC. L'AEIC est d'avis que les mêmes restrictions d'accès temporaires pourraient aussi toucher Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek, la Première Nation d'Eabametoong, la Première Nation de Fort Albany et la Première Nation Ginoogaming, qui ont indiqué pêcher sur des rivières traversées par le projet ainsi que dans les zones à proximité, bien que l'AEIC ne connaisse pas l'emplacement précis de ces sites de pêche.

Après la mise en œuvre des mesures d'atténuation décrites aux sections 2.1 et 4.3.1, l'AEIC reconnaît que le projet pourrait entraîner une dégradation et une perte de l'habitat des poissons à l'intérieur ou à proximité de la ZPC, une augmentation de la pression exercée par la pêche récréative et une réduction de la disponibilité des poissons et des possibilités de pêcher à l'intérieur de la ZPC. L'AEIC comprend que la compensation de l'habitat pourrait ne pas être possible dans les tronçons ou les bassins versants touchés. L'AEIC est d'avis que le projet déplacerait les activités de pêche hors de la ZPC, vers l'habitat présent dans la ZEL et la ZER, où les poissons demeureraient abondants et où aucune restriction d'accès n'est prévue.

Comme indiqué à la section 4.3.3, le promoteur a déclaré que le projet ne modifierait pas les conditions hydrologiques et que, par conséquent, aucun rejet de méthylmercure n'est anticipé. Cependant, ECCC, la WCS ainsi que les Premières Nations d'Aroland, d'Attawapiskat, de Fort Albany, de Kashechewan et de Nibinamik ont exprimé des doutes quant au maintien des conditions hydrologiques et à l'absence de rejet de méthylmercure.

L'AEIC est d'avis que les effets résiduels du projet sur la qualité de l'eau qui causeraient du tort aux populations de poissons seraient limités ou absents. La section 2.1.4 présente une description des mesures pertinentes d'atténuation et le programme de suivi visant les poissons et leur habitat recommandés par l'AEIC. De plus, le promoteur indique que les ouvrages de franchissement des cours d'eau seront conçus de manière à maintenir les conditions hydrologiques locales et en aval, ce qui réduirait au minimum la probabilité de formation et de bioaccumulation de méthylmercure. Néanmoins, l'AEIC reconnaît que, même avec la mise en œuvre de mesures d'atténuation, les préoccupations relatives à une contamination potentielle peuvent persister chez les utilisateurs des terres, ce qui pourrait entraîner l'évitement des pratiques de pêche dans les eaux considérées comme étant reliées à la ZPC sur le plan hydrologique. En réponse à ces préoccupations, l'AEIC recommande, dans la section 2.1.4, de mettre en œuvre un programme de surveillance de la qualité de l'eau à long terme, visant notamment le méthylmercure, dans les zones où des aliments prélevés dans la nature sont récoltés, jusqu'à ce qu'une analyse des tendances de trois ans montre que le projet n'aura probablement pas d'incidence sur la qualité de l'eau. Le programme de suivi serait mis en œuvre eu égard aux points de vue des communautés autochtones sur le plan de surveillance et son analyse, et le promoteur communiquerait les résultats de cette surveillance aux communautés autochtones. L'AEIC recommande également de comparer les résultats de la surveillance aux Recommandations canadiennes pour la qualité de l'eau : protection de la vie aquatique du CCME pour déterminer si des mesures modifiées ou additionnelles sont nécessaires.

L'AEIC est d'avis que le projet, combiné à des projets de développement raisonnablement prévisibles (comme décrit à la section 2.1), est susceptible de contribuer à la perte et à la dégradation de l'habitat des poissons dans les ZPC respectives des projets, lesquelles se situent dans des zones actuellement non perturbées. Les effets cumulatifs de ces projets contribueraient à réduire davantage la capacité des communautés autochtones à exercer leurs droits relatifs à la récolte du poisson et à l'utilisation des ressources en eau, surtout si les projets chevauchent des sites de pêche privilégiés. L'AEIC estime que les effets cumulatifs seraient partiellement réversibles et de durée relativement courte.

L'AEIC reconnaît que la gravité des répercussions du projet sur le droit de récolter le poisson et d'utiliser les ressources en eau varie selon la communauté autochtone (voir les tableaux 12 et 13 pour connaître ses conclusions quant à la gravité des répercussions sur les droits). L'AEIC souligne l'importance de la mise en œuvre des mesures d'atténuation et du programme de suivi proposés par le promoteur, ainsi que des mesures d'atténuation recommandées qui sont examinées aux sections 2.1, 4.3.1 et 4.3.2 (Poissons et leur

habitat, Usage courant, et Patrimoine naturel et culturel, respectivement). Certaines de ces mesures sont particulièrement essentielles pour soutenir la capacité continue des peuples autochtones à exercer leurs droits de récolter le poisson et d'utiliser les ressources en eau, notamment la mise en œuvre du programme de suivi mentionné ci-dessus visant à vérifier l'exactitude de l'évaluation des répercussions, à déterminer l'efficacité des mesures d'atténuation des effets de changements dans la qualité de l'eau sur les poissons et leur habitat et à aviser les communautés autochtones en cas d'accidents ou de défaillances pendant la construction, le contrôle de la sédimentation, du ruissellement et de l'érosion, et la prévention des déversements accidentels.

4.4.4 Droit au maintien du mode de vie

Reconnus à l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*, les droits ancestraux comprennent une gamme de droits culturels, sociaux, politiques et économiques. Les communautés autochtones ont désigné les droits liés au « mode de vie » comme des droits relatifs à la continuité culturelle, c'est-à-dire la persistance de leur culture et de leur mode de vie axé sur la terre. Cette persistance est assurée par des activités et des pratiques fondées sur les droits visant à préserver l'identité culturelle et la langue, à maintenir les liens spirituels avec la terre et le sentiment d'appartenance, à promouvoir le bien-être des communautés, et à favoriser le transfert intergénérationnel du savoir dans leurs territoires traditionnels. Ces droits comprennent également la gestion des terres de leurs territoires traditionnels de la manière privilégiée par les communautés. L'AEIC reconnaît que l'évaluation des répercussions négatives potentielles sur l'exercice des droits devrait tenir compte de la nature interconnectée des pratiques de récolte autochtones et de la continuité culturelle autochtone, même lorsque celles-ci sont évaluées individuellement.

La Première Nation d'Aroland, la Première Nation d'Attawapiskat, la Première Nation d'Eabametoong, la Première Nation de Fort Albany, la Première Nation Ginoogaming, la Première Nation de Marten Falls, la Première Nation de Nibinamik et la Première Nation Weenusk ont souligné que l'état de la terre, de l'eau et de l'environnement est essentiel au maintien du lien et de la relation des communautés avec la terre ainsi qu'à la capacité de conserver et de transmettre le savoir autochtone, les coutumes et les enseignements culturels, qui, ensemble, sont à leur tour fondamentaux pour le sentiment de guérison et de bien-être des communautés. La Première Nation de Fort Albany a décrit l'importance de lien continu avec des paysages et des endroits précis, en soutien à des pratiques qui renforcent l'identité, l'appartenance et les liens avec les ancêtres.

L'évaluation des répercussions sur la continuité culturelle est présentée ci-dessous. Elle a tenu compte de facteurs contextuels, y compris les répercussions préexistantes et les conditions socioéconomiques actuelles qui orientent l'exercice du droit au maintien du mode de vie. Le tableau 4 présente la définition de chaque critère d'évaluation ayant servi à déterminer la gravité des répercussions.

Un court résumé des interactions et des voies de répercussions potentielles des effets du projet sur les conditions qui soutiennent le droit des communautés autochtones à maintenir leur mode de vie est présenté ci-dessous. Pour un aperçu plus exhaustif des effets prévus du projet sur l'usage courant des terres et des ressources par les peuples autochtones, le patrimoine naturel et culturel, ainsi que les conditions sanitaires, sociales et économiques, voir respectivement les sections 4.3.1, 4.3.2 et 4.3.3.

4.4.4.1 Contexte dans lequel surviendraient les répercussions sur le droit au maintien du mode de vie

Toutes les communautés autochtones potentiellement touchées ont indiqué, à des degrés divers, que les cérémonies traditionnelles et les activités axées sur la terre, comme l'acte de se connecter à la terre par la récolte, le fait de passer du temps dans la nature et le transfert intergénérationnel de connaissances, sont des composantes essentielles de leur droit au maintien du mode de vie. La terre revêt une profonde importance culturelle, spirituelle et pratique pour toutes les communautés autochtones potentiellement touchées. La Première Nation d'Eabametoong, la Première Nation de Marten Falls, la Première Nation de Nibinamik et la Première Nation Weenusk ont décrit la valeur que revêt la pureté de leurs territoires traditionnels, où les membres de la communauté peuvent faire l'expérience de la liberté, de la tranquillité, du silence et du sentiment d'être en harmonie avec la nature. La Première Nation Weenusk a décrit cet isolement et cette liberté comme des aspects clés de l'identité des Weenuski Inninowuk (membres de la Première Nation Weenusk). La nature vaste, éloignée et isolée des zones traditionnelles de la Première Nation Weenusk signifie que les Weenuski Inninowuk ont la liberté de voyager et de pratiquer leur mode de vie sans interférence ni perturbation. Des membres de la communauté de la Première Nation de Nibinamik ont parlé de la liberté de ne pas être confiné aux rues de la ville et de la capacité d'aller plutôt dans n'importe quelle direction sur la terre, où leurs sens peuvent être en paix. La Première Nation d'Eabametoong a décrit comment le temps passé sur le territoire facilite non seulement l'apprentissage et l'échange de la culture, mais contribue à la guérison des membres de la communauté en ce qui a trait aux dépendances et à d'autres problèmes de santé mentale.

Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek, la Première Nation d'Aroland, la Première Nation d'Eabemetoong, la Première Nation de Fort Albany, la Première Nation Ginoogaming, la Première Nation de Kashechewan et la Première Nation de Marten Falls disent avoir des liens de longue date avec les rivières Albany, Dusey et Ogoki, et ont souligné l'importance de ces cours d'eau pour les cérémonies traditionnelles et les activités axées sur la terre, comme les déplacements et la récolte. La Première Nation de Fort Albany considère que la rivière Albany joue un rôle central dans la sécurité alimentaire, la continuité culturelle, le transfert des connaissances entre les générations et les pratiques spirituelles. La Première Nation de Fort Albany et la Première Nation de Kashechewan ont toutes deux souligné l'importance de la rivière Albany et indiqué qu'elles l'empruntent pour se déplacer au moins jusqu'à la Première Nation de Marten Falls depuis d'innombrables générations.

Cependant, la Première Nation de Fort Albany a également fait remarquer que la construction de barrages dans le bassin versant a créé des barrières physiques et une réduction du volume d'eau sur la rivière Albany, ce qui complique la navigation sur la rivière. La Première Nation d'Eabametoong a également noté que les barrages et la régulation des eaux ont eu une incidence sur les niveaux d'eau, ce qui a perturbé l'utilisation des eaux par les membres dans la région. La Première Nation de Marten Falls a décrit les rivières Ogoki et Albany comme des routes naturelles qui permettent le déplacement des personnes et des marchandises dans la région, soulignant qu'elles sont essentielles au maintien des relations avec les communautés avoisinantes et à l'accès aux territoires de chasse et de pêche.

Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek, la Première Nation d'Aroland, la Première Nation d'Attawapiskat, la Première Nation de Constance Lake, la Première Nation d'Eabametoong, la Première Nation Ginoogaming, la Première Nation de Marten Falls, Kitchenuhmaykoosib Inninuwug, la Première Nation de Neskantaga, la Première Nation de Nibinamik, la Première Nation de Webequie et la Première Nation Weenusk ont indiqué que l'intendance, la conservation et la préservation des terres et des eaux, qui garantissent que des ressources importantes sur le plan culturel sont disponibles pour les générations futures, sont tous essentiels au maintien du lien de longue date avec la terre et de la spiritualité des membres de leur communauté. Kitchenuhmaykoosib Inninuwug et la Première Nation de Nibinamik ont décrit l'intendance comme allant au-delà de la responsabilité; il s'agit plutôt, selon elles, d'une obligation sacrée de protéger et de soutenir la terre, l'eau et tous les êtres vivants. La Première Nation Weenusk a constaté qu'une partie de l'intendance comporte la transmission du savoir culturel et l'enseignement sur le territoire aux jeunes générations, et que l'histoire et les récits de la communauté sont directement liés à la terre et à l'eau. Ainsi, l'état de ces dernières est directement lié à son mode de vie et à sa capacité à transmettre son savoir. Selon un membre de la Première Nation Weenusk, la manière de prendre soin du territoire et de le protéger n'est pas comprise à un jeune âge, mais plus tard, lorsqu'on découvre son identité et que l'on transmet ces enseignements et cette croissance à son propre enfant. De cette façon, l'intendance est étroitement liée à l'identité des membres de la communauté. Plusieurs communautés ont indiqué qu'elles entreprennent des activités formelles d'intendance. Par exemple, la Première Nation de Long Lake (réserve n° 58) travaille à protéger les populations d'orignaux de la région sud, tandis que la Première Nation de Constance Lake a joué un rôle actif dans la surveillance et la conservation de l'habitat du caribou en achetant une parcelle de terre de 1 500 km^2.

Toutes les communautés autochtones potentiellement touchées ont souligné, à des degrés divers, que le système de règles, de lois et d'institutions coloniales qui leur a été imposé a entraîné des crises sanitaires, sociales et liées aux infrastructures. Elles ont indiqué être confrontées à un accès insuffisant à de l'eau potable propre, au coût de la vie élevé, à des pénuries de logements, à de faibles résultats scolaires, à des taux de chômage élevés, à des taux élevés de dépendance et à des problèmes de santé mentale,

qui ont collectivement entraîné des traumatismes intergénérationnels, la perte de la langue, de la culture et du savoir traditionnel, ainsi qu'un affaiblissement de la connexion avec la terre. Ces conséquences ont à leur tour eu des répercussions profondes sur la capacité des communautés à exercer leurs droits et à pratiquer le mode de vie traditionnel. Dans ce contexte, la protection de la terre, le maintien d'une connexion avec la terre, le mode de vie traditionnel et la langue sont considérés comme essentiels à la guérison des traumatismes passés et présents. Des membres de la Première Nation de Marten Falls ont observé qu'au cours des vingt-cinq dernières années, le nombre de membres de la communauté participant aux activités de récolte a diminué en raison des pressions économiques, sociales et politiques, des impacts des changements climatiques, et de l'affaiblissement de la transmission des connaissances autochtones.

4.4.4.2 Voies de répercussions sur le droit au maintien du mode de vie à la lumière des consultations auprès des communautés autochtones

Modifications de la disponibilité et de la qualité des ressources, et de l'accès à celles-ci

L'AEIC prévoit que le projet réduirait la disponibilité des ressources d'importance culturelle récoltées par les communautés autochtones pour maintenir leur mode de vie (p. ex., le caribou, l'orignal, les animaux à fourrure, la sauvagine, les poissons et les plantes d'importance culturelle) et accentuerait les préoccupations quant à la baisse de leur qualité, en plus de réduire l'accès sécuritaire aux terres et aux eaux, comme il est décrit à la section 4.3.1 (Usage courant), à la section 4.3.2 (Patrimoine naturel et culturel) et plus haut à la section 4.4.3 (Droits de récolte, plus précisément les modifications de la disponibilité et de la qualité des ressources fauniques et halieutiques et l'accès à celles-ci). La présente section traite de la disponibilité et de la qualité des plantes et de l'accès sécuritaire aux ressources végétales qui, en combinaison avec les ressources mentionnées précédemment, sont importantes pour préserver le droit au maintien du mode de vie par la persistance des pratiques culturelles et liées à la terre des communautés autochtones.

Toutes les communautés autochtones ont souligné, à des degrés divers, l'importance des plantes récoltées, qui servent à des fins alimentaires, médicinales et cérémonielles. La capacité de récolter des plantes soutient la sécurité alimentaire, la santé globale et le bien-être des communautés autochtones, en plus de créer des occasions de parcourir le territoire et de transmettre le savoir autochtone.

La Première Nation de Marten Falls a mentionné qu'elle pratique la récolte de plantes dans la ZPC, le long de la rivière Albany et du lac Teabeau. La Première Nation d'Aroland et la Première Nation de Fort Albany ont indiqué qu'elles récoltent le long de la rivière Albany, mais n'ont pas indiqué où sont situés leurs emplacements de récolte par rapport à la ZPC ou de récolte de plantes dans la ZEL ou la ZER. Animbiigoo Zaagi'igan

Anishinaabek a indiqué être intéressée par la récolte dans la moitié sud de la route du projet, tandis que la Première Nation d'Eabametoong et la Première Nation Ginoogaming ont indiqué qu'elles récoltent des plantes le long de la route du projet, mais n'ont pas communiqué de renseignements propres au site.

Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek, la Première Nation d'Aroland, la Première Nation de Constance Lake, la Première Nation d'Eabametoong, la Première Nation de Long Lake (réserve nº 58), la Première Nation de Marten Falls, la Première Nation de Nibinamik et la Première Nation Weenusk ont indiqué que la poussière issue de la construction et de l'exploitation, ainsi que l'équipement et les véhicules contaminés, les déversements et les fuites, réduiraient la disponibilité et la qualité des plantes médicinales, culturellement importantes et alimentaires. La Première Nation d'Aroland, la Première Nation de Constance Lake, la Première Nation Ginoogaming, la Première Nation de Kashechewan, la Première Nation de Nibinamik et la Première Nation Weenusk ont exprimé des préoccupations au sujet d'éventuels effets néfastes sur la santé par suite de la consommation de plantes couvertes de poussière ou d'herbicides, ce qui pourrait avoir une incidence sur les pratiques de collecte. La Première Nation de Kashechewan a fait remarquer que les membres de la communauté pourraient éviter la cueillette de plantes aux endroits où il y a application, réelle ou perçue, de pesticides, d'herbicides ou d'abat-poussière à base de chlore, ou aux endroits où de la poussière est présente sur les végétaux. Toutefois, le promoteur fait remarquer que les herbicides et les pesticides ne seront pas utilisés pour l'entretien de la végétation et que des composés sans chlorure seront utilisés comme abat-poussière.

Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek, la Première Nation d'Aroland, la Première Nation d'Attawapiskat, la Première Nation de Constance Lake, la Première Nation Ginoogaming, la Première Nation de Marten Falls et la Première Nation de Webequie ont soulevé des préoccupations quant à la possibilité que les effets du projet sur les tourbières/muskegs nuisent aux communautés végétales et réduise la disponibilité de plantes d'importance culturelle. Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek, la Première Nation de Constance Lake et la Première Nation Ginoogaming ont déclaré que les tourbières sont d'une importance capitale pour leurs communautés, car la majorité des plantes à usage traditionnel désignées poussent dans les écosystèmes de tourbières. La Première Nation Ginoogaming s'est dite préoccupée par la possibilité que des forêts anciennes et des marais sacrés soient endommagés ou perdus par suite de la construction et de l'exploitation de la route, soulignant que ces écosystèmes abritent la plupart des plantes médicinales.

La Première Nation de Constance Lake, la Première Nation de Marten Falls, la Première Nation de Nibinamik et la Première Nation Weenusk ont exprimé des craintes quant à la possibilité que la route entraîne l'introduction d'espèces végétales envahissantes, lesquelles pourraient supplanter les espèces végétales indigènes importantes pour les communautés autochtones. Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek et la Première Nation de

Constance Lake ont exprimé des préoccupations particulières quant à la possibilité de l'introduction et de la propagation de l'agrile du frêne, qui pourrait endommager ou détruire les frênes noirs d'importance culturelle, entraînant une profonde perte culturelle et intergénérationnelle, en particulier, dans le cas d'Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek, la pratique traditionnelle de la vannerie.

La Première Nation d'Aroland, la Première Nation de Constance Lake, la Première Nation d'Eabametoong, la Première Nation de Marten Falls, la Première Nation de Neskantaga et la Première Nation de Nibinamik ont également souligné que la présence accrue des travailleurs et des visiteurs dans la zone du projet augmenterait la pression de récolte exercée sur les plantes, diminuant ainsi leur disponibilité pour les Autochtones. Pour la Première Nation d'Aroland, en particulier, la disponibilité réduite des bleuets sauvages par suite de la surexploitation est une préoccupation, car la cueillette des bleuets contribue fortement à la continuité culturelle, tout en étant une source majeure de revenus pour les jeunes de la communauté. La Première Nation de Nibinamik, la Première Nation de Marten Falls et la Première Nation de Webequie ont exprimé des préoccupations quant à la possibilité que la construction et l'exploitation de la route aient une incidence sur l'accès aux sites de récolte de plantes et de ressources médicinales.

Modifications du patrimoine naturel et culturel et des sites d'importance

Comme il est décrit à la section 4.3.2, l'AEIC prévoit que le projet pourrait entraîner des dommages aux ressources du patrimoine naturel et culturel à l'intérieur de la ZPC et de la ZEL (définie comme une largeur de 2,5 km de part et d'autre de l'axe central de la route proposée), la dégradation (par perturbation sensorielle) de sites d'importance (c.-à-d. voies de déplacement; sites de récolte; sites culturels, spirituels et cérémoniels; sites de sépulture) et la modification de l'accès aux sites d'importance. La section 4.4.3 (Droits de récolte) et la section précédente (Modifications de la disponibilité et de la qualité des ressources, et de l'accès à celles-ci) décrivent les possibilités de dommages et d'accès sécuritaire réduit aux sites d'importance en lien avec l'exercice des droits de chasse, de piégeage, de pêche et de cueillette de plantes.

Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek, la Première Nation d'Aroland, la Première Nation de Constance Lake, la Première Nation d'Eabametoong, la Première Nation de Fort Albany, la Première Nation Ginoogaming, la Première Nation de Kashechewan, la Première Nation de Long Lake (réserve nº 58), la Première Nation de Marten Falls et la Première Nation de Neskantaga se sont dites préoccupées par la possibilité que le projet entraîne des dommages ou la perte d'importantes ressources du patrimoine physique et culturel ainsi que de sites d'importance.

La Première Nation Ginoogaming a confirmé que des zones importantes sur le plan historique et culturel, des sites sacrés et des lieux de sépulture, qui revêtent une grande importance culturelle et spirituelle pour la communauté, sont présents à l'intérieur ou à

proximité du corridor du projet. Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek a indiqué que des sites du patrimoine culturel sont situés à proximité de la moitié sud du projet, mais l'emplacement exact de ces sites par rapport à la ZPC n'est pas connu de l'AEIC. Elle craint aussi que le projet endommage des sites historiques et des artefacts dans la ZPC, y compris des peintures ayant plusieurs centaines d'années. La Première Nation de Long Lake (réserve nº 58) s'est dite préoccupée par la possibilité que le projet entraîne une augmentation de la circulation dans la région, entraînant des répercussions sur les sentiers, les sites et les zones utilisées dans le passé et dans l'avenir (reprise des activités). La Première Nation de Marten Falls et la Première Nation de Nibinamik ont exprimé des préoccupations quant à la possibilité que les activités de construction du projet, comme l'extraction d'agrégats et le dynamitage de roches, détruisent des sites funéraires, cérémoniels et sacrés ainsi que d'autres paysages importants, notamment des zones liées à l'histoire orale. Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek, la Première Nation d'Aroland, la Première Nation d'Eabametoong, la Première Nation Ginoogaming, la Première Nation de Marten Falls et la Première Nation de Neskantaga ont désigné des sites d'importance à l'intérieur de la ZPC ou de la ZEL. Ces communautés ont souligné que les sites d'importance culturelle (p. ex., lieux de sépulture et voies de déplacement) sont au cœur de leur identité culturelle, de leur langue, de leur bien-être communautaire, de leurs moyens de subsistance et de leurs pratiques spirituelles. Elles ont aussi indiqué qu'en raison de l'importance culturelle et spirituelle profonde liée spécifiquement aux sites d'importance, leur capacité à transmettre des connaissances aux générations futures serait touchée par la modification de ces sites, comme des dommages physiques (p. ex., la perte d'artefacts et de peintures historiques), la modification de l'accès ou les changements dans la qualité de l'expérience (p. ex., en raison d'une présence accrue d'étrangers ou de perturbations sensorielles). La Première Nation de Fort Albany a souligné l'importance de protéger les sites d'importance tout au long des travaux de construction et d'exploitation.

La Première Nation d'Eabametoong a indiqué qu'un sentier important croise le tracé proposé et serait donc touché par le projet. Comme il est décrit à la section 4.3.2, la Première Nation de Neskantaga a indiqué la présence de deux sentiers historiques qui pourraient être touchés durant les phases de construction et d'exploitation. L'AEIC comprend que, pour déterminer quelles mesures seraient appropriées pour réduire le plus possible les répercussions sur les sentiers à valeur patrimoniale, le promoteur s'est engagé à mener une évaluation approfondie de ces sentiers. Cette évaluation aura pour objectif de déterminer la valeur patrimoniale de ces sentiers ainsi que les mesures d'atténuation pour protéger cette dernière.

La Première Nation d'Aroland, la Première Nation de Fort Albany, la Première Nation de Kashechewan et la Première Nation de Marten Falls ont exprimé des préoccupations au sujet des répercussions sur l'accès sécuritaire aux sites du patrimoine culturel et d'usage traditionnel le long des rivières Albany, Dusey et Ogoki, qui sont des zones d'importance pour les communautés. La Première Nation d'Aroland a indiqué que la rivière Dusey et le

lac du même nom constituent un lieu culturel important, car les membres de la communauté vivent et pratiquent la pêche, la chasse et la récolte depuis des générations dans cette région, qui renferme également de nombreux sites culturels et habitats importants pour le poisson et la sauvagine. La Première Nation d'Aroland a également exprimé des préoccupations au sujet d'éventuels dommages à deux sites situés dans la ZEL ou de leur possible destruction, à savoir un camp familial traditionnel fréquemment utilisé à proximité d'un des franchissements de cours d'eau prévus et un site archéologique. De plus, comme il est décrit à la section 4.4.3 (Droits de chasse et de piégeage), la Première Nation d'Aroland a souligné que d'éventuelles restrictions aux sites et zones d'importance pour la chasse, le piégeage et la pêche à proximité du franchissement de la rivière Ogoki pourraient nuire au soutien à la cohésion familiale et communautaire qu'apportent les activités de récolte par l'entremise du partage de la nourriture et du transfert des connaissances entre les générations. La Première Nation de Marten Falls a désigné des dizaines de sites et de lieux d'intérêt physique et culturel le long des rivières Ogoki et Albany, dont des zones de récolte, des zones culturelles, spirituelles et sacrées, des zones d'habitation et des voies de déplacement, parmi lesquels 30 sites qui seront directement chevauchés par le projet et 71 qui seraient situés dans la ZEL. La Première Nation de Marten Falls s'est dite particulièrement préoccupée par la perturbation, l'endommagement ou la perte des sites où passera la route le long des rivières Ogoki et Albany.

Modifications du patrimoine culturel matériel et immatériel

L'AEIC anticipe que le projet entraînerait des modifications du patrimoine culturel matériel et immatériel en raison de la baisse des occasions de diffuser et de renforcer le savoir autochtone pour l'exercice sécuritaire et efficace des droits, et de la diminution de la capacité d'exercer les responsabilités d'intendance par suite des modifications de la disponibilité et de la qualité des ressources, des modifications de l'accès à des sites d'importance et de la perte de tels sites. Le projet modifierait aussi la qualité de l'expérience des communautés autochtones, ce qui aurait une incidence sur les traditions culturelles, le sentiment d'appartenance, le bien-être mental et la capacité à transmettre le savoir autochtone aux générations futures.

La Première Nation d'Aroland, la Première Nation d'Attawapiskat, la Première Nation de Fort Albany, la Première Nation de Kashechewan, Kitchenuhmaykoosib Inninuwug, la Première Nation de Marten Falls, la Première Nation de Neskantaga, la Première Nation de Nibinamik, la Première Nation de Webequie et la Première Nation Weenusk ont exprimé des préoccupations quant à la possibilité que les modifications touchant l'habitat, la mortalité, la santé et les déplacements de la faune, ainsi que l'accès réduit aux sites de récolte ou la perte de ceux-ci, aient une incidence sur la capacité des communautés à assurer l'intendance des terres, des eaux et des ressources de la manière qu'elles préfèrent. Les communautés autochtones ont indiqué que ces modifications pourraient aussi avoir des répercussions sur la transmission du savoir autochtone aux générations

futures, notamment la langue, et, par conséquent, sur la continuité culturelle. La Première Nation de Kashechewan et la Première Nation de Nibinamik ont indiqué que les modifications liées au projet touchant leur capacité à gérer les terres, les eaux et les ressources nécessaires à l'exercice de leurs droits pourraient être de longue durée et pourraient nuire au bien-être de la communauté. La Première Nation de Nibinamik s'est dite préoccupée par la possibilité d'une perte accrue de la langue, de l'identité culturelle et de noms de lieux traditionnels en raison d'un accès facilité. La Première Nation d'Aroland, la Première Nation de Fort Albany, Kitchenuhmaykoosib Inninuwug et la Première Nation Weenusk ont indiqué qu'une réduction de la capacité de récolter des ressources, en particulier l'orignal, le caribou, la sauvagine et le poisson, limiterait la capacité de partager les aliments traditionnels entre les membres de la communauté. Or, il s'agit d'une tradition importante et sa perte entraînerait un affaiblissement des liens communautaires et du bien-être de la communauté, ainsi qu'une augmentation de la dépendance à l'égard d'aliments achetés en magasin. L'ensemble de ces effets (perte de la langue et répercussions sur la santé et le bien-être des communautés) réduirait également les possibilités d'enseigner aux jeunes générations comment récolter ces espèces, limitant ainsi la capacité d'exercer les droits de récolte et la capacité d'assurer l'intendance des terres de la manière privilégiée par les communautés.

La Première Nation d'Aroland, la Première Nation d'Attawapiskat, la Première Nation de Constance Lake, la Première Nation d'Eabametoong, la Première Nation de Fort Albany, la Première Nation Ginoogaming, la Première Nation de Kashechewan, Kitchenuhmaykoosib Inninuwug, la Première Nation de Long Lake (réserve nº 58), la Première Nation de Marten Falls, la Première Nation de Neskantaga, et la Première Nation de Nibinamik ont soulevé des préoccupations au sujet de possibles effets cumulatifs sur le mode de vie des communautés, par suite de la combinaison du projet combiné avec ceux proposés de route d'approvisionnement de Webequie et de lien routier nordique, en plus du développement futur dans la région du Cercle de feu. Ensemble, ces projets pourraient entraîner une augmentation de la circulation routière, du développement hydroélectrique, de l'exploitation minière et de la foresterie, ainsi que de nouveaux établissements. La Première Nation d'Attawapiskat et Kitchenuhmaykoosib Inninuwug se sont dites inquiètes que les effets cumulatifs des trois projets routiers proposés nuisent à la capacité d'assurer l'intendance du caribou, une espèce au cœur de l'histoire, de la culture et du mode de vie des peuples autochtones de la région, en raison des possibles effets négatifs sur les aires de répartition saisonnières, l'habitat et les aires de mise bas de l'espèce.

La Première Nation d'Attawapiskat a soulevé des préoccupations quant à la possibilité que la construction proposée de trois projets routiers dans le Cercle de feu et l'éventuelle activité minière qui suivrait provoquent une cascade d'effets irréversibles qui pourraient modifier de manière permanente son mode de vie et l'exercice de ses droits. La Première Nation d'Eabametoong a indiqué que les trois projets routiers proposés, combinés aux projets de développement futurs, représentent le plus vaste éventail de possibilités et de

répercussions potentielles sur ses membres et son mode de vie depuis la conclusion du Traité nº 9. Elle a précisé que l'utilisation accrue de terres par des étrangers, y compris les nouvelles concessions et activités minières, entraînera une autre perte de sa capacité à gérer ses terres et à transmettre les enseignements traditionnels associés à la récolte. La Première Nation de Nibinamik a indiqué que les trois projets routiers resteront en place dans la région de manière permanente et qu'ils sont la première vague d'une révolution industrielle du Nord, qui aura sur elle de profondes répercussions environnementales, économiques et sociales. La Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek a indiqué que les droits à la continuité culturelle pourraient subir les répercussions des effets potentiels sur le patrimoine physique et culturel au fil du temps, reconnaissant que le patrimoine culturel n'est pas statique et qu'il peut être touché par l'accès continu, les changements d'affectation des terres, les pressions exercées sur les ressources et l'activité accrue de tiers, avec des conséquences sur l'identité culturelle, les pratiques spirituelles et la transmission du savoir entre les générations. La Première Nation de Long Lake (réserve nº 58) a indiqué que les aînés craignent que les trois routes, en particulier le projet abordé dans le présent document, n'exposent les terrains de chasse traditionnels, les milieux humides et les sites sacrés ou archéologiques, y compris les camps et les zones funéraires, à l'usage public et aux perturbations potentielles.

Les communautés autochtones ont indiqué que la santé des terres et des eaux soutient la capacité de chasser, de pêcher, de piéger et de faire la cueillette, capacité qui, à son tour, soutient d'autres pratiques culturelles. Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek, la Première Nation d'Aroland, la Première Nation d'Attawapiskat, la Première Nation de Constance Lake, la Première Nation d'Eabametoong, la Première Nation de Fort Albany, la Première Nation Ginoogaming, la Première Nation de Kashechewan, la Première Nation de Marten Falls, la Première Nation de Nibinamik, la Première Nation de Webequie et la Première Nation Weenusk ont désigné la pêche comme une activité traditionnelle importante et ont particulièrement exprimé des préoccupations concernant les changements possibles à la disponibilité des poissons et à l'accès aux zones de récolte. Ils craignent que cela mène à l'évitement des activités traditionnelles, ce qui diminuerait la capacité d'assurer l'intendance du territoire traditionnel de la manière qu'ils préfèrent, de soutenir les cérémonies et le lien spirituel et culturel avec la terre et l'eau, ainsi que de partager les coutumes, les traditions, et les connaissances autochtones de génération en génération.

Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek, la Première Nation d'Aroland, la Première Nation de Constance Lake, la Première Nation d'Eabametoong, la Première Nation de Fort Albany, la Première Nation Ginoogaming, la Première Nation de Kashechewan, la Première Nation de Marten Falls, la Première Nation Nibinamik, la Première Nation de Webequie et la Première Nation Weenusk se sont dites préoccupées par la possibilité que la construction et l'exploitation du projet aient une incidence négative sur leur expérience sur le territoire en raison des perturbations sensorielles et des changements du paysage visuel. Les communautés autochtones ont indiqué que leur manière préférée d'exercer les droits de récolte et les droits culturels consiste à faire l'expérience de la paix, du calme, de

la solitude et de la liberté sur la terre, et que la majorité des utilisateurs des terres éviteraient activement les zones où l'accès est restreint, y compris par des clôtures ou de la signalisation, ou les zones où il y a présence d'un développement visible ou de perturbations sensorielles. La Première Nation de Nibinamik a indiqué que la communauté a déjà eu l'expérience de perturbations sur ses terres traditionnelles, puisque le bruit des hélicoptères associés à l'exploration minérale effrayait les orignaux, et elle s'est dite préoccupée par la possibilité que le projet introduise du bruit supplémentaire en facilitant le développement industriel dans la région.

La Première Nation d'Aroland, la Première Nation de Fort Albany et la Première Nation de Marten Falls ont décrit les potentielles répercussions psychologiques liées au bruit et aux vibrations associés à la construction et à l'exploitation du projet. Celles-ci auraient à leur tour de possibles répercussions psychosociales et psychospirituelles, comme une perte de sentiment d'appartenance, une fragilisation de la santé mentale et une perturbation de la transmission du savoir culturel entre les générations, ce qui pourrait affaiblir davantage le lien des membres de la communauté avec les pratiques fondées sur le territoire, nuisant ainsi à leur capacité de partager, d'apprendre et de participer à des activités culturelles. La Première Nation d'Aroland a indiqué que les membres de sa communauté entretiennent un lien psychospirituel fort avec la terre et ont souligné l'importance de la paix, du silence et du calme associés au fait d'être dans la nature pour leur bien-être. Le bruit et les vibrations auront probablement une incidence sur ce sentiment de bien-être et diminueront la qualité du lien psychospirituel avec la terre chez les membres de la communauté.

Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek, la Première Nation d'Aroland, la Première Nation de Constance Lake, la Première Nation d'Eabametoong, la Première Nation de Fort Albany, la Première Nation Ginoogaming, la Première Nation de Kashechewan, la Première Nation de Long Lake (réserve nº 58), la Première Nation de Marten Falls, la Première Nation de Neskantaga, et la Première Nation de Webequie se sont dites préoccupées par la possibilité que leurs membres soient découragés ou empêchés de pratiquer des activités de récolte et des activités culturelles. Ces nations ont indiqué que ces obstacles pourraient réduire les occasions de parcourir le territoire et de transmettre le savoir autochtone aux jeunes générations. Elles ont également relevé plusieurs facteurs contributifs, notamment le risque accru d'accidents de la route, la présence accrue d'étrangers (y compris les travailleurs du projet) et l'accès accru aux drogues et à l'alcool. Elles ont également indiqué un risque élevé d'atteintes aux populations vulnérables, notamment les femmes, les enfants, les jeunes, les aînés et les personnes 2ELGBTQ+. Selon eux, ces répercussions auraient une incidence négative sur la sécurité, la santé mentale et la cohésion culturelle de chacune des communautés. La Première Nation de Marten Falls et la Première Nation de Nibinamik font remarquer que les membres de la communauté devront quitter leur communauté pour obtenir l'éducation et la formation nécessaires pour accéder aux possibilités d'emploi offertes par le projet. Elles ont indiqué que le fait de passer plus de temps hors de la communauté réduirait l'usage de la langue

traditionnelle par les membres de la communauté, ce qui pourrait avoir des répercussions sur la cohésion sociale, la transmission du savoir entre les générations et la capacité de pratiquer les traditions culturelles. Comme il est indiqué à la section 4.3.3, le promoteur s'est engagé à mettre sur pied un groupe de travail comprenant la Première Nation de Marten Falls, la Première Nation d'Aroland et d'autres communautés autochtones intéressées afin qu'elles puissent discuter du bien-être et de la sécurité de leurs membres durant la construction et l'exploitation du projet.

4.4.4.3 Évaluation par l'AEIC des répercussions sur le droit au maintien du mode de vie

Compte tenu de la mise en œuvre des mesures d'atténuation, l'AEIC est d'avis que le projet entraînerait probablement des effets négatifs résiduels et cumulatifs sur l'usage courant, sur le patrimoine naturel et culturel ainsi que sur les conditions sanitaires, sociales et économiques en raison de changements de la disponibilité des ressources, en particulier le caribou, de la qualité de l'expérience sur le territoire, de la capacité d'accéder en toute sécurité aux ressources, des dommages physiques ou de la dégradation de sites d'importance, et de la pression accrue sur les infrastructures sociales et sur la capacité de transmettre le savoir autochtone (voir les sections 4.3.1 à 4.3.3).

Ces changements toucheraient principalement les communautés qui peuvent exercer des droits de récolte dans la ZPC et la ZEL du projet, où la disponibilité de la faune est susceptible d'être modifiée (voir la section 4.3.1). Ils toucheraient également les communautés qui chassent le caribou et le carcajou dans la ZER pour le caribou, où des changements des déplacements et de la répartition du caribou ainsi qu'une diminution de la connectivité de l'habitat et une hausse du taux de mortalité du carcajou sont prévus, ce qui pourrait modifier la disponibilité de ces espèces aux sites de récolte privilégiés. Cela limiterait la capacité des communautés autochtones à chasser le caribou et à pratiquer l'intendance du caribou en tant qu'espèce importante sur le plan culturel et pourrait avoir une incidence sur les relations culturelles et spirituelles entre les communautés autochtones et le caribou. Ces effets ont une incidence sur les droits des communautés autochtones au maintien du mode de vie, y compris la capacité de transmettre le savoir autochtone lié à la récolte, ainsi que de vivre l'expérience de la terre et de gérer la terre de la manière privilégiée. L'AEIC reconnaît que les répercussions négatives sur les pratiques importantes sur le plan culturel, y compris celles liées à la récolte du caribou, ne peuvent être compensées par d'autres aspects de la culture autochtone.

L'AEIC reconnaît que les effets du projet susmentionnés contribueraient à la perte de l'enseignement intergénérationnel des pratiques et des langues traditionnelles en modifiant la façon dont les communautés autochtones peuvent exercer leurs droits.

L'AEIC reconnaît que la construction et l'exploitation du projet pourraient entraîner des dommages ou la dégradation d'importantes ressources du patrimoine naturel et culturel et

de sites d'importance pour les communautés autochtones. Elle reconnaît également que, si des sites non désignés ayant une importance sur les plans physique, culturel et historique pour les communautés autochtones chevauchent les activités du projet, ces sites pourraient être perdus ou endommagés de façon permanente une fois la construction commencée. L'AEIC comprend que, dans le cas de découvertes fortuites, le promoteur serait tenu de se conformer à la *Loi sur le patrimoine de l'Ontario*, en plus des autres mesures d'atténuation énumérées dans la section 4.3.2.4, afin de préserver la valeur patrimoniale des ressources archéologiques et de réduire au minimum les répercussions sur les sites d'importance.

L'AEIC reconnaît que le projet aurait une incidence sur la qualité de l'expérience des personnes autochtones qui pratiquent des activités traditionnelles à l'intérieur ou à proximité des ZPC. Ces changements sont susceptibles d'interférer avec le sentiment d'appartenance à la terre et aux eaux des peuples autochtones, et avec leur capacité de profiter des pratiques traditionnelles de la manière privilégiée. L'AEIC reconnaît également que la construction et l'exploitation du projet entraîneraient sur le territoire traditionnel un afflux de travailleurs et d'utilisateurs des terres non autochtones, ce qui aurait probablement des répercussions négatives sur la santé et le bien-être des communautés, et sur la capacité d'exercer les droits de récolte et les droits culturels de la manière privilégiée.

L'AEIC est d'avis que le projet, combiné aux activités concrètes raisonnablement prévisibles, modifierait la disponibilité du caribou dans les ZEL respectives des projets, ainsi que les habitudes de déplacement et les aires de répartition dans la ZER. Ces changements pourraient contribuer à réduire la capacité des communautés autochtones à récolter le caribou ainsi qu'à transmettre leur savoir et leurs pratiques culturelles en la matière, de même que leur capacité à assurer l'intendance de la terre, comme il est décrit plus haut. L'AEIC estime également que, combiné au développement raisonnablement prévisible, le projet faciliterait l'accès aux communautés autochtones éloignées, ce qui poserait des risques pour la sécurité des membres des communautés (p. ex., violence envers les femmes et les filles autochtones, présence accrue de drogues et d'alcool), lesquels pourraient dissuader les membres des communautés de s'adonner à des pratiques culturelles, y compris le transfert du savoir autochtone.

L'AEIC note que, grâce à l'évaluation régionale en cours dans la région du Cercle de feu, les communautés autochtones auraient accès à des renseignements sur les conditions actuelles et futures au sein de leur territoire traditionnel, qui seraient disponibles pour soutenir et éclairer les décisions futures dans la région du Cercle de feu. L'évaluation régionale dans la région du Cercle de feu vise à formuler des recommandations quant à la manière dont les effets cumulatifs potentiels sur les droits qui sont impossibles à atténuer entièrement par des mesures d'atténuation propres aux projets pourraient être pris en charge par une série de mesures comprenant du financement, des activités de recherche et des plateformes de données, entre autres initiatives.

L'AEIC reconnaît que la gravité des répercussions du projet sur le droit des communautés autochtones à maintenir leur mode de vie varie selon la communauté autochtone. Le tableau 4 fournit la définition des critères d'évaluation utilisés pour déterminer le niveau de répercussion pour chaque critère de cotation, et les tableaux 5 et 6 fournissent les conclusions de l'AEIC concernant la gravité des répercussions pour chaque critère. L'AEIC est consciente que la création d'un groupe de travail, composé de membres de la Première Nation de Marten Falls, de la Première Nation d'Aroland et d'autres communautés autochtones intéressées, pour discuter des questions relatives aux conditions sanitaires, sociales et économiques des membres des communautés autochtones (comme décrit à la section 4.3.3) et à la mise en œuvre des mesures d'atténuation et du programme de suivi décrits aux sections 4.3.1.4, 4.3.2.4 et 4.3.3.4 (p. ex., établir le calendrier des activités du projet qui devraient réduire la qualité de l'air et augmenter les niveaux de bruit en tenant compte des commentaires des communautés autochtones à proximité) est essentielle pour soutenir la continuité culturelle et le droit au maintien du mode de vie. Ces mesures réduiront au minimum les interactions avec les effets négatifs du projet qui empêchent les membres des communautés autochtones de s'adonner aux pratiques culturelles de la manière privilégiée. L'AEIC note que le promoteur prévoit mener une mobilisation plus approfondie auprès des communautés autochtones pour comprendre leurs pratiques culturelles et leurs besoins, dans le but d'élaborer et de mettre en œuvre des mesures d'atténuation supplémentaires, au besoin.

4.4.5 Gouvernance et intendance

Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek, la Première Nation d'Attawapiskat, la Première Nation d'Eabametoong, la Première Nation Ginoogaming, la Première Nation de Fort Albany, la Première Nation de Kashechewan, la Première Nation de Nibinamik et la Première Nation Weenusk ont fait part de leurs préoccupations quant aux répercussions potentielles du projet sur la capacité des communautés à exercer leurs pouvoirs décisionnels et de gouvernance sur leurs territoires. La Première Nation d'Attawapiskat craint que la Couronne et le processus réglementaire du projet imposent une prise de décision unilatérale à son peuple. La Première Nation Ginoogaming a indiqué que le processus d'évaluation d'impact limite les droits de gouvernance, car il empêche une participation significative à la prise de décision. La Première Nation d'Attawapiskat et la Première Nation de Fort Albany ont indiqué qu'elles craignent que le développement induit dans la région du Cercle de feu limite la capacité de leurs communautés à participer de façon significative à la prise de décisions ayant une incidence sur leur territoire et à influer sur ce processus. La Première Nation de Nibinamik a indiqué que la communauté détient des droits inhérents à l'autodétermination et à l'autonomie gouvernementale, ainsi que le droit de participer aux décisions qui pourraient avoir une incidence sur la Première Nation de Nibinamik et les terres, les eaux ou les ressources de son territoire traditionnel. La Première Nation Weenusk a indiqué que l'intendance de l'environnement est étroitement liée à la gouvernance de la communauté. Tout changement à l'intendance ou à la capacité de la Première Nation Weenusk de la mettre en pratique nuit à sa capacité de

gouverner et d'exercer son intendance de l'environnement et des ressources naturelles de son territoire traditionnel. La Première Nation d'Eabametoong a décrit l'exercice des droits de gouvernance et d'intendance comme faisant partie intégrante de toutes les activités associées au territoire. La Première Nation d'Eabametoong a indiqué que les signataires autochtones souhaitaient que le Traité nº 9 reflète une approche de cogestion des ressources et que tout aménagement de routes et de ressources devrait être régi conjointement. La Première Nation de Fort Albany a indiqué que l'exercice significatif de la gouvernance et de l'intendance repose sur la capacité d'exercer un pouvoir sur les terres et les ressources, la continuité des connaissances concernant les terres et les ressources et la capacité de la communauté à s'acquitter de ses responsabilités en matière d'intendance.

L'AEIC reconnaît les préoccupations soulevées par les communautés autochtones concernant les répercussions potentielles d'un accès accru découlant du projet, combiné aux projets proposés de route d'approvisionnement de Webequie et de la route de raccordement du Nord, ainsi qu'au développement futur connexe, qui pourraient nuire à leur capacité de maintenir leur rôle d'intendance et de gouvernance dans leurs territoires.

L'AEIC souligne que les décisions fédérales concernant l'évaluation en vertu de la LEI se limitent au projet et ne touchent pas les systèmes de gouvernance autochtones. Les développements futurs seraient assujettis à des cadres législatifs, à des processus d'évaluation et à des exigences de consultation distincts, qui comprendraient des occasions de participation des Autochtones. Dans le cadre du processus décisionnel fédéral sur les projets, prévu en vertu de la LEI, la Couronne tente d'éviter ou de réduire au minimum les répercussions négatives sur l'exercice des droits ancestraux, et d'offrir des occasions aux communautés autochtones de participer au processus décisionnel et d'éclairer ce dernier, en employant diverses méthodes. Ces méthodes peuvent comprendre l'offre de financement aux participants, la tenue à jour des communautés quant aux étapes et au calendrier du processus, la recherche d'occasions de discuter des répercussions potentielles et de leur atténuation, y compris lors de réunions en personne, et la transmission aux communautés autochtones de résumés personnalisés concernant les répercussions potentielles.

Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek, la Première Nation d'Aroland, la Première Nation de Constance Lake, la Première Nation d'Eabametoong, la Première Nation de Fort Albany, la Première Nation de Ginoogaming, la Première Nation de Kashechewan, la Première Nation de Nibinamik et la Première Nation de Weenusk ont demandé de participer aux discussions sur la propriété, l'accès, le contrôle et la gestion des effets environnementaux du projet. Bien que le promoteur se soit engagé à tenir des discussions sur la propriété uniquement avec le gouvernement de l'Ontario, l'AEIC a recommandé des mesures d'atténuation et des programmes de suivi qui feraient intervenir d'autres communautés autochtones. L'AEIC recommande que le promoteur consulte les communautés autochtones dans le cadre de la planification de la remise en état (comme le décrit la

section 4.3.1.4), ainsi que pour le programme de suivi de la qualité de l'eau et la surveillance des effets sur les espèces sauvages importantes à des fins traditionnelles (sections 2.1.4 et 4.3.1.4), et recommande qu'il communique les résultats de ces programmes de suivi aux communautés autochtones. Comme le décrit la section 4.3.3.4, l'AEIC recommande que le promoteur mette sur pied un groupe de travail sur le bien-être et la sécurité des communautés réunissant la Première Nation de Marten Falls, la Première Nation d'Aroland et d'autres communautés autochtones intéressées. L'AEIC recommande que le promoteur informe au préalable les communautés autochtones lorsque des activités susceptibles d'entraîner une diminution de la qualité de l'air et des niveaux de bruit élevés sont réalisées (section 4.3.1.4) ainsi qu'à la suite d'accidents ou de défaillances (section 3.1.1). L'AEIC recommande en outre que les communautés autochtones aient la possibilité d'entreprendre des activités telles que la cueillette de plantes et la surveillance de travaux archéologiques (comme le décrivent les sections 4.3.1.4 et 4.3.2.4). À la lumière de la portée du projet et des données probantes au dossier, l'AIEC conclut que le projet n'est pas susceptible d'entraîner des répercussions négatives sur les structures de gouvernance existantes des Premières Nations potentiellement touchées

L'AEIC note aussi que l'évaluation régionale dans la région du Cercle de feu est menée conformément à la LEI et codirigée par des Premières Nations et le gouvernement du Canada, en reconnaissance de l'importance de l'intendance des communautés de Premières Nations partenaires et de leur volonté d'influencer les activités futures dans leur territoire. Grâce à l'évaluation régionale, les communautés autochtones auraient accès à de l'information sur les conditions actuelles et futures sur leur territoire traditionnel, qui serait disponible pour appuyer et éclairer la prise de décisions futures dans la région du Cercle de feu.

4.4.6 Conclusion sur les répercussions sur les droits des populations autochtones

Les tableaux ci-dessous présentent les définitions de l'AEIC de ce qui constitue des répercussions faibles, modérées ou élevées sur les droits (tableau 4). Ils fournissent aussi un résumé des conclusions de l'AEIC concernant la probabilité, l'étendue géographique, la fréquence, la durée et la réversibilité, la santé et le bien-être communautaires, ainsi que les effets cumulatifs sur les droits de chasse et de piégeage, les droits de pêche et d'accès à l'eau, et le droit au maintien du mode de vie traditionnel (tableaux 5 et 6).

Si le projet va de l'avant, l'AEIC reconnaît que le projet est susceptible d'entraîner des changements dans l'exercice des droits ancestraux et issus de traités.

L'AEIC fait remarquer que le projet et d'éventuels projets dans la région sont situés sur des terres publiques provinciales et seraient assujettis aux cadres législatifs et réglementaires provinciaux applicables. De tels projets seraient également assujettis aux

processus fédéraux et provinciaux pertinents, y compris les exigences en matière de consultation des communautés autochtones.

L'AEIC fait également remarquer que les décisions futures seraient éclairées par l'information et le savoir, y compris le savoir autochtone, ainsi que par des initiatives régionales, comme l'évaluation régionale dans la zone du Cercle de feu. Grâce à l'évaluation régionale en cours dans la région du Cercle de feu, les communautés autochtones auraient accès à des renseignements sur les conditions actuelles et futures au sein de leur territoire traditionnel, qui seraient disponibles pour appuyer et éclairer la prise de décisions futures dans la région du Cercle de feu. Par conséquent, l'évaluation régionale aura également pour but d'éclairer et d'améliorer l'efficacité et l'efficience des futures évaluations d'impact réalisées au titre de la LEI et les autres processus décisionnels de manière à :

- préserver les modes de vie, les traditions, les lois, les coutumes et l'histoire orale des peuples autochtones;
- protéger et améliorer les conditions environnementales, sanitaires, sociales, culturelles et économiques des communautés potentiellement touchées;
- protéger et favoriser les droits ancestraux et issus de traités, les revendications et les intérêts des peuples autochtones dans la zone d'évaluation;
- créer des possibilités en matière d'équité économique et de développement durable des communautés et de la région.

Ces processus offrent des occasions de poursuivre la mobilisation des communautés autochtones et de tenir compte des répercussions potentielles sur l'exercice des droits dans la prise de décisions futures.

En ce qui concerne les répercussions potentielles du projet sur les droits, l'AEIC conclut ce qui suit :

- gravité faible à modérée des répercussions sur le droit de chasse et de piégeage, gravité faible des répercussions sur le droit de pêche et le droit à l'eau et gravité faible à modérée des répercussions sur le droit au maintien du mode de vie traditionnel pour les communautés autochtones qui seraient les plus directement touchées ou qui ont signalé certaines activités dans la ZPC : Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek, Première Nation d'Aroland, Première Nation d'Eabametoong, Première Nation de Fort Albany, Première Nation Ginoogaming, Première Nation de Kashechewan et Première Nation de Marten Falls (voir le tableau 5).
- Gravité négligeable à modérée des répercussions sur le droit de chasse et de piégeage, gravité négligeable à faible des répercussions sur le droit de pêche et le droit à l'eau et gravité négligeable à modérée sur le droit au maintien du mode de vie traditionnel pour les communautés autochtones dont les zones privilégiées pour l'exercice des droits de récolte et des droits culturels chevauchent de façon limitée la

zone géographique concernée par les effets prévus du projet : Première Nation d'Attawapiskat, Première Nation de Constance Lake, Kitchenuhmaykoosib Inninuwug, Première Nation de Long Lake (réserve nº 58), Première Nation de Neskantaga, Première Nation de Nibinamik, Première Nation de Webequie et Première Nation Weenusk (voir le tableau 6).

Tableau 4 : Degré de gravité des répercussions négatives sur les droits des peuples autochtones

Niveau de gravité	Justification
Faible	Parmi les facteurs qui conduisent à conclure à un faible niveau de gravité, on peut citer : • un contexte résilient; • une répercussion potentielle peu probable, mais non exclue; • les effets potentiels du projet chevauchent peu ou pas les zones d'utilisation privilégiée; • les répercussions potentielles du projet sont peu fréquentes, entièrement ou en grande partie réversibles pendant la phase d'exploitation, et la durée des répercussions se limite à la phase de construction; • un développement raisonnablement prévisible limité sur le territoire de la communauté; • les communautés autochtones n'ont que des préoccupations mineures, voire aucune préoccupation, au sujet des répercussions du projet sur la santé, y compris sur les aliments traditionnels et l'eau potable; • l'atténuation devrait permettre de poursuivre l'exercice du droit de la même manière ou d'une manière similaire.
Modéré	Parmi les facteurs qui conduisent à conclure à un niveau de gravité modéré, on peut citer : • un contexte modérément sensible; • une répercussion potentielle probable, mais qui pourrait ne pas se produire; • les répercussions potentielles du projet chevauchent les zones connues d'utilisation privilégiée; • les répercussions potentielles du projet sont intermittentes (plusieurs fois par mois), partiellement réversibles pendant la phase d'exploitation et peuvent durer jusqu'à une génération; • un développement raisonnablement prévisible sur le territoire de la communauté;

Niveau de gravité	Justification
	• des répercussions sur la santé en raison d'effets environnementaux ou de préoccupations concernant les effets environnementaux du projet liés à des espèces d'importance pour l'alimentation traditionnelle, la sécurité alimentaire et l'eau potable, ainsi que des effets socioéconomiques qui altèrent l'exercice des droits; • il est possible que les mesures d'atténuation ne permettent pas de s'attaquer complètement aux répercussions, mais elles devraient permettre aux communautés autochtones de continuer à exercer leurs droits d'une manière modifiée.
Élevé	Parmi les facteurs qui influencent la détermination d'un niveau de gravité élevé, on peut citer : • un contexte très sensible; • une répercussion potentielle du projet très probable ou certaine de se produire; • une répercussion potentielle du projet à l'échelle régionale qui chevauche des zones d'utilisation privilégiée de grande valeur; • les répercussions potentielles du projet se produisent quotidiennement ou sont continues, irréversibles et d'une durée indéfinie; • de nombreux projets de développement sont proposés sur le territoire de la communauté et il y a un niveau élevé de perturbations existantes; • la communauté autochtone a de sérieuses préoccupations au sujet des répercussions sur les modèles holistiques ou traditionnels de santé; il pourrait y avoir de graves répercussions sur la santé à l'échelle d'une communauté en raison des effets environnementaux ou des préoccupations au sujet des effets environnementaux du projet liés aux espèces d'importance pour l'alimentation traditionnelle, la sécurité alimentaire et l'eau potable, ainsi que des effets socioéconomiques; • les préoccupations au sujet des effets sur la santé nuisent à l'exercice significatif des droits, les modifient ou y mettent fin; • les mesures d'atténuation ne permettent pas de s'attaquer complètement aux répercussions, de sorte que la pratique du droit est considérablement diminuée ou perdue.

Tableau 5 : La gravité des répercussions potentielles du projet sur l'exercice des droits varie de faible à modérée pour les communautés autochtones qui seraient les plus directement touchées ou qui ont déclaré certaines utilisations dans la ZPC : Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek, Première Nation d'Aroland, Première Nation d'Eabametoong, Première Nation de Fort Albany, Première Nation Ginoogaming, Première Nation de Kashechewan et Première Nation de Marten Falls

Critères	Valeurs		
Contexte historique et répercussions cumulatives : Détermination et compréhension de la mesure dans laquelle l'exercice actuel des droits peut être vulnérable aux effets du projet lorsque les effets s'ajoutent aux conditions existantes et interagissent avec celles-ci, y compris les effets cumulatifs actuels provenant d'autres sources.	**Contexte modérément sensible** Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek, la Première Nation d'Aroland, la Première Nation d'Eabametoong, la Première Nation de Fort Albany, la Première Nation Ginoogaming, la Première Nation de Kashechewan et la Première Nation de Marten Falls mentionnent être fortement touchées par le système de règles, de lois et d'institutions coloniales imposées à leurs communautés, ce qui a entraîné des crises sanitaires, sociales et associées aux infrastructures, notamment le manque d'accès à de l'eau potable, le coût élevé de la vie, les pénuries de logements, les faibles niveaux de scolarité, les taux de chômage élevés, les taux élevés de toxicomanie et les problèmes de santé mentale. Par conséquent, les communautés ont décrit comment les traumatismes intergénérationnels, la perte de la langue, de la culture et du savoir traditionnel, ainsi qu'une diminution du sentiment d'appartenance à la terre, ont eu une incidence sur la capacité des communautés à exercer leurs droits et à pratiquer leur mode de vie traditionnel. Ces communautés autochtones continuent de dépendre fortement de la terre pour assurer leur sécurité alimentaire comme source d'alimentation traditionnelle. Elles ont déjà été touchées par les développements passés et en cours, tels que l'exploration minière et minérale, les dérivations d'eau et la foresterie, ainsi que par les changements climatiques, qui ont contribué à la diminution de la disponibilité et de la qualité des ressources de récolte. Cela a eu une incidence sur leur capacité à exercer leurs droits de chasse, de piégeage et de pêche. Malgré cela, ces communautés autochtones indiquent également qu'elles considèrent leur environnement comme intact, que les ressources continuent d'y être abondantes et que l'exercice de leurs droits de récolte et de leurs droits culturels se poursuit.		
	Chasse et piégeage	**Pêche et eau**	**Maintien du mode de vie traditionnel**

Critères	Valeurs		
Probabilité : une estimation de la probabilité que les répercussions se produisent.	**Potentiellement faible** Les activités du projet auraient une faible probabilité d'avoir une incidence sur l'exercice des droits de chasse en raison d'une réduction de la disponibilité de la faune pour la récolte (en particulier pour le caribou, en raison de changements dans les habitudes de déplacement, de la perte d'habitat et de la diminution de la connectivité de l'habitat). Il est peu probable que les activités du projet réduisent la capacité des communautés autochtones à accéder aux territoires de chasse privilégiés en dehors de la ZPC.	**Potentiellement faible** Les activités du projet auraient une faible probabilité de réduire la quantité de poissons disponibles pour la pêche et de changer la capacité des communautés autochtones à accéder aux zones de pêche privilégiées dans leur territoire traditionnel.	**Potentiellement faible** Les activités du projet auraient une faible probabilité de nuire à la pratique continue des traditions culturelles et spirituelles ainsi qu'à l'intendance des terres et des ressources. En particulier, le projet pourrait avoir des répercussions négatives sur les espèces, les emplacements ou les ressources d'importance culturelle (p. ex., caribou, sites de récolte du caribou) et l'expérience vécue sur le territoire en raison des effets négatifs causés par les changements dans la disponibilité des ressources attribuables à la modification des habitudes de déplacement et des aires de répartition. Le projet a en retour des répercussions négatives sur des aspects irremplaçables et indissociables du patrimoine culturel autochtone.

Critères	Valeurs		
Étendue géographique : comprend la prise en compte de l'étendue géographique des répercussions par rapport à l'étendue géographique du droit, comme il est exercé.	**Potentiellement faible** Les répercussions du projet sur la disponibilité des ongulés et des animaux à fourrure chevaucheraient les zones désignées comme importantes pour la chasse et le piégeage dans la ZPC, la ZEL et la ZER pour la Première Nation d'Aroland, la Première Nation Ginoogaming et la Première Nation de Marten Falls. Pour les autres communautés autochtones, les répercussions peuvent chevaucher les zones de la ZEL où des pratiques de chasse peuvent avoir lieu, bien que l'emplacement précis des zones de chasse et de piégeage privilégiées ne soit pas connu.	**Potentiellement faible** Les effets résiduels sur les poissons et leur habitat qui limiteraient la disponibilité des poissons dans la ZPC et les changements dans l'accès chevauchent les zones de pêche indiquées par la Première Nation d'Aroland, la Première Nation de Kashechewan et la Première Nation de Marten Falls. Pour les autres communautés autochtones, les répercussions dans la ZPC peuvent chevaucher les zones de pêche privilégiées, bien que les emplacements précis ne soient pas connus. Les communautés autochtones peuvent continuer d'utiliser des zones de pêche dans la ZER et au-delà.	**Potentiellement faible** Le projet peut entraîner des dommages aux sites d'importance culturelle dans la ZPC, des changements dans l'expérience vécue sur ces sites et un changement dans leur accès. Le projet pourrait également modifier la capacité d'assurer l'intendance de ressources importantes sur le plan culturel (en particulier le caribou) dans la ZEL et même dans la ZER pour le caribou.

Critères	Valeurs		
Fréquence, durée et réversibilité : inclut la prise en compte de la fréquence à laquelle les répercussions peuvent se produire au cours d'une période donnée, la durée pendant laquelle celles-ci peuvent être perceptibles et si l'exercice des droits est censé se rétablir à la suite des répercussions.	**Potentiellement faible** Les restrictions d'accès aux territoires de chasse et de piégeage privilégiés seraient temporaires, entièrement réversibles et limitées à la phase de construction. Les répercussions sur l'exercice des droits de chasse découlant des changements liés au projet dans la disponibilité des ongulés varient dans l'espace. La disponibilité réduite du gibier à plumes et des animaux à fourrure devrait être indéfinie et irréversible dans la ZPC et ses environs, mais de l'habitat convenable subsistera dans les ZER respectives. La disponibilité réduite des ongulés devrait être indéfinie dans la ZPC et la ZEL. La durée et le caractère réversible des changements dans la disponibilité résultant de changements dans les habitudes de déplacement et de migration dans la ZER sont incertains.	**Potentiellement faible** Les effets du projet sur les poissons et leur habitat qui limiteraient la disponibilité des poissons pour la pêche devraient être peu fréquents, être principalement limités à la construction du projet et être partiellement réversibles. Les changements apportés à l'accès des communautés autochtones aux sites de pêche seraient temporaires et réversibles. La contamination des poissons est peu probable.	**Potentiellement faible** Les effets sur l'utilisation et le sentiment d'appartenance relatifs aux territoires traditionnels des communautés autochtones qui chevauchent la ZPC et la ZEL, et les dommages potentiels aux sites d'importance culturelle dans la ZPC pourraient être continus et irréversibles, tandis que le caractère réversible des effets liés au caribou et au carcajou dans la ZER est incertain. L'accès réduit aux sites d'importance culturelle serait réversible et limité à la phase de construction. Les répercussions du projet sur la continuité culturelle (y compris la transmission intergénérationnelle du savoir autochtone) et la capacité d'assurer l'intendance des terres dans la ZPC seraient mal définies.
Santé et bien-être communautaires :	**Potentiellement faible**	**Potentiellement faible**	**Potentiellement faible**

Critères	Valeurs		
inclut la prise en compte de la santé physique, mentale, émotionnelle et spirituelle, y compris les points de vue autochtones sur la santé.	Les communautés autochtones ont exprimé certaines préoccupations au sujet des répercussions potentielles du projet sur la santé. Les effets du projet sur le caribou et l'orignal, qui sont des espèces importantes pour la sécurité alimentaire, auraient une faible probabilité d'entraîner des répercussions sur la santé et le bien-être à l'échelle de la communauté.	Les communautés autochtones ont exprimé des préoccupations au sujet de la contamination potentielle de l'eau, qui pourrait avoir une incidence sur la sécurité alimentaire et la santé physique, mentale et spirituelle.	Les communautés autochtones ont cerné des répercussions potentielles sur la santé et le bien-être, notamment une réduction de la cohésion sociale, la diminution de la sécurité alimentaire et des répercussions sur la santé mentale, mais il est peu probable que l'exercice du droit au maintien d'un mode de vie traditionnel soit modifié de façon significative dans les territoires traditionnels des communautés.
Effets cumulatifs : inclut la compréhension de la mesure dans laquelle l'exercice significatif des droits peut être touché lorsque les effets du projet s'ajoutent aux effets des activités raisonnablement prévisibles ou interagissent avec ceux-ci.	**Potentiellement faible à modéré** Le projet est situé dans une zone non perturbée. Des effets cumulatifs sont prévus sur le caribou des bois (population boréale) des aires de répartition Missisa, Nipigon, Ozhiski et Pagwachuan, qui est inscrit comme étant « menacé » au titre de la législation ontarienne et fédérale sur les espèces en péril, ainsi que sur le caribou des bois (population migratrice de l'Est),	**Potentiellement faible** Le projet est situé dans une zone non perturbée. Le projet, combiné à d'autres projets proposés, contribuerait à la perte et à la dégradation de l'habitat des poissons. Cependant, l'AEIC prévoit que les activités de pêche traditionnelles pourraient se poursuivre dans	**Potentiellement faible à modéré** Le projet est situé dans une zone non perturbée. Les effets cumulatifs sur l'infrastructure sociale (notamment les services de traitement de la toxicomanie, les services de police et les services d'aide aux victimes) devraient être d'importance modérée. La continuité culturelle peut être interrompue en raison de la capacité

Critères	Valeurs		
	désigné comme « en voie de disparition » par le COSEPAC. Les effets cumulatifs sur le caribou sont susceptibles d'être importants dans une mesure modérée, en raison des changements dans les habitudes de déplacement de l'espèce, ce qui aurait une incidence sur la chasse en raison de la disponibilité des ressources dans les endroits privilégiés. Les effets cumulatifs devraient être potentiellement faibles pour la Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek, et potentiellement faibles à modérés pour la Première Nation d'Eabametoong, proportionnellement au degré de chevauchement avec les effets cumulatifs potentiels sur l'orignal et les zones de récolte identifiées. Les effets cumulatifs devraient être faibles à modérés pour les autres communautés autochtones, proportionnellement à la mesure dans laquelle les effets résiduels et cumulatifs du projet devraient avoir une	les ZER des projets proposés respectifs.	réduite de l'infrastructure sociale à gérer les répercussions négatives d'un développement raisonnablement prévisible, y compris le risque accru de violence fondée sur le sexe et l'accès aux drogues et à l'alcool. Les répercussions devraient être modérées pour les communautés qui deviendront accessibles par la route (Première Nation de Marten Falls) et varier de faibles à modérées pour celles qui sont déjà reliées au réseau routier (Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek, Première Nation d'Aroland et Première Nation Ginoogaming). La gravité des répercussions varie de faible (pour Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek et la Première Nation de Kashechewan) à faible à modérée (pour la Première Nation d'Eabametoong, la Première Nation de

Critères	Valeurs		
	incidence sur la disponibilité, les déplacements et la répartition du caribou.		Fort Albany et la Première Nation Ginoogaming) en raison d'une capacité réduite à maintenir et à échanger les pratiques culturelles et le savoir associés à la récolte d'ongulés, proportionnellement à la mesure dans laquelle les répercussions résiduelles du projet et les effets cumulatifs touchent les ongulés dans l'ensemble des territoires des communautés.
Conclusions générales sur les répercussions sur les droits	**Potentiellement faible à modéré** Contexte modérément sensible. Faibles répercussions liées aux effets résiduels du projet : faible probabilité de répercussions sur les droits de chasse; l'étendue des répercussions sur la chasse est largement concentrée dans la ZPC de la ZEL, mais s'étend également à la ZER pour le caribou; répercussions allant de temporaires (ne se produisant que durant la phase de construction) à de durée indéterminée, répercussions de	**Potentiellement faible** Contexte modérément sensible, faible probabilité de répercussions sur les droits de pêche, étendue des répercussions limitée à la ZPC, durée des répercussions grandement limitée à la phase de construction, répercussions partiellement réversibles et peu fréquentes, faibles répercussions	**Potentiellement faible à modéré** Contexte modérément sensible. Faibles répercussions liées aux effets résiduels du projet : faible probabilité de répercussions sur les droits, répercussions qui s'étendent à la ZER pour le caribou, répercussions partiellement réversibles à irréversibles, faibles répercussions sur la santé et le bien-être. Effets cumulatifs faibles à modérés. L'atténuation devrait permettre de poursuivre l'exercice

Critères	Valeurs		
	fréquence intermittente et partiellement réversibles; faibles répercussions sur la santé et le bien-être communautaires. Effets cumulatifs faibles à modérés. L'atténuation devrait permettre de poursuivre l'exercice du droit de la même manière ou d'une manière modifiée.	sur la santé et le bien-être communautaires, et effets cumulatifs faibles. Le programme d'atténuation et de suivi devrait permettre de poursuivre l'exercice du droit de la même manière.	du droit de la même manière ou d'une manière modifiée.

Tableau 6 : La gravité des répercussions du projet sur l'exercice des droits varie de faible à faible à modérée pour les communautés autochtones dont les zones privilégiées pour l'exercice des droits de récolte et des droits culturels chevauchent de façon limitée la portée géographique des effets prévus du projet : Première Nation d'Attawapiskat, Première Nation de Constance Lake, Kitchenuhmaykoosib Inninuwug, Première Nation de Long Lake (réserve nº 58), Première Nation de Neskantaga, Première Nation de Nibinamik, Première Nation de Webequie et Première Nation Weenusk

Critères	Valeurs
Contexte historique et répercussions cumulatives : Détermination et compréhension de la mesure dans laquelle l'exercice actuel des droits peut être vulnérable aux effets du projet lorsque les effets s'ajoutent aux conditions existantes et interagissent avec	**Contexte modérément sensible** La Première Nation d'Attawapiskat, la Première Nation de Constance Lake, Kitchenuhmaykoosib Inninuwug, la Première Nation de Long Lake (réserve nº 58), la Première Nation de Neskantaga, la Première Nation de Nibinamik, la Première Nation de Webequie et la Première Nation Weenusk mentionnent être fortement touchées par le système de règles, de lois et d'institutions coloniales imposées à leurs communautés, ce qui a entraîné des crises sanitaires, sociales et associées aux infrastructures, notamment le manque d'accès à de l'eau potable, le coût élevé de la vie, les pénuries de logements, les faibles niveaux de scolarité, les taux de chômage élevés, les taux élevés de toxicomanie et les problèmes de santé mentale. Par conséquent, les communautés ont décrit comment les traumatismes intergénérationnels, la perte de la langue, de la culture et du savoir traditionnel, ainsi qu'une diminution du sentiment d'appartenance à la terre, ont eu une incidence sur la

Critères	Valeurs		
celles-ci, y compris les effets cumulatifs actuels provenant d'autres sources.	capacité des communautés à exercer leurs droits et à pratiquer leur mode de vie traditionnel. Ces communautés autochtones continuent de dépendre fortement de la terre pour assurer leur sécurité alimentaire comme source d'alimentation traditionnelle. Elles ont déjà été touchées par les développements passés et en cours, tels que l'exploration minière et minérale, les dérivations d'eau et la foresterie, ainsi que par les changements climatiques, qui ont contribué à la diminution de la disponibilité et de la qualité des ressources de récolte. Cela a eu une incidence sur leur capacité à exercer leurs droits de chasse, de piégeage et de pêche. Malgré cela, ces communautés autochtones indiquent également qu'elles considèrent leur environnement comme intact, que les ressources continuent d'y être abondantes et que l'exercice de leurs droits de récolte et de leurs droits culturels se poursuit.		
	Chasse et piégeage	**Pêche et eau**	**Maintien du mode de vie traditionnel**
Probabilité : une estimation de la probabilité que les répercussions se produisent.	**Potentiellement négligeable à faible** Il est peu probable que les activités du projet réduisent la quantité d'animaux sauvages disponibles pour la chasse et le piégeage dans les territoires traditionnels des communautés autochtones et qu'elles modifient la capacité des communautés autochtones à accéder aux territoires de chasse et de	**Potentiellement négligeable à faible** Il est peu probable que les activités du projet réduisent la quantité de poissons disponibles pour la pêche et qu'elles modifient la capacité des communautés autochtones à accéder aux zones de pêche privilégiées sur leurs territoires traditionnels.	**Potentiellement négligeable à faible** Il est peu probable que les activités du projet perturbent la pratique continue des traditions culturelles et spirituelles ainsi que l'intendance des terres et des ressources dans les territoires traditionnels des communautés.

Critères	Valeurs		
	piégeage privilégiés.		
Étendue géographique, fréquence, durée, réversibilité : inclut la prise en compte de l'étendue géographique des répercussions par rapport à l'étendue géographique du droit, comme il est exercé, la fréquence à laquelle les répercussions peuvent se produire au cours d'une période donnée, la durée pendant laquelle celles-ci peuvent être perceptibles et si l'exercice des droits est censé se rétablir à la suite des répercussions.	**Potentiellement négligeable à faible** Les effets du projet dans la ZPC et les ZEL pour le caribou et d'autres espèces sauvages ne recoupent pas les zones désignées comme des zones privilégiées pour la chasse et le piégeage par les communautés autochtones. Les communautés autochtones ont déclaré chasser le caribou dans la ZER pour le caribou, où des effets du projet sont prévus.	**Potentiellement négligeable à faible** Les effets résiduels sur les poissons et leur habitat qui limiteraient la disponibilité des poissons chevauchent la zone d'intérêt de la Première Nation de Long Lake (réserve nº 58) aux fins d'utilisation traditionnelle, et de la zone d'utilisation de la Première Nation de Neskantaga. Les effets du projet ne devraient pas chevaucher les territoires d'autres communautés autochtones ou les zones désignées comme étant privilégiées pour la pêche.	**Potentiellement négligeable à faible** Les effets du projet dans la ZEL chevaucheraient ceux d'un site d'importance culturelle identifié par la Première Nation de Neskantaga, mais ne devraient pas chevaucher des zones ou des sites identifiés comme étant d'importance culturelle par les autres communautés autochtones. Le projet pourrait compromettre la capacité à maintenir les pratiques culturelles associées à la récolte dans la ZER (en raison des modifications dans la répartition et les déplacements du caribou) et dans la ZEL, pour les communautés qui ont déclaré y exercer des activités ou dont les territoires chevauchent la ZEL : Première Nation de Long Lake (réserve nº 58) et Première Nation de Neskantaga
Santé et bien-être communautaires : inclut la prise en	**Potentiellement négligeable à faible**	**Potentiellement négligeable à faible**	**Potentiellement négligeable à faible**

Critères	Valeurs		
compte de la santé physique, mentale, émotionnelle et spirituelle, y compris les points de vue autochtones sur la santé.	Les communautés autochtones ont exprimé certaines préoccupations au sujet des répercussions potentielles du projet sur la santé. Les effets liés au projet sur la sécurité alimentaire en raison de la disponibilité réduite des orignaux, des caribous, des oiseaux et des animaux à fourrure dans les territoires traditionnels des communautés sont peu probables.	Les communautés autochtones ont exprimé des préoccupations au sujet de la contamination potentielle de l'eau, mais il est peu probable que l'exercice des droits de pêche dans les territoires traditionnels des communautés soit modifié de manière significative.	Les communautés autochtones ont cerné des répercussions potentielles sur la santé et le bien-être en raison d'une diminution de temps passé sur la terre, de perturbations sensorielles et d'une perte du sentiment d'appartenance au territoire, mais il est peu probable que l'exercice du droit au maintien d'un mode de vie traditionnel soit modifié de façon significative dans les territoires traditionnels des communautés.
Effets cumulatifs : inclut la compréhension de la mesure dans laquelle l'exercice significatif des droits peut être touché lorsque les effets du projet s'ajoutent aux effets des activités raisonnablement prévisibles ou interagissent avec ceux-ci.	**Potentiellement faible à modéré** Le projet est situé dans une zone non perturbée. Le caribou des bois est important sur le plan culturel pour les communautés autochtones et est chassé par elles. Le projet, combiné à d'autres projets proposés, est susceptible d'entraîner des répercussions potentiellement faibles à modérés	**Potentiellement faible** Le projet est situé dans une zone non perturbée. Le projet, combiné à d'autres projets proposés, est susceptible de contribuer à la perte et à la dégradation de l'habitat des poissons dans une région intacte. Cependant, l'AEIC prévoit que les activités de pêche traditionnelles	**Potentiellement faible à modéré** Le projet est situé dans une zone non perturbée. Les effets cumulatifs sont susceptibles de réduire la capacité de l'infrastructure sociale à gérer les effets négatifs d'un développement raisonnablement prévisible, y compris le risque accru de violence fondée sur le sexe et l'accès aux drogues et à l'alcool, ce qui peut réduire les possibilités de

Critères	Valeurs		
	pour la Première Nation de Long Lake (réserve nº 58), dont la capacité de chasser le caribou a diminué en raison de l'activité industrielle, et pour la Première Nation de Webequie, dont la capacité de chasser le caribou sera fortement perturbée par un développement raisonnablement prévisible. Les répercussions devraient être faibles pour les autres communautés autochtones en raison des changements cumulatifs dans les habitudes de déplacement et les aires de répartition du caribou.	pourraient se poursuivre dans les ZER des projets proposés respectifs.	s'adonner aux pratiques culturelles qui entraîneraient une faible gravité des répercussions. Ces effets cumulatifs entraîneraient des répercussions de faible gravité pour les communautés autochtones, à l'exception de la Première Nation de Webequie, pour laquelle les répercussions devraient être faibles à modérés, en raison d'une exposition potentielle plus élevée aux effets. Les effets cumulatifs sont susceptibles de contribuer à réduire la capacité d'exercer les droits de maintien du mode de vie qui dépendent d'une faune abondante, en particulier le caribou.
Conclusions générales sur les répercussions sur les droits	**Potentiellement négligeable à modéré** Contexte modérément sensible. Répercussions négligeables à faibles liées aux effets résiduels du	**Potentiellement négligeable à faible** Contexte modérément sensible, les répercussions sur les droits de pêche sont peu probables, les	**Potentiellement négligeable à modéré** Contexte modérément sensible. Répercussions négligeables à faibles liées aux effets résiduels du projet : répercussions peu probables sur le droit

Critères	Valeurs		
	projet : les répercussions sur les droits de chasse sont peu probables, les effets du projet sur la faune ne devraient pas s'étendre aux zones désignées comme étant des territoires privilégiés pour la chasse et le piégeage, les répercussions sur la santé et le bien-être communautaires sont faibles. Effets cumulatifs faibles à modérés. L'atténuation devrait permettre de poursuivre l'exercice du droit de la même manière ou d'une manière légèrement modifiée.	effets ne devraient pas s'étendre aux zones désignées comme étant des zones privilégiées pour la pêche, les effets sur la santé et le bien-être communautaires sont faibles, les effets cumulatifs sont faibles. l'atténuation devrait permettre de poursuivre l'exercice du droit de la même manière ou d'une manière similaire.	du maintien du mode de vie, effets du projet qui chevauchent de façon limitée les zones identifiées comme étant importantes sur le plan culturel, répercussions faibles sur la santé et le bien-être communautaires. Effets cumulatifs faibles à modérés. L'atténuation devrait permettre de poursuivre l'exercice du droit de la même manière ou d'une manière légèrement modifiée.

D'après l'analyse des effets relevant d'un domaine de compétence fédérale et des répercussions sur les droits et les mesures d'atténuation connexes indiquées aux sections 2.1 (Poissons et leur habitat), 2.2 (Oiseaux migrateurs), 4.3.1 (Usage courant), 4.3.2 (Constructions, emplacements et choses d'importance et patrimoine naturel et culturel) et 4.3.3 (Conditions sanitaires et socioéconomiques), l'AEIC est d'avis que les répercussions potentielles du projet sur l'exercice des droits visés par l'article 35 des communautés autochtones susmentionnées ont été déterminées de manière adéquate et atténuées ou accommodées de façon appropriée.

L'AEIC souligne l'importance de la mobilisation continue et significative du promoteur pour continuer à comprendre et à prendre en compte les répercussions potentielles du projet sur les droits. Le promoteur s'est engagé à poursuivre la mobilisation auprès des communautés autochtones afin de déterminer et d'élaborer d'autres mesures d'atténuation qui sont nécessaires pour gérer ces répercussions.

5 Mesure dans laquelle les effets du projet contribuent à la capacité du gouvernement du Canada de respecter ses obligations en matière d'environnement

L'AEIC est d'avis que les effets du projet ne contribueraient pas aux obligations en matière d'environnement du Canada en raison des effets négatifs résiduels probables sur les poissons, les oiseaux migrateurs et la faune terrestre, dont certaines espèces en péril, ainsi que sur les milieux humides.

L'AEIC a effectué une analyse de la mesure dans laquelle les effets probables du projet contribueraient à la capacité du Canada à respecter les obligations en matière d'environnement et a cerné les obligations pertinentes suivantes en matière de biodiversité :

- la Convention sur la diversité biologique et le Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal ainsi que son cadre national, la Stratégie pour la nature 2030 du Canada, et les lois appuyant sa mise en œuvre, notamment la LEP;
- la Convention sur les zones humides d'importance internationale, en particulier en tant qu'habitat de la sauvagine (Ramsar), telle qu'elle a été mise en œuvre en partie dans le cadre de la politique fédérale sur la conservation des terres humides et le Plan nord-américain de gestion de la sauvagine;
- la Convention pour la protection des oiseaux migrateurs aux États-Unis et au Canada, telle que mise en œuvre en partie par la *Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs*, et les objectifs de conservation issus des stratégies d'ECCC relatives aux régions de conservation des oiseaux.

5.1 Analyse

Comme il est décrit aux sections 2.1, 2.2 et 2.3, le projet est susceptible d'entraîner des effets négatifs fédéraux sur les poissons et leur habitat, les oiseaux migrateurs et la faune sur le territoire domanial, y compris des espèces en péril inscrites sur la liste de la LEP ou évaluées comme étant en péril par le COSEPAC. Les changements négatifs dans la faune terrestre comprennent les effets sur des espèces en péril (caribou des bois [population boréale], caribou des bois [population migratrice de l'Est] et carcajou) qui appuient l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles par les peuples autochtones, comme décrit à la section 4.3.1. Dans les sections pertinentes, l'AEIC recommande des mesures d'atténuation pour ces effets négatifs fédéraux et les changements dans la faune. Toutefois, les effets négatifs sur les espèces en péril, notamment le caribou et le carcajou, devraient persister.

De plus, le projet est susceptible d'entraîner des changements pour d'autres espèces en péril inscrites à l'annexe 1 de la LEP et présentes sur les terres provinciales, notamment des espèces d'oiseaux, de chauve-souris et d'insectes inscrites sur la liste de la LEP, principalement en raison de blessures ou de décès causés par des collisions avec des véhicules, ainsi que pour des espèces de plantes, et des changements dans l'habitat décrits dans l'étude d'impact du promoteur. Les mesures d'atténuation recommandées à la section 2.2 pour limiter les collisions des véhicules avec des oiseaux seraient appropriées pour réduire au minimum les dommages causés aux espèces aériennes inscrites sur la liste de la LEP. L'AEIC est d'avis que les changements dans l'habitat attribuables à la perte de l'habitat et aux perturbations sensorielles (comme le bruit) déplaceraient les espèces vers des habitats convenables dans d'autres parties des ZEL et des ZER. L'AEIC reconnaît également que le projet peut avoir des effets négatifs sur la chauve-souris rousse, la chauve-souris cendrée, la chauve-souris argentée, le petit chevalier, le bécassin roux, le harfang des neiges, le bourdon Suckley et le frêne noir évalués comme étant en péril par le COSEPAC. Les mesures d'atténuation et de suivi que le promoteur s'est engagé à prendre et qui sont recommandées dans les sections pertinentes du présent rapport permettraient d'éviter ou d'atténuer les effets négatifs sur les espèces inscrites sur la liste de la LEP, de surveiller ces effets et seraient conformes aux programmes de rétablissement et aux plans d'action applicables.

Le projet a été conçu pour réduire au minimum son empreinte, notamment sur les milieux humides, grâce à la sélection du tracé. De plus, les caractéristiques de conception, comme l'engagement du promoteur à réduire au minimum la perturbation des conditions du terrain, limiteraient les changements dans la fonction des milieux humides et la perturbation de la faune. Le promoteur s'est également engagé à ce que les zones d'infrastructure de construction temporaires soient remises en état dès que possible après la construction, ce qui serait mis en œuvre dans le cadre des plans de gestion environnementale du projet qui n'ont pas encore été élaborés.

Ces mesures réduiraient les effets de la construction et de l'exploitation du projet sur la biodiversité; toutefois, les effets négatifs du projet devraient demeurer et ne contribueraient pas à la capacité du Canada de respecter ses obligations en matière d'environnement liées à la biodiversité.

5.2 Justification et conclusions de l'AEIC

À la lumière des renseignements ci-dessus, l'AEIC est d'avis que les effets probables du projet ne contribueraient pas à la capacité du Canada de respecter ses obligations environnementales en matière de biodiversité.

6 Mesure dans laquelle les effets du projet contribuent aux engagements du Canada en matière de changements climatiques

L'AEIC est d'avis que les effets du projet ne contribueront probablement pas au respect des engagements du Canada en matière de changements climatiques en raison des émissions prévues de gaz à effet de serre (GES) pendant la construction et l'exploitation du projet.

L'AEIC a effectué une analyse de la mesure dans laquelle les effets probables du projet contribueraient à la capacité du Canada de respecter les engagements suivants en matière de changements climatiques :

- Cibles fixées en vertu de la *Loi canadienne sur la responsabilité en matière de carboneutralité*, notamment :

l'objectif de réduire les émissions de GES d'au moins 40 % par rapport aux niveaux de 2005 d'ici 2035, établi dans le Plan de réduction des émissions pour 2030 : Un air pur, et une économie forte;

la cible de carboneutralité du Canada d'ici 2050;

la réduction des émissions nationales en aval ou le remplacement des sources plus importantes d'émissions.

6.1 Analyse

Le projet émettrait des GES pendant la phase de construction et, dans une moindre mesure, pendant la phase d'exploitation. Les émissions annuelles maximales de GES estimées pour la phase de construction sont de 295 400 tonnes d'équivalent en dioxyde de carbone par année. Pendant cette phase, les principales sources d'émissions de GES sont l'équipement de construction mobile, le dynamitage pour l'aménagement de la route et l'exploitation d'une carrière ainsi que les changements de l'utilisation des terres. L'AEIC note que la construction de la route aurait également un effet sur les écosystèmes de tourbière et le stockage du carbone. Le promoteur a indiqué que la conception de route flottante ralentirait ou arrêterait la décomposition des tourbières, ce qui pourrait réduire les émissions de GES. En ce qui a trait au stockage de carbone, ECCC a souligné que les tourbières peuvent être des sources ou des puits de carbone selon l'endroit, et que l'incertitude est élevée. Les émissions annuelles maximales de GES estimées pour la phase d'exploitation s'élèvent à 44 000 tonnes d'équivalent en dioxyde de carbone par année. Les principales sources d'émissions de GES de cette phase sont la circulation routière et les changements de l'utilisation des terres. ECCC a noté que les émissions de GES estimées par le promoteur sont calculées adéquatement, appuyées par des renseignements suffisants et considérées comme offrant une orientation et une méthode pertinentes.

Même si les émissions de GES étaient probablement très faibles à l'échelle nationale et par rapport à la cible d'émissions du Canada d'ici 2030, le projet constituerait une source nette d'émissions, et le promoteur reconnaît que les émissions résiduelles du projet se poursuivraient au-delà de 2050. La nature et l'emplacement du projet limitent les mesures et les technologies disponibles pour réduire ces émissions. ECCC reconnaît que les efforts du promoteur pour limiter les émissions dues à la biomasse et aux changements de l'utilisation des terres sont les mesures les plus susceptibles de réduire les GES.

Le promoteur a également affirmé que le projet pourrait aider indirectement le Canada à respecter ses engagements en matière de changements climatiques à long terme, car il fournira une infrastructure à l'appui de la création d'une chaîne d'approvisionnement en minéraux critiques qui stimulera l'économie verte et numérique. ECCC a cependant fait remarquer que cette contribution indirecte potentielle à long terme ne serait possible que dans un scénario précis, c'est-à-dire que l'infrastructure du projet devrait appuyer des projets d'exploitation de minéraux critiques qui n'auraient pu être réalisés autrement, et que les matériaux devraient être utilisés au Canada pour réduire de façon mesurable les émissions de GES en aval ou remplacer des sources plus importantes d'émissions.

6.2 Justification et conclusions de l'AEIC

À la lumière des renseignements ci-dessus, l'AEIC est d'avis que les effets probables du projet ne contribueraient pas à la capacité du Canada de respecter ses engagements en matière de changements climatiques.

7 Mesure dans laquelle les effets du projet contribuent à la durabilité

Les effets du projet sont susceptibles d'améliorer le bien-être économique et social global de la Première Nation de Marten Falls et possiblement d'autres communautés autochtones avoisinantes. Les effets probables du projet contribueraient également à la réconciliation économique et à l'autodétermination de la Première Nation de Marten Falls. Toutefois, le projet aurait probablement des effets négatifs fédéraux résiduels sur l'environnement, les pratiques traditionnelles autochtones et le bien-être communautaire. Dans l'ensemble, il est susceptible d'apporter une contribution positive nette à la durabilité. La mesure dans laquelle ses effets probables contribuent à la durabilité est faible.

Dans la LEI, la durabilité désigne la « capacité à protéger l'environnement, à contribuer au bien-être social et économique de la population du Canada et à maintenir sa santé, dans l'intérêt des générations actuelles et futures ». L'AEIC a examiné les effets négatifs fédéraux et les effets positifs du projet sur des composantes de l'environnement, sur la santé et sur le bien-être social et économique, tel que le décrit le présent rapport. Elle a axé son analyse de la durabilité sur les composantes valorisées et les considérations connexes clés suivantes :

- l'usage de terres et de ressources aux fins de pratiques traditionnelles par les peuples autochtones, dans le contexte des changements environnementaux (poissons et faune terrestre) et du transfert du savoir autochtone;
- le bien-être communautaire, notamment en ce qui concerne l'infrastructure sociale, le maintien du mode de vie et l'identité;
- les conditions économiques et d'emploi, notamment en ce qui concerne le bien-être économique des communautés autochtones ainsi que les économies régionales et provinciales;
- la réconciliation économique et l'autodétermination des Autochtones, notamment la possibilité de gains nets durables liés à l'augmentation des possibilités économiques.

L'analyse de la durabilité a tenu compte de la façon dont les changements apportés à ces composantes valorisées et considérations clés peuvent être vécus différemment selon les groupes au sein des communautés, selon les groupes autochtones et selon les générations.

Du point de vue de la durabilité, certains effets du projet pourraient persister pendant plusieurs générations, surtout ceux touchant le savoir autochtone, les pratiques culturelles ainsi que la santé et le bien-être des communautés. Étant donné que le projet serait exploité indéfiniment, l'AEIC a fixé une limite temporelle de 80 ans pour l'analyse de la durabilité afin de tenir compte de la construction et de la phase d'exploitation, ainsi que des effets potentiels sur le bien-être des générations actuelles et futures. L'AEIC a effectué une évaluation globale des effets à une échelle spatiale régionale comprenant la ZER décrite à la section 4.3.3 du présent rapport.

7.1 Analyse

7.1.1 Interconnexion et interdépendance des systèmes humains et écologiques

Le projet se situe dans un territoire avec lequel le peuple anishinaabe maintient un lien spirituel profond depuis de nombreuses générations. Ce lien a soutenu les moyens de subsistance de ce peuple et façonné son mode de vie. Il est à la base du concept anishnawbek du *bimaadiziwin* : un mode de vie reflétant le lien spirituel étroit entre les humains, la Terre et tous les êtres vivants. L'AEIC a réfléchi au fait que les effets potentiels du projet pourraient avoir des répercussions sur ce lien pendant plusieurs générations en raison de l'interconnexion des composantes terrestres, aquatiques, fauniques et humaines, et analysé la possibilité qu'ils contribuent à la durabilité.

Pendant la construction et l'exploitation de la route, les activités du projet modifieraient de façon permanente les terres et les ressources fauniques et aquatiques dans les territoires traditionnels de la Première Nation Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek, la Première Nation d'Aroland, la Première Nation d'Attawapiskat, la Première Nation de Constance Lake, la Première Nation d'Eabametoong, la Première Nation de Fort Albany, la Première Nation Ginoogaming, la Première Nation de Kashechewan, la Première Nation Kitchenuhmaykoosib Inninuwug, la Première Nation de Long Lake (réserve nº 58), la Première Nation de Marten Falls, la Première Nation de Neskantaga, la Première Nation de Nibinamik, la Première Nation de Webequie et la Première Nation Weenusk. Ces communautés autochtones pratiquent des activités traditionnelles, comme la pêche, la chasse, le piégeage et la cueillette dans leurs territoires traditionnels. Ces activités appuient la transmission du savoir autochtone d'une génération à l'autre, sont profondément enracinées dans les cultures des communautés autochtones et sont

essentielles pour préserver le mode de vie traditionnel de ces communautés. Elles facilitent également l'accès à des aliments de grande qualité à faible coût et aident à préserver les habitudes alimentaires traditionnelles. Le projet entraînerait les effets suivants, principalement dans la ZPC : dégradation ou perte probables de l'habitat des poissons et de la faune; déplacement d'espèces importantes pour la pêche, la chasse et le piégeage; changements de la disponibilité du gibier et d'autres aliments prélevés dans la nature; réduction de l'accès sécuritaire aux sites d'activités traditionnelles; déplacement du caribou; et modifications du paysage et de la qualité de l'expérience des Autochtones.

Les activités du projet réalisées pendant la construction et l'exploitation modifieraient également les composantes humaines de l'écosystème, notamment en exerçant des pressions supplémentaires sur l'infrastructure sociale des Autochtones, tout en générant des avantages économiques durables pour la Première Nation de Marten Falls et éventuellement pour les communautés autochtones avoisinantes, comme la Première Nation d'Aroland. Ces avantages comprennent des possibilités d'emploi et de formation pendant la construction ainsi que pendant l'exploitation et l'entretien à long terme. De plus, le projet appuierait le développement d'entreprises dirigées par des Autochtones et l'approvisionnement auprès de telles entreprises. Une fois en service, la route améliorerait l'accès physique aux communautés autochtones, la mobilité régionale et la participation au marché du travail, faciliterait l'accès aux possibilités d'éducation et de formation dans les réserves et à l'extérieur, et soutiendrait les initiatives économiques communautaires pour la Première Nation de Marten Falls.

Le projet améliorerait l'accès toute l'année à la Première Nation de Marten Falls puisque la route serait reliée au réseau routier. Cela réduirait le coût élevé de la vie associé à l'éloignement des communautés, permettrait une livraison plus fiable des biens et une prestation plus fiable des services, et appuierait le développement de nouvelles infrastructures communautaires, notamment pour le logement, la santé et l'éducation. L'amélioration de la connectivité tout au long de l'année aiderait les communautés autochtones à exercer un plus grand contrôle sur leur développement social, économique et culturel, notamment pour la planification et la prestation des services de logement, de soins de santé, d'éducation et d'urgence ainsi que pour l'établissement d'une infrastructure communautaire qui correspond à leurs priorités. En permettant aux communautés autochtones de participer plus efficacement aux économies régionales et provinciales, le projet appuierait l'autosuffisance économique et le développement dirigé par les communautés, des éléments clés de la réconciliation économique. Ensemble, ces avantages seraient susceptibles de contribuer à l'augmentation des revenus des ménages, à l'amélioration des conditions sociales et économiques et à une plus grande résilience économique pour la Première Nation de Marten Falls et potentiellement pour les communautés autochtones avoisinantes, les effets positifs ayant une durée prévue de plusieurs générations.

La route proposée dans cet écosystème contribuerait à accroître la mobilité des communautés autochtones et l'accès aux réserves autochtones et aux territoires

traditionnels, ce qui présenterait de nouvelles possibilités économiques et d'autodétermination, mais ajouterait également une pression sur les infrastructures sociales limitées, ainsi que sur les pratiques traditionnelles des peuples autochtones. Il est probable qu'un afflux de personnes et de travailleurs non autochtones augmenterait les tensions sociales, donnerait lieu à l'introduction de substances illicites ou interdites et minerait les pratiques culturelles et linguistiques. Il pourrait également accroître la violence dans les communautés autochtones, en particulier contre les filles et les femmes autochtones.

7.1.2 Bien-être des générations actuelles et futures

En se fondant sur les composantes valorisées déterminées pour l'analyse de la durabilité, l'AEIC a évalué les avantages et les coûts pour le bien-être des générations actuelles et futures dans le tableau 7.

Tableau 7 : Avantages et coûts prévus du projet pour les générations actuelles et futures en fonction des composantes valorisées

Composante valorisée de la durabilité	Avantages pour le bien-être des générations actuelles et futures	Coûts pour le bien-être des générations actuelles et futures
Usage de terres et de ressources aux fins de pratiques traditionnelles par les peuples autochtones	L'amélioration de l'accès toute l'année aiderait à accéder de manière fiable à certaines régions éloignées des territoires traditionnels et pourrait appuyer les pratiques traditionnelles dans ces régions.	Les effets environnementaux du projet, en particulier ceux qui touchent la récolte d'espèces sauvages, comme la pêche et la chasse au caribou, au gibier à plumes, à l'orignal et au cerf, pourraient réduire le succès de la récolte et la qualité de l'expérience, et donc le moment et la façon dont le savoir autochtone est transmis à la prochaine génération. La construction et l'exploitation de la route pourraient perturber des activités traditionnelles, comme la pêche, le piégeage et la cueillette, ce qui aurait une incidence sur les pratiques culturelles et spirituelles, ainsi

Composante valorisée de la durabilité	Avantages pour le bien-être des générations actuelles et futures	Coûts pour le bien-être des générations actuelles et futures
		que sur la transmission du savoir autochtone d'une génération à l'autre. La crainte de contamination des aliments prélevés dans la nature en raison des effets environnementaux liés au projet, comme un déversement accidentel de matières dangereuses, pourrait entraîner l'évitement de la pêche, de la chasse, du piégeage et de la cueillette de subsistance ainsi que de la consommation d'animaux sauvages dans les zones perçues par les communautés autochtones comme étant contaminées. En retour, cela pourrait avoir une incidence sur la sécurité alimentaire et la continuité de la culture et de l'identité autochtones.
Bien-être communautaire	L'amélioration de l'accès toute l'année augmenterait probablement la circulation des personnes et des familles entre les communautés de la région et pourrait ainsi avoir pour effet de revitaliser ces communautés, de renforcer les liens familiaux et culturels, de réduire l'isolement et de permettre une planification axée sur la communauté en ce	Il est probable qu'un meilleur accès augmenterait l'exposition à l'influence occidentale, perturberait les pratiques culturelles, aurait une incidence sur les modes de vie traditionnels et la capacité des communautés autochtones à transmettre leur culture aux générations futures, en plus d'exercer des pressions supplémentaires, notamment sur l'infrastructure

Composante valorisée de la durabilité	Avantages pour le bien-être des générations actuelles et futures	Coûts pour le bien-être des générations actuelles et futures
	qui concerne la santé et l'éducation. Le projet faciliterait l'accès à des biens et à des services abordables et améliorerait leur distribution. Le retour éventuel des membres de la communauté dans la réserve de la Première Nation de Marten Falls pourrait contribuer au développement économique de la région, déclencher la construction de nouveaux logements et contribuer à l'amélioration et au maintien de l'infrastructure de la communauté.	sociale pour les générations actuelles et futures. Par ailleurs, d'autres communautés, en particulier la municipalité de Greenstone, pourraient subir des pressions accrues en raison de l'afflux de membres de la Première Nation de Marten Falls se déplaçant vers le sud pour accéder aux services offerts aux membres de communautés autochtones vivant dans la région. Un afflux de travailleurs pourrait accroître la violence physique et sexuelle envers les femmes et les filles autochtones. Il pourrait également entraîner une pression accrue sur les infrastructures sociales des communautés autochtones. Les changements démographiques liés au projet pourraient accroître les tensions sociales, miner la cohésion sociale et augmenter les risques pour la sécurité communautaire. La sécurité des membres des communautés autochtones pourrait également être compromise en raison du

Composante valorisée de la durabilité	Avantages pour le bien-être des générations actuelles et futures	Coûts pour le bien-être des générations actuelles et futures
		risque accru d'accidents de la route.
Conditions économiques et d'emploi	Le projet devrait créer des emplois directs pendant la construction et l'entretien au cours de la phase d'exploitation, qui s'accompagnent d'une formation connexe en cours d'emploi, d'apprentissages et d'un développement des compétences. L'augmentation du revenu des ménages et de l'employabilité, en particulier pour les membres de la Première Nation de Marten Falls vivant dans la réserve, pourrait favoriser une plus grande autonomie financière et une meilleure résilience. Avec le temps, l'amélioration de l'accès pourrait réduire le coût élevé de la vie dû à l'éloignement des communautés et permettre une plus grande participation aux marchés du travail régionaux, au profit des générations futures. Le projet implique d'importantes dépenses initiales en immobilisations associées à la construction,	Les avantages économiques pourraient ne pas être répartis uniformément entre les communautés ou en leur sein, et pourraient exacerber les disparités de revenu. Le projet pourrait réduire les revenus tirés des activités économiques traditionnelles, en particulier ceux provenant de la vente de bleuets sauvages et de la chasse au gibier commerciale à cause de la réduction du taux de succès de la récolte.

Composante valorisée de la durabilité	Avantages pour le bien-être des générations actuelles et futures	Coûts pour le bien-être des générations actuelles et futures
	tandis que l'exploitation de la route représenterait un actif de transport de longue durée de vie, soit plusieurs générations, qui améliorerait probablement la fiabilité de la chaîne d'approvisionnement dans toutes les conditions saisonnières. Le projet entraînerait des effets de dépenses et des emplois en Ontario, les avantages économiques étant concentrés dans le nord de la province. Les dépenses continues relatives à l'entretien contribueraient au produit intérieur brut (PIB) provincial, par l'intermédiaire du secteur de la construction des transports et des industries professionnelles, techniques et de services connexes. En réduisant les obstacles logistiques, le projet pourrait également favoriser une plus grande participation économique des communautés autochtones et permettre de futurs investissements conformes aux priorités communautaires, tout en contribuant à augmenter la production économique de l'Ontario et du Canada.	

Composante valorisée de la durabilité	Avantages pour le bien-être des générations actuelles et futures	Coûts pour le bien-être des générations actuelles et futures
Réconciliation économique et autodétermination des Autochtones	Le projet pourrait appuyer la réconciliation économique avec les Autochtones en favorisant la participation des entreprises dirigées par des Autochtones, les possibilités d'approvisionnement et les initiatives économiques communautaires, principalement pour la Première Nation de Marten Falls. L'amélioration de l'accès toute l'année contribuerait à la capacité des communautés autochtones d'exercer un plus grand contrôle sur leur développement social, économique et infrastructurel, conformément aux priorités communautaires. Ces conditions pourraient soutenir l'autodétermination à long terme et des gains économiques durables d'une génération à l'autre.	Les effets négatifs sur les terres, les ressources et les pratiques culturelles pourraient limiter la mesure dans laquelle les gains économiques se traduisent en améliorations nettes de l'autodétermination.

7.2 Justification et conclusions de l'AEIC

L'AEIC a évalué la contribution du projet à la durabilité en tenant compte des effets probables du projet et des préoccupations soulevées par les communautés autochtones susceptibles d'être touchées, ainsi que du potentiel à long terme du projet de résoudre des défis structuraux persistants auxquels font face la Première Nation de Marten Falls et

d'autres communautés autochtones éloignées, plus particulièrement l'isolement géographique, l'accès limité aux services, le coût élevé de la vie et les possibilités économiques limitées.

L'AEIC reconnaît les incertitudes concernant les effets négatifs fédéraux potentiels et les avantages du projet pour les générations futures, notamment en ce qui a trait à l'efficacité des mesures d'atténuation recommandées, à la volonté et à la capacité des communautés autochtones de participer aux possibilités liées au projet, aux conditions économiques et de marché régionales plus générales, ainsi qu'au développement, aux dépenses et aux investissements futurs dans la région. Malgré cela, elle est d'avis que les effets du projet sont susceptibles de se traduire tant par des contributions positives à la durabilité que par des effets négatifs fédéraux touchant la durabilité, avec un solde d'effets environnementaux, sanitaires, sociaux et économiques positif, principalement pour la Première Nation de Marten Falls. Si les mesures d'atténuation et d'amélioration recommandées sont mises en œuvre efficacement et appuyées par la capacité communautaire, les avantages économiques associés à une infrastructure de transport durable, au développement des compétences et à l'amélioration de la mobilité ont le potentiel de s'accumuler avec le temps. Des gains en matière de durabilité ne seraient pas observés dans toutes les communautés ou tous les sous-groupes, mais les mesures d'atténuation recommandées pour les effets négatifs fédéraux permettraient aux communautés de maintenir un bien-être économique, sanitaire et social d'une génération à l'autre.

L'AEIC conclut que les effets probables du projet apporteraient, dans une faible mesure, une contribution positive nette à la durabilité.

8 Prise de décisions et prochaines étapes

Ce rapport final d'EI et les conditions potentielles ont été présentés à la ministre de l'Environnement, du Changement climatique et de la Nature (la ministre) pour éclairer la prise de décision. La ministre peut renvoyer la prise de décision au gouverneur en conseil. Le décideur tiendra compte de l'information contenue dans ce rapport et déterminera :

- après avoir pris en compte la mise en œuvre des mesures d'atténuation que la ministre ou la gouverneure en conseil estime indiquées, si les effets négatifs fédéraux identifiés dans le rapport final d'EI (sections 2 et 4.2) sont susceptibles d'être importants et, le cas échéant, dans quelle mesure ils le sont;
- s'il y a des effets négatifs qui sont susceptibles d'être importants dans une certaine mesure, si l'intérêt public justifie les effets en tenant compte des éléments suivants :

- les répercussions que les effets susceptibles d'être entraînés peuvent avoir sur tout groupe autochtone et les répercussions préjudiciables que ces effets peuvent avoir sur les droits des peuples autochtones (section 4);
- la mesure dans laquelle ces effets contribuent à la capacité du Canada de respecter ses obligations en matière environnementale et ses engagements à l'égard des changements climatiques (sections 5 et 6);
- la mesure dans laquelle ces effets contribuent à la durabilité (section 7).

À la suite de cette décision, la ministre fera une déclaration de décision qu'elle remet au promoteur qui :

- l'informe de la décision et de ses motifs;
- énonce toute condition que la ministre estime indiquée, sauf celles dont la mise en œuvre sera assurée par une autre personne ou par une instance;
- indique la période au cours de laquelle le promoteur doit débuter l'essentiel de la réalisation du projet;
- inclut une description du projet.

S'il est décidé que l'intérêt public justifie les effets négatifs fédéraux importants susceptibles d'être entraînés, les permis fédéraux suivants pourraient être exigés pour des activités particulières :

- approbations des ouvrages en vertu de la *Loi sur les eaux navigables canadiennes*;
- autorisations en vertu de la *Loi sur les pêches*;
- permis au titre de la LEP;
- permis relatif(s) aux explosifs au titre de la *Loi sur les explosifs*.

L'AEIC a évalué les effets négatifs définis dans la législation qui s'appliquent au projet, mais elle a constaté que seules les approbations des ouvrages en vertu de la *Loi sur les eaux navigables canadiennes* devraient être nécessaires. L'AEIC continuera de coordonner les permis fédéraux requis pour le projet.

Annexes

Annexe A : Critères d'évaluation des effets de l'AEIC

L'AEIC a utilisé les critères suivants pour décrire les effets négatifs fédéraux résiduels et effets cumulatifs probables du projet. Le tableau A-1 fournit des définitions des niveaux pour les critères d'évaluation qui s'appliquent individuellement à des effets négatifs fédéraux. Les tableaux A-2 à A-8 fournissent des définitions des niveaux pour les critères d'évaluation qui s'appliquent à tous les effets négatifs fédéraux.

Tableau A-1 : Définitions des niveaux pour l'ampleur de chaque effet fédéral

Composante valorisée	Faible	Modérée	Élevée
Poissons et leur habitat	Changement mesurable des poissons ou de leur habitat, au cours de toute étape du cycle de vie, qui n'aurait pas d'incidence sur les populations de poissons.	Changement mesurable des poissons ou de leur habitat, au cours de toute étape du cycle de vie, qui nuirait aux populations de poissons.	Changement mesurable des poissons ou de leur habitat, au cours de toute étape du cycle de vie, qui éliminerait ou réduirait considérablement les populations de poissons.
Oiseaux migrateurs	Changement mesurable des oiseaux migrateurs, au cours de toute étape du cycle de vie, qui n'aurait pas d'incidence sur les populations d'oiseaux migrateurs.	Changement mesurable des oiseaux migrateurs, au cours de toute étape du cycle de vie, qui nuirait aux populations d'oiseaux migrateurs.	Changement mesurable des oiseaux migrateurs, au cours de toute étape du cycle de vie, qui éliminerait ou réduirait considérablement les populations d'oiseaux migrateurs.
Usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles	Changements touchant des lieux ou des ressources, l'expérience ou l'utilisation de lieux ou de ressources à des fins traditionnelles qui	Changements touchant des lieux ou des ressources, l'expérience ou l'utilisation de lieux ou de ressources à des fins	Changements touchant des lieux ou des ressources, l'expérience ou l'utilisation de lieux ou de ressources à des fins traditionnelles qui

	n'empêcheraient pas la réalisation de ces activités.	traditionnelles qui nécessiteraient de modifier la réalisation de ces activités.	empêcheraient la réalisation de ces activités.
Patrimoine naturel et culturel	Changement de l'expérience sans détérioration de la valeur des ressources patrimoniales.	Dégradation physique et/ou changement de l'expérience entraînant la détérioration de la valeur des ressources patrimoniales.	Dégradation physique grave et/ou perte de la valeur des ressources patrimoniales.
Constructions, emplacements et choses d'importance	Dommages ou dégradation partiels de constructions, d'emplacements et de choses d'importance, et/ou changement de l'accès sécuritaire à ceux-ci.	Dommages ou dégradation importants de constructions, d'emplacements et de choses d'importance, et/ou réduction de l'accès sécuritaire à ceux-ci.	Dégradation grave ou perte de constructions, d'emplacements et de choses d'importance, et/ou perte de l'accès sécuritaire à ceux-ci.
Conditions sanitaires des peuples autochtones	Changements des conditions environnementales qui entraîneraient des différences mesurables de l'exposition, la faisant généralement rester inférieure aux normes sanitaires.	Changements des conditions environnementales qui entraîneraient des différences mesurables de l'exposition, la faisant généralement atteindre les normes sanitaires.	Changements des conditions environnementales qui entraîneraient des différences mesurables de l'exposition, la faisant constamment dépasser les normes sanitaires.
Conditions sociales et économiques des peuples autochtones	Changements de la demande visant les services de police, les établissements d'enseignement, les occasions et services d'emploi ou les	Changements de la demande visant les services de police, les établissements d'enseignement, les occasions et services d'emploi	Changements de la demande visant les services de police, les établissements d'enseignement, les occasions et services d'emploi ou les

	infrastructures communautaires, changements de l'accès à ces infrastructures et services ou changements de la disponibilité de ceux-ci qui pourraient généralement être gérés à l'aide de leurs capacités actuelles.	ou les infrastructures communautaires, changements de l'accès à ces infrastructures et services ou changements de la disponibilité de ceux-ci qui leur imposeraient une pression.	infrastructures communautaires, changements de l'accès à ces infrastructures et services ou changements de la disponibilité de ceux-ci qui surpasseraient leurs capacités et nuiraient à la disponibilité des services dans la municipalité de Greenstone.
Espèces en péril et caribou migrateur de l'Est ainsi que leur habitat dans le territoire domanial	Dommages causés aux espèces et à leur habitat, sans changement mesurable des populations.	Dommages causés aux espèces et à leur habitat qui nuiraient aux populations.	Dommages causés aux espèces et à leur habitat qui éliminerait ou réduiraient considérablement les populations.
Environnement atmosphérique dans le territoire domanial	Changement mesurable, mais maintien des paramètres à des niveaux généralement inférieurs aux recommandations, limites ou objectifs fédéraux.	Changement mesurable des conditions, et atteinte générale par les paramètres des recommandations, limites ou objectifs fédéraux.	Changement mesurable des conditions, et dépassement systématique par les paramètres des recommandations, limites ou objectifs fédéraux.

Tableau A-2 : Définitions des niveaux pour la portée géographique (applicables à tous les effets)

Niveau	Définition du niveau
Faible	L'effet devrait se limiter à la ZPC.
Modéré	L'effet devrait s'étendre à la zone d'étude locale.
Élevé	L'effet devrait s'étendre à la zone d'étude régionale.

Tableau A-3 : Définitions des niveaux pour le calendrier (applicables à tous les effets)

Niveau	Définition du niveau
Faible	L'effet devrait se produire en dehors d'une période sensible pour les poissons ou les espèces sauvages. ou Dans le cas d'une activité traditionnelle autochtone, l'effet devrait se produire en dehors de la saison pendant laquelle l'activité se pratique.
Modéré	L'effet devrait parfois se produire lors d'une période sensible pour les poissons ou les espèces sauvages. ou Dans le cas d'une activité traditionnelle autochtone, l'effet devrait parfois se produire lors de la saison pendant laquelle l'activité se pratique.
Élevé	L'effet devrait se produire lors d'une période sensible pour les poissons ou les espèces sauvages. ou Dans le cas d'une activité traditionnelle autochtone, l'effet devrait se produire lors de la saison pendant laquelle l'activité se pratique.

Tableau A-4 : Définitions des niveaux pour la fréquence (applicables à tous les effets)

Niveau	Définition du niveau
Faible	L'effet devrait se produire rarement (c.-à-d. pas plus de plusieurs fois par année).
Modéré	L'effet devrait se produire de façon intermittente (c.-à-d. plusieurs fois par mois).
Élevé	L'effet devrait se produire fréquemment (c.-à-d. quotidiennement, presque quotidiennement ou continuellement).

Tableau A-5 : Définitions des niveaux pour la durée (applicables à tous les effets)

Niveau	Définition du niveau
Faible	L'effet devrait durer moins de trois ans.
Modéré	L'effet devrait durer de trois à cinq ans
Élevé	L'effet devrait durer plus de cinq ans.

Tableau A-6 : Définitions des niveaux pour la réversibilité (applicables à tous les effets)

Niveau	Définition du niveau
Faible	L'effet serait complètement ou grandement réversible d'ici la phase d'exploitation.
Modéré	L'effet serait partiellement réversible d'ici la phase d'exploitation.
Élevé	L'effet persisterait indéfiniment.

Tableau A-7 : Définitions des niveaux pour le contexte social (applicables à tous les effets)

Niveau	Définition du niveau
Faible	L'effet aurait une interaction limitée avec les valeurs et les conditions sociales ainsi que le contexte historique.
Modéré	L'effet aurait de nombreuses interactions avec les valeurs et les conditions sociales ainsi que le contexte historique.
Élevé	L'effet aurait d'importantes interactions avec les valeurs et les conditions sociales ainsi que le contexte historique.

Tableau A-8 : Définitions des niveaux pour le contexte écologique (applicables à tous les effets)

Niveau	Définition du niveau
Faible	L'effet pourrait modifier la relation entre les systèmes écologiques existants et ne causer ainsi que des répercussions limitées; ou l'intérêt autochtone a une grande résilience aux facteurs de stress qui causent l'effet.
Modéré	L'effet pourrait modifier la relation entre les systèmes écologiques existants, mais le milieu récepteur pourrait s'adapter au changement; ou l'intérêt autochtone a une certaine résilience et pourrait s'adapter aux facteurs de stress qui causent l'effet.
Élevé	L'effet modifierait la relation entre les systèmes écologiques existants, et le milieu récepteur ne s'adapterait pas facilement au changement; ou l'intérêt autochtone a une faible résilience et pourrait ne pas être en mesure de s'adapter aux facteurs de stress qui causent l'effet.

Tableau A-9 : Définitions des niveaux pour l'incertitude (applicables à tous les effets)

Niveau	Définition du niveau
Faible	Il existe une bonne compréhension de la relation de cause à effet entre le projet et la composante valorisée (CV), et des données suffisantes appuient l'évaluation des effets. L'efficacité des mesures d'atténuation choisies est modérée à élevée. Il y a un faible degré d'incertitude ou de biais associé aux données d'entrée et/ou aux techniques de modélisation, et la variation par rapport à l'effet prévu devrait être faible.
Modéré	Les relations de cause à effet entre le projet et la CV ne sont pas entièrement comprises en raison de données et de renseignements incomplets. L'efficacité des mesures d'atténuation pourrait être modérée ou élevée. Les prévisions découlant de la modélisation sont relativement fiables.
Élevé	Les relations de cause à effet entre le projet et une CV sont mal comprises. Il peut y avoir plusieurs variables externes inconnues et/ou des données incomplètes. L'efficacité des mesures d'atténuation n'a peut-être pas encore été prouvée. Les résultats de la modélisation peuvent varier considérablement selon les données utilisées.

Annexe B : Prise en compte des éléments énoncés à l'article 22

Le tableau ci-dessous présente les facteurs à prendre en compte dans une évaluation d'impact (conformément au paragraphe 22[1] de la LEI). L'AEIC a défini la portée de certains facteurs, y compris leur pertinence pour l'évaluation d'impact du projet (conformément au paragraphe 18[1.2] de la LEI), comme indiqué ci-dessous.

Tableau B-1 : Prise en compte des éléments énoncés à l'article 22

Élément à prendre en considération (paragraphe 22[1])	Section où les éléments sont abordés dans ce rapport
a) les changements causés à l'environnement ou aux conditions sanitaires, sociales ou économiques et les répercussions positives et négatives de tels changements que la réalisation du projet est susceptible d'entraîner, y compris : i) ceux causés par les accidents ou défaillances pouvant en résulter; (ii) les effets cumulatifs que sa réalisation, combinée à l'exercice d'autres activités concrètes, passées ou futures, est susceptible de causer; (iii) le résultat de toute interaction entre ces effets; b) les mesures d'atténuation réalisables, sur les plans technique et économique, des effets négatifs du projet	Sections 2, 3 et 4.3
c) les répercussions que le projet désigné peut avoir sur tout groupe autochtone et les répercussions préjudiciables qu'il peut avoir sur les droits des peuples autochtones du Canada reconnus et confirmés par l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*	Section 4
d) les raisons d'être et la nécessité du projet	Section 1
e) les solutions de rechange à la réalisation du projet qui sont réalisables sur les plans technique et économique, notamment les meilleures technologies disponibles, et les effets de ces solutions	Section 1

Élément à prendre en considération (paragraphe 22[1])	Section où les éléments sont abordés dans ce rapport
f) les solutions de rechange au projet qui sont réalisables sur les plans technique et économique et qui sont directement liées au projet	Section 1
g) les connaissances autochtones fournies à l'égard du projet	Le savoir autochtone est pris en compte tout au long du présent rapport, notamment à la section 4.
h) la mesure dans laquelle le projet contribue à la durabilité	Section 7
i) la mesure dans laquelle les effets du projet portent atteinte ou contribuent à la capacité du gouvernement du Canada de respecter ses obligations en matière environnementale et ses engagements à l'égard des changements climatiques	Sections 5 et 6 L'AEIC a limité la portée de cette analyse à ce qui était requis pour déterminer la mesure dans laquelle les effets du projet contribuent à la capacité du gouvernement du Canada de respecter ses obligations en matière environnementale et ses engagements à l'égard des changements climatiques.
j) les changements qui pourraient être apportés au projet du fait de l'environnement	Sections 2, 3 et 4
k) les exigences du programme de suivi du projet	Sections 2, 3 et 4
l) les enjeux relatifs aux cultures autochtones soulevés à l'égard du projet	Section 4, annexe(s)
m) les connaissances des communautés fournies à l'égard du projet	Sections 2 et 4

Élément à prendre en considération (paragraphe 22[1])	Section où les éléments sont abordés dans ce rapport
n) les observations reçues du public	Section 2, annexe C
o) les observations reçues d'une quelconque instance dans le cadre des consultations tenues en application de l'article 21	Sections 2, 4, 5 et 6
p) toute évaluation pertinente visée aux articles 92, 93 ou 95	L'évaluation régionale dans la région du Cercle de feu qui est en cours a été prise en compte, s'il y avait lieu, tout au long du présent rapport, notamment le rapport provisoire du groupe de travail sur l'évaluation régionale, présenté le 20 janvier 2026, et la plateforme de partage de renseignements. L'évaluation stratégique des changements climatiques était considérée comme pertinente pour déterminer la mesure dans laquelle les effets du projet portent atteinte ou contribuent à la capacité du gouvernement du Canada de respecter ses engagements à l'égard des changements climatiques.
q) toute évaluation des effets du projet effectuée par un corps dirigeant autochtone ou au nom de celui-ci et qui est fournie à l'égard du projet	Sections 2, 3 et 4, selon l'étude d'impact du promoteur.

Élément à prendre en considération (paragraphe 22[1])	Section où les éléments sont abordés dans ce rapport
r) toute étude effectuée ou tout plan préparé par une quelconque instance – ou un corps dirigeant autochtone non visé aux alinéas f) et g) de la définition de *instance* à l'article 2 – qui a été fourni à l'égard du projet et qui est relatif à une région ayant un lien avec le projet	S.O.
s) l'interaction du sexe et du genre avec d'autres facteurs identitaires	L'ACS Plus a été appliquée à la section 4.3.3 du présent Rapport d'EI.
t) tout autre élément utile à l'évaluation d'impact dont l'Agence peut exiger la prise en compte	S.O.

Annexe C : Résumé des commentaires du public

Certains participants ont exprimé un appui général au projet, tandis que d'autres ont exprimé leur désapprobation. L'AEIC a tenu compte de tous les commentaires reçus lors de la rédaction du présent Rapport d'EI. Ces commentaires sont résumés ci-dessous.

- Le projet pourrait avoir des effets négatifs sur les oiseaux migrateurs et leur habitat.
- La perturbation des tourbières causée par le projet, surtout compte tenu de la conception de route flottante, et l'effet cumulatif du développement futur dans la région du Cercle de feu pourraient accroître les émissions de gaz à effet de serre.
- Les effets cumulatifs du projet découlant des activités de développement potentielles futures dans la région du Cercle de feu suscitent des préoccupations.
- Le projet pourrait avoir des répercussions économiques et sociales positives sur la région, qui deviennent encore plus importantes si l'on tient compte des projets futurs dans la région; toutefois, des mesures d'amélioration devront être mises en place pour que les peuples et les entreprises autochtones puissent en bénéficier.
- Le projet pourrait nuire aux poissons et à leur habitat.
- Le promoteur n'a pas fourni de renseignements adéquats sur les futurs contrôles d'accès et la propriété de la route, de même que sur la relation du projet avec le développement futur dans la région du Cercle de feu.
- Le projet pourrait perturber les eskers et les dépôts glaciaires et ainsi potentiellement entraîner la pénétration de métaux lourds dans l'environnement, ce qui pourrait nuire à la qualité des aliments prélevés dans la nature et des plantes médicinales.
- L'AEIC doit veiller à ce qu'il y ait un processus de consultation collaboratif bien financé tout au long de l'évaluation d'impact fédérale. Ce processus doit s'appuyer sur le savoir autochtone, adopter une approche globale pour analyser les répercussions sur les droits ancestraux et issus de traités, et tenir compte des effets cumulatifs des projets passés et futurs dans la région du Cercle de feu.
- Le projet pourrait avoir une incidence négative sur les pratiques traditionnelles autochtones, comme la navigation, la chasse, le piégeage, la pêche et la cueillette, ainsi que sur les pratiques culturelles et spirituelles et les économies traditionnelles.
- Le projet pourrait avoir une incidence négative sur la qualité de l'eau et la quantité d'eau, ce qui pourrait également modifier les milieux riverains et humides.
- Le projet pourrait avoir une incidence négative sur des espèces en péril, notamment le caribou.

- L'évaluation d'impact du projet doit tenir compte des incidences sur les populations vulnérables, comme les femmes, les aînés, les jeunes et les personnes handicapées.
- L'évaluation d'impact du projet doit tenir compte des pires scénarios d'accidents et de défaillances.
- L'évaluation d'impact du projet doit envisager des solutions de rechange à sa réalisation.
- Le demandeur n'a pas fourni de renseignements assez clairs sur l'utilisation de la compensation comme outil d'atténuation.
- La capacité des peuples autochtones à exercer leurs pratiques traditionnelles, y compris la transmission d'enseignements, de langues et de pratiques spirituelles, pourrait être dégradée si l'on tient compte des effets cumulatifs du projet.
- L'analyse des effets réalisée par le promoteur semble minimiser les répercussions du projet, notamment la conception de route flottante et l'utilisation potentielle de la route pour les activités minières.
- L'analyse doit tenir compte des effets environnementaux et des changements climatiques sur le projet, en particulier les inondations et la façon dont le gel et le dégel changeront dans la région.
- L'évaluation d'impact doit tenir compte de la durabilité du projet et de ses effets potentiels sur les prochaines générations des peuples autochtones vivant dans la région.
- Le projet pourrait avoir des répercussions négatives sur la végétation.
- Le projet pourrait nuire à la faisabilité économique des pourvoiries éloignées dans la région du Cercle de feu.

L'AEIC a également reçu des commentaires sur les thèmes suivants qui n'entraient pas dans la portée de l'évaluation d'impact fédérale :

- La nécessité d'une évaluation régionale dans la région du Cercle de feu pour comprendre les effets potentiels du développement sur la région.
- L'évaluation environnementale du projet par le gouvernement de l'Ontario et les processus provinciaux de délivrance de permis dans le Grand Nord.

L'AEIC a fait part de ces commentaires à l'instance compétente, s'il y avait lieu de le faire.

Annexe D : Réponses de l'AEIC aux commentaires résumés des communautés autochtones

Tableaux récapitulatifs des commentaires reçus entre août 2019 et juillet 2026

Les tableaux récapitulatifs qui suivent sont une compilation des commentaires reçus entre août 2019 et juillet 2026 dans le cadre du processus d'évaluation d'impact du projet. Les commentaires résumés reflètent les préoccupations et les observations communiquées par les communautés autochtones au cours des phases de planification, d'étude d'impact et d'évaluation d'impact. Les commentaires sont regroupés dans les tableaux, par domaine thématique décrit par les titres de tableau.

Tous les commentaires reçus, y compris les commentaires résumés des communautés autochtones présentés ci-dessous, ont été pris en compte par l'AEIC et, le cas échéant, intégrés aux sections pertinentes du Rapport d'EI. Plus précisément, l'évaluation d'impact et le présent Rapport d'EI s'appuient sur les commentaires et les observations des communautés autochtones, les connaissances autochtones et communautaires communiquées, les renseignements et les connaissances fournis par les autorités fédérales et les ministères de l'Ontario, ainsi que les commentaires du public, en plus des documents soumis par le promoteur, y compris son étude d'impact. Le présent Rapport d'EI sera examiné par la ministre et servira à éclairer la prise de décisions en vertu de la LEI. L'AEIC souligne également qu'elle a recommandé toutes les mesures d'atténuation recommandées et toutes les exigences de programme de suivi décrites dans le présent Rapport d'EI afin que la ministre envisage de les imposer au promoteur en tant qu'obligations juridiquement contraignantes. L'AEIC souligne en outre que le promoteur a pris des engagements supplémentaires dans son étude d'impact, notamment dans le cadre du processus d'évaluation provincial, et comprend que le gouvernement de l'Ontario imposerait la mise en œuvre de l'ensemble de ces engagements à titre de conditions exécutoires de son approbation, tout en exigeant du promoteur qu'il démontre de quelle manière il respecte ces engagements. Par souci de concision, ces éléments n'ont pas été répétés dans l'ensemble des réponses de l'AEIC présentées dans les tableaux ci-dessous.

Tableau D-1 : Poissons et leur habitat

L'évaluation d'impact a porté sur les effets négatifs fédéraux sur les poissons et leur habitat.

Nº	Intervenant	Résumé des commentaires	Réponse de l'AEIC
1	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation d'Aroland Première Nation d'Attawapiskat Première Nation de Constance Lake Première Nation d'Eabametoong Première Nation de Fort Albany Première Nation Ginoogaming Première Nation de Kashechewan Première Nation de Long Lake (réserve nº 58) Première Nation de Marten Falls Première Nation de Nibinamik Première Nation Weenusk	Ont exprimé des préoccupations au sujet des effets sur les poissons et leur habitat, y compris les espèces de poissons importantes sur le plan culturel et leur habitat.	La section 2.1 du présent Rapport d'EI décrit l'évaluation par l'AEIC des effets sur les poissons et leur habitat, y compris les poissons d'importance culturelle et leur habitat. Cette évaluation tient compte des connaissances autochtones communiquées au sujet des espèces de poissons ainsi que des plans d'eau et des bassins versants importants, de même que des effets cumulatifs. Elle met l'accent sur la dégradation et la perte d'habitat, les dommages causés aux populations de poissons et l'augmentation de la pêche récréative. L'AEIC est d'avis que les effets négatifs résiduels sur les poissons et leur habitat seraient pris en compte par les mesures d'atténuation proposées par le promoteur ainsi que par les mesures d'atténuation et le programme de suivi qu'elle a recommandés et décrits dans la section 2.1, qui comprennent l'obligation pour le promoteur de consulter les communautés autochtones au sujet des mesures de compensation relatives aux effets sur les poissons et leur habitat, et de mettre les résultats de la surveillance issue du programme de suivi à la disposition des communautés. L'AEIC comprend que d'autres administrations, dont Pêches et Océans Canada (MPO) et le gouvernement de l'Ontario, appliquent les mécanismes législatifs et réglementaires pertinents

Nº	Intervenant	Résumé des commentaires	Réponse de l'AEIC
			(section 2.1) selon des objectifs qui sont conformes à l'intention de l'AEIC de réduire au minimum les effets négatifs.
2	Première Nation d'Aroland Première Nation de Fort Albany Première Nation de Kashechewan Première Nation Weenusk	Ont mentionné qu'il faut davantage de renseignement et de contexte communautaire pour éclairer l'évaluation et soutenir les mesures d'atténuation visant les poissons et leur habitat, en particulier pour identifier les espèces importantes sur le plan culturel et pour comprendre les effets de la mobilisation du méthylmercure sur la santé et les aliments traditionnels.	L'AEIC a examiné les effets sur les poissons et leur habitat (section 2.1 du présent Rapport d'EI), en mettant l'accent sur les changements négatifs touchant l'habitat des poissons, les propriétés hydrologiques et la qualité de l'eau, afin de comprendre les changements négatifs probables touchant la disponibilité et la santé des poissons, l'accès sécuritaire aux zones et la navigation sur les voies navigables (sections 2.1 et 4.3.1). L'AEIC a également évalué les voies d'effets sur les peuples autochtones, en mettant l'accent sur les effets sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles (section 4.3.1), les effets sur les sites d'importance et le patrimoine (section 4.3.2) et les effets sur les conditions sanitaires, sociales et économiques (section 4.3.3). L'AEIC a examiné les risques pour la santé des peuples autochtones de la consommation d'aliments prélevés dans la nature potentiellement contaminés, en particulier de poissons traditionnellement pêchés pouvant contenir du méthylmercure. L'AEIC a recommandé des mesures d'atténuation et des programmes de suivi (aux sections 2.1, 4.3.1, 4.3.2 et 4.3.3) afin de réduire au minimum et de surveiller les effets négatifs. L'AEIC est consciente des préoccupations concernant le potentiel d'effet du méthylmercure sur les poissons et la santé humaine. L'AEIC comprend

Nº	Intervenant	Résumé des commentaires	Réponse de l'AEIC
			que d'autres administrations, dont le MPO et le gouvernement de l'Ontario, appliquent les mécanismes législatifs et réglementaires pertinents (section 2.1) selon des objectifs qui sont conformes à l'intention de l'AEIC de réduire au minimum les effets négatifs susceptibles de modifier les sols, la végétation et les propriétés hydrologiques et ainsi d'avoir une incidence sur le potentiel d'effet du méthylmercure sur les poissons et leur habitat ainsi que sur les humains qui consomment les poissons locaux. En ce qui concerne les effets fédéraux et les répercussions sur la santé des peuples autochtones, l'AEIC a recommandé la mise en œuvre d'un programme de suivi en consultation avec les communautés autochtones et les autorités pertinentes pour surveiller divers paramètres, dont les teneurs en carbone organique dissous, en mercure et en méthylmercure de même que pour rendre les résultats de la surveillance accessibles aux communautés autochtones. L'évaluation des effets a également étayé les analyses des répercussions potentielles sur les droits des Autochtones dans la section 4.4.
3	Première Nation d'Aroland Première Nation de Constance Lake Première Nation d'Eabametoong	Se sont demandé si les mesures proposées sont suffisantes pour atténuer et surveiller les effets sur les poissons et leur habitat et pour étayer les conclusions quant aux	L'AEIC est d'avis que les mesures d'atténuation et de surveillance proposées par le promoteur sont appropriées. De plus, l'AEIC a recommandé des mesures d'atténuation et des exigences de programme de suivi dans les sections 2.1, 4.3.1, 4.3.2 et 4.3.3 du présent Rapport d'EI afin de réduire au minimum et de surveiller les effets négatifs fédéraux. Ces mesures comprennent notamment

Nº	Intervenant	Résumé des commentaires	Réponse de l'AEIC
	Première Nation de Fort Albany Première Nation de Kashechewan Première Nation de Nibinamik Première Nation Weenusk	effets résiduels et cumulatifs.	des mesures normalisées visant à limiter la sédimentation, le ruissellement et l'érosion, la conception, l'installation et l'entretien de franchissements de cours d'eau permettant l'écoulement vers l'aval et le passage des poissons, ainsi que la surveillance de la qualité de l'eau à l'appui de la gestion adaptative. L'AEIC comprend que le promoteur mènerait des activités de projet dans des plans d'eau où vivent des poissons ou à proximité de ceux-ci, conformément aux exigences réglementaires et législatives de l'Ontario, aux mesures de protection du poisson et de son habitat de Pêches et Océans Canada, le cas échéant, et aux autres mesures d'atténuation formulées par Pêches et Océans Canada dans le cadre de toute autorisation délivrée au titre de la *Loi sur les pêches* qui pourrait être requise pour le projet. L'AEIC a également proposé des conditions potentielles fondées sur l'évaluation des effets sur les poissons et leur habitat, qui seront soumises à l'examen de la ministre en vue de leur éventuelle imposition au promoteur à titre de conditions juridiquement contraignantes.

Tableau D-2 : Eaux souterraines

L'évaluation des eaux souterraines portait principalement sur les voies d'effets sur les poissons et leur habitat, et tenait également compte des voies d'effets potentielles sur l'état de santé des peuples autochtones.

Nº	Intervenant	Résumé des commentaires	Réponse de l'AEIC
1	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation d'Aroland Première Nation d'Attawapiskat Première Nation de Constance Lake Première Nation de Fort Albany Première Nation Ginoogaming Première Nation de Kashechewan Première Nation de Marten Falls Première Nation de Nibinamik Première Nation Weenusk	Sont préoccupées par les changements négatifs touchant la qualité et le régime d'écoulement des eaux souterraines.	L'AEIC a tenu compte des changements touchant la qualité et la quantité des eaux souterraines, y compris d'un point de vue cumulatif, dans l'évaluation des effets sur les poissons et leur habitat présentée dans la section 2.1 du présent Rapport d'EI. L'AEIC est d'avis que des effets négatifs résiduels et cumulatifs sur les poissons et leur habitat sont probables et que des changements négatifs touchant les eaux souterraines constituent une voie d'effets pertinente. L'AEIC est d'avis que les effets fédéraux sur les poissons et leur habitat par l'intermédiaire de changements négatifs touchant les eaux souterraines seraient pris en compte par les mesures d'atténuation proposées par le promoteur ainsi que par les mesures d'atténuation et les programmes de suivi recommandés décrits dans la section 2.1 du présent Rapport d'EI.
2	Première Nation de Constance Lake	Se sont demandé si les mesures d'atténuation et les programmes de surveillance proposés	L'AEIC est d'avis que les effets fédéraux sur les poissons et leur habitat découlant de changements négatifs des eaux souterraines seraient pris en compte par les engagements proposés par le

Nº	Intervenant	Résumé des commentaires	Réponse de l'AEIC
	Première Nation de Fort Albany Première Nation de Kashechewan Première Nation de Nibinamik Première Nation Weenusk	suffisent pour protéger la qualité et la quantité des eaux souterraines.	promoteur ainsi que par les mesures d'atténuation et les programmes de suivi recommandés décrits dans la section 2.1 du présent Rapport d'EI. L'AEIC comprend qu'il reviendrait au MPO de vérifier le respect des exigences de la *Loi sur les pêches*, comme il est indiqué à la section 2.1.1 du présent Rapport d'EI. En ce qui concerne les questions relatives aux changements négatifs touchant les propriétés hydrologiques, les milieux humides et l'hydrogéologie, l'AEIC comprend que le mandat du MEPNP consiste à gérer les ressources en eau de l'Ontario de manière à protéger les écosystèmes aquatiques.

Tableau D-3 : Eaux de surface

L'évaluation des préoccupations liées aux eaux de surface portait principalement sur les voies d'effets sur les poissons et leur habitat, et tenait également compte des voies d'effets potentielles sur l'état de santé des peuples autochtones.

Nº	Intervenant	Résumé des commentaires	Réponse de l'AEIC
1	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation d'Aroland Première Nation d'Attawapiskat	Sont préoccupées par les effets sur les eaux de surface, y compris les effets cumulatifs sur leur qualité et leur quantité.	L'AEIC a tenu compte des changements touchant la qualité et la quantité des eaux de surface dans l'évaluation des effets, y compris les effets cumulatifs, sur les poissons et leur habitat. L'évaluation de l'AEIC a permis de conclure que le projet aurait probablement des effets négatifs sur les poissons et leur habitat, en partie en raison des changements négatifs potentiels touchant la qualité

Nº	Intervenant	Résumé des commentaires	Réponse de l'AEIC
	Première Nation de Constance Lake Première Nation d'Eabametoong Première Nation de Fort Albany Première Nation Ginoogaming Première Nation de Kashechewan Première Nation de Long Lake (réserve nº 58) Première Nation de Marten Falls Première Nation de Neskantaga Première Nation de Nibinamik Première Nation Weenusk		et les propriétés hydrologiques de l'eau (débit, vitesse et volume) susceptibles de nuire occasionnellement aux populations de poisson dans de petites zones, comme il est décrit dans la section 2.1 du présent Rapport d'EI. L'AEIC a recommandé des mesures d'atténuation et un programme de suivi pour réduire au minimum les effets négatifs sur les poissons et leur habitat décrits à la section 2.1.4 du présent Rapport d'EI.
2	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation d'Aroland Première Nation de Constance Lake Première Nation de Fort Albany	Sont préoccupées par les mesures d'atténuation et les programmes de surveillance proposés destinés à gérer les effets sur la qualité et la quantité des eaux de surface.	L'AEIC est d'avis que les effets négatifs sur les poissons et leur habitat par l'intermédiaire de changements négatifs touchant les eaux de surface seraient pris en compte par les mesures d'atténuation proposées par le promoteur ainsi que par les mesures d'atténuation et le programme de suivi recommandés décrits dans la section 2.1 du présent Rapport d'EI. En outre, l'AEIC comprend que la conformité aux exigences de la *Loi sur les pêches*

Nº	Intervenant	Résumé des commentaires	Réponse de l'AEIC
	Première Nation Ginoogaming Première Nation de Kashechewan Première Nation de Nibinamik Première Nation Weenusk		serait assurée par le MPO, comme il est énoncé dans la section 2.1.1 du présent Rapport d'EI. En ce qui concerne les questions relatives aux changements négatifs touchant les propriétés hydrologiques, les plans d'eau et les eaux de surface, l'AEIC comprend que le mandat du MEPNP consiste à gérer les ressources en eau de l'Ontario de manière à protéger les écosystèmes aquatiques.

Tableau D-4 : Oiseaux migrateurs

L'évaluation d'impact a porté sur les effets négatifs fédéraux sur les oiseaux migrateurs.

Nº	Intervenant	Résumé des commentaires	Réponse de l'AEIC
1	Première Nation d'Aroland Première Nation de Kashechewan	Se sont dites préoccupées par le fait que les mesures d'atténuation proposées pourraient ne pas protéger adéquatement les oiseaux migrateurs contre les effets du projet pendant les périodes de nidification et de reproduction, tout au long des phases de construction et d'exploitation du projet.	L'AEIC a recommandé des mesures d'atténuation visant à éviter ou à réduire les effets négatifs sur les oiseaux migrateurs, notamment des mesures pour protéger les oiseaux migrateurs, leurs nids et leurs œufs, déterminer la présence de nids avant le début des activités du projet et établir des distances de protection appropriées autour des nids confirmés ou présumés, comme il est indiqué à la section 2.2 du présent Rapport d'EI ainsi que dans les conditions potentielles. Ces mesures reflètent des pratiques reconnues et exigent que le promoteur fasse appel à des personnes qualifiées et prenne en considération les lignes directrices d'ECCC pour éviter de nuire aux oiseaux migrateurs.

Nº	Intervenant	Résumé des commentaires	Réponse de l'AEIC
2	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation d'Aroland Première Nation de Nibinamik	Sont préoccupées par les répercussions potentielles sur les oiseaux (y compris les oiseaux migrateurs), notamment les effets sur les habitats de reproduction et de nidification, les changements des tendances de déplacement et de migration des oiseaux, et les changements touchant le succès de récolte.	L'AEIC a évalué les effets négatifs du projet sur les oiseaux migrateurs, y compris les effets liés à la perte d'habitat, aux perturbations sensorielles et au risque de mortalité, et elle a tenu compte de l'information et des recommandations communiquées par les communautés autochtones, les autorités fédérales et par le public. L'AEIC a tenu compte des commentaires et des préoccupations concernant les effets négatifs sur les oiseaux. L'évaluation par l'AEIC des effets sur les oiseaux migrateurs (à la section 2.2 du présent Rapport d'EI, l'AEIC a tenu compte des perturbations sensorielles causées par les activités liées au projet et d'autres changements négatifs potentiels aux oiseaux migrateurs et à leur habitat, tandis que les effets sur les espèces d'oiseaux en péril présentes sur le territoire domanial sont décrits à la section 2.3 et que les effets sur les activités de récolte sont décrits à la section 4.3.1. D'après l'évaluation, l'AEIC a recommandé des mesures d'atténuation fondées sur des pratiques reconnues visant à éviter ou à réduire les effets négatifs sur les oiseaux migrateurs, notamment par l'intermédiaire de changements touchant l'habitat.

Tableau D-5 : Usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles

L'évaluation d'impact a porté sur les effets négatifs fédéraux sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles.

Nº	Intervenant	Résumé des commentaires	Réponse de l'AEIC
1	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation d'Aroland Première Nation d'Attawapiskat Première Nation de Constance Lake Première Nation d'Eabametoong Première Nation de Fort Albany Première Nation Ginoogaming Première Nation de Kashechewan Kitchenuhmaykoosib Inninuwug Première Nation de Neskantaga Première Nation de Nibinamik	Ont indiqué qu'il existe des espèces d'animaux terrestres, de poissons et de végétaux qui sont importantes pour les communautés autochtones qui en font la récolte.	L'AEIC remercie les communautés autochtones qui ont transmis des renseignements sur la faune et la flore qui soutiennent leurs activités de récolte. L'évaluation par l'AEIC des effets sur les peuples autochtones comprend les effets sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles (section 4.3.1 du présent Rapport d'EI). L'évaluation a notamment pris en compte les changements touchant les espèces de faune terrestres, de poissons et de flore d'importance mentionnées par le promoteur et les communautés autochtones. L'AEIC est d'avis que le projet aurait probablement des effets négatifs sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles, et elle a recommandé des mesures d'atténuation et des exigences de programme de suivi qui comprennent la surveillance des changements touchant les espèces sauvages d'importance pour les communautés autochtones aux fins d'activités traditionnelles et l'autorisation pour les communautés autochtones de récolter des plantes avant les activités de défrichage. Les mesures d'atténuation et le programme de suivi des espèces sauvages, y compris des poissons, sont décrits dans les sections 2.1, 2.2 et 2.3 du présent Rapport d'EI.
2	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation d'Aroland	Sont préoccupées par les répercussions sur la disponibilité de la faune (notamment les poissons, les animaux à fourrure et	L'AEIC a évalué les effets sur les peuples autochtones, y compris les effets sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles à la section 4.3.1 du Rapport d'EI, et elle a pris en compte les changements dans la

Nº	Intervenant	Résumé des commentaires	Réponse de l'AEIC
	Première Nation d'Attawapiskat Première Nation de Constance Lake Première Nation d'Eabametoong Première Nation de Fort Albany Première Nation Ginoogaming Première Nation de Kashechewan Kitchenuhmaykoosib Inninuwug Première Nation de Long Lake (réserve nº 58) Première Nation de Neskantaga Première Nation de Nibinamik	les ongulés) ainsi que sur la qualité de l'habitat et de la végétation qui soutiennent les activités de récolte traditionnelle, en raison des pressions exercées par l'afflux de personnes non locales découlant de l'accès facilité aux zones de récolte.	disponibilité de la faune, les changements touchant l'habitat faunique, les changements découlant de l'accès accru aux sites de récolte et les changements dans la qualité de l'expérience des activités traditionnelles. L'AEIC est d'avis que le projet aurait probablement des effets négatifs sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles par les peuples autochtones, et elle a recommandé des mesures d'atténuation et un programme de suivi pour réduire au minimum et surveiller les effets négatifs sur la faune, y compris les poissons, et les perturbations sensorielles susceptibles de nuire à la qualité de l'expérience. En outre, l'AEIC souligne que le promoteur s'est engagé à travailler avec le gouvernement de l'Ontario pour restreindre, dans la mesure du possible, l'accès aux zones situées sur des terres non fédérales afin de soutenir la poursuite des pratiques de récolte, et comprend que le gouvernement de l'Ontario obligerait le promoteur à démontrer comment il respecte les engagements qu'il a pris dans le cadre de l'évaluation environnementale provinciale relative au projet.
3	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation d'Attawapiskat Première Nation de Constance Lake	Ont exprimé des préoccupations au sujet d'une augmentation de l'accès aux zones de récolte, y compris par ceux qui participent à des activités de pourvoirie, qui pourrait	Veuillez consulter la ligne 2 du présent tableau (tableau D-5 sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles).

Nº	Intervenant	Résumé des commentaires	Réponse de l'AEIC
	Première Nation d'Eabametoong Première Nation de Fort Albany Première Nation Ginoogaming Première Nation de Nibinamik	éventuellement favoriser le braconnage et entraîner une surexploitation, rendant ainsi la récolte traditionnelle difficile.	
4	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation d'Aroland Première Nation de Constance Lake Première Nation de Fort Albany Première Nation Ginoogaming Première Nation de Kashechewan Première Nation de Nibinamik Première Nation Weenusk	Sont préoccupées par les effets sur la végétation et les milieux humides, les perturbations sensorielles (p. ex. la poussière en suspension dans l'air), les contaminants provenant du ruissellement, le rejet de sédiments, ainsi que la réduction de l'accès aux plantes médicinales et à d'autres végétaux importants sur le plan culturel ou la diminution de leur disponibilité ou de leur qualité. Ont indiqué que les communautés autochtones devraient avoir l'occasion de récolter des plantes	L'évaluation par l'AEIC a tenu compte des effets sur les peuples autochtones, y compris les effets sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles attribuables à des changements liés à l'accès aux ressources, à leur qualité (p. ex. en raison d'une contamination potentielle) et à leur disponibilité, ainsi qu'à la qualité de l'expérience (p. ex. en raison de perturbations sensorielles) décrits à la section 4.3.1 du Rapport d'EI. L'AEIC est d'avis que le projet aurait probablement des effets négatifs sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles par les peuples autochtones, et elle a recommandé des mesures d'atténuation et proposé des conditions potentielles visant à réduire au minimum ces effets négatifs, y compris des exigences pour que le promoteur offre aux communautés autochtones la possibilité de récolter des plantes dans la ZEL pour la récolte de plantes avant l'enlèvement de la végétation.

Nº	Intervenant	Résumé des commentaires	Réponse de l'AEIC
		médicinales et d'autres espèces végétales d'importance avant les travaux de construction.	
5	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation d'Aroland Première Nation d'Attawapiskat Première Nation d'Eabametoong Première Nation de Fort Albany Première Nation de Kashechewan Première Nation de Marten Falls Première Nation de Neskantaga Première Nation Weenusk	Sont préoccupées par les effets potentiels sur les activités de récolte et les ressources, notamment par le fait que l'augmentation des activités de récolte découlant d'un accès et d'une exploitation accrus pourrait dissuader les cueilleurs des Premières Nations de visiter les lieux de récolte traditionnels et réduire leur participation aux activités de récolte.	Veuillez consulter la ligne 2 du présent tableau (tableau D-5 sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles).
6	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation d'Aroland Première Nation de Constance Lake	Ont exprimé des préoccupations au sujet de la propagation potentielle d'espèces envahissantes provenant de la circulation automobile, de la	L'AEIC reconnaît qu'un meilleur accès et les perturbations physiques peuvent créer des conditions favorables à l'établissement d'espèces envahissantes, lesquelles pourraient modifier l'expérience liée au milieu naturel et l'usage courant des terres et des ressources en déplaçant des espèces indigènes importantes pour les activités

Nº	Intervenant	Résumé des commentaires	Réponse de l'AEIC
	Première Nation de Fort Albany Première Nation Ginoogaming Première Nation de Nibinamik	perturbation des sols et du déplacement de l'équipement, qui pourrait avoir une incidence sur les espèces valorisées sur le plan de la culture, l'usage des terres par les Autochtones et la récolte traditionnelle.	traditionnelles des peuples autochtones. Afin d'atténuer l'introduction et la propagation d'espèces envahissantes, le promoteur a pris divers engagements, notamment la mise en œuvre de protocoles rigoureux de nettoyage pour tout l'équipement et les vêtements apportés sur le site, l'inspection visuelle des véhicules afin de s'assurer qu'ils sont exempts de boue et de débris, ainsi que l'utilisation prioritaire d'espèces végétales indigènes lors des travaux de restauration afin de limiter l'introduction d'espèces exotiques. Le promoteur s'est également engagé à mettre en œuvre les pratiques de gestion exemplaires du gouvernement de l'Ontario et les règlements présentés par le ministère des Richesses naturelles pour limiter la propagation des espèces envahissantes dans le sol, ainsi qu'à appliquer l'Ontario Provincial Standard Specification 803 du ministère des Transports de l'Ontario pour éviter la propagation des espèces végétales envahissantes, et les pratiques exemplaires du ministère des Transports en matière d'entretien contre les mauvaises herbes.
7	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation d'Aroland Première Nation d'Attawapiskat	Ont exprimé des préoccupations au sujet des répercussions sur la disponibilité de la faune (notamment les poissons, les animaux à fourrure et les ongulés), attribuables, entre autres, au	L'évaluation par l'AEIC a tenu compte des effets potentiels sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles, y compris les effets cumulatifs, et elle a notamment tenu compte des changements négatifs touchant la disponibilité de la faune (p. ex. les poissons, les animaux à fourrure et les ongulés) attribuables au déplacement des individus, à la mortalité, à la prédation et aux

Nº	Intervenant	Résumé des commentaires	Réponse de l'AEIC
	Première Nation de Constance Lake Première Nation d'Eabametoong Première Nation de Fort Albany Première Nation Ginoogaming Première Nation de Nibinamik Première Nation Weenusk	déplacement des individus, à l'augmentation des taux de mortalité, à la prédation et à la fragmentation de l'habitat causés par les activités du projet, telles que les travaux dans l'eau, le défrichage et les collisions avec des véhicules, ainsi qu'aux effets cumulatifs associés aux pressions de récolte, à la diminution de la connectivité de l'habitat et à sa fragmentation.	changements de l'habitat qui pourraient résulter des activités et composantes du projet (section 4.3.1 du Rapport d'EI). De plus, les sections 2.1, 2.2 et 2.3 du présent Rapport d'EI décrivent l'évaluation par l'AEIC des effets sur les poissons et leur habitat, les oiseaux migrateurs et les espèces sauvages sur le territoire domanial, respectivement. L'AEIC est d'avis que le projet aurait probablement des effets négatifs sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles par les peuples autochtones, notamment en raison des changements de la disponibilité de la faune, et elle a recommandé des mesures d'atténuation et des exigences de programme de suivi aux sections 2.1, 2.2, 2.3 et 4.3.1 du présent Rapport d'EI pour réduire au minimum et surveiller ces effets négatifs, y compris des exigences de surveillance et de compte-rendu des effets négatifs sur les populations d'espèces sauvages, l'habitat et la dynamique prédateurs-proies.
8	Première Nation de Fort Albany Première Nation de Kashechewan	Ont transmis le savoir autochtone sur les activités traditionnelles, ainsi que sur les ressources traditionnelles et leurs usages.	L'AEIC remercie les communautés autochtones d'avoir transmis leur savoir sur les pratiques et les ressources traditionnelles afin de l'aider à comprendre les effets du projet. L'évaluation par l'AEIC des effets sur les peuples autochtones a tenu compte des effets sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles à la section 4.3.1 du Rapport d'EI. L'AEIC est d'avis que le projet entraînerait probablement des effets négatifs sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins

Nº	Intervenant	Résumé des commentaires	Réponse de l'AEIC
			traditionnelles par les peuples autochtones, et elle a recommandé des mesures d'atténuation et des exigences de programme de suivi pour réduire au minimum ces effets négatifs.
9	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation d'Aroland Première Nation d'Attawapiskat Première Nation d'Eabametoong Première Nation de Kashechewan Première Nation Weenusk	Ont exprimé des préoccupations au sujet des répercussions des perturbations sensorielles (p. ex., réduction de la qualité de l'air associée aux contaminants atmosphériques, niveaux de bruit élevés provenant du fonctionnement de l'équipement et des véhicules, émissions de lumière et circulation) pendant la construction et l'exploitation, y compris le déplacement de la faune vers des zones moins accessibles ou des zones où les espèces sont plus exposées à la prédation, à la perturbation ou à la dégradation des sites culturels et des lieux de récolte, ainsi qu'aux activités menées sur ces	L'AEIC a évalué les effets sur les peuples autochtones, y compris les effets attribuables à des perturbations sensorielles sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles (décrites à la section 4.3.1 du Rapport d'EI). L'AEIC est d'avis que le projet aurait probablement des effets négatifs en raison des perturbations sensorielles, et elle a recommandé des mesures d'atténuation et des exigences de programme de suivi à la section 4.3.1 pour réduire au minimum et surveiller ces effets négatifs, y compris des exigences pour que le promoteur avise les collectivités autochtones quand et où une qualité de l'air réduite et des niveaux de bruit élevés sont attendus afin d'empêcher ou de limiter leur exposition.

Nº	Intervenant	Résumé des commentaires	Réponse de l'AEIC
		sites au moment de l'utilisation.	
10	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation de Constance Lake	Sont préoccupées par les effets sur les tourbières qui abritent des plantes utilisées à des fins traditionnelles et constituent un habitat pour la faune chassée par les communautés.	L'AEIC remercie les communautés autochtones d'avoir communiqué le savoir autochtone concernant l'importance des tourbières et des ressources qu'elles renferment pour l'exercice des activités traditionnelles, comme la chasse et la récolte de plantes. L'AEIC a évalué les effets, y compris les effets cumulatifs, sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles par les peuples autochtones, et elle a tenu compte des changements touchant la disponibilité des ressources, notamment la faune, son habitat et les végétaux (section 4.3.1 du présent Rapport d'EI). L'AEIC est d'avis que le projet aurait probablement des effets négatifs sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles par les peuples autochtones, en partie en raison de changements négatifs touchant les habitats fauniques convenables et les communautés végétales nécessaires au maintien des ressources utilisées dans le cadre des activités traditionnelles. L'AEIC a recommandé des mesures d'atténuation pour établir et délimiter des distances de protection et des zones tampons autour des caractéristiques importantes pour la faune et des habitats saisonniers, ainsi que pour éviter l'utilisation d'herbicides. Ces mesures visent à réduire au

Nº	Intervenant	Résumé des commentaires	Réponse de l'AEIC
			minimum les changements ou la perte d'habitat et de communautés végétales. De plus, le promoteur s'est engagé à limiter les changements dans la végétation et les milieux humides. Ces engagements comprennent notamment des engagements à élaborer, en collaboration avec les communautés autochtones, un plan de remise en état de la végétation, et à mettre en œuvre le plan qui comprendrait des mesures propres aux communautés de tourbières et à la remise en état et la restauration des tourbières. L'AEIC comprend que le gouvernement de l'Ontario applique des mécanismes législatifs et réglementaires selon des objectifs qui sont conformes à l'intention de l'AEIC de réduire les changements néfastes pour les communautés végétales et les habitats fauniques, y compris ceux qui se trouvent dans les tourbières.
11	Première Nation d'Attawapiskat Première Nation d'Eabametoong Première Nation de Fort Albany Première Nation de Kashechewan Première Nation Weenusk	Se disent préoccupées par les effets en aval des changements dans la qualité de l'eau, les régimes d'écoulement, les niveaux d'eaux, les propriétés hydrologiques et le mouvement des sédiments, ce qui perturberait les cycles écologiques essentiels et aurait une incidence sur la disponibilité des	L'évaluation par l'AEIC des effets sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles est décrite à la section 4.3.1 du Rapport d'EI et a pris en compte les changements négatifs touchant les déplacements fluviaux. De plus, l'AEIC a tenu compte des changements négatifs touchant la qualité de l'eau et les propriétés hydrologiques dans son évaluation des effets sur les poissons et leur habitat dans la section 2.1 du présent Rapport d'EI. L'AEIC est d'avis que le projet aurait probablement des effets négatifs sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles, notamment

Nº	Intervenant	Résumé des commentaires	Réponse de l'AEIC
		poissons ainsi que sur la sécurité des déplacements et l'utilisation de l'eau. Sont également préoccupées par les effets cumulatifs de futurs projets miniers liés à l'eau.	en raison de changements négatifs touchant la qualité de l'eau, les propriétés hydrologiques et la navigation, et elle a recommandé des mesures d'atténuation et des exigences de programme de suivi aux sections 2.1 et 4.3.1 pour réduire au minimum et surveiller ces effets négatifs.
12	Première Nation de Kashechewan Première Nation de Nibinamik Première Nation Weenusk	Sont préoccupées par l'utilisation d'herbicides, de pesticides et d'autres produits chimiques, particulièrement dans les zones de récolte, qui pourraient contaminer la végétation, l'eau, la faune (y compris les poissons) et les plantes médicinales.	L'AEIC souligne que le promoteur s'est engagé à utiliser des méthodes d'enlèvement manuelles ou mécaniques plutôt que des herbicides, des pesticides et d'autres produits chimiques afin de répondre aux préoccupations liées à la contamination.
13	Première Nation d'Aroland Première Nation de Constance Lake Première Nation de Fort Albany	Ont fait remarquer que le projet et le développement futur changeraient le lien avec la terre et son intendance, et entraînerait des dommages irréversibles aux activités de récolte ainsi qu'aux terres et aux eaux.	L'AEIC a évalué les effets, y compris les effets cumulatifs, sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles par les peuples autochtones (section 4.3.1 du Rapport d'EI). Pour évaluer les effets cumulatifs, l'AEIC a tenu compte des interactions entre les effets négatifs résiduels du projet et les effets de projets passés, présents et raisonnablement prévisibles. L'AEIC est d'avis que le projet aurait probablement des effets négatifs résiduels et des effets cumulatifs, et elle a recommandé des mesures d'atténuation et des

Nº	Intervenant	Résumé des commentaires	Réponse de l'AEIC
			exigences de programme de suivi pour réduire au minimum et surveiller ces effets (section 4.3.1).
14	Première Nation d'Aroland Première Nation de Constance Lake Première Nation d'Eabametoong Première Nation de Fort Albany Première Nation de Long Lake (réserve nº 58)	Ont recommandé que des permis soient exigés pour les membres du public non titulaires de droits qui utilisent les rampes de mises à l'eau et les sites de récolte, et que la compensation monétaire découlant des permis soit répartie entre les Premières Nations titulaires de droits qui se partagent le territoire. Ont exprimé leur intérêt à l'égard d'une indemnisation financière pour les répercussions du projet.	L'AEIC reconnaît que les communautés autochtones sont préoccupées par la possibilité de surexploitation dans la région par les membres du public non titulaires de droits. La délivrance de permis autorisant l'accès du public à des terres non fédérales et leur utilisation ne relève pas de la compétence fédérale. L'AEIC souligne que le promoteur s'est engagé à consulter le gouvernement de l'Ontario au sujet du contrôle, de la restriction ou de l'interdiction de l'accès aux zones.
15	Première Nation d'Aroland Première Nation d'Eabametoong	Ont exprimé des préoccupations au sujet de changements apportés à l'accès sécuritaire aux terres et aux ressources traditionnelles, y compris les lieux de récolte, les	L'AEIC reconnaît que le maintien d'un accès sécuritaire aux sites de récolte est important pour les communautés autochtones. L'évaluation par l'AEIC des effets sur les peuples autochtones a tenu compte des effets sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles (section 4.3.1 du Rapport d'EI), y compris les changements négatifs touchant l'accès sécuritaire

Nº	Intervenant	Résumé des commentaires	Réponse de l'AEIC
		camps familiaux et les zones importantes sur le plan culturel.	aux sites de récolte et les effets sur l'accès sécuritaire aux sites importants. En outre, l'AEIC souligne que le promoteur a pris plusieurs engagements pour maintenir un accès sécuritaire ou fournir un autre accès.
16	Première Nation d'Attawapiskat Première Nation de Fort Albany Kitchenuhmaykoosib Inninuwug Première Nation Weenusk	Ont exprimé des préoccupations au sujet des répercussions sur le caribou, les déplacements des caribous, la connectivité de l'habitat et les aires de mise bas ou de croissance, y compris les effets cumulatifs et la façon dont les effets touchent la sécurité alimentaire et les enseignements des générations futures.	L'évaluation par l'AEIC des effets sur le territoire domanial à la section 2.3 du Rapport d'EI et des effets sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles par les peuples autochtones à la section 4.3.1 du Rapport d'EI a pris en compte les changements négatifs pour le caribou et son habitat. L'AEIC est d'avis que le projet aurait probablement des effets négatifs fédéraux, en partie en raison de changements négatifs touchant le caribou et son habitat, et elle a recommandé des mesures d'atténuation et des exigences de programme de suivi qui appuient les activités traditionnelles de récolte et qui comprennent la surveillance des changements touchant les espèces sauvages d'importance pour les communautés autochtones à des fins traditionnelles.
17	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation de Fort Albany Première Nation Ginoogaming Première Nation de Nibinamik	Ont exprimé des préoccupations au sujet des accidents et des déversements pendant la construction et l'exploitation, qui pourraient avoir des répercussions sur la qualité de l'eau, les poissons et leur habitat	Dans son évaluation des effets sur les peuples autochtones, l'AEIC a pris en compte les effets des défaillances et des accidents sur la faune et la flore qui soutiennent les activités de récolte. Elle est d'avis que les effets découlant de défaillances et d'accidents probables, comme des déversements, contribueraient probablement à des effets négatifs importants sur les poissons et leur habitat, les oiseaux migrateurs et l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles, tel qu'il est

Nº	Intervenant	Résumé des commentaires	Réponse de l'AEIC
		ainsi que d'autres espèces de la faune et de la flore importantes relativement aux aliments et aux médicaments traditionnels, et avoir des répercussions potentielles sur la pratique consistant à récolter et à consommer des aliments traditionnels provenant de la terre.	décrit aux sections 2.1, 2.2 et 4.3.1 du Rapport d'EI, respectivement. L'AEIC a recommandé des mesures d'atténuation aux sections 2.1 et 3.1 pour réduire au minimum les risques de défaillances et d'accidents, ainsi que tout effet négatif fédéral qui en résulte.
18	Première Nation d'Aroland Première Nation de Constance Lake Première Nation d'Eabametoong	Ont indiqué que les équipes et le personnel de construction, à moins qu'ils ne détiennent des droits, ne devraient pas avoir le droit de pêcher et de chasser, et que d'autres restrictions relativement à la récolte devraient être mises en place pour prévenir la surexploitation par le grand public.	L'AEIC reconnaît que les communautés autochtones sont préoccupées par la possibilité de surexploitation dans la région. La section 4.3.1 du Rapport d'EI décrit l'évaluation par l'AEIC des effets sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles par les peuples autochtones et comprend les mesures d'atténuation recommandées par l'AEIC. De plus, l'AEIC comprend que le promoteur s'est engagé à interdire la chasse à la faune et à consulter le gouvernement de l'Ontario au sujet du contrôle de l'accès aux zones concernées ainsi que de la restriction ou de l'interdiction de cet accès.
19	Première Nation d'Aroland Première Nation d'Attawapiskat	Ont indiqué que la route pourrait améliorer l'accès aux sites de récolte pour pratiquer des activités traditionnelles et faciliter	L'AEIC reconnaît que le projet pourrait améliorer l'accès aux sites de récolte et faciliter l'accès aux biens et aux fournitures, et elle a pris en compte ces effets positifs aux sections 4.3.4 et 7 du Rapport d'EI.

Nº	Intervenant	Résumé des commentaires	Réponse de l'AEIC
	Première Nation de Nibinamik	l'accès aux fournitures, à la nourriture et aux biens.	.
20	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation d'Aroland Première Nation d'Eabametoong Première Nation de Fort Albany Première Nation de Kashechewan Première Nation de Nibinamik	Ont exprimé des préoccupations quant au fait que le projet pourrait nuire à l'utilisation des cours d'eau pour se rendre dans la région, ce qui pourrait avoir une incidence sur la récolte et les pratiques traditionnelles. Ont mentionné que les communautés autochtones pourraient éviter les cours d'eau à proximité de la route, car elles pourraient considérer que l'eau et les poissons qui y vivent ne sont pas salubres.	L'évaluation par l'AEIC des effets sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles à la section 4.3.1 du Rapport d'EI présente notamment l'avis de l'AEIC selon lequel le projet aurait probablement des effets négatifs par l'intermédiaire d'une réduction de l'accès sécuritaire et de répercussions sur la navigation sur les voies navigables utilisées pour les déplacements, et elle recommande des mesures d'atténuation pour réduire au minimum les interruptions de la navigation sur les voies navigables. De plus, l'AEIC comprend que le promoteur devrait obtenir des approbations de travaux en vertu de la *Loi sur les eaux navigables canadiennes* et souligne d'autres engagements du promoteur dans l'étude d'impact afin de réduire au minimum l'interruption de la navigation sur les voies navigables et de protéger la sécurité des utilisateurs des voies navigables pendant les travaux dans l'eau.
21	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation d'Attawapiskat Première Nation de Constance Lake	Sont préoccupées par les répercussions des changements climatiques (y compris l'augmentation potentielle des feux de forêt) et par la façon dont celles-ci pourraient	L'évaluation des effets sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles à la section 4.3.1 du Rapport d'EI a tenu compte des répercussions des changements climatiques sur la faune et les voies navigables qui auraient une incidence sur les activités traditionnelles de récolte. En conséquence, l'AEIC a recommandé des

Nº	Intervenant	Résumé des commentaires	Réponse de l'AEIC
	Première Nation d'Eabametoong Première Nation de Fort Albany Première Nation Ginoogaming Première Nation de Marten Falls Première Nation de Nibinamik	interagir avec les effets du projet, notamment les répercussions sur les activités traditionnelles de récolte, les espèces sauvages et les niveaux d'eau.	mesures d'atténuation et des exigences de programme de suivi pour réduire au minimum et surveiller les effets négatifs, y compris la surveillance de la faune et la communication des résultats de la surveillance aux communautés autochtones, la fourniture d'itinéraires de contournement sécuritaires et d'indications aux usagers des voies navigables, ainsi que la formulation d'avis à l'intention des communautés autochtones lorsque des travaux en milieu aquatique sont prévus. De plus, la section 6 du présent Rapport d'EI décrit dans quelle mesure les effets probables du projet contriburaient aux engagements du Canada en matière de lutte contre les changements climatiques et elle conclut que le projet ne contribuerait pas à ces engagements..
22	Première Nation de Constance Lake Première Nation d'Eabametoong Première Nation de Nibinamik	Sont préoccupées par les répercussions que pourrait avoir un accès sans restriction, notamment les effets de l'augmentation de la chasse, du braconnage et du tourisme sur les activités traditionnelles.	L'évaluation des effets sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles à la section 4.3.1 du présent Rapport d'EI comprend les changements négatifs touchant les activités traditionnelles de récolte qui découlent d'un accès accru aux zones de récolte. L'AEIC est d'avis que le projet aurait probablement des effets négatifs sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles, et elle a recommandé des mesures d'atténuation pour réduire au minimum ces effets.

Nº	Intervenant	Résumé des commentaires	Réponse de l'AEIC
23	Première Nation de Constance Lake Première Nation de Fort Albany Première Nation Ginoogaming Première Nation de Nibinamik	Ont indiqué que des terrains de piégeage utilisés par les communautés sont situés dans la zone du projet et que les communautés autochtones comptent encore sur le piégeage pour subvenir à leurs besoins et maintenir leur identité culturelle.	L'AEIC remercie les communautés autochtones d'avoir communiqué le savoir autochtone concernant les terrains de piégeage situés dans la zone du projet. Dans son évaluation des effets sur les peuples autochtones, elle a pris en compte les effets sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles à la section 4.3.1 du présent Rapport d'EI, y compris les changements négatifs touchant les activités de piégeage dans les terrains de piégeage sur lesquels le projet empiéterait. L'AEIC est d'avis que le projet aurait probablement des effets négatifs sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles par les peuples autochtones, notamment en raison des changements touchant les activités de piégeage, et elle a recommandé des mesures d'atténuation et des exigences de programme de suivi pour réduire au minimum les effets négatifs sur l'exercice des activités traditionnelles, telles que le piégeage.

Tableau D-6 : Environnement acoustique et atmosphérique

Les préoccupations relatives à l'environnement acoustique et atmosphérique ont été évaluées principalement au moyen des voies d'effets concernant l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles, ainsi que des voies d'effets concernant l'état de santé des peuples autochtones.

Nº	Intervenant	Résumé des commentaires	Réponse de l'AEIC
1	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation d'Aroland Première Nation de Constance Lake Première Nation de Fort Albany Première Nation de Kashechewan Première Nation Weenusk	Sont préoccupées par les émissions atmosphériques potentielles provenant des activités et des composantes du projet, ainsi que par les effets connexes de l'exposition à ces émissions lors de l'utilisation des terres et des ressources sur des sites d'importance (p. ex. les zones de récolte et les zones sensibles sur le plan culturel).	Les perturbations sensorielles (p. ex. la dégradation de la qualité de l'air et l'augmentation des niveaux de bruit) sont prises en compte dans l'évaluation des effets réalisée par l'AEIC. Plus particulièrement, les sections 4.3.1 à 4.3.3 du présent Rapport d'EI décrivent les évaluations des effets sur les peuples autochtones, notamment l'incidence des perturbations sensorielles sur les activités de récolte, y compris la pêche, la chasse, le piégeage et la récolte de plantes, ainsi que sur d'autres pratiques exercées sur des sites d'importance. L'AEIC a recommandé des mesures d'atténuation visant à contrôler ou à limiter les perturbations sensorielles et à contrer les effets négatifs fédéraux découlant de ces perturbations, notamment des mesures destinées à réduire l'exposition à ces perturbations et à assurer la surveillance des émissions atmosphériques et des niveaux de bruit sur les sites d'importance.
2	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation d'Aroland Première Nation de Constance Lake	Sont préoccupées par les effets du bruit et de vibrations générés par les activités du projet, ainsi que par les effets cumulatifs du bruit sur l'utilisation traditionnelle des terres et	Les perturbations sensorielles (p. ex. niveaux du bruit élevés, lumière et vibrations) sont prises en compte dans l'évaluation des effets réalisée par l'AEIC. Plus particulièrement, les sections 4.3.1 à 4.3.3 du présent Rapport d'EI portent sur les évaluations des effets sur les peuples autochtones, notamment l'incidence des perturbations sensorielles sur les activités de récolte, y

Nº	Intervenant	Résumé des commentaires	Réponse de l'AEIC
	Première Nation d'Eabametoong Première Nation de Fort Albany Première Nation de Kashechewan Première Nation de Long Lake (réserve nº 58) Première Nation de Marten Falls Première Nation de Nibinamik Première Nation Weenusk	les activités de récolte, et ont recommandé que le savoir autochtone soit pris en compte dans l'évaluation de ces effets sur les droits ancestraux et issus de traités et l'utilisation des terres.	compris la pêche, la chasse, le piégeage et la récolte de plantes, ainsi que sur d'autres pratiques exercées sur des sites d'importance en raison de changements dans la disponibilité de la faune et dans l'utilisation des terres. L'AEIC a recommandé des mesures d'atténuation visant à limiter les perturbations sensorielles et à contrer les effets négatifs fédéraux découlant de ces perturbations, notamment des mesures destinées à réduire l'exposition à ces perturbations et à assurer la surveillance des émissions atmosphériques et des niveaux de bruit sur les sites d'importance. L'AEIC a également pris en compte les connaissances autochtones dans son évaluation des répercussions sur l'exercice des droits ancestraux et issus de traités, comme le décrit la section 4.4 du présent Rapport d'EI.
3	Première Nation d'Aroland Première Nation d'Attawapiskat Première Nation de Kashechewan Première Nation de Long Lake (réserve nº 58) Première Nation Weenusk	Ont exprimé leur préférence pour une surveillance et une gestion proactives des changements acoustiques et atmosphériques négatifs, y compris la mise en œuvre de mesures d'adaptation et la communication des résultats de la surveillance aux communautés autochtones, plutôt que pour une approche fondée sur les plaintes.	L'AEIC prend note de cette préférence exprimée. Conformément à la LEI, l'évaluation d'impact a tenu compte des mesures d'atténuation qui sont réalisables sur les plans technique et économique, ainsi que des exigences de programme de suivi. Les mesures recommandées par l'AEIC aux sections 4.3.1 et 4.3.2 du présent Rapport d'EI sont jugées appropriées et réalisables, et elles comprennent des exigences pour que le promoteur établisse des seuils, avise de façon proactive les communautés autochtones lorsqu'une exposition susceptible d'entraîner des effets négatifs est prévue et veille à ce qu'un mécanisme de traitement des plaintes soit mis en place.

Nº	Intervenant	Résumé des commentaires	Réponse de l'AEIC
4	Première Nation d'Aroland Première Nation d'Attawapiskat Première Nation de Constance Lake Première Nation de Long Lake (réserve nº 58) Première Nation Weenusk	Craignent que les activités proposées de surveillance de la qualité de l'air ne permettent pas de bien caractériser ou détecter les changements de la qualité de l'air et les effets connexes sur la santé humaine ainsi que sur l'utilisation des terres et des ressources par les Autochtones. Ont recommandé l'élaboration et la mise en œuvre de mesures de surveillance supplémentaires pour les phases de construction et d'exploitation en ce qui concerne la qualité de l'air, la poussière, le bruit et les vibrations.	L'AEIC a tenu compte des changements dans la qualité de l'air et de leurs effets sur la santé des peuples autochtones ainsi que sur l'utilisation des terres et des ressources par les Autochtones, notamment aux sites importants. Conformément à la LEI, l'évaluation d'impact a tenu compte des mesures d'atténuation qui sont réalisables sur les plans technique et économique, ainsi que des exigences de programme de suivi. L'AEIC a recommandé des mesures d'atténuation et des exigences de programme de suivi, y compris des mesures de surveillance, qui sont jugées réalisables sur les plans technique et économique pour contrer les effets négatifs fédéraux découlant des perturbations sensorielles, tel qu'il est décrit aux sections 4.3.1 et 4.3.3 du présent Rapport d'EI.

Tableau D-7 : Sol

Les préoccupations relatives aux sols ont été évaluées principalement au moyen des voies d'effets concernant l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles, tout en prenant également en considération les voies d'effets potentielles concernant l'état de santé des peuples autochtones.

Nº	Intervenant	Résumé des commentaires	Réponse de l'AEIC
1	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation d'Aroland Première Nation de Constance Lake Première Nation de Fort Albany Première Nation Ginoogaming Première Nation de Kashechewan Première Nation Weenusk	Sont préoccupées par les changements négatifs touchant les sols, notamment ceux causés par l'érosion, la sédimentation, le dégel du pergélisol et l'instabilité du terrain, ainsi que par les répercussions connexes sur les milieux humides, la qualité de l'eau, la stabilité des routes et la sécurité des communautés. Sont également préoccupées par ces changements négatifs qui surviennent dans un contexte de changements climatiques.	L'AEIC prend acte des préoccupations soulevées concernant les changements négatifs touchant les sols et la stabilité du terrain. Au cours du processus d'évaluation, le promoteur s'est engagé à atténuer et à surveiller les changements négatifs potentiels du projet sur les sols causés par l'érosion, la sédimentation et l'instabilité du terrain. Ces engagements comprennent notamment l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de gestion du pergélisol et un plan de gestion des sols propre au projet qui comprendrait des recommandations relatives au décapage et à la manipulation du sol, des procédures de remise en état et des pratiques de gestion exemplaires, ainsi qu'un plan de lutte contre l'érosion et la sédimentation préparé et mis en œuvre pour toutes les phases conformément aux Ontario Provincial Standard Specifications et aux lignes directrices concernant l'environnement du ministère des Transports. Le promoteur a indiqué que d'autres détails concernant ces plans seraient précisés et pris en compte au cours de la phase de conception détaillée. L'AEIC comprend que le gouvernement de l'Ontario dispose de mécanismes législatifs et réglementaires pertinents visant à gérer les ressources environnementales de la province de manière à protéger les écosystèmes et le milieu naturel.
2	Première Nation d'Aroland Première Nation d'Attawapiskat	Ont soulevé des préoccupations concernant les effets potentiels de l'extraction	L'AEIC reconnaît les risques associés à l'extraction d'agrégats et à l'exploitation de carrières et reconnaît que les eskers et d'autres caractéristiques géologiques sensibles assurent des fonctions

Nº	Intervenant	Résumé des commentaires	Réponse de l'AEIC
	Première Nation de Fort Albany	d'agrégats et de l'exploitation de carrières sur les eskers et d'autres caractéristiques géologiques sensibles, notamment en ce qui concerne leurs fonctions écologiques, hydrologiques, fauniques et culturelles.	d'habitat essentielles, notamment en servant de couloirs de déplacement essentiels pour le caribou et d'autres espèces importantes. Au cours du processus d'évaluation, le promoteur a pris divers engagements visant à gérer les sources d'agrégats, les carrières et les puits afin d'atténuer les changements négatifs touchant les eskers. Ces engagements comprennent, entre autres, l'élaboration d'un plan de gestion des sols qui porte sur le décapage, la manipulation ainsi que la lutte contre l'érosion et la sédimentation, la surveillance de la remise en état des sites d'agrégats en vue de détecter les changements négatifs non prévus, et le décapage et la gestion des morts-terrains dans les carrières de substratum rocheux avant l'excavation. Le promoteur s'est engagé à mettre en œuvre la remise en état progressive et définitive des sablières et des carrières conformément à la *Loi sur les ressources en agrégats* de l'Ontario. L'AEIC comprend que le gouvernement de l'Ontario applique les mécanismes législatifs et réglementaires pertinents, dont les objectifs concordent avec la réduction au minimum des changements négatifs touchant l'environnement.

Tableau D-8 : Faune terrestre (y compris les espèces en péril) et leur habitat

Les préoccupations relatives à la faune terrestre (y compris les espèces en péril) et à leur habitat ont été évaluées principalement au moyen des voies d'effets concernant l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles.

Nº	Intervenant	Résumé des commentaires	Réponse de l'AEIC
1	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation d'Aroland Première Nation d'Attawapiskat Première Nation de Constance Lake Première Nation d'Eabametoong Première Nation de Fort Albany Première Nation Ginoogaming Première Nation de Kashechewan Première Nation de Long Lake (réserve nº 58) Première Nation de Marten Falls Première Nation de Nibinamik	Sont préoccupées par les changements négatifs potentiels touchant la faune terrestre, notamment les chauves-souris, l'orignal, le carcajou et d'autres animaux à fourrure, les reptiles et les amphibiens, ainsi que les espèces en péril, en raison des changements touchant l'habitat (altération, fragmentation et perte d'habitat), des perturbations sensorielles, de la prédation, des collisions avec des véhicules et de l'augmentation de l'activité et de la présence humaines.	L'AEIC a tenu compte des changements négatifs à la faune terrestre et son habitat dans l'évaluation des effets négatifs sur les poissons et leur habitat (section 2.1 du présent Rapport d'EI), des effets sur les oiseaux migrateurs (section 2.2), des effets sur le territoire domanial (section 2.3), et des effets sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles (section 4.3.1). Ces effets ont aussi été pris en compte dans l'évaluation des répercussions sur les droits décrite à la section 4.4 du présent Rapport d'EI. En conséquence, les recommandations de l'AEIC concernant les mesures d'atténuation et de surveillance des changements négatifs sur la faune terrestre sont décrites aux sections 2.1 à 2.3 et 4.3.1 du présent Rapport d'EI. En outre, les engagements du promoteur comprennent des mesures d'atténuation et de surveillance pour des espèces telles que l'orignal, les reptiles et les amphibiens, les castors, les carcajous et les chauves-souris. L'AEIC comprend que le gouvernement de l'Ontario applique des mécanismes législatifs et réglementaires pertinents visant à gérer les ressources environnementales de la province de manière à protéger les écosystèmes et le milieu naturel.

Nº	Intervenant	Résumé des commentaires	Réponse de l'AEIC
	Première Nation Weenusk		
2	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation d'Aroland Première Nation d'Attawapiskat Première Nation de Constance Lake Première Nation d'Eabametoong Première Nation de Fort Albany Première Nation Ginoogaming Première Nation de Kashechewan Kitchenuhmaykoosib Inninuwug Première Nation de Long Lake (réserve nº 58) Première Nation de Nibinamik Première Nation Weenusk	Se sont dites préoccupées par les changements négatifs potentiels au caribou et à son habitat, y compris les changements dans les voies de migration et les habitudes de déplacement, la réduction de la connectivité de l'habitat, les changements touchant l'habitat (altération, fragmentation et perte d'habitat), les perturbations sensorielles et l'augmentation de la prédation.	L'évaluation par l'AEIC des effets négatifs sur le territoire domanial (section 2.3 du présent Rapport d'EI) et sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles par les peuples autochtones (section 4.3.1) a pris en compte les changements négatifs pour le caribou et son habitat. L'AEIC a notamment recommandé un programme de suivi pour surveiller les changements dans les populations de caribous et la dynamique prédateurs-proies. En outre, le promoteur s'est également engagé à atténuer et à surveiller les changements négatifs touchant le caribou et son habitat. De plus, le gouvernement de l'Ontario applique les mécanismes législatifs et réglementaires pertinents, notamment en ce qui concerne la gestion des espèces en péril et de la faune, selon des objectifs qui sont conformes à l'intention de l'AEIC de réduire au minimum les changements négatifs pour le caribou et son habitat.

Nº	Intervenant	Résumé des commentaires	Réponse de l'AEIC
3	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation de Kashechewan Première Nation de Long Lake (réserve nº 58)	Sont préoccupées par l'introduction et la propagation d'espèces envahissantes ainsi que par le caractère adéquat des mesures de surveillance, d'atténuation et de gestion à long terme visant à faire face aux risques connexes pour l'habitat terrestre et les espèces importantes sur le plan culturel.	L'AEIC reconnaît qu'un meilleur accès et les perturbations physiques peuvent créer des conditions favorables à l'établissement d'espèces envahissantes, lesquelles pourraient modifier le milieu naturel, l'expérience liée à celui-ci, ainsi qu'avoir des effets négatifs sur l'usage courant des terres et des ressources en déplaçant des espèces indigènes importantes pour les activités traditionnelles des peuples autochtones. Le promoteur s'est engagé à limiter l'introduction et la propagation d'espèces envahissantes et exotiques, notamment en privilégiant la remise en état à l'aide d'espèces végétales indigènes, ainsi qu'en élaborant et en mettant en œuvre un plan de protection de l'environnement visant à prévenir la présence d'espèces envahissantes, à en atténuer les effets et à en assurer le suivi.
4	Première Nation d'Attawapiskat Première Nation de Fort Albany Première Nation Weenusk	Ont exprimé leurs préoccupations concernant les changements négatifs potentiels sur les populations d'espèces sauvages, les possibilités de récolte, l'intégrité écologique et les droits des Autochtones, y compris les changements négatifs associés à d'autres perturbations physiques du territoire,	L'AEIC a décrit les effets négatifs, y compris les effets cumulatifs, sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles par les peuples autochtones (section 4.3.1 du présent Rapport d'EI). Elle a tenu compte des changements dans la disponibilité des ressources (faune et végétation), l'accès sécuritaire et la qualité de l'expérience découlant du projet. Pour évaluer les effets cumulatifs, l'AEIC a pris en compte les interactions entre les effets négatifs résiduels du projet et les effets de projets passés, présents et raisonnablement prévisibles. Les conclusions des évaluations des effets ont également éclairé

Nº	Intervenant	Résumé des commentaires	Réponse de l'AEIC
		telles que les routes, les activités minières, les infrastructures de transport d'électricité et d'autres aménagements raisonnablement prévisibles dans la région, découlant d'un accès accru et du développement régional futur.	l'évaluation des répercussions sur les droits des Autochtones (section 4.4 du présent Rapport d'EI). L'AEIC est d'avis que le projet aurait probablement des effets négatifs résiduels et des effets cumulatifs, en partie en raison de changements négatifs à la faune et son habitat, et que ces effets négatifs auraient des répercussions négatives sur les droits des Autochtones de certaines communautés (section 4.4 du présent Rapport d'EI). Par conséquent, l'AEIC a recommandé des mesures d'atténuation et des exigences de programme de suivi (section 4.3.1) pour réduire au minimum les changements négatifs à la disponibilité de la faune et surveiller la faune dans le but de guider la gestion adaptative. Le gouvernement de l'Ontario applique également les mécanismes législatifs et réglementaires pertinents en ce qui concerne la gestion des espèces en péril et de la faune, selon des objectifs qui sont conformes à l'intention de l'AEIC de réduire au minimum les changements négatifs pour la faune et la végétation en vue d'appuyer le maintien de l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles par les peuples autochtones. De plus, le promoteur s'est engagé à réduire au minimum et à surveiller les changements négatifs touchant la faune, notamment en collaborant avec les communautés autochtones afin de peaufiner le plan de gestion et de surveillance des ongulés et le plan préliminaire de compensation de la biodiversité, ainsi qu'en communiquant les résultats des

Nº	Intervenant	Résumé des commentaires	Réponse de l'AEIC
			programmes de surveillance de la faune. Pour gérer les risques d'un accès accru, le promoteur s'est engagé à restreindre l'accès du public au corridor du projet pendant la construction, à fermer les chemins d'accès d'entretien au moyen de barrières lorsqu'ils ne sont pas utilisés, à poursuivre le dialogue avec la province concernant la propriété future des routes et les systèmes de sécurité aux barrières de contrôle d'accès, à interdire aux employés et aux entrepreneurs du projet de chasser, de piéger, de porter des armes à feu et d'utiliser des véhicules récréatifs motorisés pendant leur quart de travail ou lorsqu'ils résident dans les camps de construction.
5	Première Nation d'Aroland Première Nation de Kashechewan Première Nation Weenusk	Ont souligné que des précisions sont nécessaires concernant la surveillance de la faune (p. ex. caméras, colliers GPS), la surveillance des collisions et/ou le système de déclaration.	Dans son évaluation, l'AEIC a recommandé des mesures d'atténuation et des exigences de programme de suivi en ce qui concerne la faune et la surveillance de la faune, notamment à la section 4.3.14 du présent Rapport d'EI, et elle note que le promoteur a pris d'autres engagements visant à réduire au minimum et à surveiller les collisions entre la faune et les véhicules, y compris l'affichage et l'application des limites de vitesse, la formation obligatoire des conducteurs sur la sensibilisation à la faune et les protocoles de priorité de passage, la coordination du transport des travailleurs vers le site afin de réduire les volumes de circulation et l'établissement d'un protocole et d'un système de signalement officiels permettant au personnel de consigner les observations fortuites de la faune et les collisions entre la faune et les véhicules, notamment les chauves-souris, les animaux à

Nº	Intervenant	Résumé des commentaires	Réponse de l'AEIC
			fourrure et les grands mammifères. Les systèmes de surveillance exhaustifs comprendraient des études avant-après avec sites témoins et sites touchés pour des espèces comme le caribou et le carcajou afin d'évaluer les tendances des populations et l'utilisation de l'habitat par rapport aux données de référence. Le promoteur fournirait des précisions sur les programmes proposés de surveillance de la faune et de surveillance ainsi que de déclaration des collisions au cours de la phase après la décision du processus d'évaluation. Le promoteur s'est également engagé à poser des colliers GPS sur les femelles adultes de caribous et d'orignaux afin de surveiller les déplacements saisonniers et les causes de mortalité, ainsi qu'à maintenir des programmes de surveillance à l'aide d'appareils photo actionnés par le mouvement pour assurer le suivi de la présence et de la répartition de la faune. De plus, un plan d'accès et de surveillance des orignaux serait élaboré en collaboration avec les communautés autochtones afin de déterminer les zones à haut risque de collision et d'éclairer les mesures de gestion adaptative, par exemple en ce qui concerne la mise en place d'une signalisation ciblée et la réduction des limites de vitesse. Les mesures d'atténuation physiques qui favorisent des déplacements sécuritaires comprennent l'installation d'écopassages souterrains pour les reptiles et les amphibiens et le maintien d'ouvertures dans les bermes routières et les bancs de neige afin de faciliter les déplacements des ongulés.

Nº	Intervenant	Résumé des commentaires	Réponse de l'AEIC
			L'AEIC comprend également que le gouvernement de l'Ontario fournirait des commentaires au promoteur au sujet des patrouilles routières et des inspections proposées.
6	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation d'Aroland Première Nation d'Attawapiskat Première Nation de Constance Lake Première Nation de Fort Albany Première Nation de Kashechewan Première Nation de Long Lake (réserve nº 58) Première Nation Weenusk	Sont préoccupées par les changements négatifs potentiels du projet et des activités connexes sur l'habitat terrestre et les espèces en péril, notamment la perte et la fragmentation de l'habitat, les changements touchant les propriétés hydrologiques, les effets liés aux perturbations sensorielles ainsi que les changements à long terme touchant la disponibilité de l'habitat et l'intégrité écologique.	L'évaluation de l'AEIC des effets négatifs fédéraux, y compris sur les effets sur les poissons et leur habitat (section 2.1), les effets sur les oiseaux migrateurs (section 2.2), les effets sur le territoire domanial (section 2.3), et les effets sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles par les peuples autochtones (section 4.3.1), a tenu compte des voies d'effets sur la disponibilité et l'habitat de la faune, notamment la perte directe d'habitat attribuable à l'exploitation de carrières et à l'enlèvement de la végétation, la fragmentation de l'habitat et les changements touchant les propriétés hydrologiques. L'AEIC a recommandé des mesures d'atténuation et des mesures de programme de suivi aux sections 2.1 à 2.3 et 4.3.1 pour réduire au minimum et surveiller les changements négatifs touchant la faune et son habitat qui contribuent aux effets négatifs fédéraux. De plus, l'AEIC comprend que le gouvernement de l'Ontario dispose de mécanismes législatifs et réglementaires visant la protection de la faune et de son habitat, ce qui concorde avec l'intention de l'AEIC de réduire au minimum les changements négatifs touchant la faune et son habitat.
7	Première Nation d'Attawapiskat	Sont préoccupées par l'absence de distinction entre le caribou boréal et	L'AEIC reconnaît que le caribou boréal et le caribou migrateur de l'Est constituent des populations distinctes et a pris en considération les changements

Nº	Intervenant	Résumé des commentaires	Réponse de l'AEIC
	Première Nation de Fort Albany	le caribou migrateur de l'Est dans l'approche de l'évaluation.	négatifs touchant ces deux populations dans le cadre de l'évaluation des effets négatifs du projet sur le territoire domanial (section 2.3 du présent Rapport d'EI) et sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles par les peuples autochtones (section 4.3.1). L'AEIC est d'avis que le projet entraînerait la perte, la fragmentation et la dégradation de l'habitat du caribou boréal et du caribou migrateur de l'Est, et elle a recommandé des mesures d'atténuation et des exigences de programme de suivi en conséquence. Le promoteur a décrit d'autres engagements visant à limiter les changements négatifs pour le caribou, notamment par l'application des pratiques de gestion exemplaires, le respect des périodes sensibles, la mise en œuvre d'un plan de compensation de la biodiversité et la pose de colliers GPS sur des caribous femelles adultes. Les engagements comprennent également la conclusion d'un accord de licence d'utilisation de données sensibles avec l'Ontario (Direction des espèces en péril du ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs) afin d'obtenir des renseignements sur l'habitat protégé du caribou boréal à l'appui de la surveillance et des mesures d'atténuation.
8	Première Nation d'Aroland	Ont soulevé la question de l'inclusion des oiseaux non migrateurs dans les programmes de suivi.	L'évaluation de l'AEIC a porté sur les effets négatifs fédéraux, y compris les effets sur les oiseaux migrateurs (section 2.2 du présent Rapport d'EI) et sur les espèces d'oiseaux en péril sur le territoire domanial (section 2.3), et elle compte des mesures d'atténuation recommandées pour éviter ou réduire

Nº	Intervenant	Résumé des commentaires	Réponse de l'AEIC
			les effets négatifs sur les oiseaux migrateurs et leur habitat, ainsi que sur les espèces d'oiseaux en péril sur le territoire domanial. En plus des recommandations de l'AEIC, l'étude d'impact du promoteur comprend des engagements qui s'appliquent également aux oiseaux non migrateurs. De plus, l'AEIC comprend que le gouvernement de l'Ontario dispose de mécanismes législatifs et réglementaires visant la protection de la faune et de son habitat, y compris les oiseaux, ce qui concorde avec l'intention de l'AEIC de réduire au minimum les changements négatifs touchant la faune et son habitat afin de limiter les effets négatifs fédéraux.

Tableau D-9. Végétation

Les préoccupations concernant la végétation ont été évaluées principalement en fonction des voies d'effets sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles, en tenant également compte des voies d'effets potentielles sur les conditions de santé des peuples autochtones.

Nº	Auteurs du commentaire	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
1	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation d'Aroland Première Nation de Fort Albany	Sont préoccupés par les changements négatifs potentiels à long terme sur la végétation et les milieux humides, en raison de l'accès accru à la zone, de la	L'AEIC a évalué les effets, y compris les effets cumulatifs, sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles (section 4.3.1 du présent Rapport d'EI) et a pris en compte les changements négatifs touchant les communautés végétales, la disponibilité des végétaux, la faune et

Nº	Auteurs du commentaire	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
	Première Nation de Ginoogaming Première Nation de Kashechewan Première Nation de Long Lake #58 Première Nation de Nibinamik Première Nation de Weenusk	prolifération des espèces envahissantes, de la production de poussière et de pollution, de l'utilisation d'herbicides et d'autres activités du projet.	son habitat (y compris les milieux humides et les hautes terres) qui soutiennent les activités traditionnelles d'utilisation des terres et des ressources des peuples autochtones. L'AEIC est d'avis que le projet aurait probablement des effets négatifs sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles par les peuples autochtones, en partie en raison de changements négatifs aux habitats fauniques convenables, y compris les communautés végétales, et elle a recommandé des mesures d'atténuation et un programme de suivi pour réduire au minimum et surveiller les changements négatifs à la disponibilité des habitats et à la végétation utilisée par la faune (y compris les insectes), afin de limiter les effets négatifs sur les activités traditionnelles, comme la chasse, le piégeage et la récolte d'aliments d'origine végétale. Cela comprend l'aménagement de distances de recul minimales et de zones tampons pour préserver les zones, ainsi que l'imposition d'exigences relatives aux espèces végétales à employer pour la remise en état progressive. De plus, le promoteur s'est engagé à réduire les éventuels effets sur la végétation et les milieux humides, comme indiqué dans l'étude d'impact. Parmi ceux-ci figurent des engagements à mettre en œuvre des mesures de lutte contre les espèces envahissantes, de revégétalisation, de suppression de la poussière et de restrictions d'emploi

Nº	Auteurs du commentaire	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
			d'herbicides. De plus, le gouvernement de l'Ontario applique des mécanismes législatifs et réglementaires, dont les objectifs sont conformes à l'intention de l'AEIC de réduire les changements préjudiciables à la végétation et aux habitats fauniques, qui contribueraient à réduire au minimum les effets fédéraux négatifs.
2	Première Nation d'Aroland Première Nation de Kashechewan Première Nation de Weenusk	Se sont dites préoccupées par les changements négatifs aux communautés végétales et/ou ont demandé des précisions sur les mesures d'atténuation et de surveillance prévues pour la préservation de la végétation (espèces végétales, habitats riverains, limites de végétation).	Les engagements du promoteur concernant la mise en œuvre de plans exhaustifs de gestion de la végétation et de gestion adaptative sont décrits dans l'étude d'impact. Le promoteur a indiqué que plusieurs plans de gestion environnementale et d'atténuation, y compris les plans de gestion des tourbières et de la végétation, feraient appel à une approche progressive et que les précisions seraient fournies au cours de la phase de conception détaillée du projet. Le promoteur s'est engagé à préciser la cartographie de la végétation et à vérifier sur le terrain les emplacements des communautés végétales sensibles ou difficiles à réinstaller aux fins de la micro-implantation et de la surveillance de l'état des tourbières.
3	Première Nation d'Aroland Première Nation de Kashechewan Première Nation de Weenusk	Ont indiqué que des précisions sont nécessaires pour éclairer l'évaluation des changements négatifs à la végétation, y compris sur les mesures d'atténuation et les	Les engagements du promoteur concernant la mise en œuvre des plans exhaustifs de gestion de la végétation et de gestion adaptative sont décrits dans l'étude d'impact. Le promoteur a indiqué que plusieurs plans de gestion environnementale et d'atténuation, y compris les plans de gestion des tourbières et de la végétation, feraient appel à une

Nº	Auteurs du commentaire	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
		programmes de surveillance.	approche progressive et que les précisions seraient fournies au cours de la phase de conception détaillée du projet. Le promoteur s'est engagé à préciser la cartographie de la végétation et à vérifier sur le terrain les emplacements des communautés végétales sensibles ou difficiles à réinstaller aux fins de la micro-implantation et de la surveillance de l'état des tourbières.
4	Première Nation de Constance Lake Première Nation de Fort Albany Première Nation de Ginoogaming Première Nation de Kashechewan Première Nation de Weenusk	Se sont dites préoccupées par le degré de perte de végétation et d'habitats riverains et demandent des précisions sur les plans de rétablissement de la végétation et des habitats riverains, y compris sur l'approche (active ou passive) et la surveillance.	L'AEIC connaît des préoccupations concernant les changements négatifs potentiels aux communautés végétales et aux habitats riverains et leur importance pour les communautés autochtones. L'AEIC a évalué les effets, y compris les effets cumulatifs, sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles (section 4.3.1 du présent Rapport d'EI) et sur le patrimoine naturel et culturel (section 4.3.2), en prenant en compte les changements touchant la disponibilité des végétaux et de l'habitat. L'AEIC a aussi pris en compte le savoir autochtone pour recenser les écosystèmes culturellement importants, comme les tourbières et les zones riveraines. Le promoteur s'est engagé à élaborer et à mettre en œuvre des plans de gestion de la végétation et de protection de l'environnement pour le rétablissement de la végétation et la revégétalisation des zones riveraines à l'aide de mélanges de semences d'espèces indigènes, le cas échéant, pour stabiliser les sols. Le promoteur s'est également engagé à

Nº	Auteurs du commentaire	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
			élaborer et à mettre en œuvre des mesures de rétablissement propres au lieu dans le cadre d'un plan de rétablissement de la végétation et d'un plan de nettoyage et de remise en état, et à recourir au rétablissement progressif (ou remise en état) pour rétablir les zones d'utilisation temporaire, telles que les camps de construction et les aires de rassemblement lorsque les caractéristiques non permanentes seront mises hors service. Il convient de noter que le promoteur a indiqué que ces approches et plans de rétablissement seraient précisés lors de la conception détaillée du projet. De plus, l'AEIC sait que le gouvernement de l'Ontario régit les mécanismes législatifs et réglementaires pertinents dans le but de gérer les ressources environnementales de l'Ontario de manière à protéger les écosystèmes et les milieux naturels. À ce titre, le promoteur s'est engagé à collaborer avec l'Ontario pour élaborer des plans de rétablissement.

Tableau D-10. Structures, lieux et objets d'importance historique, archéologique et architecturale

Les effets négatifs sur les structures, les lieux et des objets d'importance historique, archéologique et architecturale sont des effets négatifs fédéraux sur lesquels l'évaluation d'impact est axée.

Nº	Auteurs du commentaire	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
1	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation Fort Albany Première Nation Kashechewan Première Nation Weenusk	Craignent que le savoir autochtone transmis par les communautés concernant les lieux d'importance ne soit pas entièrement pris en compte dans l'évaluation des effets.	L'AEIC remercie les communautés autochtones de partager leur savoir sur les lieux d'importance, et celui-ci a été pris en compte dans l'évaluation des effets sur les structures, les lieux ou les objets d'importance historique, archéologique ou architecturale pour les peuples autochtones et des effets sur le patrimoine naturel et culturel (section 4.3.2 du présent Rapport d'EI). L'AEIC est d'avis que le projet aurait probablement des effets négatifs sur les lieux d'importance, et a recommandé des mesures d'atténuation aux sections 4.3.1 et 4.3.2 pour éviter, réduire au minimum et surveiller ces effets négatifs, y compris des exigences pour que le promoteur élabore un plan de communication pour renseigner la population sur les effets négatifs des activités du projet sur les lieux d'importance pour les communautés autochtones.
2	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation d'Aroland Première Nation de Constance Lake Première Nation de Fort Albany Première Nation de Ginoogaming Première Nation de Kashechewan	Commentaire sur la nécessité d'avoir un protocole sur les découvertes fortuites qui soit créé en collaboration avec les communautés autochtones de la ZEL. Commentaire sur la nécessité de protéger les lieux d'importance culturelle et de faire participer les communautés à la surveillance des	L'AEIC a évalué les effets sur les structures, les lieux ou les objets d'importance historique, archéologique ou architecturale pour les peuples autochtones et les effets sur le patrimoine naturel et culturel (section 4.3.2), et elle a recommandé des mesures d'atténuation pour réduire au minimum les effets négatifs sur les découvertes fortuites de structures, de lieux et d'objets d'importance historique, archéologique, paléontologique ou architecturale, non identifiés auparavant, et permettre aux communautés autochtones de surveiller les travaux archéologiques. Cela comprend des exigences pour que le promoteur élabore un plan de communication pour renseigner la population sur les effets négatifs

Nº	Auteurs du commentaire	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
	Première Nation de Long Lake #58 Nation métisse de l'Ontario Première Nation de Nibinamik Première Nation de Weenusk	découvertes archéologiques, notamment celles qui appartiennent aux communautés autochtones.	des activités du projet sur les lieux d'importance pour les communautés autochtones. En outre, le promoteur serait tenu de donner aux communautés autochtones la possibilité de communiquer des renseignements sur les lieux d'importance. De plus, l'AEIC sait que le gouvernement de l'Ontario régit les mécanismes législatifs et réglementaires pertinents (comme indiqué à la section 4.3.2) dans le but de protéger et de préserver, dans la mesure du possible, les ressources ayant une valeur patrimoniale.
3	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation d'Aroland Première Nation de Eabametoong Première Nation de Kashechewan Première Nation de Weenusk	Sont préoccupés par les changements négatifs sur l'accès, y compris l'accès sûr aux lieux d'importance, découlant des activités du projet et de l'accès du public.	L'AEIC a évalué les effets sur les peuples autochtones, y compris les effets sur les structures, les lieux et les objets d'importance historique, archéologique ou architecturale pour les peuples autochtones et les effets sur le patrimoine naturel et culturel (section 4.3.2 du présent Rapport d'EI). Elle est d'avis que le projet aurait probablement des effets négatifs en raison des changements apportés à la sécurité de l'accès et de l'accès accru du public, et elle a recommandé des mesures d'atténuation pour réduire au minimum ces effetsDe plus, le promoteur a pris des engagements concernant les restrictions de l'accès du public.
4	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation d'Aroland Première Nation de Attawapiskat	Ont communiqué leur savoir autochtone sur les lieux d'importance (comme les lieux de sépultures, les lieux sacrés, les lieux de récolte, les lieux de	Veuillez consulter la ligne nº 1 du présent tableau (tableau D-10, Structures, lieux et objets d'importance historique, archéologique ou architecturale).

Nº	Auteurs du commentaire	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
	Première Nation de Constance Lake Première Nation de Eabametoong Première Nation de Fort Albany Première Nation de Ginoogaming Première Nation de Kashechewan Nation métisse de l'Ontario Première Nation de Nibinamik Première Nation de Weenusk	passage et les plans d'eau importants) pour leur communauté respective.	
5	Première Nation d'Aroland Première Nation de Ginoogaming	Craignent que l'éventuelle évaluation des lieux d'importance ne tienne pas compte des valeurs propres à leurs communautés.	L'AEIC remercie les communautés autochtones de communiquer leur savoir autochtone concernant les lieux d'importance. L'AEIC est d'avis que le projet aurait probablement des effets négatifs sur les lieux d'importance (décrits à la section 4.3.2 du présent Rapport d'EI) et elle a recommandé des mesures d'atténuation pour réduire au minimum ces effets, notamment des exigences pour que le promoteur élabore un plan de communication pour renseigner la population sur les effets négatifs des activités du projet sur les lieux d'importance pour les communautés autochtones.

Nº	Auteurs du commentaire	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
6	Première Nation d'Aroland Première Nation de Ginoogaming Première Nation de Kashechewan Nation métisse de l'Ontario	Sont préoccupées par les possibilités limitées offertes aux peuples autochtones, plus particulièrement les aînés, de participer aux évaluations archéologiques et aux travaux sur le terrain, ainsi que par la méthodologie visant à évaluer les effets du projet sur les lieux et les ressources archéologiques.	L'AEIC a évalué les effets sur les structures, les lieux ou les objets d'importance historique, archéologique ou architecturale pour les peuples autochtones et les effets sur le patrimoine naturel et culturel (décrits à la section 4.3.2 du présent Rapport d'EI), et elle a recommandé des mesures d'atténuation pour réduire au minimum les effets négatifs sur les découvertes fortuites et permettre aux communautés autochtones de surveiller les travaux archéologiques. Cela comprend des exigences pour que le promoteur élabore un plan de communication pour renseigner la population sur les effets négatifs des activités du projet sur les lieux d'importance pour les communautés autochtones. De plus, elle a recommandé que le promoteur offre aux communautés autochtones la possibilité de fournir des renseignements sur les lieux importants. L'AEIC est consciente des préoccupations concernant la méthodologie provinciale et fait remarquer que le ministère des Affaires civiques et du Multiculturalisme de l'Ontario est responsable de la supervision du cadre de gestion archéologique de la province. De plus, l'Agence sait que le gouvernement de l'Ontario régit les mécanismes législatifs et réglementaires pertinents indiqués à la section 4.3.2 du présent Rapport d'EI dans le but de protéger et de préserver, dans la mesure du possible, les ressources ayant une valeur patrimoniale.

Nº	Auteurs du commentaire	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
7	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation de Fort Albany Première Nation de Ginoogaming Première Nation de Kashechewan Première Nation de Long Lake #58 Première Nation Nibinamik	Sont préoccupés par les répercussions éventuelles sur les lieux d'importance et la façon de protéger de ces lieux.	Veuillez consulter la ligne nº 2 du présent tableau (tableau D-10, Structures, lieux et objets d'importance historique, archéologique ou architecturale).
8	Première Nation de Kashechewan Première Nation de Weenusk	Ont indiqué que les communautés autochtones souhaiteraient participer à l'identification des zones d'importance culturelle.	Veuillez consulter la ligne nº 2 du présent tableau (tableau D-10, Structures, lieux et objets d'importance historique, archéologique ou architecturale).
9	Première Nation de Ginoogaming Nation métisse de l'Ontario	Sont préoccupées par la possibilité que le projet cause des dommages aux lieux et aux ressources archéologiques.	Dans son l'évaluation des effets sur les structures, les lieux ou les objets d'importance historique, archéologique ou architecturale pour les peuples autochtones et des effets sur le patrimoine naturel et culturel (décrits à la section 4.3.2 du présent Rapport d'EI), l'AEIC a examiné les répercussions sur les ressources archéologiques et les lieux qui sont importants pour les communautés autochtones. L'AEIC est d'avis que le projet aurait probablement des effets négatifs, en partie en raison de préjudices

Nº	Auteurs du commentaire	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
			physiques, et a recommandé des mesures d'atténuation pour réduire au minimum les effets négatifs sur les découvertes fortuites de structures, de lieux ou d'objets d'importance historique, archéologique, paléontologique ou architecturale qui n'avaient pas été découverts auparavant. Cela comprend des exigences pour que le promoteur élabore un plan de communication pour renseigner la population sur les effets négatifs des activités du projet sur les lieux d'importance pour les communautés autochtones.

Tableau D-11. Patrimoine naturel et culturel

Les effets négatifs sur le patrimoine naturel et culturel sont des effets négatifs fédéraux sur lesquels l'évaluation d'impact est axée.

Nº	Auteurs du commentaire	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
1	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation de Fort Albany	Sont préoccupés par les risques archéologiques qui pourraient être associés aux rivages de longue date.	Dans son évaluation des effets sur les structures, les lieux ou les objets d'importance historique, archéologique ou architecturale pour les peuples autochtones et des effets sur le patrimoine naturel et culturel (section 4.3.2 du présent Rapport d'EI), l'AEIC a pris en compte les répercussions sur les ressources et les sites archéologiques, y compris ceux situés à proximité de plans d'eau importants pour les communautés autochtones. L'AEIC est d'avis que le projet aurait probablement des effets négatifs et elle a recommandé des mesures d'atténuation, notamment pour permettre aux communautés autochtones de fournir des renseignements sur les lieux d'importance et

Nº	Auteurs du commentaire	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
			exiger du promoteur qu'il interrompe les travaux aux lieux de découverte. Le promoteur s'est également engagé à mettre en place des zones tampons autour des lieux importants.
2	Première Nation d'Aroland Première Nation d'Attawapiskat Première Nation d'Eabametoong Première Nation de Fort Albany Première Nation de Kashechewan Première Nation de Weenusk	Se sont dites préoccupées des répercussions sur les voies fluviales (p. ex., les rivières Albany et Ogoki), car elles ont un lien étroit avec la culture, les pratiques et l'histoire des Autochtones.	L'AEIC a évalué les effets sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles par les peuples autochtones (section 4.3.1 du présent Rapport d'EI), et elle a tenu compte des répercussions sur les voies navigables traditionnellement utilisées pour les déplacements, notamment sur la base des commentaires formulés par les communautés autochtones. L'AEIC est d'avis que le projet aurait probablement des effets négatifs, y compris des changements négatifs à l'accès sécuritaire, en raison des répercussions sur la navigation sur les voies navigables utilisées pour les déplacements, et elle a recommandé des mesures d'atténuation pour réduire au minimum les interruptions de la navigation sur les voies navigables. De plus, l'AEIC sait que le promoteur aurait besoin d'approbations de travaux en vertu de la *Loi sur les eaux navigables canadiennes* et qu'il devrait s'engager à protéger la sécurité des utilisateurs de ces voies pendant les travaux dans l'eau.
3	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation d'Aroland Première Nation de Attawapiskat Première Nation de Constance Lake	Ont précisé que leur attachement à la terre et à l'eau et leur capacité de récolter des aliments pour leur subsistance sont essentiels au bien-être culturel et spirituel de leur communauté respective, et	L'AEIC connaît les points de vue exprimés sur l'importance de l'attachement à la terre pour le bien-être culturel et spirituel des peuples autochtones. Dans son évaluation des effets sur les peuples autochtones, l'Agence a tenu compte des changements apportés à l'expérience sur les terres par les effets sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles (section 4.3.1 du présent Rapport d'EI),

Nº	Auteurs du commentaire	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
	Première Nation d'Eabametoong Première Nation de Fort Albany Première Nation de Ginoogaming Première Nation de Kashechewan Première Nation de Nibinamik	contribuent à la transmission du savoir traditionnel et à la participation des jeunes aux activités traditionnelles.	les effets sur les structures, les lieux ou les objets d'importance historique, archéologique ou architecturale pour les peuples autochtones et les effets sur le patrimoine naturel et culturel (section 4.3.2). L'AEIC est d'avis que le projet aurait probablement des effets négatifs sur les peuples autochtones, en raison de changements négatifs à l'expérience sur les terres, compte tenu des effets sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles, des effets sur les structures, les lieux ou les objets d'importance historique, archéologique ou architecturale pour les peuples autochtones et des effets sur le patrimoine naturel et culturel. Elle a recommandé des mesures d'atténuation et un programme de suivi pour réduire les changements à l'expérience sur les terres.
4	Première Nation d'Aroland Première Nation de Ginoogaming Première Nation de Kashechewan Première Nation de Long Lake #58	Craignent que l'accès accru aux terres perturbe les conditions des aires de récoltes traditionnelles et des lieux de pratique culturelle et spirituelle.	Dans son évaluation des effets sur les structures, les lieux ou les objets d'importance historique, archéologique ou architecturale pour les peuples autochtones et des effets sur le patrimoine naturel et culturel (section 4.3.2 du présent Rapport d'EI), l'AEIC a envisagé d'accroître l'accès aux lieux culturels et spirituels. L'AEIC est d'avis que le projet aurait probablement des effets négatifs, en raison d'un accès accru aux lieux d'importance pour les peuples autochtones par des personnes n'appartenant pas à la population locale. Elle a recommandé des mesures d'atténuation et un programme de suivi (pour éviter ou réduire au minimum les effets négatifs sur les lieux d'importance. L'AEIC fait également remarquer que le promoteur s'est engagé à consulter l'Ontario, les communautés autochtones et divers intervenants sur les contrôles, les

Nº	Auteurs du commentaire	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
			restrictions ou les permissions relatives à l'accès. L'Agence sait également que le gouvernement de l'Ontario régit les mécanismes législatifs et réglementaires pertinents dont les objectifs sont conformes à l'intention de l'AEIC de réduire au minimum les effets négatifs.
5	Première Nation d'Eabametoong Première Nation de Ginoogaming	Le savoir autochtone renseigne sur les valeurs des terres et des ressources (y compris les aires familiales, les végétaux des fondrières, la forêt ancienne et certaines voies fluviales) qui sont d'importance culturelle, spirituelle et historique pour les communautés autochtones.	L'AEIC remercie les communautés autochtones de transmettre leur savoir autochtone sur les valeurs des terres et des ressources de la région. Comme le décrit la section 4.3.2 du Rapport d'EI, l'AEIC est d'avis que le projet aurait probablement des effets négatifs sur les structures, les lieux ou les objets d'importance historique, archéologique ou architecturale pour les peuples autochtones et sur le patrimoine naturel et culturel. En conséquence, elle a recommandé des mesures d'atténuation et des exigences de programme de suivi pour éviter ou réduire au minimum les effets négatifs sur les lieux d'importance, comme les lieux de récolte et les zones culturellement et spirituellement sensibles, y compris des possibilités pour les communautés autochtones de communiquer de l'information sur les lieux d'importance. L'AEIC sait également que d'autres administrations, dont le MPO et le gouvernement de l'Ontario, régissent les mécanismes législatifs et réglementaires pertinents (indiqués aux sections 2.1, 4.3.1 et 4.3.2) dont les objectifs sont conformes à ceux de l'Agence de réduire au minimum les effets négatifs.

Nº	Auteurs du commentaire	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
6	Première Nation de Fort Albany Première Nation de Ginoogaming Première Nation de Weenusk	Les changements à l'abondance de la faune et du frêne noir aux fins de la récolte pourraient toucher la manière de transmettre le savoir des aînés aux jeunes.	L'AEIC remercie les communautés autochtones de transmettre le savoir autochtone sur l'importance culturelle de la faune et du frêne noir pour la transmission intergénérationnelle des connaissances. Dans son évaluation des effets sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles (section 4.3.1), l'AEIC a déterminé que le projet aurait probablement des effets négatifs, en raison de changements dans l'abondance de la faune, des habitats fauniques et des espèces végétales sur lesquels reposent les activités traditionnelles, notamment la chasse et la récolte de végétaux. En conséquence, l'AEIC a recommandé des mesures d'atténuation et un programme de suivi pour réduire au minimum et surveiller les changements à la faune et à son habitat. En outre, le promoteur s'est engagé à élaborer et à mettre en œuvre un plan de gestion de la végétation qui comprendrait des protocoles pour protéger le frêne noir, par des mesures de prévention contre l'agrile du frêne (une espèce d'insecte envahissante) et une surveillance à long terme.
7	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation d'Aroland Première Nation de Attawapiskat Première Nation de Constance Lake Première Nation d'Eabametoong	Craignent les effets cumulatifs sur les lieux d'importance (dont les plans d'eau, les lieux de récolte et d'autres aires d'enseignement culturel et spirituel) découlant des répercussions sur la culture en ces lieux.	L'AEIC a évalué les effets, y compris les effets cumulatifs, sur les structures, les lieux ou les objets d'importance historique, archéologique ou architecturale pour les peuples autochtones ainsi que les effets sur le patrimoine naturel et culturel (section 4.3.2 du présent Rapport d'EI). L'AEIC est d'avis que le projet aurait probablement des effets négatifs, en raison de perturbations sensorielles, et elle a recommandé des mesures d'atténuation pour éviter ou réduire au minimum les changements négatifs dans les lieux d'importance.

Nº	Auteurs du commentaire	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
	Première Nation de Fort Albany Marten Falls First Nation Première Nation de Neskantaga Première Nation de Nibinamik		
8	Première Nation d'Aroland Première Nation de Kashechewan	Craignent que le projet cause des perturbations sensorielles, ce qui aurait des répercussions sur l'expérience spirituelle sur les terres.	Dans son l'évaluation des effets sur les structures, les lieux et les objets d'importance historique, archéologique ou architecturale pour les peuples autochtones et des effets sur le patrimoine naturel et culturel (section 4.3.2 du présent Rapport d'EI), l'AEIC a estimé que les changements négatifs découlant des perturbations sensorielles, notamment la réduction de la qualité de l'air et le bruit fort, pourraient avoir une incidence sur l'expérience des peuples autochtones sur les terres. L'AEIC a conclu que le projet aurait probablement des effets négatifs, en raison de perturbations sensorielles et de changements à l'expérience des peuples autochtones sur les terres. Elle a recommandé des mesures d'atténuation pour réduire au minimum ces effets.
9	Première Nation de Nibinamik	Est d'avis que les communautés devraient être indemnisées pour les répercussions du projet sur le patrimoine culturel.	L'AEIC reconnaît ce point de vue. Conformément à la section 4.3.2 du présent Rapport d'EI, l'évaluation de l'Agence a pris en compte les effets sur le patrimoine culturel relativement aux structures, aux lieux et aux objets d'importance historique, archéologique ou architecturale pour les peuples autochtones ainsi que les effets sur le patrimoine naturel et culturel et a permis de conclure que le projet aurait probablement des effets négatifs, en raison de perturbations sensorielles et de

Nº	Auteurs du commentaire	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
			changements à l'expérience des peuples autochtones sur les terres. L'AEIC a recommandé des mesures d'atténuation (aux sections 4.3.1 et 4.3.2) pour réduire au minimum ces effets négatifs.
10	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation d'Aroland Première Nation d'Eabametoong	Craignent des répercussions sur les ressources et les lieux archéologiques.	Dans son évaluation des effets sur les structures, les lieux ou les objets d'importance historique, archéologique ou architecturale pour les peuples autochtones et des effets sur le patrimoine naturel et culturel (section 4.3.2 du présent Rapport d'EI), l'AEIC a tenu compte des effets sur les ressources et les lieux archéologiques qui sont importants pour les communautés autochtones et a recommandé des mesures d'atténuation pour éviter ou réduire au minimum les effets négatifs. En outre, l'AEIC sait que le promoteur a identifié des zones ayant un potentiel archéologique dans la ZEL et qu'il serait tenu de mener des évaluations archéologiques (étape 2, 3 ou 4) en vertu de la *Loi sur le patrimoine de l'Ontario*.

Tableau D-12. Conditions sanitaires des peuples autochtones

Les effets négatifs sur les conditions sanitaires des peuples autochtones sont des effets négatifs fédéraux sur lesquels l'évaluation d'impact est axée.

Nº	Auteurs du commentaire	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
1	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation d'Aroland	Craignent que la diminution de la qualité de l'air et l'augmentation du bruit puissent avoir des répercussions sur la	L'AEIC a tenu compte des changements dans la qualité de l'air et le bruit dans son évaluation des effets sur la santé des peuples autochtones (décrits à la section 4.3.3 du présent Rapport d'EI) et des effets sur l'usage courant des terres et des

Nº	Auteurs du commentaire	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
	Première Nation de Attawapiskat Première Nation de Constance Lake Première Nation d'Eabametoong Première Nation de Fort Albany Première Nation de Nibinamik	santé physique et mentale des utilisateurs des terres et des travailleurs autochtones. C'est pourquoi une surveillance en cas de dépassement des contaminants atmosphériques (dont les métaux traces) et du bruit devrait être mise en place. En outre, ils recommandent que le promoteur évite de brûler des matières organiques et emploie des moteurs de niveau 4 pour réduire les émissions des équipements et, par conséquent, les répercussions sur la qualité de l'air.	ressources à des fins traditionnelles (décrits à la section 4.3.1). L'AEIC sait que le promoteur s'est engagé à mettre en application des mesures d'atténuation qui seraient réalisables sur le plan technique et économique pour faire face aux changements négatifs au bruit et à la qualité de l'air. Parmi les mesures d'atténuation et les exigences de programme de suivi recommandées par l'AEIC, celle-ci a pris en compte des mesures visant à réduire au minimum l'exposition à des niveaux de bruit élevés et à une qualité de l'air altérée.
2	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation d'Aroland Première Nation de Attawapiskat	Font remarquer que le projet pourrait avoir une incidence sur la façon dont les peuples autochtones consomment les aliments prélevés dans la nature, en raison des	Dans son évaluation des effets sur les peuples autochtones, l'AEIC a examiné le risque lié à la consommation d'aliments prélevés dans la nature pouvant être contaminés (section 4.3.3 du présent Rapport d'EI) et elle est d'avis que les risques d'exposition à des aliments prélevés dans la nature, contaminés par le projet, seraient faibles. Afin de s'assurer que cette prévision est exacte, l'Agence a

Nº	Auteurs du commentaire	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
	Première Nation de Fort Albany Première Nation de Kashechewan Première Nation de Long Lake #58 Première Nation de Neskantaga Première Nation de Nibinamik Première Nation de Webequie Première Nation de Weenusk	changements à la capacité de récolte et de la possibilité que les aliments prélevés dans la nature soient contaminés non seulement par les activités du projet, mais aussi par l'exploitation minière future, en perturbant les terres, ce qui réduirait les possibilités de récolte, ou en facilitant l'accès aux aliments en magasin. Craignent que le projet ait des répercussions sur la santé et le bien-être communautaire des peuples autochtones, en particulier sur la capacité de transmettre les connaissances et les pratiques traditionnelles aux jeunes.	recommandé de surveiller la qualité de l'eau afin de détecter les premiers signes de risques pour la santé liés à l'exposition à des aliments traditionnels contaminés, notamment le méthylmercure chez les poissons. L'AEIC a également évalué les effets sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles (section 4.3.1) et a conclu que des changements négatifs se produiraient sur les terres, en particulier sur les habitats des espèces sauvages sur lesquels reposent les activités traditionnelles d'utilisation des terres. Toutefois, les activités traditionnelles pourraient se poursuivre.
3	Première Nation d'Aroland Première Nation d'Eabametoong Première Nation de Fort Albany	Font remarquer que l'évaluation des effets sur la santé devrait s'appuyer sur des données de référence suffisamment caractérisées, tenir	Dans son évaluation des effets sur les conditions sanitaires, sociales et économiques des peuples autochtones (décrits à la section 4.3.3 du présent Rapport d'EI), l'AEIC a évalué les effets que pourrait avoir le projet sur la santé et la société et a tenu compte de leurs interconnexions et de leurs interactions. Elle a également tenu compte des

Nº	Auteurs du commentaire	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
	Première Nation de Kashechewan Première Nation de Nibinamik	compte non seulement de la Première Nation de Marten Falls, mais aussi de toutes les communautés autochtones de la zone d'étude régionale (ZER), être éclairée par d'autres données que les données publiques accessibles en ligne et envisager une approche holistique pour connaître l'état de santé et le bien-être des communautés, tout en tenant compte des effets cumulatifs.	quelques renseignements propres à chaque communauté qu'elle avait à sa disposition au moment de la préparation du présent Rapport d'EI et elle a recommandé les mesures d'atténuation décrites à la section 4.3.3.4.
4	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation de Constance Lake Première Nation d'Eabametoong Première Nation de Fort Albany Première Nation de Ginoogaming Première Nation de Kashechewan	Sont d'avis qu'il est nécessaire d'investir dans la sécurité routière en raison du manque d'infrastructures, de services d'urgence et de présence policière le long du corridor de circulation routière.	L'AEIC prend acte du commentaire et fait remarquer que le gouvernement de l'Ontario serait responsable de la sécurité routière le long du corridor de circulation routière et de la connexion de ce corridor au réseau routier provincial.

Nº	Auteurs du commentaire	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
5	Première Nation de Nibinamik	A recommandé de recourir à des solutions naturelles plutôt qu'à des produits à base de chlorure pour prévenir la production de poussière.	Dans la section 4.3.3 du présent Rapport d'EI, l'AEIC a défini des mesures d'atténuation pour réduire la poussière fugitive, y compris d'utiliser de l'eau ou une solution de rechange acceptable sur le plan environnemental pour stabiliser la surface des routes et des zones du projet pouvant produire de la poussière.
6	Première Nation d'Aroland Première Nation de Fort Albany Première Nation de Neskantaga Première Nation de Nibinamik	Ont formulé des commentaires sur les enjeux de la dépendance, les crises de santé mentale et les suicides chez les jeunes des communautés autochtones. Se sont dit préoccupés par le fait que le projet pourrait avoir des répercussions sur la capacité des communautés autochtones à s'attaquer à ces problèmes de santé.	L'analyse par l'AEIC des effets sur les conditions sociales des peuples autochtones, présentée à la section 4.3.3 du présent Rapport d'EI, a pris en compte la possibilité que le projet exerce des pressions sur les services de santé et les services sociaux des communautés autochtones en raison de l'augmentation possible de l'abondance de substances interdites ou illicites qui feraient leur apparition dans les communautés et accentueraient les besoins de services de lutte contre la toxicomanie et de services de police. L'Agence a également tenu compte de la possibilité que le projet ait des répercussions sur la santé mentale, en raison de l'afflux de l'influence occidentale sur les communautés autochtones.

Tableau D-13. Conditions socio-économiques des peuples autochtones

Les effets négatifs sur les conditions sociales et économiques des peuples autochtones sont des effets négatifs fédéraux sur lesquels l'évaluation d'impact est axée.

Nº	Auteurs du commentaire	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
1	Première Nation d'Aroland Première Nation de Fort Albany Première Nation de Ginoogaming Marten Falls First Nation Première Nation de Nibinamik	Ont dit que les communautés autochtones auraient besoin d'aide pour profiter des offres d'emploi éventuelles.	La section 4.3.4 du présent Rapport d'EI décrit les effets positifs du projet. L'AEIC note que le promoteur est conscient que les niveaux de compétence des membres des communautés autochtones peuvent ne pas correspondre aux types d'emplois qui seraient offerts pendant la construction et l'exploitation. Pour y remédier, selon ce que l'Agence sait, le promoteur créerait un plan de formation de la population locale pour ensuite effectuer une évaluation des compétences et fournirait des renseignements sur les types d'emplois requis pendant les phases de construction et d'exploitation du projet, de sorte que les membres des communautés autochtones seraient informés des compétences requises.
2	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation de Attawapiskat Première Nation de Constance Lake Première Nation de Fort Albany	Se sont dits préoccupés du fait que les autres communautés autochtones ne reçoivent pas le même degré de soutien que la Première Nation de Marten Falls pour obtenir des avantages économiques du projet et lutter contre les répercussions	L'AEIC reconnaît qu'il pourrait être difficile pour les peuples et les entreprises autochtones de tirer des avantages économiques du projet. De plus, l'Agence fait remarquer qu'il existe des initiatives et des programmes fédéraux pour aider les communautés autochtones dans la ZER, comme le Programme de formation pour les compétences et l'emploi destiné aux Autochtones, qui est associé aux Anishinabek Employment and Training Services et aux Kiikenomaga Kikenjigewen Employment and

Nº	Auteurs du commentaire	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
	Première Nation de Ginoogaming Première Nation de Nibinamik Première Nation de Weenusk	sociales possibles et les effets cumulatifs du projet. Ils ont déclaré qu'une fois que la zone sera devenue accessible à l'exploitation, les effets se feraient sentir dans toute la région et auraient des conséquences permanentes sur le mode de vie et le bien-être des communautés.	Training Services, et le Programme de développement du Nord de l'Ontario.
3	Première Nation d'Aroland Première Nation de Constance Lake Première Nation d'Eabametoong Première Nation de Fort Albany Première Nation de Ginoogaming Première Nation de Long Lake #58Première Nation de Marten Falls	Se sont dits préoccupés par une éventuelle augmentation du trafic de drogues et d'alcool en raison de l'accessibilité accrue de la région découlant du projet.	Dans son évaluation des effets sur les conditions sociales et économiques des peuples autochtones, décrite à la section 4.3.3 du présent Rapport d'EI, l'AEIC a pris en compte ces préoccupations, ainsi que les effets pouvant découler de l'augmentation de la consommation de substances et du trafic de drogues et d'alcool attribuable à l'accès accru créé par le projet. L'AEIC a également recommandé des mesures d'atténuation pour éviter ou réduire au minimum ces effets négatifs, notamment l'application, en tout temps, d'une interdiction de consommer de l'alcool et des drogues dans les lieux de travail et les camps de construction temporaires; la mise en place d'un processus de règlement des incidents et des plaintes; l'adoption d'un code de conduite pour les travailleurs et de politiques favorisant un comportement sécuritaire en milieu de travail et au sein de la communauté; ainsi que la

Nº	Auteurs du commentaire	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
	Première Nation de Nibinamik		création d'un groupe de travail auquel les communautés autochtones intéressées peuvent participer afin de discuter de questions liées au bien-être et à la sécurité des communautés.
4	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation d'Aroland Première Nation d'Eabametoong Première Nation de Fort Albany Première Nation de Ginoogaming Première Nation de Long Lake #58 Première Nation de Marten Falls Première Nation de Nibinamik	Ont fait remarquer que l'accès routier comporte des avantages socio-économiques.	L'AEIC a pris en compte les effets positifs et les avantages potentiels liés à l'accès routier dans son évaluation des effets positifs du projet sur les peuples autochtones, présentée à la section 4.3.4 du présent Rapport d'EI, ainsi que dans son évaluation de la contribution du projet à la durabilité, y compris au bien-être social et économique des générations actuelles et futures, présentée à la section 7. L'AEIC a notamment conclu que le projet aurait des retombées positives à long terme sur le bien-être social et économique, principalement pour la Première Nation de Marten Falls et possiblement pour d'autres communautés éloignées, tout en reconnaissant que les gains en matière de durabilité ne seraient pas ressentis dans toutes les communautés ni par tous les sous-groupes. .
5	Première Nation d'Aroland	Se sont dits préoccupés pour la santé et la sécurité, et craignent la	Dans son évaluation des effets sur les conditions sanitaires, sociales et économiques des peuples autochtones (section 4.3.3 du présent Rapport d'EI),

Nº	Auteurs du commentaire	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
	Première Nation de Constance Lake Première Nation de Fort Albany Première Nation de Ginoogaming Première Nation de Marten Falls Première Nation de Nibinamik	traite des femmes, des filles et des membres de la communauté LGBTQ2+ autochtones, en raison de l'établissement éventuel de camps de travailleurs et des développements futurs dans la région. Demandent que les employés non autochtones reçoivent la formation requise pour réduire le harcèlement et la violence envers les peuples autochtones.	l'AEIC a tenu compte de la mesure dans laquelle les sous-groupes de population autochtone vulnérables peuvent être touchés. L'AEIC a recommandé des mesures d'atténuation pour gérer le comportement des personnes nouvelles dans la région (qui travailleraient au projet), y compris des exigences pour que le promoteur mette en œuvre des politiques de lutte contre le harcèlement, l'intimidation, la discrimination et la violence qui tiennent compte des politiques et des procédures sexospécifiques et culturellement appropriées. De plus, le promoteur devrait mettre en œuvre un processus équitable et rapide d'enquête relativement aux incidents et aux plaintes des employés du projet et les régler.
6	Première Nation de Attawapiskat Première Nation d'Eabametoong Première Nation de Fort Albany Première Nation de Neskantaga Première Nation de Nibinamik	Ont formulé un commentaire concernant les répercussions sur les conditions socio-économiques des communautés autochtones et les répercussions à long terme qu'elles ont eues sur le bien-être et la réussite économique des communautés. Elles font remarquer que cela a causé de la	L'AEIC a examiné les répercussions du colonialisme et les difficultés de ces peuples à maintenir une infrastructure sociale adéquate, ainsi que les défis auxquels sont confrontées les communautés qui ne sont accessibles que par avion. Elle a également pris en compte la façon dont ces effets pourraient être ressentis différemment selon les communautés et les sous-groupes, tels que les jeunes, dans son évaluation des effets négatifs sur les conditions sanitaires, sociales et économiques des peuples autochtones, présentée à la section 4.3.3 du présent Rapport d'EI, ainsi que dans son évaluation des répercussions sur les droits des Autochtones, présentée à la section 4.4. Les effets sur le bien-être

Nº	Auteurs du commentaire	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
		frustration chez les membres des communautés, en particulier chez les jeunes Autochtones.	social et économique à long terme des communautés et des sous-groupes ont également été pris en compte dans l'analyse de durabilité de l'AEIC présentée à la section 7.
7	Première Nation de Nibinamik	Demande un soutien propre à sa Première Nation pour s'assurer que la communauté sera prête à profiter des possibilités économiques du projet et à s'adapter aux changements sociaux qui pourraient découler d'un accès accru à la région.	L'AEIC connaît les préoccupations soulevées par la Première Nation de Nibinamik concernant les possibilités économiques et les défis sociaux auxquels elle pourrait faire face en raison du projet. Dans son évaluation des effets sur les conditions sanitaires, sociales et économiques (section 4.3.3 du présent Rapport d'EI), l'AEIC a recommandé une mesure d'atténuation additionnelle, depuis la période de consultation sur la version provisoire du Rapport d'EI, associée au groupe de travail sur le bien-être et la sécurité des communautés. La Première Nation de Nibinamik pourrait obtenir un intérêt accru à aider la communauté à faire connaître les enjeux sociaux liés au projet. L'AEIC sait également qu'il existe des programmes fédéraux auxquels la Première Nation de Nibinamik pourrait avoir accès pour stimuler la participation économique de la communauté au projet. Deux de ces programmes sont le Programme de formation pour les compétences et l'emploi destiné aux Autochtones, qui est associé aux Anishinabek Employment and Training Services et aux Kiikenomaga Kikenjigewen, et le Programme de développement du Nord de l'Ontario.

Nº	Auteurs du commentaire	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
8	Première Nation d'Eabametoong Première Nation de Fort Albany Première Nation de Neskantaga Première Nation de Nibinamik	Se sont dites préoccupées par les répercussions possibles sur le bien-être des communautés et la continuité culturelle, ainsi que sur la santé et les aspects sociaux des peuples autochtones, surtout si l'on tient compte des effets cumulatifs.	L'AEIC a tenu compte des répercussions possibles sur le bien-être des communautés et la continuité culturelle, et a effectué une évaluation des effets cumulatifs afin de connaître les répercussions à long terme du projet sur les conditions sanitaires, sociales et économiques (section 4.3.3 du présent Rapport d'EI). Cette analyse a également été appliquée à l'évaluation des répercussions sur les droits présentée à la section 4.4.
9	Première Nation de Constance Lake Première Nation d'Eabametoong Première Nation de Fort Albany Première Nation de Ginoogaming Première Nation de Weenusk	Font remarquer que les activités traditionnelles de récolte (p. ex., la chasse, le piégeage, la cueillette et la pêche) peuvent également servir de pratiques économiques aux communautés autochtones, de sorte que les répercussions à long terme sur ces activités doivent être prises en compte.	L'AEIC a procédé à l'évaluation des effets, y compris des effets cumulatifs, sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles, y compris la pêche, la chasse, le piégeage et la récolte d'aliments d'origine végétale, décrits dans la section 4.3.1 du présent Rapport d'EI. De plus, l'AEIC a tenu compte de la possibilité que le projet ait une incidence sur les secteurs économiques traditionnels (section 4.3.3.1).
10	Première Nation d'Aroland	Font remarquer que l'approche des stratégies d'approvisionnement devrait être plus détaillée afin de prioriser et de	L'AEIC reconnaît qu'il pourrait être difficile pour les peuples et les entreprises autochtones de tirer des avantages économiques du projet. De plus, l'Agence fait remarquer qu'il existe des initiatives et des programmes fédéraux pour aider les communautés

Nº	Auteurs du commentaire	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
	Première Nation de Constance Lake Première Nation de Ginoogaming Première Nation de Kashechewan Première Nation de Nibinamik Première Nation de Weenusk	favoriser l'embauche et les entreprises autochtones.	autochtones de la ZER, comme le Programme de formation pour les compétences et l'emploi destiné aux Autochtones, qui est associé aux Anishinabek Employment and Training Services et aux Kiikenomaga Kikenjigewen Employment and Training Services, et le Programme de développement du Nord de l'Ontario.
11	Première Nation d'Aroland Première Nation de Fort Albany Première Nation de Ginoogaming Première Nation de Kashechewan Première Nation de Weenusk	Font remarquer que l'évaluation des répercussions sociales et économiques doit tenir compte non seulement de la Première Nation de Marten Falls, mais de toutes les communautés autochtones de la zone d'étude régionale (ZER), et s'appuyer sur d'autres données que les données publiques accessibles en ligne, mais aussi sur les connaissances et les besoins autochtones pour s'assurer que	Dans son évaluation des effets sur les conditions sociales et économiques des peuples autochtones (section 4.3.3 du présent Rapport d'EI), l'AEIC a notamment tenu compte des quelques données recensées sur les infrastructures propres aux communautés, ainsi que de l'analyse comparative entre les sexes. L'AEIC a également procédé à une évaluation des effets cumulatifs pour connaître les répercussions sociales et économiques à long terme du projet. Les conclusions de ces évaluations ont été utilisées pour étayer l'évaluation des répercussions sur les droits à la section 4.4, qui présente la façon dont chaque communauté autochtone serait touchée par le projet.

Nº	Auteurs du commentaire	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
		l'analyse comparative entre les sexes plus sera appliquée aux communautés autochtones de la ZER. Font remarquer que l'AEIC devrait également effectuer une analyse des effets cumulatifs lorsqu'elle examinera les répercussions sociales et économiques.	
12	Première Nation de Neskantaga Première Nation de Nibinamik	Se sont dites préoccupées par l'augmentation des coûts pour d'autres communautés autochtones, car le promoteur exerce des pressions sur le réseau de routes d'hiver actuel pour commencer la construction de la route.	L'AEIC fait remarquer, à la section 4.3.3 du présent Rapport d'EI, que le promoteur a proposé d'élaborer et de mettre en œuvre un plan de mobilisation de l'équipement pour faire face à la circulation accrue sur la route d'hiver. De plus, concernant le Programme des routes d'hiver, l'AEIC sait que SAC et le ministère ontarien du Développement et de la Croissance économique du Nord aident financièrement les communautés qui sont chargées de la construction et de l'entretien continu des routes d'hiver tout au long de la saison. Les communautés peuvent communiquer directement avec les organismes de financement du programme pour discuter des pressions financières liées à la construction et à l'entretien des routes d'hiver. Voici les adresses courriel de ces organismes : SAC : winterroadsontarioroutehiver@sac-isc.gc.ca DCEN : winter.roads@ontario.ca.

Nº	Auteurs du commentaire	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
13	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation d'Aroland Première Nation de Fort Albany Première Nation de Kashechewan Première Nation de Marten Falls Première Nation de Nibinamik Première Nation de Weenusk	Font remarquer qu'il n'est pas clair comment d'autres communautés autochtones de la région pourraient profiter d'un éventuel développement économique, ainsi que des contributions du projet à la durabilité, car il semble que l'attention soit portée sur les besoins particuliers de la Première Nation de Marten Falls.	L'AEIC reconnaît qu'il pourrait être difficile pour les peuples et les entreprises autochtones de tirer des avantages économiques du projet. De plus, l'Agence fait remarquer qu'il existe des initiatives et des programmes fédéraux pour aider les communautés autochtones de la ZER, comme le Programme de formation pour les compétences et l'emploi destiné aux Autochtones, qui est associé aux Anishinabek Employment and Training Services and the Kiikenomaga Kikenjigewen Employment and Training Services, et le Programme de développement du Nord de l'Ontario.
14	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation d'Eabametoong Première Nation de Fort Albany	Font remarquer que les conditions de l'AEIC concernant les répercussions sociales du projet, y compris sur le bien-être et la sécurité des communautés, ne correspondent pas au degré modéré des répercussions auquel l'évaluation des répercussions sociales sur les peuples	D'après les commentaires reçus des communautés autochtones, l'AEIC a mis à jour les mesures d'atténuation recommandées pour ajouter un groupe de travail auquel les communautés autochtones intéressées pourraient se joindre pour discuter de sujets liés au bien-être et à la sécurité des communautés, ainsi que pour interdire la consommation d'alcool et de drogues sur les lieux de travail et dans les camps temporaires de travailleurs.

Nº	Auteurs du commentaire	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
		autochtones a conclu dans le Rapport d'EI.	
15	Première Nation d'Eabametoong	Fait remarquer que la révocation du statut de communauté isolée peut avoir une incidence sur l'aide financière accordée par le gouvernement.	L'AEIC prend note de ce commentaire. De plus, la conclusion de l'AEIC relative aux effets résiduels sur les conditions sanitaires, sociales et économiques est présentée à la section 4.3.3.2 du présent Rapport d'EI. L'AEIC comprend que la communauté de la Première Nation de Marten Falls serait celle dont le statut d'isolement et l'accessibilité seraient les plus touchés par le projet, et elle reconnaît, tout au long du présent Rapport d'EI, que la Première Nation de Marten Falls a indiqué être prête à assumer les changements aux conditions sociales et économiques que le projet pourrait causer.
16	Première Nation d'Eabametoong	Fait remarquer que le concept de deuil écologique est une façon de reconnaître les changements environnementaux qui découleraient du projet, surtout si l'on tient compte de l'accès accru du public et des effets cumulatifs des développements futurs. Fait également remarquer que les répercussions doivent	L'AEIC prend note de ce commentaire et reconnaît le lien culturel particulier que les communautés autochtones entretiennent avec les terres. Dans son évaluation des effets sur les conditions sanitaires, sociales et économiques des peuples autochtones (section 4.3.3 du présent Rapport d'EI), l'AEIC a tenu compte des répercussions sur le bien-être des communautés et la continuité culturelle, et a effectué une évaluation des effets cumulatifs pour mieux comprendre les répercussions à long terme du projet sur les conditions sanitaires et sociales. Cette analyse a également été appliquée dans l'évaluation des répercussions sur les droits (section 4.4).

N°	Auteurs du commentaire	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
		être contrebalancées par des effets positifs du projet.	

Tableau D-14. Défaillances et accidents

Les effets des pannes et des accidents qui peuvent survenir en lien avec le projet sont un facteur pris en compte, conformément à l'alinéa 22(1)a) de la LEI.

N°	Auteurs du commentaire	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
1	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation d'Aroland Première Nation de Attawapiskat Première Nation de Constance Lake Première Nation d'Eabametoong Première Nation de Fort Albany Première Nation de Ginoogaming	Craignent que des déversements et des rejets de contaminants puissent contaminer les voies fluviales et l'habitat faunique et avoir des répercussions sur les communautés en aval, et font remarquer qu'il est nécessaire de mettre en place des mesures claires de prévention et de confinement des déversements, d'intervention d'urgence en cas de déversement, ainsi que des mesures d'avertissement qui tiennent compte des défis liés à l'intervention en cas	L'évaluation des effets, aux sections 2.1 à 2.3, 3.1 et 4.3 du présent Rapport d'EI, tient compte des effets négatifs fédéraux des défaillances et des accidents probables et peu probables, ainsi que des mesures visant à prévenir les défaillances et les accidents peu probables associés au projet, ainsi que les effets négatifs fédéraux qui en résultent. L'AEIC a conclu que, grâce à la mise en application des mesures d'atténuation recommandées, y compris les mesures de prévention des défaillances structurelles, un plan d'intervention d'urgence et un plan de prévention des déversements, associés à des mesures d'intervention en cas de déversement, la probabilité et la gravité des effets négatifs fédéraux des défaillances et des accidents, y compris les déversements accidentels, seraient réduites au minimum. L'Agence a également recommandé l'application de conditions exigeant du promoteur qu'il avise les communautés autochtones pouvant

Nº	Auteurs du commentaire	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
	Première Nation de Kashechewan Première Nation de Long Lake #58 Première Nation de Marten Falls Première Nation de Webequie Première Nation de Weenusk	de déversement dans les régions éloignées et aux franchissements des cours d'eau.	être touchées ainsi que l'AEIC à la suite d'un accident ou d'une défaillance, et qu'il déclare l'incident et les mesures correctives prises.
2	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation d'Aroland Première Nation de Constance Lake Première Nation de Kashechewan Première Nation de Nibinamik	Demandent que les communautés autochtones participent à l'élaboration, à la révision et à la mise en œuvre des plans de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas d'urgence, de systèmes d'alerte rapide et de plans d'évacuation, et doutent de l'efficacité des mesures d'intervention d'urgence.	L'évaluation des effets, aux sections 2.1 à 2.3, 3.1 et 4.3 du présent Rapport d'EI, a tenu compte des effets négatifs fédéraux des défaillances et des accidents probables et peu probables. L'AEIC a recommandé des mesures d'atténuation pour prévenir les défaillances et les accidents, et intervenir, notamment des exigences pour que le promoteur élabore un plan d'intervention en cas d'accident et de défaillance, en consultation avec les communautés autochtones et les autorités compétentes, et qu'il définisse les rôles et les responsabilités des personnes participant à la mise en application des mesures d'intervention. Les conditions pourraient également exiger que le promoteur avise les communautés autochtones des accidents ou des défaillances qui pourraient entraîner des effets négatifs fédéraux. De plus, le rapport écrit que le promoteur doit présenter à

Nº	Auteurs du commentaire	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
			l'AEIC doit comprendre tous les points de vue partagés par les communautés autochtones concernant l'accident ou la défaillance, ses effets négatifs fédéraux et les mesures correctives prises, ainsi que toute mesure d'atténuation modifiée ou additionnelle requise pour remédier aux effets négatifs résiduels fédéraux.
3	Première Nation d'Aroland Première Nation d'Eabametoong	Recommandent de raccourcir les délais pour alerter les communautés autochtones et l'AEIC d'un accident ou d'une défaillance, afin de les informer rapidement des incidents qui pourraient toucher les terres, les eaux, les activités de récolte et la santé des communautés autochtones, et de les faire participer à la surveillance du projet.	L'AEIC a pris en compte les commentaires recommandant de raccourcir les délais d'avertissement en cas de défaillance et d'accident, et a déterminé que les délais fixés dans les mesures recommandées à la section 3.1.1. du présent Rapport d'EI sont appropriés pour faciliter l'avertissement rapide des communautés autochtones et de l'AEIC, et laissent au promoteur suffisamment de temps pour vérifier et communiquer les renseignements obtenus après un incident.

Tableau D-15. Effets cumulatifs

Les effets cumulatifs qui découleront probablement du projet, en conjonction avec d'autres activités concrètes qui ont été ou seront exécutées, sont un facteur à prendre en compte, conformément à l'alinéa 22(1)a) de la LEI.

Nº	Auteurs du commentaire	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
1	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation d'Aroland Première Nation de Attawapiskat Première Nation d'Eabametoong Première Nation de Fort Albany Première Nation de Ginoogaming Première Nation de Kashechewan	Se sont dits préoccupés des répercussions sur la capacité des membres des communautés à participer à des activités traditionnelles, découlant des effets cumulatifs liés aux activités passées et à l'exploitation future, qui contribueraient à des changements négatifs à la présence et à l'état des composantes environnementales (notamment les terres, les eaux, la faune et les habitats fauniques).	L'AEIC a évalué les effets cumulatifs pour tous les effets négatifs fédéraux et a notamment conclu que les effets cumulatifs modifieraient la conduite des activités traditionnelles. Toutefois, les communautés devraient pouvoir continuer à exercer des activités traditionnelles dans la région. La justification et les conclusions de l'AEIC sur les effets sur les peuples autochtones et les répercussions sur les droits des Autochtones figurent respectivement aux sections 4.3.1 et 4.4 du présent Rapport d'EI.
2	Première Nation d'Aroland Première Nation de Nibinamik	Craignent une intensification de la circulation découlant de la connexion des réseaux routiers aux futurs claims miniers, et sa contribution aux changements à la composante atmosphérique, comprenant le bruit et les contaminants atmosphériques.	L'AEIC a évalué les effets négatifs résiduels du projet conjugués aux effets d'autres activités concrètes passées, présentes et raisonnablement prévisibles, et a inclus les activités concrètes pouvant avoir des effets négatifs susceptibles d'interagir avec les effets négatifs résiduels du projet. L'AEIC a également examiné dans quelle mesure les effets du projet, y compris les effets cumulatifs, le cas échéant, pourraient avoir des répercussions sur l'exercice des droits des Autochtones.

Nº	Auteurs du commentaire	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
			La justification et les conclusions de l'AEIC sur les effets cumulatifs par rapport aux effets négatifs fédéraux figurent aux sections 2.1, 2.2, 2.3 et 4.3 du présent Rapport d'EI, et à la section 4.4 en ce qui concerne les répercussions sur l'exercice des droits des Autochtones.
3	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation d'Aroland Première Nation de Attawapiskat Première Nation de Constance Lake Première Nation d'Eabametoong Première Nation de Fort Albany Première Nation de Ginoogaming Première Nation de Kashechewan Première Nation de Long Lake #58	Remettent en question l'approche utilisée pour évaluer les effets cumulatifs, notamment la méthodologie, l'évaluation des risques liés aux changements climatiques, les interactions entre les différents effets sur l'environnement, l'interconnexion, les mesures d'atténuation et l'approche pour en déterminer l'importance.	L'AEIC a évalué les effets cumulatifs en prenant en compte les effets négatifs résiduels du projet conjugués aux effets des activités physiques passées, présentes et raisonnablement prévisibles. L'Agence a également tenu compte des effets environnementaux sur le projet, y compris des répercussions des changements climatiques, dans les sections correspondantes du Rapport d'EI. La méthodologie d'évaluation de l'AEIC, l'approche pour déterminer l'importance, les mesures d'atténuation recommandées, les exigences de programme de suivi et les conclusions de l'Agence sur les effets cumulatifs sont décrits dans les sections correspondantes du présent Rapport d'EI. L'AEIC a également examiné dans quelle mesure les effets cumulatifs pourraient contribuer aux répercussions sur l'exercice des droits des Autochtones (section 4.4 du présent Rapport d'EI).

Nº	Auteurs du commentaire	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
	Première Nation de Neskantaga Première Nation de Nibinamik Première Nation de Weenusk		
4	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation d'Aroland Première Nation de Attawapiskat Première Nation de Constance Lake Première Nation d'Eabametoong Première Nation de Fort Albany Première Nation de Ginoogaming Première Nation de Kashechewan	Craignent que l'évaluation des effets cumulatifs ne tienne pas suffisamment compte du développement occasionné, futur et interconnecté associé à la nouvelle accessibilité de la région du Cercle de feu, dont les répercussions générales sur l'environnement et la région, et les répercussions liées à l'exercice des droits des Autochtones, et facilité par le projet et le développement futur que le projet permettrait.	Veuillez consulter la ligne nº 2 du présent tableau (tableau D-15, Effets cumulatifs).

Nº	Auteurs du commentaire	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
	Première Nation de Long Lake #58 Première Nation de Neskantaga Première Nation de Nibinamik Première Nation de Webequie Première Nation de Weenusk		
5	Première Nation d'Aroland Première Nation de Attawapiskat Première Nation d'Eabametoong Première Nation de Fort Albany Première Nation de Kashechewan Première Nation de Long Lake #58	Craignent que l'évaluation des effets cumulatifs ne tienne pas suffisamment compte des effets permanents des activités concrètes passées et présentes, notamment de leur contribution à l'état actuel de l'environnement et de leurs répercussions sur l'exercice des droits des Autochtones.	Dans son évaluation des effets cumulatifs, l'AEIC a examiné dans quelle mesure les effets négatifs résiduels fédéraux probables du projet pourraient interagir avec les effets d'autres activités concrètes passées, présentes et futures. Le cas échéant, l'évaluation des effets cumulatifs a pris en compte des activités, telles que l'exploitation minière, l'exploration minérale, la production d'électricité, le détournement des eaux, la construction et l'exploitation de routes, les télécommunications et l'aménagement forestier. Dans son évaluation des répercussions sur l'exercice des droits ancestraux, l'Agence a également tenu compte de la façon dont les activités passées et actuelles ont influé sur les conditions propices à l'exercice significatif des droits des Autochtones, comme il est décrit à la section 4.4 du présent Rapport d'EI.

Nº	Auteurs du commentaire	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
	Première Nation de Neskantaga Première Nation de Weenusk		
6	Première Nation d'Aroland Première Nation de Constance Lake Première Nation d'Eabametoong	Se sont dites préoccupées par les effets cumulatifs sur les membres des communautés, découlant des changements sociaux et socio-économiques (comprenant les répercussions sur les pratiques culturelles) et des considérations de sécurité relatives à l'exploitation future, dont l'amélioration de l'accès, l'intensification de la circulation et la connexion au réseau routier provincial en place.	Pour le présent Rapport d'EI, l'AEIC a évalué les effets cumulatifs et a notamment conclu que les effets cumulatifs modifieraient les conditions sociales des communautés en raison des facteurs de stress additionnels pesant sur les communautés. La justification et les conclusions de l'AEIC sur les changements dans les conditions sociales et économiques des peuples autochtones et les répercussions sur l'exercice des droits des Autochtones figurent aux sections 4.3.3 et 4.4 du présent Rapport d'EI, respectivement.

Tableau D-16 : Droits ancestraux et issus de traités

Les répercussions que le projet peut avoir sur les droits des peuples autochtones du Canada doivent être prises en compte selon l'alinéa 22(1)c) de la LEI, et elles constituent également un facteur à prendre en considération pour déterminer si l'intérêt public justifie les effets négatifs fédéraux susceptibles d'être importants, comme il est précisé au paragraphe 63(a) de la LEI.

Nº	Intervenant	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
1	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation d'Aroland Première Nation d'Attawapiskat Première Nation de Constance Lake Première Nation d'Eabametoong Première Nation de Fort Albany Première Nation Ginoogaming Première Nation de Kashechewan Première Nation de Nibinamik Première Nation Weenusk	Ont indiqué que l'étude d'impact du promoteur ne comprend pas suffisamment de renseignements sur les communautés autochtones, n'en rend pas compte avec exactitude ou ne les contextualise pas correctement. Ont estimé que la méthode et l'analyse des répercussions sur les droits ancestraux et issus de traités sont incomplètes, insuffisantes ou mènent à des conclusions inexactes. Ont fait remarquer que cela est attribuable au fait que les données de référence et les commentaires des communautés autochtones sont limités ou manquent de clarté et que les mesures d'atténuation et les programmes de suivi sont insatisfaisants ou manquent de clarté, ce qui mène à une compréhension incomplète du contexte et de la façon dont les répercussions peuvent être subies.	L'AEIC a réalisé une EI du projet en mettant l'accent sur les effets négatifs fédéraux, y compris les effets cumulatifs, conformément à l'objectif de la LEI, afin de prévenir ou d'atténuer les effets négatifs fédéraux importants, comme il est indiqué dans la lettre de l'AEIC adressée au promoteur (11 juin 2025). L'AEIC a également évalué les répercussions potentielles du projet sur les droits des Autochtones. L'évaluation par l'AEIC des répercussions potentielles sur les droits des peuples autochtones du Canada, y compris la justification et les conclusions, est présentée dans la section 4.4 du présent Rapport d'EI, lequel a été finalisé en tenant compte des commentaires et observations présentés à l'AEIC pendant la période de consultation sur la version provisoire du Rapport d'EI, soit du 3 juin 2026 au 6 juillet 2026. Le Rapport d'EI éclairera la prise de décisions en vertu de la LEI par la ministre. L'AEIC a tenu compte des renseignements fournis par le promoteur, des commentaires et des observations des communautés autochtones (y compris du savoir autochtone partagé), des renseignements des autorités fédérales et des ministères de l'Ontario, ainsi que des commentaires du public, pour évaluer la gravité des répercussions sur les droits des Autochtones, y compris la façon dont elles seraient gérées, notamment en tirant parti d'autres mécanismes législatifs fédéraux et provinciaux pour les atténuer dans la mesure du possible.

Nº	Intervenant	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
			La méthodologie de l'AEIC est décrite à la section 4.4.1 du présent Rapport d'EI. Les commentaires, les points de vue et le savoir autochtone des communautés autochtones ont permis à la Couronne de comprendre la nature et l'étendue des droits reconnus par l'article 35 de chaque communauté ainsi que les répercussions du projet sur ces droits. Pour tirer ses conclusions, l'AEIC a tenu compte de la probabilité que les répercussions se concrétisent, de leur portée géographique, de leur fréquence, de leur durée et de leur réversibilité, ainsi que des effets cumulatifs, des effets sur la santé et le bien-être des communautés, des mesures d'atténuation et des programmes de suivi. Comme il est indiqué à la section 4.1.1 du présent Rapport d'EI, l'AEIC a intégré les activités de consultation et de mobilisation de la Couronne au processus d'EI et a invité toutes les communautés autochtones potentiellement touchées à examiner et à commenter par écrit le résumé de la description initiale du projet (du 11 septembre au 1er octobre 2019), la version provisoire des Lignes directrices individualisées relatives à l'étude d'impact et le plan de mobilisation et de partenariat avec les Autochtones (du 19 décembre 2019 au 28 janvier 2020) ainsi que la version provisoire du Rapport d'EI et les conditions potentielles (du 3 juin 2026 au 6 juillet 2026) pendant les périodes de commentaires officielles relatives à ces documents. Hors des périodes de commentaires officielles, soit à compter

Nº	Intervenant	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
			du 31 mai 2019, l'AEIC a organisé des rencontres virtuelles et en personne des communautés, fourni des documents à l'appui des séances d'information dirigées par les communautés, et produit des résumés propres à chaque communauté de sa compréhension des possibles répercussions du projet, aux fins d'examen et de validation. Les renseignements figurant dans ces résumés, y compris les commentaires fournis par les communautés autochtones, ont servi à éclairer les évaluations des répercussions sur les droits présentées dans le présent Rapport d'EI.
2	Première Nation d'Attawapiskat Première Nation de Constance Lake Première Nation d'Eabametoong Première Nation de Fort Albany Première Nation Ginoogaming Première Nation de Kashechewan Première Nation de Nibinamik Première Nation Weenusk	Ont décrit l'importance de la gouvernance et de l'intendance pour les communautés et ont mentionné les répercussions historiques sur la gouvernance et l'intendance. Ont indiqué que le résumé de l'information sur les répercussions potentielles du projet de route d'accès à la collectivité de Marten Falls et la version provisoire du Rapport d'EI de l'AEIC ne reflètent pas les points de vue des communautés sur la gouvernance et l'intendance en lien avec le projet et ne tiennent pas compte du développement induit. Ont fait remarquer que les droits de gouvernance et d'intendance et le maintien du mode de vie demeurent importants malgré le fait qu'une évaluation régionale soit en cours.	L'AEIC reconnaît l'importance pour les communautés autochtones d'avoir la capacité de prendre des décisions concernant leurs territoires, d'y exercer une gouvernance, et de gérer les ressources qui s'y trouvent. Les préoccupations exprimées par les communautés autochtones au sujet de la gouvernance et de l'intendance ont été intégrées tout au long de l'évaluation des répercussions sur les droits des Autochtones, à la section 4.4 du présent Rapport d'EI. Comme il est indiqué à la section 4.1.1 du présent Rapport d'EI, l'AEIC a préparé des résumés personnalisés de sa compréhension des répercussions potentielles du projet sur les droits de chaque communauté. Ces résumés ont d'abord été transmis à chaque communauté en février 2020, puis ont été mis à jour par l'AEIC tout au long du processus d'EI, après examen et validation par la communauté. La plus récente

Nº	Intervenant	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
		Ont demandé à l'AEIC de faire preuve d'une plus grande transparence dans l'analyse et les conclusions sur le cheminement des effets, y compris l'évaluation de leur gravité.	version a été envoyée aux communautés en février 2026. Ces résumés ont servi à éclairer l'évaluation des répercussions sur les droits fournie dans le présent Rapport d'EI. La méthode utilisée par l'AEIC pour évaluer les répercussions sur les droits est décrite à la section 4.4.1. Cette approche a servi à éclairer l'analyse de la section 4.4, dont la conclusion est présentée à la section 4.4.6.
3	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation d'Aroland Première Nation d'Attawapiskat Première Nation d'Eabametoong Première Nation de Fort Albany Première Nation Ginoogaming Première Nation de Kashechewan Première Nation de Neskantaga Première Nation de Nibinamik Première Nation de Webequie	Ont souligné que le projet sera réalisé dans l'une des rares zones relativement non perturbées de leur territoire traditionnel, et demandé si le projet assurera des conditions saines, l'accessibilité et la confiance, qui sont essentielles à l'exercice significatif de leurs droits. Ont exprimé des préoccupations quant à la possibilité que les effets négatifs résiduels et cumulatifs du projet, combiné aux projets de la route d'approvisionnement Webequie, de la route de raccordement du Nord et au développement induit, aient une incidence sur la disponibilité de la faune et la qualité de l'expérience sur le territoire, ce qui pourrait avoir des répercussions irréversibles sur les droits ancestraux et issus de traités, malgré les mesures d'accommodement proposées.	L'AEIC reconnaît l'importance de maintenir les conditions favorables à l'exercice significatif des droits ancestraux et issus de traités. Les mesures d'atténuation et le programme de surveillance décrits aux sections 2.1, 2.2 et 4.3.1 du présent Rapport d'EI, comme l'interdiction de chasser et de récolter applicable aux visiteurs et aux travailleurs de la construction et de l'entretien, la surveillance des paramètres de qualité de l'eau jusqu'à ce que l'analyse de la tendance sur trois ans indique que le projet n'est pas susceptible d'en modifier la qualité, et le contrôle ou le confinement des déversements pour réduire au minimum les effets sur les milieux aquatiques et riverains, permettraient de limiter les effets du projet afin de maintenir les conditions favorables à l'exercice des droits ancestraux et issus de traités. L'évaluation par l'AEIC des répercussions potentielles sur les droits des peuples autochtones du Canada, y compris la justification et les conclusions, est incluse à la section 4.4 du présent Rapport d'EI, de même que l'évaluation des effets cumulatifs. L'AEIC a tenu compte des

Nº	Intervenant	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
	Première Nation Weenusk	Ont demandé que les effets négatifs cumulatifs du projet soient atténués pour maintenir et protéger les conditions favorables à l'exercice significatif des droits ancestraux et issus de traités.	renseignements fournis par le promoteur, des commentaires et observations des communautés autochtones (y compris le savoir autochtone partagé), des renseignements des autorités fédérales et des ministères de l'Ontario, ainsi que des commentaires du public pour effectuer l'évaluation des effets afin de comprendre de quelle façon les effets négatifs fédéraux seraient pris en charge, en tirant parti d'autres mécanismes législatifs fédéraux et provinciaux pour atténuer les effets fédéraux dans la mesure du possible. Les résultats de l'évaluation des effets ont éclairé l'analyse des répercussions potentielles sur les droits. L'AEIC prend acte de la préoccupation partagée concernant le développement induit. Si de futurs projets dans la région devaient faire l'objet d'une évaluation fédérale, l'AEIC offrirait aux communautés autochtones potentiellement touchées des occasions de participation et de consultation significatives. L'AEIC recommande aussi de poursuivre le dialogue avec le gouvernement de l'Ontario au sujet des futurs projets de développement et de la prise en compte de toute planification d'utilisation des terres par les communautés.
4	Première Nation d'Aroland Première Nation d'Attawapiskat	Ont souligné l'importance des mesures d'atténuation et des conditions juridiquement contraignantes pour limiter les répercussions sur les droits des Autochtones.	L'AEIC a réalisé une EI du projet en mettant l'accent sur les effets négatifs fédéraux (y compris les effets cumulatifs), conformément à l'objectif de la LEI, afin de prévenir ou d'atténuer les effets négatifs fédéraux importants, comme il est indiqué dans la lettre de l'AEIC adressée au promoteur

Nº	Intervenant	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
	Première Nation d'Eabametoong Première Nation de Fort Albany Première Nation Ginoogaming Première Nation de Kashechewan Première Nation de Nibinamik Première Nation Weenusk	Ont souligné que les mesures d'atténuation et les programmes de suivi énumérés dans la version provisoire du Rapport d'EI ne sont pas adéquats pour remédier à l'incertitude et atténuer les effets cumulatifs et les répercussions sur les droits des Autochtones. Ont demandé que les conditions soient renforcées pour l'application d'une approche de précaution et que le promoteur respecte tous les engagements pris dans son étude d'impact (y compris toutes les annexes, les tableaux de réponse aux commentaires et les addendas). Ont demandé que le libellé de l'engagement en matière d'atténuation et de surveillance soit plus contraignant et que des mécanismes de responsabilisation (y compris la détermination du pouvoir décisionnel) soient mis en place pour veiller à ce que les répercussions sur les droits soient prises en compte tout au long du projet. Ont demandé que le promoteur travaille en collaboration avec toutes les communautés potentiellement touchées afin de déterminer et de mettre en œuvre des mesures pour	(11 juin 2025). Une évaluation des répercussions potentielles du projet sur les droits des Autochtones a également été effectuée et elle figure à la section 4.4 du présent Rapport d'EI. L'AEIC a également proposé des conditions potentielles, élaborées à partir des mesures d'atténuation et des programmes de suivi recommandés, que la ministre examinera en vue de leur éventuelle imposition au promoteur à titre de conditions juridiquement contraignantes. Les mesures d'atténuation décrites dans le présent Rapport d'EI visent à éviter, à réduire ou à compenser les effets négatifs, et des activités de surveillance seront menées pour en assurer l'efficacité. Les mesures d'atténuation et les programmes de suivi recommandés dans le présent Rapport d'EI ont été élaborés en tenant compte de diverses sources d'information, notamment le promoteur, les communautés autochtones et le public, ainsi que des autorités fédérales et d'autres administrations. L'AEIC comprend que le promoteur s'est engagé à consulter les communautés autochtones sur les plans de compensation et de restauration. L'AEIC estime que les mesures d'atténuation proposées permettront d'éviter, de réduire, de contrôler ou de compenser les effets négatifs et recommande des mesures de suivi pertinentes pour évaluer l'exactitude des effets prévus et l'efficacité des mesures afin de remédier aux incertitudes relevées lors de l'évaluation.

Nº	Intervenant	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
		éviter ou atténuer les effets négatifs sur les droits, y compris des possibilités de participer à des programmes de suivi. Ont demandé que le promoteur clarifie la portée des mesures d'atténuation proposées (c.-à-d. si elles s'appliquent seulement à la communauté du promoteur ou à toutes les communautés autochtones potentiellement touchées), identifie les mesures réglementaires et les mesures supplémentaires ou propres au projet, indique comment les commentaires des communautés ont éclairé les mesures d'atténuation et renforce les mesures d'atténuation proposées. Ont demandé des précisions sur l'application potentielle de mesures de compensation.	L'AEIC a cerné plusieurs possibilités pour les communautés autochtones voisines de participer aux programmes de surveillance et de suivi, comme il est indiqué dans les conditions du projet.
5	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation d'Aroland Première Nation d'Attawapiskat Première Nation d'Eabametoong	Ont indiqué que le contexte historique, les facteurs de stress permanents et le développement industriel ont une incidence sur le mode de vie et l'exercice des droits des communautés. Il est recommandé que le contexte historique et actuel (p. ex. changements climatiques, augmentation des claims miniers, héritage des pensionnats et de la *Loi*	L'AEIC reconnaît que le développement passé et actuel peut avoir des effets cumulatifs sur les conditions qui favorisent ou limitent l'exercice significatif des droits des communautés autochtones. Comme il est décrit à la section 4.4.1 du présent Rapport d'EI, l'évaluation des répercussions sur les droits des Autochtones a tenu compte de l'incidence du contexte historique (y compris les facteurs de stress permanents et le développement industriel) sur la capacité actuelle des Autochtones d'exercer leurs droits. Ces

Nº	Intervenant	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
	Première Nation de Fort Albany Première Nation Ginoogaming Première Nation de Kashechewan Première Nation de Neskantaga Première Nation de Nibinamik Première Nation de Webequie	*sur les Indiens*) soit ajouté au Rapport d'EI.	éléments décrits à la section 4.4 ont éclairé les conclusions sur la gravité des répercussions sur les droits des Autochtones, qui sont présentées à la section 4.4.6 du Rapport d'EI.
6	Première Nation d'Attawapiskat Première Nation d'Eabametoong	Ont indiqué craindre que la population de caribous diminue à tel point qu'elles ne seront plus en mesure de perpétuer de façon significative leurs pratiques traditionnelles et de transmettre leurs connaissances sur la récolte du caribou aux jeunes générations, ce qui entraînerait en une seule génération des répercussions négatives incommensurables et une perte irréversible de leur mode de vie.	L'AEIC reconnaît que des changements négatifs de la disponibilité du caribou et de l'habitat du caribou pourraient avoir une incidence sur l'exercice significatif des droits ancestraux et issus de traités, y compris le droit au maintien du mode de vie. L'AEIC a pris en compte les changements négatifs touchant le caribou et son habitat pour évaluer les effets sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles (section 4.3.1 du présent Rapport d'EI). Dans son évaluation, l'AEIC a pris en compte les renseignements fournis par le promoteur, les commentaires et les observations reçus des communautés autochtones (y compris le savoir autochtone), ainsi que les renseignements fournis par les autorités fédérales et des ministères de l'Ontario. L'AEIC estime que le projet aurait probablement des effets négatifs, en

Nº	Intervenant	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
			raison de changements négatifs touchant le caribou et son habitat. Comme il est indiqué à la section 4.4.4 du présent Rapport d'EI, l'AEIC est d'avis que le projet, combiné à des activités concrètes raisonnablement prévisibles, modifierait la disponibilité du caribou ainsi que ses habitudes de déplacement et ses aires de répartition, ce qui pourrait réduire davantage la capacité des communautés autochtones à partager les connaissances et les pratiques culturelles liées à la récolte du caribou ainsi qu'à assurer l'intendance du territoire et à vivre l'expérience du territoire de la manière privilégiée. Comme il est indiqué à la section 4.3.1.4 du présent Rapport d'EI, l'AEIC a recommandé des mesures d'atténuation pour réduire au minimum ou éviter les effets sur le caribou, notamment limiter l'enlèvement de la végétation, réaliser cette activité en dehors des périodes sensibles de reproduction et établir des distances de protection et des zones tampons autour de l'habitat important pour le caribou. L'AEIC a également recommandé un programme de suivi pour surveiller les changements négatifs qui pourraient toucher des espèces sauvages d'importance pour les communautés autochtones à des fins traditionnelles, en consultation avec les communautés autochtones. Ces recommandations comprennent des conditions potentielles que la ministre examinera en vue de leur éventuelle

Nº	Intervenant	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
			imposition au promoteur à titre de conditions juridiquement contraignantes.
7	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation d'Aroland Première Nation de Constance Lake Première Nation d'Eabametoong Première Nation de Fort Albany Première Nation Ginoogaming Première Nation de Nibinamik	Ont fait remarquer que les communautés n'ont pas bénéficié d'accommodements adéquats et appropriés pour les répercussions potentielles du projet sur leurs droits ancestraux et issus de traités ainsi que les effets cumulatifs qui découleraient d'un développement futur dans la région du Cercle de feu, et qu'une consultation sur des mesures d'accommodement appropriées est nécessaire.	L'AEIC a réalisé une EI du projet en mettant l'accent sur les effets négatifs fédéraux (y compris les effets cumulatifs), conformément à l'objectif de la LEI, afin de prévenir ou d'atténuer les effets négatifs fédéraux importants, comme il est indiqué dans la lettre de l'AEIC adressée au promoteur (11 juin 2025). Une évaluation des répercussions potentielles du projet sur les droits des Autochtones a également été effectuée. L'AEIC a tenu compte des renseignements fournis par le promoteur, des commentaires et des observations des communautés autochtones (y compris du savoir autochtone partagé), des renseignements des autorités fédérales et des ministères de l'Ontario, ainsi que des commentaires du public, pour évaluer la gravité des répercussions sur les droits des Autochtones, y compris la façon dont elles seraient gérées, notamment en tirant parti d'autres mécanismes législatifs fédéraux et provinciaux pour les atténuer dans la mesure du possible. L'évaluation par l'AEIC des répercussions potentielles sur les droits des peuples autochtones du Canada, y compris la justification et les conclusions, est présentée dans la section 4.4 du présent Rapport d'EI, lequel a été finalisé en tenant compte des commentaires et observations présentés à l'AEIC pendant la période de consultation sur la version provisoire du Rapport d'EI, soit du 3 juin 2026 au 6 juillet 2026. Le

Nº	Intervenant	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
			présent Rapport d'EI éclairera la prise de décisions en vertu de la LEI par la ministre. Le Rapport d'EI de l'AEIC comprenait des mesures d'atténuation et des programmes de suivi visant à réduire le plus possible les répercussions potentielles sur les peuples autochtones, afin de permettre à ceux-ci de maintenir leur mode de vie dans la région.
8	Première Nation d'Attawapiskat Première Nation de Constance Lake Première Nation d'Eabametoong Première Nation de Fort Albany Première Nation Ginoogaming Première Nation de Kashechewan Première Nation de Neskantaga Première Nation de Nibinamik Première Nation de Webequie	Ont indiqué que l'analyse des répercussions sur les droits reconnus par l'article 35 de l'AEIC est incomplète en raison de lacunes dans les renseignements fournis par le promoteur et le gouvernement, d'hypothèses inexactes, d'incertitudes, de problèmes de méthodologie, y compris dans l'évaluation de l'importance et de la gravité, et de la capacité limitée des communautés autochtones de formuler des commentaires et de fournir des renseignements sur l'utilisation des terres dans des délais serrés. Ont précisé que ces lacunes avaient mené à l'élaboration de mesures d'atténuation générales et inadéquates dont la mise en œuvre a été reportée à des étapes ultérieures du projet. Ont demandé à l'AEIC d'expliquer comment les conclusions sur la gravité	L'AEIC a réalisé une évaluation d'impact du projet en mettant l'accent sur les effets négatifs fédéraux (y compris les effets cumulatifs), conformément à l'objectif de la LEI, afin de prévenir ou d'atténuer les effets négatifs fédéraux importants, comme il est indiqué dans la lettre de l'AEIC adressée au promoteur (11 juin 2025). Une évaluation des répercussions potentielles du projet sur les droits des Autochtones a également été effectuée. Comme il est indiqué à la section 4.1.1.1 du présent Rapport d'EI, l'AEIC a commencé à consulter et à mobiliser les collectivités en mai 2019 et a poursuivi la mobilisation pendant toutes les phases du processus d'évaluation d'impact afin de favoriser une participation éclairée. Cela comprenait des occasions structurées et continues de participation et une disponibilité continue pour d'autres discussions, au besoin. Les communautés autochtones ont eu l'occasion de cerner les questions préoccupantes, les répercussions potentielles sur leurs intérêts et droits reconnus par l'article 35 et toute préoccupation qu'elles considéraient comme étant en suspens ou non réglée. Les commentaires, les

Nº	Intervenant	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
		des répercussions sur les droits des Autochtones ont été tirées. Ont recommandé que le développement induit soit pris en compte dans l'évaluation des effets cumulatifs pour assurer une bonne compréhension des répercussions sur les droits ancestraux et issus de traités.	points de vue et le savoir fournis par les communautés autochtones ont également permis à la Couronne de mieux comprendre les possibles effets négatifs sur l'exercice des droits reconnus par l'article 35 et l'efficacité des mesures proposées pour éviter ou limiter les effets sur les droits et intérêts des communautés. La section 4.4 du présent Rapport d'EI mentionne des mesures d'atténuation et des programmes de suivi qui limiteraient la gravité des effets résiduels et cumulatifs du projet sur les droits, et qui ont été intégrés aux conditions potentielles, lesquelles seraient juridiquement contraignantes tout au long du projet. L'AEIC note également que le promoteur mènerait une mobilisation plus approfondie auprès des communautés autochtones pour comprendre leurs pratiques culturelles et leurs besoins dans le but d'élaborer et de mettre en œuvre des mesures d'atténuation supplémentaires, au besoin. L'évaluation par l'AEIC des répercussions potentielles sur les droits des peuples autochtones du Canada, y compris la justification et les conclusions, est présentée dans la section 4.4 du présent Rapport d'EI, lequel a été finalisé en tenant compte des commentaires et observations présentés à l'AEIC pendant la période de consultation sur la version provisoire du Rapport d'EI, soit du 3 juin 2026 au 6 juillet 2026. Le Rapport d'EI éclairera la prise de décisions en vertu de la LEI.

Nº	Intervenant	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
			L'AEIC prend acte de la préoccupation partagée concernant le développement induit. Si de futurs projets dans la région devaient faire l'objet d'une évaluation fédérale, l'AEIC offrirait aux communautés autochtones potentiellement touchées des occasions de participation et de consultation significatives. L'AEIC encourage aussi de poursuivre le dialogue avec le gouvernement de l'Ontario au sujet des futurs projets de développement et de la prise en compte de toute planification d'utilisation des terres par les communautés.
9	Première Nation d'Eabametoong	A souligné le manque de clarté quant au propriétaire et à l'exploitant de la route à court et à long terme, ce qui soulève des préoccupations liées à la protection des droits ancestraux et issus de traités.	Si le projet est approuvé, la déclaration de décision comprendra des conditions juridiquement contraignantes pour le projet et son promoteur. Ces conditions juridiquement contraignantes s'appliqueraient au promoteur pendant tout le cycle de vie du projet, et à tout promoteur successeur en cas de changement.
10	Première Nation d'Attawapiskat Première Nation d'Eabametoong	Ont fait remarquer que, dans la version provisoire du Rapport d'EI, l'affirmation selon laquelle les effets découlant des changements dans les déplacements et la migration du caribou ne toucheraient qu'une génération n'est pas appuyée par l'évaluation des effets.	L'AEIC reconnaît cette erreur rédactionnelle. Cette affirmation ne correspondait pas à l'analyse présentée à la section 4.3.1 de la version provisoire du Rapport d'EI (ni dans le présent Rapport d'EI), dont la conclusion est que le projet causerait vraisemblablement des changements dans la répartition et les déplacements du caribou et que cela aurait des effets négatifs sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles. Cette erreur a été corrigée dans la version finale du présent Rapport d'EI afin que la conclusion soit alignée sur les résultats de l'évaluation des effets.

Tableau D-17 : Consultation des Autochtones

Les commentaires relatifs aux consultations menées auprès des Autochtones sont pris en considération dans l'évaluation d'impact et comprennent les commentaires liés à la conduite de la Couronne et aux aspects procéduraux de l'évaluation d'impact. Ces éléments sont intégrés à l'analyse des répercussions sur les peuples autochtones qui figure à la section 4 du présent Rapport d'EI.

Nº	Intervenant	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
1	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation d'Aroland Première Nation d'Attawapiskat Première Nation d'Eabametoong Première Nation de Fort Albany Première Nation Ginoogaming Première Nation de Kashechewan Première Nation nº 58 de Long Lake Première Nation de Nibinamik Première Nation Weenusk	Ont formulé des commentaires sur les obligations de la Couronne en vertu de la DNUDPA, en mettant l'accent sur l'importance du Plan d'action de la DNUDPA. Ont indiqué que les processus d'évaluation du projet ne respectent pas la norme du consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause (CPLCC), en partie à cause des échéanciers, de l'information limitée et du manque d'occasions de consultation significatives avec le promoteur et la Couronne. Ont précisé que les dirigeants et les membres de la communauté doivent participer à la décision	Le gouvernement du Canada demeure déterminé à mettre en œuvre la LEI d'une manière conforme à la DNUDPA. L'AEIC comprend que la norme du CPLCC énoncée dans la DNUDPA exige un processus de consultation robuste. L'AEIC s'est efforcé d'établir un processus de consultation robuste, notamment en fournissant aux communautés potentiellement touchées un accès au financement, aux renseignements et aux possibilités de participation nécessaires. L'AEIC a commencé ses consultations tôt dans le processus et a continuellement transmis de l'information aux communautés afin d'appuyer leur participation éclairée au processus. L'AEIC a pris des mesures pour soutenir la capacité des communautés potentiellement touchées à participer à l'évaluation d'impact du projet, en leur fournissant du financement et en tenant ces communautés informées des étapes du processus et des échéanciers tout au long de l'évaluation d'impact. De plus, l'AEIC a préparé un résumé, aux fins d'examen et de validation par chaque communauté, de ce qu'elle avait entendu concernant les impacts potentiels du projet sur la communauté, depuis le début du processus de consultation, lequel tient compte des renseignements dans l'ébauche de l'étude d'impact ainsi que des

Nº	Intervenant	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
		concernant le consentement au projet. Ont demandé qu'il soit précisé dans l'étude d'impact du promoteur de quelle façon le CPLCC a été pris en compte dans le processus. Ont demandé comment l'AEIC cherche à obtenir le CPLCC de l'ensemble de la communauté par le biais du processus d'EI et comment la DNUDPA et les principes du CPLCC ont été mis en œuvre dans les processus d'évaluation.	commentaires, des préoccupations et des observations recueillis au cours du processus d'évaluation d'impact, afin d'éclairer l'analyse de l'AEIC, de soutenir l'échange de renseignements et les activités de consultation, et d'axer l'évaluation sur les questions importantes pour la prise de décisions fédérales. Ces étapes permettront de s'assurer que la décision de la ministre en matière d'évaluation d'impact est éclairée par une compréhension des répercussions potentielles sur les droits et les intérêts des communautés. L'AEIC reconnaît que les communautés autochtones peuvent avoir des points de vue différents sur ce que signifie le CPLCC dans le cadre de l'évaluation du projet ou sur l'approche de consultation de l'AEIC qui aurait dû être adoptée. L'AEIC est reconnaissante des commentaires formulés et y voit une occasion de collaborer à l'élaboration d'approches en matière de CPLCC.
2	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation d'Aroland Première Nation d'Attawapiskat Première Nation de Constance Lake Première Nation d'Eabametoong Première Nation de Fort Albany	Ont indiqué que la prise de décisions concernant le projet déclenche l'obligation de consulter et d'accommoder et que la Couronne ne s'est pas acquittée de cette obligation. Ont indiqué que les communautés devraient être en mesure de participer en tant que partenaires aux décisions concernant le projet et le	L'AEIC reconnaît l'importance fondamentale de consulter les communautés autochtones pour éclairer l'évaluation d'impact, ainsi que l'importance de respecter les relations issues des traités. Les activités de mobilisation menées par l'AEIC sont décrites à la section 4.1.1 du présent Rapport d'EI. L'AEIC a invité les communautés autochtones à examiner et à commenter par écrit, pendant les périodes de commentaires officielles relatives à ces documents, le résumé de la description initiale du projet (du 11 septembre au 1er octobre 2019), les versions provisoires des Lignes directrices individualisées relatives à l'étude d'impact et du plan de mobilisation et de partenariat avec les Autochtones

Nº	Intervenant	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
	Première Nation Ginoogaming Première Nation de Kashechewan Première Nation nº 58 de Long Lake Nation métisse de l'Ontario Première Nation de Neskantaga Première Nation de Nibinamik Première Nation Weenusk	développement futur dans la région du Cercle de feu, et ont demandé que des consultations supplémentaires soient menées avant la prise de décision. Ont exprimé des préoccupations au sujet de la qualité de la consultation menée pendant l'évaluation d'impact du projet, notamment l'absence d'occasion significative de répondre aux préoccupations et d'influencer les conclusions de l'évaluation au cours du processus, et ont demandé à l'AEIC d'indiquer ce qu'elle estime être une consultation fructueuse. Ont précisé que la période de consultation a coïncidé avec d'autres événements et priorités des communautés, ce qui a empêché leurs membres d'y participer pleinement alors que cela est nécessaire.	(du 19 décembre 2019 au 28 janvier 2020) ainsi que la version provisoire du Rapport d'EI et les conditions potentielles (du 3 juin 2026 au 6 juillet 2026). Hors des périodes de commentaires officielles, l'AEIC a organisé des rencontres virtuelles et en personne des communautés, fourni des documents à l'appui des séances d'information dirigées par les communautés, et produit des résumés propres à chaque communauté de sa compréhension des possibles répercussions du projet, aux fins d'examen et de validation. Les renseignements figurant dans ces résumés, y compris les commentaires fournis par les communautés autochtones, ont servi à éclairer les évaluations des répercussions sur les droits figurant dans le présent Rapport d'EI. L'AEIC a pris des mesures pour soutenir la capacité des communautés autochtones de participer à l'évaluation d'impact en offrant de l'aide financière aux participants et en informant les communautés des étapes du processus et des échéanciers tout au long de l'évaluation d'impact. Ces étapes permettront de s'assurer que la décision de la ministre en matière d'évaluation d'impact est éclairée par une compréhension des répercussions potentielles sur les droits et les intérêts des communautés.

Nº	Intervenant	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
		Ont indiqué que les communautés n'ont pas été reconnues comme des gouvernements titulaires de droits dans le cadre du processus de consultation et que leur pouvoir décisionnel était insuffisant. Ont souligné que la Couronne doit s'acquitter des responsabilités qui lui incombent au titre des traités.	
3	Première Nation d'Aroland Première Nation de Constance Lake	Ont indiqué qu'elles appuient le projet qui facilitera l'accès à la communauté.	L'AEIC prend acte de ce commentaire.
4	Première Nation d'Attawapiskat	Estime que le fait d'accorder du financement pour obtenir le consentement pour un projet est une forme d'exploitation de la situation socioéconomique des communautés autochtones.	L'AEIC prend acte de ce commentaire.
5	Première Nation d'Aroland Première Nation de Kashechewan	Ont indiqué que les communautés veulent être informées au sujet des	L'AEIC a cerné plusieurs possibilités pour les communautés autochtones voisines de participer aux activités du projet réalisées après la décision, y compris

Nº	Intervenant	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
	Première Nation Weenusk	activités du projet réalisées après la décision, y compris des résultats des activités de surveillance.	aux programmes de surveillance et de suivi, comme il est indiqué dans les mesures d'atténuation et les exigences de programme de suivi recommandées comme conditions du projet.
6	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation d'Attawapiskat Première Nation de Constance Lake Première Nation de Fort Albany Première Nation Ginoogaming Nation métisse de l'Ontario Première Nation de Nibinamik	Ont exprimé des préoccupations au sujet du projet de loi C-5 du gouvernement du Canada et du projet de loi 5 du gouvernement de l'Ontario, notamment en ce qui concerne les délais accélérés, l'allègement ou l'élimination des processus réglementaires et les effets négatifs potentiels sur l'environnement et les communautés autochtones, ce qui crée de l'incertitude quant à la façon dont les effets seront atténués.	L'AEIC prend acte des points de vue des communautés autochtones concernant les deux projets de loi, qui ont été adoptés après leur période de consultation respective. Concernant les préoccupations portant sur les délais, l'AEIC a tenu les communautés autochtones informées des échéanciers et des étapes du processus d'évaluation d'impact, et leur a offert des possibilités de participer à l'élaboration des documents dirigés par l'AEIC, et une aide financière à ceux qui participent au processus d'évaluation d'impact de ce projet. Si le projet devait aller de l'avant, il devrait satisfaire aux exigences fédérales et provinciales en matière de délivrance de permis, les processus de délivrance de permis demeurant en place dans le but de protéger les ressources environnementales.
7	Première Nation de Fort Albany	A indiqué que la communauté ne consent pas au projet et qu'elle ne l'appuiera pas, même si les conditions qu'elle recommande sont imposées, à cause des problèmes qu'elle a relevés dans l'EI et l'étude d'impact du promoteur.	L'AEIC prend acte de ce commentaire.

Nº	Intervenant	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
8	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation de Constance Lake Première Nation de Fort Albany Première Nation Ginoogaming Première Nation de Nibinamik	Ont indiqué que la décision concernant le projet ne devrait être prise qu'une fois que les préoccupations des communautés autochtones ont été abordées, que les communautés ont été consultées de façon significative et que des accommodements appropriés ont été confirmés pour atténuer les effets négatifs sur l'utilisation des terres, les droits et les pratiques culturelles autochtones.	L'AEIC a réalisé une évaluation d'impact du projet en mettant l'accent sur les effets négatifs fédéraux, y compris les effets cumulatifs, conformément à l'objectif de la LEI, afin de prévenir ou d'atténuer les effets négatifs fédéraux importants, comme il est indiqué dans la lettre de l'AEIC adressée au promoteur (11 juin 2025). L'évaluation par l'AEIC des répercussions potentielles sur les droits des peuples autochtones du Canada, y compris la justification et les conclusions, est présentée dans la section 4.4 du présent Rapport d'EI, lequel a été finalisé en tenant compte des commentaires et observations présentés à l'AEIC pendant la période de consultation sur la version provisoire du Rapport d'EI, soit du 3 juin 2026 au 6 juillet 2026, et elle éclairera la prise de décisions en vertu de la LEI. Le Rapport d'EI de l'AEIC prévoit des accommodements sous forme de mesures d'atténuation et d'un programme de suivi pour éviter les répercussions potentielles sur les droits des Autochtones ou réduire au minimum leur gravité, ainsi que des programmes de suivi pour assurer l'efficacité des mesures d'atténuation. Les mesures d'atténuation et les exigences de programme de suivi recommandées dans le présent Rapport d'EI ont été élaborés en tenant compte de diverses sources d'information, notamment le promoteur, les communautés autochtones et le public, ainsi que des autorités fédérales et d'autres administrations.
9	Première Nation d'Aroland	Ont exprimé des préoccupations quant au fait que les délais serrés	L'AEIC prend acte des points de vue des communautés autochtones concernant les délais associés au processus d'évaluation d'impact pour ce projet. Comme

Nº	Intervenant	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
	Première Nation d'Attawapiskat Première Nation de Constance Lake Première Nation d'Eabametoong Première Nation de Fort Albany Première Nation Ginoogaming Première Nation de Nibinamik Première Nation Weenusk	pour l'examen de documents techniques volumineux rendent difficile pour les communautés autochtones de formuler des réponses éclairées. Cette situation a été aggravée par le processus accéléré appliqué au projet, qui a contraint les communautés autochtones à formuler des commentaires dans le cadre de l'évaluation d'impact avant d'avoir pu mener les activités de mobilisation nécessaires auprès de leurs membres ou de disposer des renseignements requis pour analyser les répercussions. Ont précisé que les commentaires formulés pourraient donc ne pas refléter une pleine compréhension des répercussions potentielles sur leurs droits et intérêts. Ont exprimé des préoccupations quant au fait que la qualité de l'étude d'impact ou de la	il est indiqué à la section 4.1.1.1 du présent Rapport d'EI, l'AEIC a commencé à consulter et à mobiliser les collectivités en mai 2019 et a poursuivi la mobilisation pendant tout le processus d'évaluation d'impact afin de favoriser une participation éclairée. Cela comprenait des occasions structurées et continues de participation et une disponibilité continue pour d'autres discussions, au besoin. Les communautés autochtones ont eu l'occasion de cerner les questions préoccupantes, les répercussions potentielles sur leurs intérêts et droits reconnus par l'article 35 et toute préoccupation qu'elles considéraient comme étant en suspens ou non réglée. Dans le cadre de ses consultations, l'AEIC a tenu les communautés autochtones informées des échéanciers et des étapes du processus d'évaluation d'impact, et leur a offert des possibilités de participer à l'élaboration des documents dirigés par l'AEIC, en plus d'offrir une aide financière aux participants pour soutenir la participation. L'AEIC apprécie la contribution des communautés autochtones, y compris la validation des documents produits tout au long du processus d'évaluation d'impact. L'AEIC a tenu compte non seulement de l'information fournie par le promoteur, mais aussi des renseignements provenant des autorités fédérales et des ministères de l'Ontario, des commentaires et observations (y compris le savoir autochtone) des communautés autochtones et des commentaires du public pour mener l'évaluation d'impact fédérale. L'évaluation de l'AEIC, y compris la justification et les conclusions, est prise en compte dans le Rapport d'EI, qui a été achevé à l'aide des commentaires et des

Nº	Intervenant	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
		version provisoire du Rapport d'EI est insuffisante pour prendre une décision. Ont demandé plus de temps pour participer aux périodes de commentaires.	observations soumis à l'AEIC au cours de la période de consultation sur la version provisoire du Rapport d'EI (du 3 juin 2026 au 6 juillet 2026), et elle éclairera la prise de décisions en vertu de la LEI.
10	Première Nation d'Attawapiskat Première Nation de Fort Albany	Ont indiqué que les traductions autochtones de l'étude d'impact et des résumés connexes ont été fournies en retard ou n'ont pas été fournies, et que certaines étaient de mauvaise qualité et ne fournissaient pas suffisamment d'information pour assurer une bonne compréhension des questions d'intérêt. Ont exprimé des préoccupations à l'égard du fait que les membres des communautés n'ont pas eu accès à l'information dont ils avaient besoin pour évaluer le projet et ses répercussions sur leurs droits.	Les activités de mobilisation du promoteur sont décrites à la section 4.1.2 du présent Rapport d'EI. L'AEIC comprend que le promoteur a échangé séparément avec toutes les communautés autochtones potentiellement touchées par l'entremise de courriels, de lettres, d'activités de sensibilisation sur les médias sociaux, de réunions virtuelles et en personne et de séances de travail, afin de consigner les connaissances et l'expertise aux fins d'inclusion dans son étude d'impact. Le promoteur a également fourni des renseignements et des documents. Les activités de mobilisation menées par l'AEIC sont décrites à la section 4.1.1. Tout au long du processus d'EI, l'AEIC a tenu les collectivités autochtones informées des étapes et échéanciers du processus, en plus d'organiser des réunions virtuelles et en personne. L'AEIC a appuyé la participation des Autochtones en communiquant l'information et en offrant des mises à jour dans un langage clair. L'AEIC a fourni du matériel pour appuyer les séances d'information menées par les communautés et préparé des résumés personnalisés de sa compréhension des répercussions potentielles du projet aux fins d'examen et de validation. L'AEIC a fourni le résumé de la version provisoire du Rapport d'EI dans des langues autochtones. Afin d'améliorer

Nº	Intervenant	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
			l'accessibilité du présent Rapport d'EI, l'AEIC a limité l'utilisation d'acronymes et de termes techniques.
11	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation de Constance Lake Première Nation d'Eabametoong	Ont signalé qu'aucun mécanisme n'a été établi pour répondre aux préoccupations concernant le rôle du gouvernement de l'Ontario dans le financement et la réglementation du projet.	Les gouvernements du Canada et de l'Ontario ont convenu de coordonner les activités des processus d'évaluation fédéral et provincial pour ce projet. Tout au long du processus d'évaluation, le Canada et l'Ontario ont communiqué de l'information à l'appui de l'évaluation des répercussions dans leurs domaines de responsabilité respectifs. Pour le processus fédéral d'évaluation d'impact, l'AEIC a réalisé une évaluation d'impact du projet, en mettant l'accent sur les effets négatifs fédéraux, y compris les effets cumulatifs et les répercussions sur les droits des Autochtones, conformément à l'objectif de la LEI, afin de prévenir ou d'atténuer les effets négatifs fédéraux importants. Le gouvernement de l'Ontario réalise l'évaluation environnementale du projet. Le ministre de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs de l'Ontario prendra une décision concernant l'évaluation environnementale du projet une fois que son ministère aura examiné tous les commentaires reçus au sujet de l'examen ministériel du rapport d'évaluation environnementale du promoteur.
12	Première Nation d'Attawapiskat Première Nation de Constance Lake Première Nation d'Eabametoong	Ont indiqué que leur capacité à participer à l'évaluation d'impact est limitée, malgré leur intérêt à cet égard. Ont demandé que le promoteur et la Couronne offrent une aide	L'AEIC a pris des mesures pour soutenir la capacité des communautés autochtones à participer à l'évaluation d'impact en fournissant une aide financière aux participants, en informant les communautés des étapes et des échéanciers du processus tout au long du processus d'évaluation d'impact, et en préparant des résumés personnalisés de ce que l'AEIC avait entendu

Nº	Intervenant	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
	Première Nation de Fort Albany Première Nation Ginoogaming Première Nation nº 58 de Long Lake Nation métisse de l'Ontario Première Nation de Neskantaga Première Nation de Nibinamik Première Nation Weenusk	financière pour soutenir le renforcement des capacités communautaires afin que les communautés puissent fournir des renseignements propres à leur situation et participer à l'évaluation, au suivi et à la prise de décisions de façon significative. Ont indiqué que l'examen d'une très grande quantité de documents, combiné au chevauchement des activités de consultation menées pour les trois projets routiers et l'évaluation régionale du Cercle de feu, ont constitué un fardeau considérable pour les communautés. Ont souligné que les consultations sur les trois projets routiers auraient dû être combinées ou que les trois routes auraient dû être considérées comme un seul projet.	au sujet des répercussions potentielles du projet sur chaque communauté depuis le début du processus de consultation afin que les communautés puissent les examiner et les valider. Au total, 1 174 000,51 $ ont été versés sous forme de subventions et de contributions aux communautés autochtones susceptibles d'être touchées pour leur permettre de participer au processus d'évaluation d'impact pour ce projet. De plus, depuis 2019, environ 9,8 millions de dollars ont été versés sous forme de contributions au titre du Programme de soutien des capacités autochtones à Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek, à la Première Nation d'Aroland, à la Première Nation d'Attawapiskat, à la Première Nation de Constance Lake, à la Première Nation d'Eabametoong, à la Première Nation de Fort Albany, à la Première Nation de Ginoogaming, à la Première Nation nº 58 de Long Lake, à la Première Nation de Marten Falls, à la Nation métisse de l'Ontario, à la Première Nation de Neskantaga, à la Première Nation de Nibinamik et à la Première Nation de Webequie afin d'appuyer la mobilisation et le leadership significatifs des peuples autochtones dans les consultations sur les évaluations, notamment par le renforcement des capacités organisationnelles et la documentation du savoir autochtone et de l'utilisation des terres. Comme il est décrit à la section 4.2.1.1 du présent Rapport d'EI, l'AEIC a reconnu que, durant le processus d'évaluation d'impact, les communautés autochtones participaient à de multiples processus de consultation simultanés et faisaient face à des contraintes de capacité. Par conséquent, l'AEIC a cherché à réduire le

Nº	Intervenant	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
			plus possible la fatigue et le fardeau liés aux consultations en veillant à ce que les réunions permettent de discuter du projet et des processus d'évaluation d'impact se déroulant simultanément pour les projets de route d'approvisionnement Webequie et de route de raccordement du Nord. Dans la mesure du possible, les documents sur les effets potentiels des projets relevant de la compétence fédérale contenaient des renseignements sur les trois projets. L'AEIC a rencontré les communautés dans les lieux et selon les modalités de leur choix, et s'est rendue sur place pour leur épargner du temps et des coûts. L'AEIC a fourni le résumé de la version provisoire du Rapport d'EI dans des langues autochtones. Afin d'améliorer l'accessibilité du présent Rapport d'EI, l'AEIC a limité l'utilisation d'acronymes et de termes techniques.
13	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation d'Aroland Première Nation de Constance Lake Première Nation d'Eabametoong Première Nation de Fort Albany Première Nation de Kashechewan Première Nation de Nibinamik Première Nation Weenusk	Ont indiqué qu'elles ont fourni des renseignements pour éclairer l'étude d'impact ou proposé des modifications à l'étude d'impact ou qu'elles formuleraient des commentaires ultérieurement. Les communautés s'attendent à ce que leurs préoccupations soient abordées de façon significative. Ont demandé que l'étude d'impact présente un	Comme il est indiqué à la section 4.1.1 du présent Rapport d'EI, l'AEIC a intégré les activités de consultation et de mobilisation de la Couronne au processus d'évaluation d'impact et a invité toutes les communautés autochtones potentiellement touchées à examiner et à commenter par écrit le résumé de la description initiale du projet (du 11 septembre au 1er octobre 2019), la version provisoire des Lignes directrices individualisées relatives à l'étude d'impact et le plan de mobilisation et de partenariat avec les Autochtones (du 19 décembre 2019 au 28 janvier 2020) ainsi que la version provisoire du Rapport d'EI et les conditions potentielles (du 3 juin 2026 au 6 juillet 2026) pendant les périodes de commentaires officielles relatives à ces documents. Après la période de commentaires sur la version provisoire du Rapport d'EI

Nº	Intervenant	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
		compte rendu des consultations qu'elle soit plus transparente en ce qui concerne la façon dont les renseignements fournis par les communautés ont été prises en compte dans les conclusions de l'étude d'impact. Souhaitent avoir l'occasion de valider les modifications proposées, d'obtenir des explications sur la façon dont l'information a été prise en compte dans l'étude d'impact et d'obtenir une aide financière à cet égard.	et les conditions potentielles, l'AEIC a examiné tous les commentaires et apporté des modifications au Rapport d'EI. Hors des périodes de commentaires officielles, l'AEIC a organisé des rencontres virtuelles et en personne des communautés, fourni des documents à l'appui des séances d'information dirigées par les communautés, et produit des résumés propres à chaque communauté de sa compréhension des possibles répercussions du projet, aux fins d'examen et de validation. Les renseignements figurant dans ces résumés, y compris les commentaires fournis par les communautés autochtones, ont servi à éclairer les évaluations des répercussions sur les droits présentées dans le présent Rapport d'EI.
14	Première Nation de Marten Falls	A indiqué que la communauté a donné son consentement préalable librement et en connaissance de cause pour le projet.	L'AEIC prend acte de ce commentaire.
15	Première Nation Ginoogaming	A indiqué que la communauté n'appuiera aucun développement réalisé dans la région du Cercle de feu sans donner son consentement. A précisé que la communauté consentira au projet si elle obtient des	L'AEIC prend acte de ce commentaire.

Nº	Intervenant	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
		accommodements proportionnels à la gravité des répercussions sur ses droits découlant du développement de l'ensemble du réseau routier dans le Cercle de feu et du développement minier connexe.	
16	Première Nation d'Aroland Première Nation d'Attawapiskat Première Nation de Constance Lake Première Nation d'Eabametoong Première Nation de Fort Albany Première Nation de Kashechewan Première Nation de Nibinamik Première Nation Weenusk	Ont exprimé des préoccupations quant au fait que la Couronne ou le promoteur n'ont pas toujours communiqué avec les communautés en temps opportun ou répondu directement aux questions ou aux commentaires soulevés. Ont exprimé des préoccupations quant au fait que le promoteur et les gouvernements de l'Ontario et du Canada se sont mutuellement rejetés la responsabilité de répondre aux commentaires et que les réponses n'étaient pas satisfaisantes.	Le processus fédéral d'évaluation d'impact décrit dans le présent Rapport d'EI a été coordonné avec le processus d'évaluation environnementale du gouvernement de l'Ontario. Le promoteur a fait part à l'AEIC de tous les commentaires des communautés autochtones concernant l'ébauche de l'étude d'impact. Les réponses à tous les commentaires, qu'ils aient été adressés au promoteur, au gouvernement de l'Ontario ou au gouvernement du Canada, sont présentées dans les tableaux de l'annexe D du présent Rapport d'EI.

Nº	Intervenant	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
17	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation d'Attawapiskat Première Nation de Constance Lake Première Nation Ginoogaming Première Nation de Kashechewan Première Nation de Nibinamik Première Nation Weenusk	Ont exprimé des préoccupations quant au fait que le promoteur a privilégié la Première Nation de Marten Falls et la Première Nation d'Aroland en ce qui a trait à la mobilisation et à la participation à la prise de décision, à l'analyse des répercussions et aux conclusions, tandis que les autres communautés autochtones figurant sur la liste de mobilisation du promoteur n'ont pas eu l'occasion de participer de façon significative.	Les activités de mobilisation du promoteur sont décrites à la section 4.1.2 du présent Rapport d'EI. L'AEIC fait remarquer que le promoteur a échangé séparément avec toutes les communautés autochtones potentiellement touchées afin de consigner les connaissances et l'expertise aux fins d'inclusion dans son étude d'impact. Le promoteur a également fourni des renseignements et des documents. Les activités de mobilisation menées par l'AEIC sont décrites à la section 4.1.1 du présent Rapport d'EI. L'AEIC a invité les communautés autochtones à examiner et à commenter par écrit, pendant les périodes de commentaires officielles relatives à ces documents, le résumé de la description initiale du projet (du 11 septembre au 1er octobre 2019), les versions provisoires des Lignes directrices individualisées relatives à l'étude d'impact et du plan de mobilisation et de partenariat avec les Autochtones (du 19 décembre 2019 au 28 janvier 2020) ainsi que la version provisoire du Rapport d'EI et les conditions potentielles (du 3 juin 2026 au 6 juillet 2026). Hors des périodes de commentaires officielles, soit à compter du 31 mai 2019, l'AEIC a organisé des rencontres virtuelles et en personne des communautés, fourni des documents à l'appui des séances d'information dirigées par les communautés, et produit des résumés personnalisés de sa compréhension des possibles répercussions du projet, aux fins d'examen et de validation. Les renseignements figurant dans ces résumés, y compris les commentaires fournis par les communautés autochtones, ont servi à éclairer les

Nº	Intervenant	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
			évaluations des répercussions sur les droits présentées dans le présent Rapport d'EI.
18	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation d'Aroland Première Nation d'Eabametoong Première Nation Ginoogaming Première Nation Weenusk	Ont indiqué qu'elles souhaitent discuter avec l'AEIC au sujet de la version provisoire du Rapport d'EI et des conditions ou des changements proposés aux conditions (les communautés ont aussi demandé que le promoteur consigne les changements liés aux mesures d'atténuation et aux exigences en matière de suivi qui découlent de la mobilisation et qu'elles soient consultées dans le cadre des programmes de surveillance).	Le 2 juin 2026, l'AEIC a transmis la version provisoire du Rapport d'EI et des conditions potentielles aux communautés autochtones potentiellement touchées aux fins d'examen et de commentaires d'ici le 6 juillet 2026, et elle a mentionné la période de consultation et décrit les prochaines étapes du processus d'évaluation d'impact. L'AEIC a recommandé des mesures d'atténuation et un programme de suivi pour éviter. réduire au minimum et surveiller les effets négatifs, y compris des exigences pour que le promoteur consulte toutes les communautés autochtones susceptibles d'être touchées et précise la façon dont cette consultation doit être menée. Dans le cadre de la finalisation du présent Rapport d'EI, l'AEIC a offert des occasions de discussion en juin et en juillet 2026 et organisé des réunions de suivi pour discuter des documents et répondre aux préoccupations.

Tableau D-18 : Savoir autochtone

Le savoir autochtone partagé est un facteur à prendre en considération selon l'alinéa 22(1)g) de la LEI.

Nº	Intervenant	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
1	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation d'Aroland	Ont indiqué que le savoir autochtone partagé avec le promoteur n'avait pas été pris en compte ou	L'évaluation de l'AEIC est éclairée par les renseignements fournis par le promoteur dans son étude d'impact, ainsi que par les observations et le savoir reçus des communautés autochtones, les

Nº	Intervenant	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
	Première Nation d'Attawapiskat Première Nation de Constance Lake Première Nation d'Eabametoong Première Nation de Fort Albany Première Nation Ginoogaming Première Nation de Kashechewan Première Nation de Nibinamik Première Nation Weenusk	représenté fidèlement dans l'étude d'impact du promoteur. Ont demandé au promoteur de mettre à jour l'étude d'impact pour qu'elle reflète fidèlement le savoir autochtone ou d'indiquer pourquoi le savoir partagé n'a pas été pris en compte. Ont demandé au promoteur d'indiquer clairement comment le savoir autochtone a éclairé l'évaluation des effets dans son étude d'impact ainsi que les mesures d'atténuation qu'il a proposées, et de préciser quelles Premières Nations ont partagé du savoir autochtone.	renseignements de spécialistes fournis par des autorités fédérales et provinciales et toute autre source d'information pertinente. L'évaluation de l'AEIC, y compris la justification et les conclusions, est prise en compte dans le Rapport d'EI, qui a été finalisé à l'aide des commentaires et des observations soumis à l'AEIC au cours de la période de commentaires sur la version provisoire du Rapport d'EI, soit du 3 juin 2026 au 6 juillet 2026, et elle éclairera la prise de décisions en vertu de la LEI.
2	Première Nation d'Aroland Première Nation d'Eabametoong Première Nation de Nibinamik	Ont exprimé de l'intérêt et un besoin de soutien et de financement pour mener une étude sur le savoir traditionnel et l'utilisation des terres.	L'AEIC offre aux communautés autochtones admissibles la possibilité de recueillir des renseignements et d'entreprendre des études dans le cadre du Programme de soutien des capacités autochtones. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce programme, consulter le site Web de l'AEIC : Programme de soutien des capacités autochtones.

Nº	Intervenant	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
3	Première Nation de Fort Albany Première Nation nº 58 de Long Lake Première Nation de Nibinamik	Ont formulé des commentaires sur l'importance du savoir autochtone et la différence entre ce savoir et la science occidentale.	L'AEIC a tenu compte des perspectives fondées sur le savoir autochtone et les sciences occidentales et les a intégrés dans le présent Rapport d'EI.
4	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation d'Aroland Première Nation d'Eabametoong Première Nation de Fort Albany Première Nation Ginoogaming Première Nation de Kashechewan Première Nation de Neskantaga Première Nation Weenusk	Ont indiqué que le savoir autochtone n'était pas reflété dans l'évaluation de l'AEIC. Ont demandé des explications sur la façon dont leurs commentaires ont été pris en compte. Ont demandé que l'AEIC apporte les corrections appropriées au Rapport d'EI et aux conditions d'après les commentaires et les connaissances des Autochtones.	L'évaluation de l'AEIC est éclairée par les renseignements fournis par le promoteur dans son étude d'impact, ainsi que par les observations et le savoir reçus des communautés autochtones, les renseignements de spécialistes fournis par des autorités fédérales et provinciales et toute autre source d'information pertinente. L'AEIC remercie les communautés autochtones d'avoir partagé leur savoir autochtone, et elle a effectué les mises à jour nécessaires pour mieux refléter l'information qui lui a été fournie.
5	Première Nation d'Eabametoong Première Nation de Fort Albany Première Nation Ginoogaming	Ont offert et fourni à l'AEIC une étude confidentielle sur les connaissances autochtones et l'utilisation des terres.	L'AEIC est reconnaissante de l'occasion qui lui est offerte d'accéder à du savoir autochtone confidentiel. Lorsque le savoir autochtone est diffusé à titre confidentiel en vertu de la LEI, il est traité comme étant confidentiel, ne sera pas publié dans le Registre canadien d'évaluation d'impact et sera protégé de la divulgation au titre de la *Loi sur l'accès à l'information*. Dans la LEI, il existe des exceptions à cette règle de confidentialité, comme il est indiqué dans les lignes directrices de l'AEIC sur la protection du savoir

Nº	Intervenant	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
			autochtone confidentiel, mais la politique de l'AEIC prévoit de consulter les communautés autochtones et d'obtenir leur consentement avant toute divulgation conformément à ces exceptions.

Tableau D-19 : Participation des communautés autochtones aux programmes de surveillance après l'évaluation

Les exigences du programme de suivi relatives à la vérification et à la surveillance des effets négatifs fédéraux prévus ou de l'efficacité des mesures d'atténuation sont un facteur à prendre en considération selon l'alinéa 22(1)k) de la LEI.

Nº	Intervenant	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
1	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation d'Aroland Première Nation de Constance Lake Première Nation d'Eabametoong Première Nation de Fort Albany Première Nation Ginoogaming Première Nation de Kashechewan Première Nation de Nibinamik Première Nation Weenusk	Ont souligné que les communautés autochtones devraient participer, le plus tôt possible, aux discussions et aux décisions en cours concernant la gestion et la propriété du projet et ses effets, y compris les mesures d'accommodement, les activités d'atténuation, de surveillance et de suivi, l'exécution de la loi, les mesures de gestion adaptative, les comités connexes et le futur cadre de référence.	L'AEIC a cerné plusieurs possibilités pour les communautés autochtones voisines de participer aux programmes de surveillance et de suivi, comme il est décrit dans les conditions potentielles du projet. L'AEIC a pris des mesures pour soutenir la capacité des communautés potentiellement touchées à participer à l'évaluation d'impact du projet en fournissant du financement par l'entremise du Programme d'aide financière aux participants et du Programme de soutien des capacités autochtones, lesquelles serviront à recueillir des renseignements, à réaliser des études et à élaborer des structures de gouvernance autochtones pour permettre une participation et une coordination plus efficaces dans le cadre de l'EI.

Nº	Intervenant	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
		Ont indiqué qu'une aide financière devrait être fournie pour permettre une participation significative et équitable à ces activités. Ont demandé des détails sur les programmes de surveillance et la façon dont les communautés autochtones participeraient à leur élaboration.	

Tableau D-20 : Changements climatiques et durabilité

Les changements climatiques sont pris en compte dans la mesure dans laquelle les effets du projet porteraient atteinte ou contribueraient à la capacité du gouvernement du Canada de respecter ses engagements à l'égard des changements climatiques, comme le stipule l'alinéa 22(1)i) de la LEI, et les changements qui pourraient être apportés au projet du fait de l'environnement sont aussi pris en considération selon l'alinéa 22(1)j) de la LEI. La mesure dans laquelle les effets probables du projet contribueraient à la durabilité est aussi prise en compte dans l'évaluation, conformément à l'alinéa 22(1)h) de la LEI. La durabilité est également un facteur que la ministre doit prendre en considération pour déterminer si l'intérêt public justifie les effets négatifs fédéraux importants du projet, comme le précise l'article 63 de la LEI.

Nº	Intervenant	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
1	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation d'Aroland Première Nation d'Attawapiskat	Ont exprimé des préoccupations à l'égard des changements climatiques, y compris des répercussions des changements climatiques sur les communautés	L'évaluation d'impact menée par l'AEIC est axée sur les effets négatifs fédéraux, conformément à l'objectif de la LEI, qui vise à prévenir ou à atténuer les effets négatifs fédéraux importants. L'AEIC a axé son examen des renseignements et des études fournis par le promoteur sur les principales questions pertinentes à la prise de décisions, en particulier les effets négatifs

Nº	Intervenant	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
	Première Nation de Constance Lake Première Nation de Fort Albany Première Nation Ginoogaming Première Nation de Kashechewan Première Nation de Nibinamik	autochtones et les droits autochtones, la résilience des écosystèmes naturels et des espèces sauvages et de toute interaction avec les effets cumulatifs et liés au projet.	fédéraux et les avantages du projet, comme il est énoncé dans la lettre de l'AEIC adressée au promoteur (11 juin 2025). Cette lettre a été transmise aux communautés autochtones. Selon la LEI, les mesures d'atténuation et le programme de suivi font référence aux mesures visant à atténuer et à surveiller les effets négatifs fédéraux seulement. La LEI ne confère aucun pouvoir pour l'atténuation ou le suivi des effets autres que les effets fédéraux, par exemple ceux liés à la gestion de l'adaptation aux changements climatiques à l'échelle régionale. Les considérations liées aux changements climatiques ont été intégrées à l'analyse, au raisonnement et aux conclusions de l'AEIC sur les effets négatifs fédéraux et à la prise en compte des effets environnementaux sur le projet (sections 2.1, 2.2, 2.3, 3.1 et 4.3 du présent Rapport d'EI) ainsi qu'à l'analyse, au raisonnement et à la conclusion sur la mesure dans laquelle les effets probables du projet contribuent aux engagements du Canada en matière de changements climatiques (section 6).
2	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation d'Aroland Première Nation de Constance Lake	Ont exprimé des préoccupations quant au fait que l'approche à long terme de gestion adaptative, d'évaluation et de surveillance des changements climatiques pourrait ne pas tenir compte adéquatement de l'évolution des risques	L'AEIC a examiné les effets potentiels des changements climatiques et d'autres conditions environnementales sur le projet, y compris les phénomènes naturels violents, dans le cadre de son évaluation des effets environnementaux sur le projet, comme il est décrit à la section 3.1 du présent Rapport d'EI.

Nº	Intervenant	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
		cumulatifs liés aux changements climatiques au cours du cycle de vie du projet.	
3	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation de Constance Lake Première Nation de Fort Albany Première Nation Ginoogaming Première Nation de Nibinamik Première Nation Weenusk	Ont exprimé des préoccupations quant au fait que la contribution du projet à l'atteinte d'objectifs généraux en matière de changements climatiques et de durabilité n'était ni définie ni décrite adéquatement.	Conformément à la LEI, l'AEIC a tenu compte de la mesure dans laquelle les effets probables du projet contribuent à la capacité du gouvernement du Canada de respecter ses engagements en matière de changement climatique et de contribuer à la durabilité pour éclairer la prise de décision. L'analyse, la justification et les conclusions de l'AEIC liées à ces facteurs sont présentées aux sections 6 et 7 du présent Rapport d'EI.
4	Première Nation d'Aroland Première Nation de Nibinamik	Ont exprimé des préoccupations, notamment si la conception du projet, en particulier les traversées de cours d'eau et les sections de route flottante, tient adéquatement compte des répercussions des changements climatiques.	L'AEIC comprend, d'après l'étude d'impact du promoteur, que la résilience aux changements climatiques a été intégrée à la conception du projet et que la conception, au minimum, respecte les codes, normes et lignes directrices de conception pertinents, dont le Code canadien sur le calcul des ponts routiers et les Normes de conception des infrastructures routières de drainage de l'Ontario. De plus, le promoteur a indiqué que si le projet devait passer à l'étape de la conception détaillée, une analyse supplémentaire, y compris les risques liés aux

Nº	Intervenant	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
			embâcles et à l'écoulement et au déplacement des eaux souterraines, serait réalisée pour éclairer la conception détaillée du projet. De plus, l'évaluation de l'AEIC a pris en compte les renseignements liés aux effets potentiels des changements climatiques et des phénomènes météorologiques extrêmes sur l'infrastructure du projet à la section 3.1 du présent Rapport d'EI, ainsi que des renseignements provenant des autorités fédérales et des ministères de l'Ontario concernant la conception et l'exploitation des composants du projet dans les conditions climatiques futures.
5	Première Nation de Fort Albany Première Nation de Nibinamik Première Nation Weenusk	Ont posé des questions sur la façon dont les émissions de gaz à effet de serre sont prises en compte dans l'évaluation, étant donné le lien entre ces émissions et les répercussions des changements climatiques.	L'évaluation d'impact menée par l'AEIC, et décrite dans le présent Rapport d'EI, est axée sur les effets négatifs fédéraux, conformément à l'objectif de la LEI, lequel est de prévenir ou d'atténuer les effets négatifs fédéraux importants, comme il est énoncé dans la lettre de l'AEIC adressée au promoteur (11 juin 2025). Les changements climatiques ont été intégrés à l'évaluation par l'AEIC des effets négatifs fédéraux et les effets environnementaux sur le projet, et ils ont été pris en compte dans l'évaluation de l'AEIC dans la mesure dans laquelle les effets du projet contribuent au respect des engagements du Canada en matière de changements climatiques, comme cela est précisé dans l'ensemble du présent Rapport d'EI. Cependant, l'AEIC n'a pas le pouvoir de recommander des mesures pour atténuer, surveiller ou gérer l'adaptation aux changements climatiques à l'échelle régionale.

Tableau D-21 : Milieux humides

L'accent mis sur les milieux humides concernait plus particulièrement les voies d'effets sur le poisson et son habitat, ainsi que la mesure dans laquelle les effets probables du projet nuisent ou contribuent au respect des obligations du Canada en matière d'environnement, selon l'alinéa 22(1)i) de la LEI.

Nº	Intervenant	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
1	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation d'Aroland Première Nation d'Attawapiskat Première Nation de Constance Lake Première Nation de Fort Albany Première Nation Ginoogaming Première Nation de Kashechewan Première Nation nº 58 de Long Lake Première Nation de Nibinamik Première Nation Weenusk	Ont exprimé des préoccupations concernant les effets sur les tourbières et les milieux humides interconnectés, ainsi que les répercussions sur leurs fonctions écologiques et leur importance culturelle pour les peuples autochtones. Ont exprimé des préoccupations concernant l'omission des milieux humides dans l'analyse des effets cumulatifs et émis des réserves au sujet de l'efficacité des mesures d'atténuation proposées. Ont demandé que des mesures de compensation soient prises dans les cas où la restauration ne serait pas possible.	L'évaluation de l'AEIC était axée sur les effets négatifs fédéraux causés par le projet. L'AEIC est d'avis que les changements hydrologiques potentiels, dont les changements négatifs dans les milieux humides et les tourbières, pourraient contribuer aux effets résiduels sur le poisson et son habitat, comme il est décrit à la section 2.1 du présent Rapport d'EI. L'AEIC a recommandé des mesures d'atténuation et un programme de surveillance, décrits à la section 2.1.4, y compris des exigences pour que le promoteur consulte les communautés autochtones et leur communique les résultats des activités de surveillance de la qualité de l'eau. De plus, l'AEIC reconnaît que le gouvernement de l'Ontario applique des mécanismes législatifs et réglementaires pertinents visant à protéger les ressources en eau, qui sont alignées sur l'objectif de l'AEIC de réduire au minimum les effets négatifs du projet. L'AEIC a pris en considération les commentaires concernant la remise en état des tourbières. Dans son évaluation, l'AEIC a tenu compte des effets du projet sur les tourbières et les milieux humides, ainsi que des engagements du promoteur de restaurer, de remettre en état et de surveiller les zones perturbées dans le cadre de ses plans de gestion environnementale.

Nº	Intervenant	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
			L'AEIC a également tenu compte de la mesure dans laquelle les effets du projet contribuent aux obligations environnementales du Canada énoncées à la section 5 du présent Rapport d'EI et a conclu que les effets du projet ne contribueraient pas aux obligations environnementales du Canada en raison de ses effets négatifs résiduels probables, notamment les changements négatifs dans les milieux humides. Le projet est conçu pour réduire au minimum son empreinte sur les milieux humides, grâce au choix du tracé des routes et aux caractéristiques de conception du projet qui limiteront les changements dans les fonctions de ces milieux. Cependant, on prévoit que des effets négatifs ne pourront être évités et qu'ils ne contribueront pas à la capacité du Canada de respecter ses obligations environnementales en matière de biodiversité.

Tableau D-22 : Évaluation des effets

L'évaluation des effets du projet, y compris les effets qui doivent être pris en considération selon l'alinéa 22(1)a) de la LEI, porte principalement sur les questions clés liées aux effets négatifs fédéraux ou les éléments pertinents pour la prise de décisions relatives à l'évaluation d'impact.

Nº	Intervenant	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
1	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek	Ont exprimé des préoccupations concernant les renseignements de base,	L'AEIC a réalisé une évaluation d'impact du projet, en mettant l'accent sur les effets négatifs fédéraux, dont les effets cumulatifs, conformément à l'objectif de la LEI visant à prévenir ou à atténuer les effets

Nº	Intervenant	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
	Première Nation d'Aroland Première Nation de Constance Lake Première Nation d'Eabametoong Première Nation de Fort Albany Première Nation Ginoogaming Première Nation de Kashechewan Première Nation de Nibinamik Première Nation Weenusk	la méthode de relevé, les hypothèses et les conclusions du promoteur concernant les effets (y compris les interactions et l'interdépendance des effets), les mesures de suivi et d'atténuation et la détermination de leur importance.	négatifs fédéraux importants et tel qu'il est énoncé dans la lettre de l'AEIC adressée au promoteur (11 juin 2025). Une évaluation des répercussions potentielles sur les droits ancestraux et issus de traités a également été effectuée à la section 4.4 du présent Rapport d'EI. L'AEIC a cherché à comprendre comment les effets négatifs fédéraux seraient gérés, y compris par des mécanismes législatifs fédéraux et provinciaux, et à recommander des mesures d'atténuation et des exigences de suivi pertinentes qui pourraient être mises en œuvre comme condition de l'évaluation d'impact. Les résultats de l'évaluation des effets ont éclairé l'analyse des répercussions potentielles sur les droits. L'évaluation de l'AEIC, y compris la justification et les conclusions, est prise en compte dans le Rapport d'EI, qui a été finalisé à l'aide des commentaires et des observations soumis à l'AEIC au cours de la période de consultation sur la version provisoire du Rapport d'EI, soit du 3 juin 2026 au 6 juillet 2026, et elle éclairera la prise de décisions en vertu de la LEI.
2	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation d'Aroland Première Nation d'Attawapiskat Première Nation de Constance Lake	Ont indiqué qu'en raison du manque de clarté dans la conception du projet, d'études de référence et de détails sur les hypothèses et la méthodologie, ainsi que des incohérences dans la description des effets, il	Consulter la ligne 1 du tableau D-22 : Évaluation des effets.

Nº	Intervenant	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
	Première Nation d'Eabametoong Première Nation de Fort Albany Première Nation Ginoogaming Première Nation de Kashechewan Première Nation nº 58 de Long Lake Première Nation de Nibinamik Première Nation Weenusk	est difficile de comprendre l'évaluation des effets du promoteur et la manière dont les droits seraient touchés.	
3	Première Nation d'Attawapiskat Première Nation de Kashechewan Première Nation de Neskantaga Première Nation Weenusk	Ont exprimé des préoccupations en ce qui concerne les limites spatiales définies par le promoteur pour l'évaluation des effets sur les composantes valorisées, y compris l'utilisation traditionnelle des terres et des ressources, ainsi que sur les systèmes aquatiques et écologiques.	L'AEIC souligne qu'il existe des points de vue divergents sur la façon dont les limites spatiales sont définies dans l'étude d'impact du promoteur. Les sections 2.1, 2.2, 2.3, 4.3.1, 4.3.2 et 4.3.3 définissent les limites spatiales utilisées par l'AEIC pour chaque composante valorisée pertinente aux fins de son évaluation des effets négatifs fédéraux, dont les effets cumulatifs. L'AEIC a utilisé les divers renseignements, études et perspectives pour définir les limites spatiales, de sorte que les définitions de l'AEIC ne correspondent pas toujours aux limites définies par le promoteur.
4	Première Nation d'Attawapiskat	Ont indiqué que l'évaluation des effets	L'AEIC a réalisé une évaluation des effets cumulatifs, qui est incluse dans le présent Rapport

Nº	Intervenant	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
	Première Nation de Fort Albany Première Nation Ginoogaming Première Nation de Kashechewan Première Nation Weenusk	cumulatifs du promoteur ne concorde pas avec les perspectives des communautés et le savoir autochtone sur les composantes environnementales valorisées, les utilisations traditionnelles des terres et des ressources et la façon dont le développement régional pourrait avoir une incidence sur la communauté (effets sociaux), et n'aide pas la communauté à comprendre comment ses droits pourraient être touchés, notamment dans les cas où les répercussions sur les droits des Autochtones n'ont pas été évaluées pleinement.	d'EI, a choisi les limites spatiales et temporelles et a examiné la façon dont les effets négatifs fédéraux résiduels du projet pourraient interagir avec les effets d'autres activités concrètes passées, présentes ou probables, dont les activités de développement régional raisonnablement prévisibles. La justification et les conclusions de l'AEIC sur les effets cumulatifs et les effets négatifs fédéraux sont présentées aux sections 2.1, 2.2, 2.3 et 4.3 du présent Rapport d'EI, ainsi qu'à la section 4.4 pour ce qui est des répercussions sur les droits des Autochtones.

Tableau D-23 : Infrastructure liée au projet, risques et soutien

L'AEIC a examiné le projet tel que proposé par le promoteur et tenu compte des commentaires relatifs à l'infrastructure, aux risques et au soutien, dans la mesure où les éléments étaient pertinents pour l'évaluation

d'impact, ainsi que des facteurs qui doivent être pris en considération dans une évaluation d'impact selon l'article 22 de la LEI.

Nº	Intervenant	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
1	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation d'Aroland Première Nation d'Attawapiskat Première Nation de Constance Lake Première Nation d'Eabametoong Première Nation de Fort Albany Première Nation Ginoogaming Première Nation de Kashechewan Kitchenuhmaykoosib Inninuwug Première Nation de Neskantaga Première Nation de Nibinamik Première Nation Weenusk	Ont demandé si suffisamment de renseignements ont été fournis pour justifier les principales hypothèses du projet concernant les approches de construction, les décisions de conception, notamment pour la circulation future de véhicules miniers industriels et les effets environnementaux sur l'infrastructure, la préparation aux situations d'urgence, et les mesures d'atténuation pour gérer les effets.	L'AEIC a tenu compte de tous les renseignements fournis depuis le début du processus d'évaluation d'impact en 2019, y compris ceux du promoteur, ainsi que les commentaires et observations des communautés autochtones, le savoir autochtone partagé et les connaissances communautaires, les renseignements des autorités fédérales et des ministères de l'Ontario et les commentaires du public, pour effectuer l'évaluation d'impact et élaborer les mesures d'atténuation recommandées et les exigences de programme de suivi qui seraient mises en œuvre par le promoteur et qui relèveraient de sa responsabilité et de son contrôle. De plus, l'AEIC est d'avis que les mesures d'atténuation et le programme de suivi recommandés seraient réalisables sur les plans technique et financier. Le projet est conçu de façon à atténuer les effets potentiels de l'environnement sur le projet par la prise en compte des conditions existantes et des risques environnementaux externes, notamment les tendances climatiques prévues. Toutes les structures, fondations et installations connexes proposées seront conformes aux codes, lignes directrices, spécifications et normes applicables du Canada et de l'Ontario. La compréhension de l'AEIC de la conception du projet est notamment fondée sur les renseignements fournis dans l'étude d'impact du promoteur. L'étude

Nº	Intervenant	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
			d'impact indique que la circulation associée à l'exploitation du projet comprendrait une utilisation limitée de camions lourds pour le transport de fournitures et d'équipements miniers, mais n'inclurait pas le transport de minerais. Le promoteur a également indiqué que les critères de conception des routes ont été élaborés en fonction de l'utilisation prévue de la route, de sa classification, des volumes de circulation prévus et des types de véhicules attendus pendant la construction et l'exploitation du projet. L'AEIC comprend que la route devrait répondre aux exigences du ministère des Transports de l'Ontario, y compris les normes provinciales applicables de l'Ontario, qui visent à soutenir la sécurité routière et à réduire au minimum les effets négatifs.
2	Première Nation d'Aroland Première Nation de Constance Lake Première Nation de Fort Albany Première Nation Ginoogaming Kitchenuhmaykoosib Inninuwug Première Nation de Kashechewan Première Nation nº 58 de Long Lake	Ont soulevé des préoccupations quant à l'incertitude entourant la future propriété de la route, ce qui pourrait nuire à la mise en œuvre et à l'application des mesures d'atténuation et au respect d'autres engagements du projet en temps opportun, y compris les mesures d'intervention en cas de défaillance et d'accident.	Si le projet est approuvé, la déclaration de décision comprendra des conditions juridiquement contraignantes pour le projet et son promoteur. Ces conditions juridiquement contraignantes s'appliqueraient au promoteur pendant toute la durée de vie du projet, et à tout promoteur successeur en cas de changement.

Nº	Intervenant	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
	Première Nation Weenusk		
	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation d'Aroland Première Nation de Constance Lake Première Nation nº 58 de Long Lake Première Nation de Nibinamik	Ont indiqué appuyer la construction du projet à condition que les avantages soient répartis équitablement, que les effets potentiels soient étudiés, que les préoccupations soient abordées et que les normes de protection de l'eau, des terres, de la faune et de la culture soient respectées.	L'AEIC prend acte de l'appui conditionnel au projet. La section 4.3.4 du présent Rapport d'EI décrit les effets positifs du projet pour les peuples autochtones en tenant compte des renseignements reçus.
3	Première Nation d'Aroland Première Nation de Constance Lake Première Nation d'Eabametoong Première Nation de Fort Albany Première Nation Ginoogaming Première Nation de Kashechewan Première Nation de Nibinamik	Ont indiqué craindre que les lacunes en matière d'information limitent la capacité d'évaluer adéquatement les effets du projet, y compris sur les droits ancestraux et issus de traités, et que l'on se fie aux activités de surveillance prévues pour combler ces lacunes.	L'AEIC a examiné les renseignements fournis par le promoteur, les commentaires et observations des communautés autochtones (y compris le savoir autochtone), les renseignements des autorités fédérales et des ministères de l'Ontario, ainsi que les commentaires du public, et elle est d'avis qu'elle disposait de suffisamment d'information pour préparer le présent Rapport d'EI. Les résultats de l'évaluation des effets sont accompagnés de recommandations quant aux mesures d'atténuation et aux programmes de suivi pour atténuer et surveiller les effets, respectivement, ainsi que d'une analyse des répercussions potentielles sur les droits autochtones figurant à la section 4.4 du présent Rapport d'EI.

Nº	Intervenant	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
	Première Nation d'Aroland Première Nation d'Attawapiskat Première Nation de Constance Lake Première Nation d'Eabametoong Première Nation de Fort Albany Première Nation Ginoogaming Première Nation de Kashechewan Nation métisse de l'Ontario Première Nation de Nibinamik Première Nation Weenusk	Ont indiqué que l'évaluation régionale dans la région du Cercle de feu doit être achevée avant le début des projets routiers et que les préoccupations et les recommandations doivent être prises en compte pour éclairer adéquatement les évaluations d'impact des projets, et que l'évaluation d'impact ne tient pas compte adéquatement du développement induit, futur et interconnecté associé à l'ouverture de la région du Cercle de feu. Ont exprimé des préoccupations quant au fait que les projets routiers sont présentés comme des projets distincts alors qu'ils constitueront une route continue pour soutenir le développement de la région du Cercle de feu.	L'AEIC reconnaît qu'il est préférable que l'évaluation régionale soit achevée avant la prise de décisions sur les projets routiers individuels. L'évaluation régionale et l'évaluation des projets routiers suivent des calendriers distincts. Toutefois, toute étude pertinente réalisée pour l'évaluation régionale peut être prise en compte dans le cadre d'une évaluation de projet routier en cours, et l'évaluation régionale peut être éclairée par des études pertinentes achevées ou des renseignements recueillis dans le cadre des évaluations des projets routiers. Le Registre canadien d'évaluation d'impact contient des renseignements et des mises à jour sur les projets proposés dans la région qui sont ou ont été évalués au titre de la LEI, y compris la réponse à la demande de désignation du projet de mine Eagle's Nest de Wyloo Ring of Fire ltée (https://iaac-aeic.gc.ca/050/evaluations/document/165043).

Nº	Intervenant	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
		Ont demandé à l'AEIC et à l'Ontario de préciser comment les résultats de l'évaluation régionale seront intégrés à l'évaluation du projet.	
4	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation d'Aroland Première Nation d'Attawapiskat Première Nation de Constance Lake Première Nation de Fort Albany Première Nation de Kashechewan Première Nation nº 58 de Long Lake Première Nation de Neskantaga Première Nation de Nibinamik Première Nation Weenusk	Ont exprimé des préoccupations au sujet des détails fournis sur les mesures d'atténuation, de leur efficacité et de la dépendance envers les activités de surveillance aux fins de suivi. Ont demandé au promoteur de faire une distinction entre les éléments de conception, les pratiques normalisées, les permis et les mesures d'atténuation. Ont demandé que les engagements et les mesures d'atténuation du promoteur soient respectés et appliqués, y compris par l'imposition de conditions pour les approbations fédérales et provinciales.	Des mesures d'atténuation sont définies pour éviter, réduire, contrôler ou compenser les effets négatifs, et des programmes de suivi visent à évaluer l'exactitude des effets prévus et l'efficacité des mesures. L'AEIC a recommandé des mesures d'atténuation et un programme de suivi (sections 2.1, 2.2, 2.3, 3.1, 4.3.1, 4.3.2 et 4.3.3 du présent Rapport d'EI) afin de réduire au minimum et de surveiller les effets négatifs fédéraux. L'AEIC comprend que les composantes du projet seraient conçues conformément aux normes et codes fédéraux et provinciaux applicables, comme le Code canadien sur le calcul des ponts routiers (CSA S6:25), ainsi que le manuel de conception et le manuel structurel des bordures de route, le manuel de gestion du drainage, les Normes de conception des infrastructures routières de drainage et les directives de conception des conduites libres de l'Ontario. Quel que soit l'échéancier, l'AEIC comprend que la rigueur des processus réglementaires d'autorisation et d'approbation ne changera pas.

Tableau D-24 : Réhabilitation

L'AICP a tenu compte de tous les commentaires reçus concernant la réhabilitation, la remise en état et la revégétalisation, dans la mesure où ils étaient liés aux effets négatifs fédéraux et pertinents pour l'évaluation d'impact.

Nº	Intervenant	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
1	Première Nation d'Aroland Première Nation de Fort Albany Première Nation de Kashechewan Première Nation de Nibinamik Première Nation Weenusk	Ont exprimé des préoccupations relatives à l'incertitude entourant la désaffectation des infrastructures temporaires (y compris les sites d'agrégats), la réhabilitation et la remise en état (y compris la planification de la fermeture).	Le promoteur s'est engagé à céder et à réhabiliter les carrières et les carrières d'agrégats conformément aux exigences de la *Loi sur les ressources en agrégats* de l'Ontario, et à réhabiliter et aménager les sites d'agrégats conformément aux exigences applicables au titre des permis, y compris aux plans de réhabilitation, comme il est décrit dans l'étude d'impact. De plus, l'AEIC comprend que le gouvernement de l'Ontario applique les mécanismes législatifs et réglementaires pertinents (y compris au titre de la *Loi sur les ressources en agrégats*) dont les objectifs sont alignés sur l'intention de l'AEIC de réduire au minimum les effets négatifs.

Tableau D-25 : Commentaires divers

L'AEIC a tenu compte de tous les commentaires reçus dans la mesure où ils étaient pertinents pour l'évaluation d'impact.

Nº	Intervenant	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
1	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation d'Aroland	Ont exprimé des préoccupations au sujet des résumés en langage clair et formulé des commentaires	L'AEIC apprécie la contribution des communautés autochtones, y compris la validation des documents produits tout au long du processus d'évaluation d'impact. Pour effectuer l'évaluation, l'AEIC a tenu

Nº	Intervenant	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
	Première Nation d'Attawapiskat Première Nation de Constance Lake Première Nation d'Eabametoong Première Nation de Fort Albany Première Nation Ginoogaming Première Nation de Kashechewan Première Nation de Nibinamik Première Nation Weenusk	sur la rédaction de la version provisoire de l'étude d'impact du promoteur. Ont demandé d'inclure plus d'information dans l'étude d'impact pour appuyer les examinateurs et éclairer les conclusions sur les effets négatifs résiduels.	compte des renseignements du promoteur, ainsi que des renseignements et du savoir des communautés autochtones, des autorités fédérales, des ministères de l'Ontario et du public. L'AEIC comprend les préoccupations concernant l'information disponible à l'appui de l'analyse et de l'examen de l'étude d'impact du promoteur. Par souci de clarté, l'AEIC a structuré le présent Rapport d'EI en fonction des effets négatifs fédéraux et des éléments décisionnels. L'évaluation de l'AEIC, y compris la justification et les conclusions, est prise en compte dans le Rapport d'EI, qui a été achevé à l'aide des commentaires et des observations soumis à l'AEIC au cours de la période de consultation sur la version provisoire du Rapport d'EI (du 3 juin 2026 au 6 juillet 2026), et elle éclairera la prise de décisions en vertu de la LEI.
2	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation d'Aroland Première Nation d'Attawapiskat Première Nation de Constance Lake Première Nation d'Eabametoong Première Nation de Fort Albany Première Nation Ginoogaming	Ont demandé des éclaircissements au sujet de l'entente de collaboration conclue avec l'Ontario et exprimé des préoccupations au sujet de l'intention de l'AEIC de s'en remettre aux mécanismes de réglementation provinciaux ainsi que des décisions futures en matière de conception ou de réglementation. Ont demandé que l'approbation fédérale soit	Le Canada et l'Ontario ont convenu de coordonner les activités des processus d'évaluation fédéral et provincial pour ce projet. Dans le cadre de cette collaboration, le promoteur a produit un ensemble de documents unique regroupant le Rapport d'EI et l'étude d'impact, afin de satisfaire au processus fédéral d'évaluation d'impact et au processus provincial d'évaluation environnementale. Le Plan de collaboration fournit de plus amples détails sur la façon dont le Canada et l'Ontario ont travaillé ensemble. Conformément à l'Entente de collaboration entre l'Ontario et le Canada et à la lettre du 11 juin 2025 de l'AEIC adressée au promoteur, l'AEIC a axé son évaluation sur les questions clés liées à la prise de décisions fédérales, plus particulièrement sur les effets

Nº	Intervenant	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
	Première Nation nº 58 de Long Lake Première Nation de Neskantaga Première Nation de Nibinamik Première Nation Weenusk	conditionnelle à la réalisation des évaluations provinciales.	négatifs relevant de la compétence fédérale, tels que définis à l'article 2 de la LEI, y compris sur les effets cumulatifs et les effets positifs du projet. Une évaluation des répercussions potentielles du projet sur les droits des Autochtones a également été effectuée par l'AEIC (section 4.4 du présent Rapport d'EI). En réponse aux commentaires reçus pendant la période de commentaires sur la version provisoire du Rapport d'EI, l'AEIC a élaboré des conditions potentielles d'après l'ensemble des mesures du programme de suivi et des mesures d'atténuation recommandées, qui sont énumérées dans le présent Rapport d'EI. L'AEIC comprend que le projet devrait respecter toutes les conditions imposées pour l'obtention de l'autorisation de procéder au titre de la *Loi sur les évaluations environnementales* de l'Ontario, que le projet doit être réalisé conformément à l'évaluation environnementale provinciale approuvée et que le promoteur doit respecter tous ses engagements indiqués dans l'étude d'impact.
3	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation d'Aroland Première Nation d'Attawapiskat Première Nation de Constance Lake Première Nation d'Eabametoong	Ont exprimé des préoccupations concernant l'efficacité du plan de compensation des effets sur la biodiversité du promoteur.	L'AEIC prend acte des préoccupations exprimées par les communautés autochtones en ce qui concerne le recours à la compensation comme mesure d'atténuation des effets. Le promoteur s'est engagé à peaufiner le plan provisoire de compensation de la biodiversité à la suite de consultations avec d'autres communautés autochtones, Environnement et Changement climatique Canada et le ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs de l'Ontario. Le plan viserait à compenser la perte ou l'altération de l'habitat et comprendrait des

Nº	Intervenant	Résumé du commentaire	Réponse de l'AEIC
	Première Nation de Fort Albany Première Nation Ginoogaming Première Nation de Kashechewan Première Nation Weenusk		activités de surveillance à long terme pour combler les lacunes en matière de connaissances et appuyer la détermination des mesures d'adaptation, le cas échéant.
4	Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek Première Nation d'Attawapiskat Première Nation de Fort Albany Première Nation de Kashechewan Première Nation Weenusk	Ont indiqué que l'évaluation des effets devrait caractériser adéquatement les effets négatifs du projet et expliquer comment leur importance a été déterminée. Ont demandé pourquoi l'AEIC parle de répercussions potentielles.	Les sections 2.1, 2.2, 2.3, 4.3.1, 4.3.2 et 4.3.3 du présent Rapport d'EI décrivent les évaluations des effets réalisées par l'AEIC qui comprennent une caractérisation des effets négatifs fédéraux résiduels et cumulatifs. Les définitions des critères d'évaluation des effets ainsi que des critères de caractérisation de leur importance figurent respectivement à l'annexe A et à la section 1.2.3 du présent Rapport d'EI. Dans le cadre de l'élaboration du présent Rapport d'EI, l'AEIC a suivi les directives du document d'orientation Évaluation des répercussions potentielles sur les droits des peuples autochtones. Comme il est indiqué dans ce document, l'évaluation d'impact détermine les répercussions potentielles, étant donné qu'elle porte sur une proposition de projet et que les répercussions ne sont pas encore survenues.